

7013  
Pel

---

JOURNAUX  
DE  
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE  
VOL. XXXVIII

---



JOURNAUX  
DE  
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

---

DU 22 MARS AU 2 JUIN 1904

—CES DEUX JOURS INCLUS—

---

Dans la quatrième année du règne de Notre Souverain

LE ROI EDOUARD VII

ÉTANT LA QUATRIÈME SESSION DU DIXIÈME PARLEMENT DE LA  
LÉGISLATURE DE QUÉBEC

---

SESSION 1904

---

*INPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE*

QUÉBEC  
IMPRIMÉ PAR LA C<sup>IE</sup> DE PUBLICATION DU "SOLEIL", QUÉBEC

1904







# PROCLAMATIONS

---

CANADA,  
Province de Québec, }  
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

*EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUATRIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—

SALUT :

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le QUATRIÈME jour du mois de JUIN, mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le QUATORZIÈME jour du mois de JUILLET prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait opposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-AMABLE JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce VINGT-SEPTIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie  
QUÉBEC.

CANADA,  
Province de *Québec*. }  
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

*EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le QUATORZIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—

SALUT :

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le QUATORZIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre

---

Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AOUT prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce TRENTIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie  
QUÉBEC.

---

CANADA,  
Province de *Québec*, }  
[L. S ]

L.-A. JETTÉ.

*EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers législatifs de la province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Quebec*, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—

SALUT :

**A** TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec* se trouve convoquée pour le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec*;

---

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le PREMIER jour du mois d'OCTOBRE prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce HUITIÈME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie  
QUÉBEC.

---

CANADA,  
Province de Québec, }  
[L. S.]

L.-N. CASAULT.

*EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande  
Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers,  
Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le PREMIER jour d'OCTOBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—

SALUT :

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-NAPOLÉON CASAULT, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie  
QUÉBEC.

CANADA.  
Province de Québec, }  
[L. S.]

L.-N. CASAULT.

*EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—

SALUT :

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-NAPOLÉON CASAULT, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-UNIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

QUÉBEC.

CANADA,  
Province de Québec. }  
[L. S.]

L.-N. CASAULT.

*EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus, pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—

SALUT :

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le DIX-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JANVIER prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-NAPOLÉON CASAULT, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie  
QUÉBEC.

CANADA,  
Province de Québec, }  
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

*EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, ROI du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers législatifs de la province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et à chacun de vous—

SALUT:

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JANVIER, mil neuf cent quatre, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et, par ces présentes, vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le HUITIÈME jour du mois de MARS prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce SEIZIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie  
QUÉBEC.



CANADA,  
Province de Québec, }  
[L S.]

L.-A. JETTÉ

*EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le HUITIÈME jour de MARS prochain.—

SALUT :

A TTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au HUITIÈME jour du mois de MARS prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au VINGT-DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit HUITIÈME jour de MARS prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, ce VINGT-DEUXIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie  
QUÉBEC.

JOURNAUX  
DE  
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE  
DE LA  
PROVINCE DE QUEBEC  
SESSION 1904

---

Mardi, 22 mars 1904

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation (ci-annexée), pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés ;

Le message suivant est apporté par Arthur St-Jacques, écuyer, gentil-homme-huissier de la Verge Noire :—

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec requiert la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif ;

---

Et étant de retour dans la salle des délibérations de l'Assemblée législative, M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes des vacances survenues dans la représentation des districts électoraux de Berthier, Brome, Maskinongé et Shefford, et qu'il a adressé son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour les dits districts électoraux, respectivement.

---

Québec, 1er octobre 1903.

L'honorable H.-B. RAINVILLE, M. P. P.,  
Orateur de l'Assemblée Législative,  
Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Brome, par le décès de l'honorable Henry-Thomas Duffy, député du dit district électoral.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) S.-N. PARENT,  
Député du district électoral de St-Sauveur

(Signé) ADÉLARD TURGEON,  
Député du district électoral de Bellechasse.

---

---

Québec, 1er octobre 1903.

L'Honorable H.-B. RAINVILLE, M. P. P.,

Orateur de l'Assemblée Législative,

Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Berthier, par l'acceptation par M. C. Alphonse Chênevert, député du dit district électoral, d'une charge salariée de la Couronne.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) S.-N. PARENT,

Député du district électoral de St-Sauveur.

(Signé) ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

---

Québec, 1er octobre 1903.

L'Honorable H.-B. RAINVILLE, M. P. P.,

Orateur de l'Assemblée Législative,

Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Maskinongé, par l'acceptation par M. Hector Caron, député du dit district électoral, d'une charge salariée de la Couronne.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) S.-N. PARENT,

Député du district électoral de St-Sauveur.

(Signé) ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

---

Québec, 1er octobre 1903.

L'Honorable H.-B. RAINVILLE, M. P. P.,

Orateur de l'Assemblée Législative,

Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Shefford, par l'acceptation par M. T. Boucher de Grosbois, député du dit district électoral, d'une charge salariée de la Couronne.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) S.-N. PARENT,

Député du district électoral de St-Sauveur.

(Signé) ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

— — —  
M. l'Orateur informe aussi la Chambre que durant la vacance, il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat d'élection pour le district électoral de Brome, comme suit :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

QUÉBEC, 16 novembre, 1903.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dix octobre mil neuf cent trois, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à Monsieur Charles S. Cotton, Shérif, de Sweetsburg, officier-rapporteur pour le district électoral de Brome, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieux et place de l'honorable Henry-Thomas Duffy, décédé, l'honorable John-Charles-James Sarsfield McCorkill, avocat, de Cowansville, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé) L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

A L'Honorable

Orateur de l'Assemblée Législative  
de la Province de Québec

L'honorable John-Charles-James Sarsfield-McCorkill, député élu pour le comté de Brome, M. Joseph Lafontaine, député élu pour le comté de Berthier, M. Auguste Mathieu, député élu pour le comté de Shefford, M. Damase Naud, député élu pour le comté de Portneuf, et M. Georges Lafontaine, député élu pour le comté de Maskinongé, ayant préalablement prêté le serment d'office et signé le rôle qui le contient, prennent leur siège, après le cérémonial d'usage.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

*Résolu* :—Qu'en admettant Auguste Mathieu, écuyer, député élu pour le comté de Shefford, Joseph Lafontaine, écuyer, député élu pour représenter le comté de Berthier, Damase Naud, écuyer, député élu pour représenter le district électoral de Portneuf, Georges Lafontaine, écuyer, député élu pour représenter le district électoral de Maskinongé, à prendre leur siège en produisant seulement leur *indenture* en double, sans le rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill (No 1) intitulé : “ Acte relatif à la prestation des serments d'office ”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale ; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre, comme suit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative.*

Je suis heureux de vous souhaiter de nouveau la bienvenue et de vous offrir mes vœux pour le succès de vos travaux.

Je suis sûr d'exprimer vos sentiments en disant que je regrette le pénible et douloureux événement qui a si soudainement enlevé l'honorable M. Duffy à l'estime et à la confiance de ses concitoyens. La carrière publique de cet homme de bien n'a pas été de longue durée ; mais, pendant les quelques années qu'il a géré deux des plus importants ministères de mon gouvernement, il a fait preuve de qualités administratives de premier ordre. En le perdant, la province a vu disparaître un politique à vues larges, saines et justes, et doué d'un esprit de conciliation digne d'éloges.

Nous avons lieu de nous féliciter de la grande prospérité dont la province continue à jouir, et des progrès remarquables réalisés, depuis quelques années, dans la mise en valeur de ses ressources naturelles. Comme par le passé, mes ministres s'appliqueront, avec votre concours, à en favoriser de plus en plus le développement dans l'intérêt de la richesse publique.

Les négociations entamées avec le gouvernement de la Puissance pour faire reconnaître nos droits sur les pêcheries des eaux territoriales de la province, ne sont pas encore terminées, mais elles se continuent actuellement et nous donnent l'espoir d'une solution favorable.

Mon gouvernement, pénétré de l'importance de l'œuvre de la colonisation qui semble devoir être le principal facteur de notre prospérité, et dont le succès déterminera certainement le rôle de la province dans la confédération, s'est consacré avec sollicitude à la recherche des moyens qui pourraient le plus efficacement la débarrasser des entraves que la législation actuelle peut offrir à son développement. Il n'a pas négligé non plus d'étudier la situation de l'industrie forestière, qui, pendant de longues années encore, fournira un des plus puissants éléments de notre richesse publique et privée. La commission, chargée de s'enquérir de tout ce qui se rapporte à cette question nationale de la colonisation, fera bientôt son rapport qui vous sera immédiatement soumis, et la législation que pourraient nécessiter les conclusions de ce rapport, sera déferée à votre appréciation, dans le plus bref délai.

Le développement de nos ressources minérales se continue, et la découverte récente de minerais nouveaux et de grande valeur, entre autres, le radium, démontre la richesse de notre province.

Les règlements sanctionnés par mon gouvernement et mis en force par le conseil provincial d'hygiène, pour la protection de la santé publique, ont eu des résultats satisfaisants, et la co-opération des autorités municipales a été efficace.

Mon gouvernement a tout lieu de croire que l'importante question de rajustement des subsides, dont vous avez approuvé les conditions, lors de la dernière session, fait l'objet de la sérieuse considération du gouvernement du Canada.

Plusieurs projets de loi d'intérêt général seront soumis à vos délibérations. Je mentionnerai spécialement une mesure ayant pour objet de refondre les statuts passés par cette législature depuis 1888, et une autre se rapportant aux accidents du travail.

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Les comptes publics de la dernière année fiscale vous seront incessamment soumis.

Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que cet exercice se solde de nouveau par un excédent.

Le budget des dépenses pour l'année fiscale prochaine sera sans retard mis devant vous.

Il a été préparé avec toute l'économie que permet l'efficacité du service public.

---

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

J'ai la ferme conviction, je suis heureux de le dire en terminant, que vous apporterez à l'étude des questions qui feront l'objet de nos délibérations, l'esprit de concorde et d'harmonie que sauront sûrement vous inspirer votre patriotisme et votre dévouement aux intérêts de la province.

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

*Ordonné*,—Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, prononcé devant les deux branches de la Législature, soit pris en considération demain.

*Résolu*,—Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soit nommés pour les objets suivants, savoir:

1. Privilèges et élections ;
2. Ordres permanents ;
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ;
4. Bills privés ;
5. Législation et lois expirantes ;
6. Comptes publics ;
7. Agriculture, immigration et colonisation ;
8. Différentes branches d'industrie en cette province.

Lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

---

M. l'Orateur communique à la Chambre la correspondance suivante relative à la résolution de l'Assemblée législative de Québec, adoptée, à sa dernière session, au sujet de la tenure des terres en Irlande :

Québec, 11 juillet 1903.

L'honorable H.-B. RAINVILLE,

Orateur.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, QUÉBEC.

Mon cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre copie de la correspondance échangée entre le Gouverneur-Général et le Gouvernement de la Province de



---

Québec, relativement à la résolution de l'Assemblée Législative, en date du 25 avril 1903, au sujet de la tenure des terres en Irlande.

Bien à vous,

(Signé)           AMD ROBITAILLE,  
Secrétaire de la Province.

---

1594/03.

27 mai 1903.

A Son Excellence LORD MINTO,  
Gouverneur-Général du Canada,  
Ottawa.

MILORD.

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-jointe, copie d'une résolution de l'Assemblée Législative de la province de Québec, adoptée le vingt-cinquième jour d'avril dernier, au sujet de la récente législation soumise à la Chambre des Communes britanniques sur la tenure des terres en Irlande; et aussi une adresse de la dite Assemblée Législative priant Votre Excellence de transmettre, de la manière qui lui agréera, la dite résolution, au Très Honorable Joseph Chamberlain, Secrétaire d'Etat pour les Colonies.

J'ai l'honneur d'être,

De Votre Excellence,

Le très obéissant serviteur,

(Signé)           L.-A. JETTÉ.

---

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR-GÉNÉRAL, CANADA.

Ottawa, 8 juillet 1903.

Le Gouverneur-Général, après avoir transmis au Secrétaire des Colonies, copie de la résolution de l'Assemblée Législative de la province de Québec, au sujet de la tenure des terres en Irlande, incluse dans la lettre de Votre Honneur en date du 27 mai dernier, me donne, mainte-

---

nant, instructions de vous adresser une copie de la dépêche par laquelle M. Chamberlain accuse réception de cette résolution.

J'ai l'honneur d'être,

De Votre Honneur,

L'obéissant serviteur,

(Signé) F. J. MAUDE,

Secrétaire du Gouverneur-Général.

A Son Honneur,

Le Lieutenant-Gouverneur de Québec,

Québec.

---

DE M. CHAMBERLAIN A LORD MINTO.

Canada, No 215.

Downing street, 23 juin 1903.

MILORD,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la dépêche No 188, de Votre Excellence, en date du 1er juin, transmettant copie d'une résolution passée par l'Assemblée Législative de la province de Québec, au sujet de la législation soumise au parlement britannique, sur la tenure des terres en Irlande.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé) J. CHAMBERLAIN.

Au Gouverneur-Général,

Le Très honorable

Comte de MINTO, G. C. M. G., etc., etc.

---

---

---

CHAMBRE DES COMMUNES.

Londres, (Angleterre), 11 juin 1903.

L'honorable H.-B. RAINVILLE,  
Orateur de l'Assemblée Législative  
de la province de Québec, Canada.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 22 mai, contenant les résolutions passées par l'Assemblée Législative de la province de Québec en faveur du gouvernement autonome pour l'Irlande. Au nom de mes collègues du parti irlandais, comme aussi personnellement, je vous prie de vouloir bien transmettre aux membres de l'Assemblée Législative l'expression de notre sincère gratitude pour cette marque si précieuse et si expressive de sympathie pour ce qui fait l'objet de nos luttes au sein du parlement britannique.

Votre dévoué,

(Signé) J. E. REDMOND.

---

10, Downing Street,

Whitehall, 15 juin 1903.

Monsieur,

M. Balfour me prie d'accuser réception de votre lettre du 28 mai transmettant, au nom de l'Assemblée Législative de la province de Québec, copies des résolutions adoptées par cette Assemblée, le 25 avril, au sujet de l'Irlande et de la question du gouvernement autonome.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) WILFRID M. SHORT.

A l'Orateur de  
l'Assemblée Législative,  
Québec.

---

---

L'honorable M. Parent, dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport du Ministre des Terres, Mines et Pêcheries de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1903.  
(Document de la session No 5.)

L'Honorable M. Gouin, dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport général du Ministère des Travaux Publics et de la Colonisation de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1903.  
(Document de la session No 7.)

L'honorable M. Robitaille, dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport du Secrétaire et Régistrateur de la province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1902 au 30 juin 1903.  
(Document de la session No 6.)

Et, statistiques municipales ou rapports municipaux, pour l'année expirée le 31 décembre 1902.  
(Document de la session No 10.)

Aussi, le trente-troisième rapport des inspecteurs des prisons et asiles de la province de Québec, pour l'année 1902.  
(Document de la session No 4.)

Et, aussi, le rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1902-03, et l'état financier du Surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant au 30 juin 1903.  
(Documents de la session Nos 8 et 9.)

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, et il est

*Résolu*:—Que cette Chambre s'ajourne maintenant, jusqu'à demain, à 3 heures de l'après-midi, comme marque de respect pour la mémoire de l'honorable M. Duffy.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

---

## Mercredi, 23 mars 1904.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Hutchinson,—les pétitions de Jos. A. Mathewson et autres, de Montréal ; de Clarence J. de Sola et autres, de Montréal ; de Hugh A. Allan et autres ; de Alexandre Ramsay et autres, de Montréal ; et du Conseil des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal.

Par M. Prévost,—les pétitions de Louis A. Masson et autres, de Montréal ; de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal, et de Thomas Lapointe et autres, aussi de Montréal.

Par M. Delâge,—les pétitions de l'honorable John Sharples et autres ; de Jos. Dussault et autres, de Québec.

Par M. Tanguay,—les pétitions du chemin de fer Québec et Lac St-Jean et du révérend H. Lavoie et autres, du Lac-St-Jean.

Par M. Pelletier (Sherbrooke),—les pétitions de *The Royal Paper Mills Co* ; des deux Conseils des Commissaires d'écoles de Sherbrooke, et de Henry Lovell et autres, de Coaticook.

Par M. Morin (St-Hyacinthe),—les pétitions de Alex. R. MacDonald et autres, de Québec ; de la corporation du village de Marieville, et de A. Girard et autres, de Mégantic.

Par M. Décarie,—les pétitions de Thomas Hastings et autres, de Montréal, et du révérend F. H. E. Clément et autres, de Ste-Cunégonde de Montréal.

Par M. Godbout,—la pétition de l'honorable Joseph Godbout et autres, de Saint-François de Beauce.

Par M. Tessier,—la pétition de la ville de Saint-Germain de Rimouski.

Par M. Roy (Kamouraska)—la pétition de la compagnie du chemin de fer " Québec Central."

Par M. Lacombe,—la pétition de Oscar-Jules Morin, de Québec.

Par l'honorable M. Flynn,—la pétition des révérendes Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, de Nicolet.

Par M. Blouin,—la pétition des révérendes Sœurs " Les Cisterciennes Réformées ", de Lévis.

Par M. Dion,—la pétition de la corporation de la ville de Fraserville.

Par M. Tourigny,—la pétition de Paul Tourigny, de Montréal.

L'honorable M. McCorkill, trésorier de la province, dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, l'état des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1903.  
(Document de la session No 2).

M. l'Orateur présente à la Chambre le rapport des bibliothécaires-conjoints de la Législature, pour l'année 1903-1904, comme suit :

A l'honorable ORATEUR

et aux Honorables Députés

de l'Assemblée Législative.

Les Bibliothécaires ont l'honneur de vous soumettre leur rapport pour la vacance 1903-1904.

Le catalogue dont la préparation a été ordonnée par la Législature a été terminé et mille copies en ont été imprimées. C'est un assez fort volume de 750 pages, format in-octavo, qui n'attend plus que la reliure pour la distribution.

Depuis la dernière session la Bibliothèque s'est accrue de 800 volumes reliés, et de 200 brochures, environ. Ce chiffre, un peu moins élevé que d'habitude, s'explique par le fait que les bibliothécaires tiennent à maintenir leur budget dans un parfait équilibre.

Le besoin d'agrandir la bibliothèque ou d'en construire une nouvelle devient de plus en plus impérieux. Tout les cadres sont maintenant remplis, et il faut bien souvent placer deux rangées de livres dans un même rayon.

De temps à autre il faut enlever de la bibliothèque un certain nombre d'ouvrages et les reléguer dans les combles afin de faire place aux nouveaux venus. C'est une anomalie qui est de nature à rendre le service plus difficile.

Le département affecté aux journaux reliés est absolument encombré. Ici le manque d'espace est encore plus ennuyeux, surtout pour le chercheur, qui se trouve souvent dans l'obligation de remuer des in-folios très lourds avant de tomber sur celui dont il a besoin.

Le nombre actuel des volumes de la bibliothèque est de 66,300, et des brochures de 17,700.

Le tout humblement soumis,

N. E. DIONNE,

ARTHUR E. DOUGHTY,

Bibliothécaires-conjoints de la Législature.

---

M. Mathieu propose, secondé par M. Hutchinson, et la proposition étant soumise à la Chambre: Qu'il soit

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, dans les termes suivants:

A Son Honneur

L'honorable Sir LOUIS-AMABLE JETTÉ, K. C. M. G.,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser, à l'ouverture de la présente session ;—

Un débat s'élève.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Gouin et il est—

*Ordonné*,—Que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Jeudi, 24 mars 1904.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats d'élection pour les districts électoraux de Berthier, Maskinongé, Shefford et Portneuf, qui se lisent comme suit :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 23 mars 1904.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du dix-neuvième jour de février mil neuf cent quatre, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à Monsieur J. A. Laferrière, de Berthier, officier-rapporteur pour le district électoral de Berthier, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Monsieur C. Alphonse Chénery, nommé à une charge salariée de la Couronne, Monsieur Joseph Lafontaine, cultivateur, de la paroisse de Saint-Barthélemy, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé)

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

A l'honorable Orateur

de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 23 mars 1904.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dix-neuvième jour de février mil neuf cent quatre, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Monsieur Clovis Caron, officier-rapporteur pour le district électoral de Maskinongé, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant



le présent parlement, aux lieu et place de Monsieur Hector Caron, nommé à une charge salariée de la Couronne, Monsieur Georges Lafontaine, cultivateur, de la paroisse de St-Antoine de la Rivière-du-Loup, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé)

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

A l'honorable Orateur

de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

---

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 23 mars 1904.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dix-neuvième jour de février mil neuf cent quatre, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Monsieur Jos. H. Lefebvre, officier-rapporteur pour le district électoral de Shefford, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Monsieur Tancrède Boucher de Grosbois, nommé à une charge salariée de la Couronne, Monsieur Auguste Mathieu, médecin, du village de Granby, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé),

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

A l'honorable Orateur

de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

---

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 23 mars 1904.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dix-neuvième jour de février mil neuf cent quatre, émis par Son Honneur

le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Monsieur H.-Q. de St-George, officier rapporteur pour le district électoral de Portneuf, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable Jules Tessier, appelé au Sénat du Canada, Monsieur Damase-Epiphaue Naud, marchand et propriétaire de carrières, de la paroisse de Saint-Marc des Carrières, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé), L.-G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée Législative

de la province de Québec.

---

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Bergevin,—la pétition de Fred. J. Shaw et autres, de Montréal;

Par M. Prévost,—la pétition de Louis Payette et autres, de Montréal;

Par M. Champagne,—la pétition de la révérende sœur Marthe et autres, de Montréal;

Par M. Roy (Montmagny),—les pétitions du révérend G. Blanche et autres, de Chicoutimi; du révérend Louis Jourdon et autres, de Québec, et de la révérende sœur M. Mischler et autres, de Québec;

Par M. Caron (L'Islet),—la pétition de la révérende sœur D.-E. de Vitry et autres, de Saint-Jean-Port-Joli, L'Islet;

Par M. Taschereau,—la pétition de N.-G. Kirouac et autres, de Québec;

Par M. Chauret,—les pétitions de Dame M. A. McCrory, de Montréal, et de Marcellin Cousineau et autres, de Sainte-Genève;

Par M. Décarie,—la pétition de la cité de Sainte-Henri;

Par M. Dupuis,—la pétition de " The Shawinigan Water and Power Company ";

---

Par M. Gillies,—la pétition de “ The General Trusts Corporation ”.

---

L'honorable M. McCorkill, Trésorier de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, l'état suivant des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis durant la vacance, en vertu des Statuts refondus de la province de Québec, article 785, savoir .

Etat des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, et préparés par l'Auditeur de la province, tel que requis, pendant l'intervalle écoulé entre la session terminée le 15 avril 1903, et l'ouverture de la session suivante, le 22 mars 1904.

Nos.	SERVICE.	RAPPORTS DU CONSEIL.			MANDATS SPÉCIAUX.		
		Nos.	Dates.	Montants.	Montants.	Dépenses.	Balances.
				\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
3	Agriculture :  Ecole d'industrie laitière de St-Hya- cinthe :.  Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de rencontrer les dépenses enco- urues et à encourir pour la construction de l'Ecole d'industrie laitière de Saint-Hya- cinthe conformément aux dispositions du Statut 2 Ed. VII, ch. 6, le budget de l'année courante ne contenant aucun crédit à cet effet.....	233	12 mai 1903.....	15,000 00	15,000 00	8,000 00	7,000 00
	Colonisation et travaux publics :  Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de faire honneur à des obligations encourues pour chemins de colonisation, le crédit à cette fin dans le budget de l'an- née courante se trouvant insuffisant.....	291	27 mai 1903.....	15,000 00	15,000 00	15,000 00	.....
	A reporter .....	.....	.....	30,000 00	30,000 00	23,000 00	7,000 00

ÉTAT des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, et préparés par l'Auditeur de la province, tel que requis, pendant l'intervalle écoulé entre la session terminée le 25 avril 1903, et l'ouverture de la session suivante, le 22 mars 1904.—*Suite.*

Nos.	SERVICES.	RAPPORTS DU CONSEIL.			MANDATS SPÉCIAUX.		
		Nos.	Dates.	Montants.	Montants.	Dépenses.	Balances.
5	<p><i>Agriculture :</i></p> <p>Report.....</p> <p>Amélioration des chemins ruraux : Montant requis d'urgence pour permettre au département de l'agriculture de payer sa part des réclamations au sujet de la reconstruction de divers ponts, terminés à l'aide des crédits imputés à l'Agriculture et à la Colonisation, le crédit mis pour cela à la disposition du département de l'agriculture pour l'année courante s'étant trouvé insuffisant.....</p>	.....	.....	\$ 30,000 00	\$ 30,000 0	\$ cts. 23,000 00	\$ cts. 7,000 00
6	<p><i>Services divers :</i></p> <p>Université du Bishop's College, Lennoxville : Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de remettre à l'Université du Bishop's College, Lennoxville, la somme qui lui a été octroyée à l'occasion de son jubilé, le budget de l'année courante ne contenant pas de crédit à cette fin.....</p>	348 401	30 juin 1903.....	5,000 00	5,000 00	5,000 00	.....

## 1 Agriculture :

*Société d'étude de la Linière Canadienne :*  
 Montant requis d'urgence afin de mettre le département de l'agriculture en mesure de solder la contribution promise par le gouvernement à la " Société d'étude de la Linière Canadienne " créée en vue de faire des études préliminaires pour l'introduction de la culture linière en la province de Québec et constituée à Bruxelles par acte du 4 janvier 1903, le budget de l'exercice en cours ne comportant pas de crédit à cette fin.....

413 16 juillet 1903....

5,000 00

5,000 00

5,000 00

.....

## 2 Colonisation et Travaux Publics :

Montant requis d'urgence afin de mettre le Trésor en mesure d'honorer des engagements contractés par le Département de la Colonisation et des Travaux Publics à raison de besoins pressants pour chemins de colonisation, le crédit pour cette fin inscrit au budget de l'exercice en cours se trouvant insuffisant.....

658 19 Novembre, 1903.

35,000 00

35,000 00

35,000 00

.....

## 3 Services divers :

Exposition Universelle de Saint-Louis, États-Unis :

Montant requis d'urgence afin de mettre le Trésor en mesure d'encourir les dépenses nécessaires pour la participation de la province de Québec à l'exposition universelle de St-Louis, dans le cours de l'été prochain en vue de faire connaître ses produits, ses ressources, ses richesses minières, et forestières, ses pouvoirs d'eau, etc., le budget de l'exercice en cours ne comportant pas de crédit à cette fin.....

707 7 décembre, 1903....

10,000 00

10,000 00

5,000,00

5,000 00

A reporter .....

.....

.....

90,000 00

90,000 00

78,000 00

12,000 00

ÉTAT des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, et préparés par l'Auditeur de la province, tel que requis, pendant l'intervalle écoulé entre la session terminée le 25 avril 1903, et l'ouverture de la session suivante, le 22 mars 1904. — *Suite.*

Nos.	SERVICE.	RAPPORTS DU CONSEIL.			MANDATS SPÉCIAUX.		
		Nos.	Dates.	Montants.	Montants.	Dépenses.	Balances.
4	<p><i>Législation :</i></p> <p>Imprimeur du Roi, Impression, reliure et distribution des Statuts :</p> <p>Montant requis d'urgence afin de mettre le Trésor en mesure de solder les dépenses nécessaires qui ont été encourues jusqu'au 1er juillet 1903, pour les frais d'impression, reliure et distribution des Statuts de la province, le budget de l'exercice en cours ne comportant pas de crédit à cette fin....</p>	.....	.....	\$ cts. 90,000 00	\$ cts. 90,000 00	\$ cts. 78,000 00	\$ cts. 12,000 00
5	<p><i>Administration de la justice :</i></p> <p>Divers :</p> <p>Montant requis d'urgence afin de mettre le Trésor en mesure de solder les comptes se rattachant aux frais de transmission des dossiers, registres, documents et archives pièces et procédures judiciaires, etc., de la cour siégeant en la ville de Beauharnois, au chef-lieu en la ville de Salaberry de Valleyfield, le budget de l'exercice en cours ne comportant pas de crédit à cette fin....</p>	729	19 décembre 1903...	5,000 00	5,000 00	2,228 43	2,771 57
		7	15 janvier 1904 .....	1 424 06	1,424 06	1,424 06	.....

6 *Gouvernement civil :*

## Dépenses contingentes :

Montant requis d'urgence afin de mettre le département de l'Instruction publique en mesure de rencontrer ses dépenses contingentes d'ici au 30 juin prochain, le crédit budgétaire attribué aux contingents des Départements pour l'exercice en cours étant réparti de manière à ne pouvoir accorder un supplément à la part assignée à ce département.....

7 *Agriculture :*

## Améliorations aux chemins ruraux :

Montant requis d'urgence afin de mettre le Trésor en mesure d'acquitter les engagements encourus par le département de l'Agriculture se rattachant à l'amélioration aux chemins ruraux pour l'exercice en cours, le crédit budgétaire attribué à ce service se trouvant insuffisant.....

8 *Instruction Publique :*

## Ecoles du soir :

Montant requis d'urgence afin de mettre le Trésor en mesure d'honorer les engagements pris par le département du Secrétaire de la Province, se rattachant au service des écoles du soir pour l'exercice en cours, le crédit budgétaire attribué à ce service se trouvant insuffisant .....

	26	23 janvier, 1904.....	2,000 00	2,000 00	2,000 00	.....
	67	11 février 1904.....	5,000 00	5,000 00	5,000 00	.....
	77	11 février 1904.....	12,000 00	12,000 00	6,292 11	5,707 89
			115,424 06	115,424 06	94,944 60	20,479 46

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR, — Bureau de l'Auditeur.  
Québec, 24 mars 1904.

A. H. VERRET, Auditeur de la Province.



La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné mercredi, le 23 mars dernier, sur la motion proposée :

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

*A Son Honneur*

*L'honorable Sir Louis-Aimable Jetté, K. C. M. G.,*

*Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.*

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Et la motion étant soumise à la Chambre, elle est résolue dans l'affirmative.

*Ordonné*,—Que la dite adresse soit grossoyée.

*Ordonné*,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. McCorkill, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et

*Résolu*,—Que, vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

*Résolu*,—Que, vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour considérer les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

---

Proposé par l'honorable M. Turgeon, appuyé par l'honorable M. Gouin, et—

*Résolu*,—Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

*Ordonné*,—Que les honorables MM. Parent, Turgeon, Guerin, Robitaille, McCorkill, Flynn, Pelletier, et MM. Tessier, Pelletier (Sherbrooke), Champagne et Roy (Montmagny), composent ce comité.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

---

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité spécial pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour faire partie au nom du Conseil législatif, du comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque, et que ce comité a été composé des honorables MM. Chapais, de Boucherville, Girouard, Lanctôt, Mathieu, Ouimet, Rolland et Ward.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

## Vendredi, 25 mars 1904.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Hutchinson.—Les pétitions de G. A. Grier et autres, de Montréal, de J. Goldstein et autres, de Montréal, de R. R. Angus et autres, de Montréal, de l'honorable G. A. Drummond et autres, de Montréal.

Par M. Delâge.—Les pétitions de Thomas-Arthur Cimon, de Québec, de B. Leonard et autres, de Québec.

Par M. Delaney.—La pétition de l'Association mutuelle de bienfaisance de la compagnie de chemin de fer urbain de Montréal.

Par M. Décarie.—La pétition de L'Œuvre et Fabrique du T. S. Nom de Jésus de Maisonneuve.

Par M. Lacombe.—Les pétitions de la cité de Montréal, et de la compagnie limitée de Fraserville.

Par M. Dupuis.—La pétition de J. E. Aldred et autres, de Montréal.

Par M. Taschereau.—Les pétitions de J.-E.-A. Dubuc et autres, du Lac-St-Jean, et la pétition de la ville de Louiseville.

Par M. Major.—Les pétitions de la cité de Hull et de la ville de Buckingham.

---

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De A. Mathewson et autres demandant l'incorporation de l'Hôpital homéopathique de Montréal ;

De la succession Jesse Joseph et autres demandant d'être relevés de l'obligation de payer l'évaluation imposée par la ville de Montréal pour la prolongation de la rue Lemoine ;

De Hugh A. Allan et autres, demandant l'incorporation du "Canada Club" ;

D'Alexandre Ramsay et autres, demandant d'amender la loi constituant en corporation "The Ramsay Paint Co'y" ;

Des commissaires d'écoles protestantes de Montréal demandant une loi concernant les taxes d'école dans la dite ville ;

De Louis Masson et autres, demandant une loi à l'effet de ratifier un acte d'Antoine Masson et autres, résiliant un acte de donation et ratifiant aussi une donation de Louis-Dydimé Masson à Joseph Masson, son fils ;

De la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal demandant des amendements à sa charte ;

De Thos. Lapointe et autres, demandant une loi pour constituer en corporation " The Louis Labelle Quarry Company, Limited " ;

De l'honorable J. Sharples et autres, demandant l'incorporation de " The Quebec County Railway Co. " ;

De Jos. Dussault et autres, demandant l'incorporation de l'Association des Maîtres-Imprimeurs, de Québec ;

Du Révérend M. H. Lavoie et autres, demandant de constituer en corporation la Compagnie du chemin de fer Hébertville, Saint-Bruno, Alma ;

De la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean demandant des amendements à sa charte ;

De " The Royal Paper Mills Co'y ", demandant l'autorisation d'émettre de nouvelles débetures ;

Des commissaires d'écoles de la ville de Sherbrooke demandant d'amender sa charte ;

De Henry Lovell, Chs H. Lovell et autres, demandant une loi ratifiant et confirmant leurs droits à la seigneurie de la Grande-Vallée des Monts ;

D. A. Girard, A. Vachon et autres, demandant une loi pour amender la loi constituant en corporation la Compagnie Hydraulique St-François ;

Du village de Marieville demandant une loi constituant en corporation la ville de Marieville ;

D'Alex. R. MacDonald et autres demandant une loi constituant en corporation la Compagnie Electrique, Québec ;

De Thomas Hasting et autres demandant une loi concernant une vente d'une propriété à James E. Wilder ;

Du Rév. F. H. Eug. Ecrément et des marguilliers de Ste-Cunégonde demandant une loi les autorisant à reconstruire l'église et la sacristie de la dite paroisse ;

De l'honorable sénateur Godbout et autres demandant l'érection du village de Saint-François de la Beauce en corporation de ville, sous le nom de " Beauceville " ;

Du village de St-Germain de Rimouski demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie du chemin de fer Québec Central demandant des amendements à sa charte ;

De Oscar Jules Morin, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

Des Révérendes Sœurs de l'Assomption de la Ste-Vierge, demandant certains changements au testament de feu Révd. M. Dauth ;

Des Sœurs Cisterciennes Réformées demandant une loi les constituant en corporation ;

De L. H. Levasseur et autres demandant une loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville ;

Et de M. Paul Tourigny, président de la compagnie d'assurance "La Provinciale," demandant des amendements à sa charte.

---

Proposé par l'honorable M. McCorkill, appuyé par l'honorable M. Parent, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

*Résolu*—Que vu le budget supplémentaire devant être soumis à la Chambre pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1904 et l'urgence qu'il y a de payer les dépenses ayant rapport à l'administration de la justice et aux dépenses contingentes des départements, une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur d'émettre son mandat pour la somme de \$92,522.91, et assurant Son Honneur que la Chambre lui en tiendra compte.

*Ordonné*,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Quel était le coroner pour le district de Bedford à la date du 3 mars courant ? 2. Qui est maintenant coroner pour le même district ? 3. Le coroner pour ce district a-t-il démissionné durant le cours du présent mois et a-t-il été remplacé ? 4. Dans l'affirmative, par qui ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. A la date du 3 mars courant, la commission conjointe de coroner pour le district de Bedford était devenue caduque par la démission de M. le docteur Auguste Mathieu, un des coroners conjoints, en date du 1er mars 1904.

2. MM. Frederick A. Cutter, médecin, du village de Sutton, Homer E. Mitchell, médecin, de Bedford, et Louis-Arthur Lessard, médecin, de Granby.

3 et 4. M. le docteur Auguste Mathieu, un des coroners conjoints du district de Bedford, a démissionné le premier mars 1904. Par cette démission la commission de coroner conjoint de ce district est devenue caduque et MM. les docteurs Cutter, Mitchell et Lessard ont été nommés, conjointement, coroner.

Par l'honorable M. Pelletier :—1. M. Cyrias Roy a-t-il démissionné comme protonotaire du district de Montmagny ? 2. Dans l'affirmative, à quelle date ? 3. Qui est maintenant le protonotaire, à Montmagny ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : 1. M. Cyrias Roy a démissionné comme protonotaire conjoint du district de Montmagny.

2. Le 6 février 1904

3. La charge de protonotaire pour le district de Montmagny est maintenant remplie par le député-protonotaire.

---

L'honorable M. Turgeon, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, présente le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Turgeon, son président.

“ Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport qu'il a préparé la liste suivante des membres des comités permanents de cette Chambre, savoir :

*Chemins de fer et canaux* :—Les honorables MM. Flynn, Gouin, LeBlanc, McCorkill, Parent, Pelletier (Dorchester), Turgeon, Weir, MM. Blouin, Bergevin, Bissonnette (Soulanges), Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Caron (Matane), Champagne, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, Cockrane, Cooke, Daignault, Décarie, Delâge, Duhamel, Dupuis, Gillies, Giard, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Hearn, Kennedy, Lacombe, Lafontaine, (Berthier), Lane, Laferté, Mackenzie, Major, Mathieu, Morin (Charlevoix), Morin (Saint-Hyacinthe), Neault (Champlain), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Pilon, Roy (Kamouraska), Roy, (Montmagny), Roy (St-Jean), Smith, St-Pierre, Tanguay, Taschereau et Walker.

*Ordres permanents* :—Les honorables MM. LeBlanc, Robitaille et Weir, MM. Allard, Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Caron (l'Islet), Champagne, Chauret, Chicoyne, Duhamel, Dupuis, Godbout, Mackenzie, Perrault, Pilon, Smith et Tellier.

*Bills privés* :—Les honorables MM. Flynn, LeBlanc, McCorkill, Parent, Guerin, Pelletier (Dorchester), Robitaille, Turgeon et Weir, MM. Allard, Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Blouin, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Cooke, Chauret, Chicoyne, Cockrane, Daignault, Delâge, Delaney, Duhamel, Dupuis, Fiset, Giard, Gosselin (Missisquoi), Hutchinson, Kennedy, Lacombe, Lafontaine, (Berthier), Lemay, Lane, Lafontaine (Maskinongé), Mackenzie, Major, Mathieu, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, (Champlain), Naud (Portneuf), Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Prévost, Roy, (Kamouraska), Roy (Montmagny), Roy, (Saint-Jean), Smith, St-Pierre, Tessier, Tanguay, Taschereau, Tellier, Tourigny et Walker.

*Comptes publics* :—Les honorables MM. Turgeon, Flynn, Guerin, Gouin, LeBlanc, McCorkill, Parent, Pelletier (Dorchester), Weir, MM. Allard, Bergevin, Cardin, Chauret, Chicoyne, Clapperton, Cochrane, Cooke, Delâge, Delaney, Dion, Dupuis, Fiset, Gillies, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Hearn, Hutchinson, Laferté, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault (Champlain), Perrault, Prévost, Roy (Saint-Jean), Roy (Kamou-raska), Tellier, Taschereau, Tourigny et Walker.

*Agriculture et Immigration* :—L'honorable M. Turgeon, MM. Allard, Bergevin, Bissonnette (Soulanges), Blanchard, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Caron (l'Islet), Clapperton, Cooke, Daignault, Décarie, Dion, Dorris, Delâge, Delaney, Duhamel, Dupuis, Fiset, Giard, Gillies, Godbout, Gosselin (Iberville), Kennedy, Lafontaine (Maskinongé), Lemay, Major, McKenzie, Morin (Charlevoix), Morin (St-Hyacinthe), Neault (Champlain), Naud (Portneuf), Pelletier (Sherbrooke), Prévost, Pilon, Roy (Montmagny), Petit, Smith, Tanguay, Tellier, Tessier, Tourigny et Walker.

*Privilèges et élections* :—Les honorables MM. Turgeon, Flynn, Gouin, McCorkill, Pelletier (Dorchester), Robitaille, Weir, MM. Champagne, McKenzie, Tellier et Tessier.

*Législation et lois expirantes* :—Les honorables MM. Flynn, Gouin, LeBlanc, McCorkill, Pelletier (Dorchester), Robitaille, Turgeon et Weir, MM. Champagne, Chicoyne, Cooke, Delâge, Dupuis, Godbout, Hutchinson, Lacombe, Lane, Mackenzie, Morin, (St-Hyacinthe), Prévost, Roy, (Kamou-raska), Roy, (St-Jean), St-Pierre, Taschereau, Tellier et Tessier.

*Industries* :—Les honorables MM. McCorkill et Turgeon, MM. Blouin, Bissonnette (Soulanges), Caron (l'Islet), Caron (Matane), Cochrane, Dion, Dorris, Fiset, Giard, Girard, Gosselin (Missisquoi), Hearn, Hutchinson, Laferté, Lafontaine (Maskinongé), Lemay, Morin (St-Hyacinthe), Neault (Champlain), Naud (Portneuf), Pelletier (Sherbrooke), Petit, Smith et Tourigny.

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est

*Résolu*,—Que, quand cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à mardi, le cinq avril prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à mardi, le cinq avril prochain.

---

---

## Mardi, 5 avril 1904

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Tanguay,—la pétition des Sœurs de la Charité, de Québec.

Par M. Dupuis,—la pétition de Fred. A. Stoughton et autres, de Shawinigan Falls.

Par M. Roy (Kamouraska),—les pétitions de la révérende Sœur Marie Oillic et autres, de Bellechasse, et du "Crédit Municipal Canadien," de Montréal.

Par M. Pelletier (Sherbrooke),—la pétition de la cité de Sherbrooke.

Par M. Décarie,—les pétitions de la ville de Saint-Louis, du village de Notre-Dame de Grâce-Ouest et autres, et de la ville d'Outremont.

Par M. Champagne,—les pétitions de Lily M. Cushing et autres, de Montréal, de C. H. Champagne et autres, de Montréal.

Par l'honorable M. Flynn,—les pétitions de Etienne Martin et autres, de Nicolet, de Damase Désilets et autres, de Nicolet.

Par M. Hutchison,—la pétition de Jas. E. Wilder et autres, de Westmount.

Par M. Cooke,—la pétition de "The Grès Falls Company" et autres, de Trois-Rivières.

Par M. Roy (Saint-Jean)—la pétition de la ville de Saint-Jean.

Par M. Prévost,—les pétitions de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu "La Foncière"; de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de Montmagny, et de Paul Galibert et autres, de Montréal.

Par M. Lacombe,—la pétition de Jas. Quinn et autres, de Montréal.

Par M. Bergevin,—les pétitions de Solyme A. Brodeur et autres, de Beauharnois, et la pétition de la ville de Salaberry de Valleyfield.

Par M. Taschereau,—les pétitions de la compagnie de pulpe de Chicoutimi, et de H. Montague Allan, de Montréal.



Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Dame Apolline Pauline, en religion Sœur Marthe, et autres, demandant une loi accordant la personnification civile à la communauté religieuse connue sous le nom de " Sœurs de l'Espérance " ;

Des Révds Pères G. Blanche, L. LeDoré et autres, demandant l'incorporation des " Pères Eudistes " ;

Des Révds Pères Ls Jourdon, P. Courbon et autres, demandant l'incorporation des " Missionnaires du Sacré-Cœur " ;

Des Révdes Sœurs Mischler, J. Peiron et autres, demandant l'incorporation des " Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique " ;

Des Révdes Dames E. de Vitry, C. Drolet et autres, demandant l'incorporation des " Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier " ;

De Dame Mary Ann McCrory, demandant une loi pour autoriser la vente d'un immeuble dépendant de la substitution créée par le testament de feu Michael Kavanagh ;

De N.-G. et W.-C. Kirouac, demandant l'abrogation de la loi 3 Ed. VII, chap. 135 ;

De la cité de St-Henri, pour amender sa charte et autres statuts qui amendent icelle ;

De Marcelin Cousineau, E. Denis et autres, demandant l'incorporation du village de Pierrefonds ;

De Fred. J. Shaw, F. H. Wilson et autres, demandant l'incorporation sous le nom de " The Canadian Light & Power Co. " ;

De Louis Payette et autres, demandant une loi d'incorporation sous le nom de " The Terrebonne Electric Railway " ;

De la " Shawinigan Water & Power Coy.," demandant des amendements à sa charte ;

De la " Toronto General Trusts Corporation," demandant certains pouvoirs ;

De G. A. Grier, J. R. Walker et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Wesmount Transit and Power Coy " ;

De S. Goldstein, M. Dermenberg et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Hebrew Free School of Montreal " ;

De R. R. Angus et autres, demandant l'autorisation d'émettre des bons pour la réorganisation du Club Mont-Royal ;

De l'hon. G. A. Drummond, Sir W. McDonald et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Parks and Play Grounds' Association of Montreal " ;

De Arthur Cimon, demandant l'admission à la profession du notariat, après examen ;

De B. Leonard, G. Emile Tanguay et autres, demandant une loi constituant en corporation la Compagnie Electrique de Portneuf et Québec ;

De l'Association mutuelle de bienfaisance de la compagnie de chemin de fer urbain de Montréal, demandant une loi spéciale d'incorporation ;

Du curé et des marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse du Saint-Nom-de-Jésus de Maisonneuve, demandant une loi concernant la construction de l'église et de la sacristie de la dite paroisse ;

De la cité de Montréal, demandant certains amendements à sa charte ;

De "The Fraserville Company limited", demandant la ratification d'un acte passé avec W. Fraser ;

De J. E. Aldred et autres, demandant une loi constituant en corporation la compagnie Electrique Laval ;

De J. E. A. Dubuc, Ed. Savard et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : La Cie générale du Port de Chicoutimi ;

De la ville de Louiseville, demandant des amendements à sa charte ;

De la cité de Hull, demandant des amendements à sa charte ;

De la ville de Buckingham, demandant des amendements à sa charte

---

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon et il est—

*Résolu*,—Que le troisième paragraphe de la cinquante-huitième règle de cette Chambre, en autant qu'il s'applique à la présentation des pétitions pour bills privés, soit suspendu jusqu'à vendredi prochain, inclusivement.

---

Proposé par l'honorable M. Parent, appuyé par l'honorable M. Turgeon et—

*Résolu*,—Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Parent, Turgeon, Flynn, Gouin, Pelletier, Guerin, LeBlanc, Weir, et MM. Tessier, Chauret, Chicoyne, Roy (Kamouraska), Cardin, Allard et Cooke, soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres de ce comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

*Résolu*,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

*Ordonné*, — Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

*Résolu*, — Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant Leurs Honneurs de bien vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, en informant Leurs Honneurs que les honorables MM Parent, Flynn, Robitaille, McCorkill, Pelletier et LeBlanc, et MM. Champagne, Perrault, Delâge, Lacombe et Walker, agiront comme membres du dit comité des impressions.

*Ordonné*, — Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

M. Prévost propose, appuyé par M. Lacombe, et il est —

*Ordonné*, — Que le nom de M. Lafontaine (Berthier), soit ajouté à celui des membres du comité des bills privés.

*Ordonné*, — Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 152), amendant l'article 296 du code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur quatre messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtus de la signature de Son Honneur.

Et les dits messages sont lus comme suit par M. l'Orateur.

*(Tous les membres de la Chambre étant debout, tête découverte.)*

L.-A. JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués; les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis, le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.

*(Document de la session No 12)*

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,  
Québec, ce 22 mars 1904.

---

---

L.-A. JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée Législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant la distribution de la *Gazette Officielle*.

(Document de la session No 11)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,  
Québec, ce 22 mars 1904.

---

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée Législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 10 décembre 1903, et approuvé par lui le 19 décembre 1903, concernant la commission de l'économie interne de l'Assemblée Législative.

(Document de la session No 14.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,  
Québec, ce 22 mars 1904.

---

L.-A. JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée Législative, copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil

(Document de la session No 13.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.  
Québec, ce 22 mars 1904.

---

L.-A. JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée Législative, l'état tabulaire, conformément à l'article 4619 des statuts refondus de la province, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales au Secrétaire de la province, en vertu de l'article 4618, S. R. P. Q.

(Document de la session No 16.)

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 3 mars 1903, demandant la copie de tous ordres en conseil correspondance et documents quelconques en rapport avec la première et la seconde commission de colonisation ; et copie d'un état des dépenses encourues par la première commission et la seconde, jusqu'à date.

(Document de la session No 17.)

Réponse supplémentaire à une adresse, en date du 1er avril 1903, pour la production de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents au sujet de la formation d'arrondissements scolaires dans la paroisse de Saint-Louis de Pintendre, dans le comté de Lévis, et de l'annexion subséquente du même territoire, pour les fins d'école, à celui de la paroisse de Notre-Dame-des-Victoires.

*(Document de la session No 18).*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 avril 1903, pour la production de copie de toutes requêtes, résolutions et de toute correspondance, depuis le 5 mars dernier jusqu'à ce jour, au sujet du tarif sur le bois de pulpe, de la conversion du bois en pulpe ou en papier et l'exploitation de ce bois.

*(Document de la session No 19).*

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 avril 1903, pour la production de copie de toute correspondance, requête et tous autres documents relativement aux difficultés survenues entre les colons du lac des Commissaires et le club Nonantum.

*(Document de la session No 20).*

L'honorable M. McCorkill, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, l'état des cautionnements fournis par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 10 mars 1903 jusqu'au 31 mars 1904, conformément à l'article 633 S. R. P. Q.

*(Document de la session No 15).*

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Le département de l'Agriculture a-t-il remis aux concurrents du Mérite agricole, pour l'année 1902, les médailles auxquelles ils ont droit ? 2. Dans la négative, pourquoi y a-t-il quelques-unes de ces médailles qui n'ont pas été remises à ceux à qui elles ont été accordées ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—1. Oui, à l'exception du lauréat de la médaille d'or.

2. Le rapport des juges a été, suivant la loi, soumis au Conseil d'Agriculture qui a demandé des renseignements supplémentaires, et ce n'est que le 22 mars dernier (1904) que sa décision a été communiquée au Département. La médaille sera incessamment remise au lauréat.

Par M. Walker.—Est-ce l'intention du gouvernement, durant la présente session, d'accorder des terres publiques aux vétérans de 1866 et de 1870, en compensation de leurs services pour avoir empêché l'envahissement de notre province par l'étranger ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—A l'étude.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et—

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

Copie de tous ordres en conseil, papiers, documents et correspondance, existant depuis six mois, en rapport avec la pétition du coroner pour le district de Bedford.

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

Copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents au sujet de la démission de M. Cyrias Roy, comme l'un des protonotaires du district de Montmagny.

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

Copie de tous ordres en conseil, papiers, documents, correspondance, contrats et marchés passés entre la compagnie du Pont de Québec et le gouvernement fédéral, son ou ses contracteurs, depuis la dernière session de cette Législature, et, aussi, la liste des actionnaires actuels de la dite compagnie, avec le montant de leurs parts ou actions; la dite liste faisant voir: 1. Le montant payé par chaque actionnaire sur chacune de ces parts ou actions. 2. Si quelques-uns des actionnaires sont porteurs d'actions ou parts libérées ou acquittées. 3. Comment toutes et chacune des actions ou parts ont été payées soit en argent, soit par services rendus ou autrement.

*Ordonné*,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Tessier, appuyé par M. Cardin, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: 1. Copie d'une lettre de P. E. Danjou, en date du 28 septembre 1903, à l'honorable Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, relativement au canton Duquesne.

2. Copie des rapports de Georges Garon, arpenteur, donnant des renseignements sur le sol et les essences forestières du canton Duquesne.

Proposé par l'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Un état détaillé des recettes et des dépenses de la Province, provenant de toutes sources, depuis le premier juillet 1903 jusqu'au premier avril 1904.

Proposé par M. Prévost, appuyé par M. Lacombe, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de tous papiers correspondances et requêtes en rapport avec le changement du chef-lieu du district de Terrebonne.

---

Proposé par M. Clapperton, appuyé par M. Caron (l'Islet), et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de toutes correspondance, de tous rapports et de tous documents relativement aux difficultés survenues entre les pêcheurs de New-Richmond et le Club Cascapédia.

L'honorable M. Turgeon dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur;—le rapport du Ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1903.

*(Document de la session No 3.)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

Mercredi, 6 avril 1904

---

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Cardin,—la pétition du colonel D. Gordon et autres, de Montréal.

Par M. Mackenzie,—la pétition de Ed. N. Tobin et autres, de Sainte-Praxède de Brompton.

Par M. Champagne,—les pétitions de Albert Fox et autres, de Montréal, et de R. A. Mainwaring et autres, de Montréal.

M. Perrault, président *pro tem* du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a choisi M. Jules Allard comme son président et recommande à cette honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres. ”

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'honorable M. Robitaille, du comité spécial de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. Gouin, président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres. ”

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Blanchard, du comité spécial permanent d'Agriculture, d'Immigration et de Colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. Turgeon, son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres. ”

*Résolu*,—Que ce rapport soit adopté.

M. Morin (St-Hyacinthe), président *pro tem* du comité permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a choisi l'honorable M. Weir comme son président, et recommande que le quorum soit réduit à neuf membres. ”

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport.



M. Girard, du comité permanent des industries, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Smith, son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Dupuis, du comité des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Champagne, son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

*Résolu*,—Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Turgeon, Flynn, Guerin, Pelletier (Dorchester), et de MM. Blanchard, Cardin, Champagne, Cherrier, Chauret, Chicoyne, Delâge, Morin (St-Hyacinthe), Décarie, Gosselin (Iberville), Lacombe, Tellier, l'elletier (Sherbrooke), Lemay, Roy (St-Jean), Walker, Roy (Kamouraska), Mackenzie, Perrault, Bissonnette (Soulanges), Duhamel, Dupuis, Caron (L'Islet), Taschereau et Mathieu soit nommé pour prendre en considération certains amendements au code municipal.

Sur motion de l'honorable M. Parent, appuyé par l'honorable M. Turgeon, il est—

*Ordonné*,—Que le nom de M. Hutchinson soit ajouté à celui des membres du comité des chemins de fer, etc.

*Ordonné*,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 154), amendant la loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à une adresse de la Chambre en date du 12 mars 1903, demandant : 1. Copie de tous arrêtés en Conseil, correspondance, etc.,

depuis le 11 mai 1897, relatifs à la réduction des obligations de la province, soit pour la dette consolidée, soit pour la dette flottante.

2 Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, etc., relatifs à tout contrat, convention ou arrangement passé avec la banque de Montréal, depuis 1896, pour ce qui concerne le placement, le rachat ou l'amortissement des obligations de la province, tant pour la dette consolidée que pour la dette flottante.

3. Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, etc., depuis le 21 décembre 1895, relatifs à toute réduction accordée à aucune corporation commerciale sur le montant de la taxe directe due par elle, en vertu de la loi 59 Vict., chap. 15, et de la loi 63 Vict., chap. 13, ainsi qu'à toute remise d'amende pour infraction à l'article 1148 des statuts refondus.

4. Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, etc., depuis le 2 décembre 1895, jusqu'au 30 juin 1902, relatifs à la collection des arrérages dûs par aucune corporation commerciale, en vertu des loi 59 Vict., chap. 15, et 63 Vict., chap. 13.

5. Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, etc., depuis la réponse No 37 à l'adresse de l'Assemblée législative, en date du 11 novembre 1895, et relatifs à la prolongation du délai et au changement dans le taux de l'intérêt sur le montant de \$7,000,000 dû par la compagnie du Pacifique Canadien.

6 Copie de toute correspondance échangée par le gouvernement ou l'un de ses ministres avec Sir J. G. Bourinot, au sujet d'une opinion sur la délimitation des pouvoirs de l'Exécutif, en dehors de l'autorisation de la Législature.

*(Document de la Session No 21).*

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : arpentages \$50,000, mentionné à la page 7 de l'état des recettes et des dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ces divers paiements ont été faits ; 3. La date de ces paiements.

*(Document de la session No 22)*

Proposé par l'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant : 1. Les noms et l'endroit où sont situés tous les pouvoirs d'eau vendus ou loués par la Province jusqu'à cette date. 2. Le nombre approximatif de chevaux-vapeur utilisables dans chaque pouvoir. 3. A qui ils ont été vendus. 4. A quelle date. 5. Les prix et conditions des ventes ou affermages. 6. Le nombre de chevaux-vapeur développé et utilisé dans chacune de ces propriétés, à cette date. 7 Le montant payé comptant, en à compte sur le prix des achats ou des affermages. 8. Le montant restant dû, à cette date. 9. Une liste de tous les pouvoirs d'eau appartenant à la

---

Province, qui ont été explorés, sur lesquels on a fait rapport et qui sont prêts à être mis en vente.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 152), amendant l'article 196 du code municipal.

*Ordonné*, — Que cet ordre soit rescindé.

*Ordonné*, — Que le bill soit renvoyé au comité du code municipal.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

Jeu*di*, 7 avril, 1904.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Roy (Kamouraska),—les pétitions de Jos. I évesque et autres, de Saint-Bruno, Kamouraska ; de Jos Hudon et autres, de Saint-Pascal, Kamouraska ; de Jos Sirois et autres, de Saint-Eleuthère, Kamouraska ; de Paul Rossignol et autres de Saint-Denis, Kamouraska ; de Martial Chenard et autres, de Sainte-Hélène, Kamouraska ; et du révérend J. A. D'Auteuil et autres, de Saint-André, Kamouraska.

Par M. Bergevin,—la pétition de Louisa McCormick et autres, de de Salaberry de Valleyfield.

Par M. Morin (Saint-Hyacinthe),—la pétition de La Compagnie du Pont de Saint-Pie.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la révérende Sœur Ste-Hélène et autres, demandant une loi régularisant la position des Sœurs de la Charité de Québec ;

De Wallace C. Johnson, Fred. A. Stoughton et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Shawinigan Electric Co" ;

De la révérende Marie Alice Oillie et autres, demandant la personification civile sous le nom de Sœurs de la Charité de St-Louis ;

Du Crédit Municipal Canadien, demandant des amendements à sa charte ;

De la cité de Sherbrooke, demandant des amendements à sa charte ;

De la cité de Sherbrooke, demandant l'autorisation de faire un emprunt pour l'acquisition d'un pouvoir électrique ;

De la ville de St-Louis, demandant des amendements à sa charte ;

Du village de N.-D. de Grâce-Ouest et la Cie du Grand-Tronc, demandant la modification des limites de N.-D. de Grâce-Ouest et la ratification d'un certain contrat ;

De la ville d'Outremont, demandant des amendements à sa charte ;

De Lily M. Cushing et autres, demandant le prolongement de la rue MacKay, de Montréal ;

De C. H. Champagne, Alf. Brunet et autres, demandant l'incorporation de "The Montreal and Grenville Railway Co." ;

De Etienne Martin et autres, demandant l'adoption d'une loi pour annexer les Nos 144, 145, 146 du cadastre de Sainte-Eulalie à Saint-Samuel de Horton, lots déjà annexés par décrets ci-annexés de l'évêque, pour fins religieuses ;

De Dame Desilets, Zéphirin Denoncourt et autres, de Bécancourt, demandant des amendements à la loi de chasse en ce qui regarde le rat musqué ;

De Jas. E. Wilder, H. P. Graham et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Home Savings & Loan Land Co." ;

De "The Grès Falls Co.", et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Saint Maurice River Driving & Improvement Co." ;

De la ville de Saint-Jean, demandant une loi ratifiant le règlement No 92, concernant un octroi de terrain et certains privilèges et gratuités à la "Singer Manufacturing Co." ;

De la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, La Foncière, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie d'assurance mutuelle de Montmagny, demandant des pouvoirs additionnels ;

De Jas Quinn, Jas McVey et autres, demandant une loi conférant aux exécuteurs testamentaires de Susan McVey des pouvoirs plus étendus ;

De Solyme A. Brodeur, C. Despault et autres, demandant une loi constituant en corporation le Cercle Emard ;

De la ville de Salaberry de Valleyfield, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi, demandant des amendements à sa charte et des pouvoirs additionnels ;

De H. Montague Allan, demandant que la date des élections municipales du village de Cacouna, soit changée ;

De Paul Galibert, J. D. Décarie et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Suburban Tramway & Power Co."

---

M. Morin (Saint-Hyacinthe), président *pro tem* du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a choisi M. Hutchinson pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres."

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Gosselin (Iberville), du comité spécial du Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit ainsi qu'il suit :

" Votre comité a élu M. Cardin, son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres."

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Tessier, du comité des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a élu M. Tessier, pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres."

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés, dans chaque cas, savoir :

De l'Hôpital homéopathique de Montréal; du *Canada Club*; de *The Quebec County Railway Company*; de l'Association des Maîtres Imprimeurs de Québec; de la Compagnie de chemin de fer Hébertville, Saint-Bruno, Alma; de la ville de Beauceville; des Cirterciennes Réformées; des Sœurs de l'Espérance; des Pères Eudistes; des Missionnaires du Sacré-Cœur; des Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique; des Sœurs Saint-Joseph de Saint-Valier; du village de Pierrefonds; de la *Westmount Transit and Power Compagny*; et de *The Talmud Torah*, (Ecole gratuite des Hébreux), demandant respectivement une loi les constituant en corporation; de la *Ramsay Paint Company*; de la cité de Sainte-Cunégonde; de la Compagnie de chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean; de la *Royal Paper Mills Company*; des commissaires d'école de la cité de Sherbrooke; de la ville de Saint-Germain de Rimouski; de la Compagnie de chemin de fer Québec Central; de la ville de Fraserville; de la Compagnie d'assurance La Provinciale; et de la *Shawinigan Water and Power Company*, demandant respectivement des amendements à leur charte; des commissaires d'écoles protestantes de Montréal, demandant une loi concernant les taxes scolaires dans la dite cité; de H. et Chs H. Lowell, demandant une loi ratifiant certain acte; du curé et des marguilliers de Sainte-Cunégonde, demandant une loi les autorisant à reconstruire l'église et la sacristie de la dite paroisse; de Oscar-Jules Morin, demandant une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen; des Révérendes Sœurs de l'Assomption, demandant une loi concernant le testament de feu le Rév. M. Dauth; de la *Toronto General Trusts Corporation* demandant certains pouvoirs, et de Thomas-Arthur Simon demandant son admission à la profession du notariat, après examen.

---

*Ordonné*.—Que M. Tanguay ait la permission de présenter un Bill (No 37) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Hébertville, Saint-Bruno, Alma.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Tanguay ait la permission de présenter un Bill (No 57) amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean et les lois qui l'amendent.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Caron (l'Islet) ait la permission de présenter un Bill (No 52) constituant en corporation les Sœurs de Saint-Joseph, de Saint-Valier.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 62) constituant en corporation les religieuses missionnaires de Notre-Dame d'Afrique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 63) constituant en corporation les Missionnaires du Sacré-Cœur.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 61) constituant en corporation les Pères Eudistes de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 101) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Oscar-Jules Morin à la profession d'avocat, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

---

*Ordonné*,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 105) constituant en corporation les Sœurs Trappistines de Saint-Romuald sous le nom de “ Cisterciennes Réformées ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (No 45) revisant et refondant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde fois.

*Ordonné*,—Que M. Dion ait la permission de présenter un Bill (No 53) amendant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde fois.

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill (No 50) concernant la succession de feu le révérend Louis-Elie Dauth.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 47) concernant la compagnie d'assurance “ La Provinciale ” et lui accordant certains pouvoirs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 60) concernant la reconstruction de l'église de la paroisse de Sainte-Cunégonde, de Montréal, et le paiement de la dite reconstruction.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 55) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.



*Ordonné*,—Que M. Delâge ait la permission de présenter un Bill (No 41) constituant en corporation l'association des Maîtres-Imprimeurs de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Delâge ait la permission de présenter un Bill (No 40) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Thomas-Arthur Cimon à l'exercice de la profession de notaire, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 70) constituant en corporation les Sœurs de l'Espérance.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill No 35) constituant en corporation l'Hôpital homéopathique, de Montréal,

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 31) amendant la loi 59 Victoria, chapitre 69 et constituant en corporation A. Ramsay & Son.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Roy (Kamouraska), ait la permission de présenter un Bill (No 91) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-Central.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (No 153) pourvoyant à la formation de compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, des beurreries et fromageries.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 158) amendant les dispositions du code de procédure civile relatives aux témoins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 159) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

---

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu comme suit par M. l'Orateur (*tous les membres de la Chambre étant debout, tête découverte.*)

Messieurs de l'Assemblée législative,

J'ai reçu avec grand plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône et vous en remercie bien sincèrement.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 7 avril, 1904

L.-A. JETTÉ,

Lieutenant-Gouverneur.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant total que la Commission de Colonisation a coûté jusqu'à présent à la Province?

Réponse par l'honorable M. Parent.—\$10,000.

Par l'honorable M. Pelletier.—La Commission de Colonisation va-t-elle maintenant être abolie, ou, si elle doit continuer ses travaux, pendant combien de temps va-t-elle être maintenue?

Réponse par l'honorable M. Parent: La Commission de Colonisation ayant fait son rapport, elle a rempli les fins pour lesquelles elle a été constituée.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Y a-t-il eu des discours ou des conférences faites pendant la dernière élection partielle du comté de Berthier, par des conférenciers agricoles ?

2. Dans l'affirmative, où ces conférences ont-elles été faites et quels sont les noms des conférenciers qui les ont faites ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—Non. Le département a répondu le 3 février 1904, au secrétaire du cercle agricole de la paroisse de St-Barthelemy, qui sollicitait l'envoi d'un conférencier, qu'il valait mieux attendre que les élections fussent terminées. Il n'y a eu aucune autre demande.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Le Premier Ministre de cette province a-t-il eu quelque entrevue, avant le jour de la nomination des candidats, avec M. Labranche qui s'est présenté comme candidat lors de la dernière élection partielle dans le comté de Portneuf ?

2. Dans l'affirmative, quand et où cette entrevue a-t-elle eu lieu ?

3. Est-ce lors de cette entrevue que M. Labranche a décidé de se retirer comme candidat ?

4. Qui a préparé ou dicté la lettre de M. Labranche qui a été publiée à ce sujet dans le journal *Le Soleil* ?

5. Y a-t-il eu des représentations ou promesses faites à M. Labranche à ce sujet ?

6. Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1 et 2. Non, mais j'ai eu l'occasion de rencontrer à Québec M. Labranche. 3. Non. 4. J'ignore. 5 et 6. Non.

Par M. Prévost.—1. Le gouvernement a-t-il été prié de faire cadastrer le village de Ste-Agathe des Monts dans le comté de Terrebonne ?

2. Dans l'affirmative, est-il dans l'intention du gouvernement de faire commencer ce travail, et quand ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Oui, et il a accusé réception, dans le temps. 2. Le gouvernement ne peut faire faire un cadastre particulier pour le village de Ste-Agathe des Monts, parce que ce cadastre est déjà fait et fait partie de celui de la paroisse de Ste-Agathe des Monts. Le gouvernement peut recevoir à la demande des intéressés et à leurs frais les subdivisions et amendements permis par la loi.

Par M. Prévost.—1. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes officielles que des compagnies de chemin de fer subventionnées à même les deniers publics de cette Province, n'ont pas la quantité de chars voulue pour répondre aux besoins des commerçants de foin de cette province, et spécialement de la paroisse de Ste-Anne des Plaines, dans le comté de Terrebonne ?

2. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes des curé, prêtre desservant et habitants de Ste-Anne des Plaines, que des compagnies de chemin de fer subventionnées à même les deniers publics de cette province, fournissent à cette paroisse un service irrégulier et inefficace ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. Oui. 2. Oui.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Lacombe, et—

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—Copie de tous arrêtés du Conseil, contrats et correspondance depuis l'année 1888, inclusivement, au sujet du remboursement à la corporation de la paroisse de Sainte-Anne des Plaines, des débentures votées par cette corporation aux fins de construire une voie ferrée entre Sainte-Thérèse de Blainville et Sainte-Anne des Plaines, dans le comté de Terrebonne.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et—

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—1. Copie du rapport et de l'arrêté du Conseil touchant l'émission du mandat spécial, en date du 7 décembre 1903, pour la somme de \$10,000, pour participation de la Province à l'exposition de St-Louis, États-Unis.

2. Copie de tous autres rapports et de toute correspondance sur cette question de la participation de la Province à cette exposition.

3. Etat détaillé des paiements faits et des dépenses encourues en rapport avec cette exposition.

*Ordonné*,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Chicoyne, secondé par M. St-Pierre, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de tous rapports transmis au gouvernement, depuis la dernière session, par Monsieur J. A. Mercier, inspecteur des sociétés de secours mutuel, à Montréal.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie des billets de location, rapports de gardes forestiers, papiers, documents et correspondance au sujet des lots Nos 4 et 5 du 7ième rang du canton de Warwick.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Lacombe, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de tous papiers, correspondance, documents, lettres du révérend abbé Georges Dugas et autres, en rapport avec le service irrégulier et inefficace entre Ste-Thérèse de Blainville et Ste-Anne des Plaines, par des compagnies de chemins de fer ayant été subventionnées à même les deniers publics de cette province.

Proposé par M. Gillies, secondé par M. Walker et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de toute correspondance, de tous rapports, de tous comptes et de tous documents du

---

gouvernement de la province de Québec, en rapport avec les expositions de Boston et de New York tenues en 1898 et 1899.

---

L'honorable M. Parent dépose sur le bureau de la Chambre, le rapport de la Commission de Colonisation et deux rapports y annexés.

*(Documents de la session Nos 23, 23a et 23b.)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

---

Vendredi, 8 avril 1904.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1903, savoir :

L'Asile de Ste-Brigitte, de la cité de Québec ; l'Hôpital Notre-Dame de Montréal ; l'Hospice des Sœurs de la Charité de Rimouski ; l'Hospice des Sœurs de la Charité de Québec ; l'Orphelinat des Sœurs de la Charité de Québec ; Monastère de Charité du Bon-Pasteur de Montréal ; l'Asile du Bon Pasteur de Québec ; " Montreal Protestant Orphan Asylum " ; l'Hospice de la Maternité et de la Crèche, Montreal, sous la direction des Sœurs de la Miséricorde ; l'Hospice St-Jérôme ; l'Hospice du Sacré-Cœur de Sherbrooke ; l'Hôtel-Dieu de Nicolet ; l'Hôtel-Dieu de St-Joseph d'Arthabaskaville ; Salle d'Asile St-Joseph, Montréal ; l'Hôpital-Général de Sorel ; l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec ; " Ladies' Hebrew Benevolent Society " ; " Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society " ; l'Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul ; l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe ; l'Hospice des Sœurs de la Charité de St-Thomas de Montmagny ; Sœurs de la Providence, Montréal ; " Sherbrooke Protestant Hospital " ; Sœurs de la Charité de l'Hospice St-Joseph de la Délivrance, Lévis ; " Western (general) Hospital of Montreal " ; " Church of England, Female Orphan Asylum, Quebec " ; l'Orphelinat et l'Hôpital de Valleyfield ; l'Hôpital St-Patrice de Montréal ; l'Hospice de la Miséricorde, Québec ; l'Hôtel-Dieu St-Valier, Chicoutimi ; la Salle d'asile de St-Jean d'Iberville ; l'Hôpital St-Jean, à St-Jean d'Iberville ; " Church Home," Montréal ; " The Sheltering Home," Montreal ; " Ladies' Protestant Home," Québec ; " Montreal Homeopathic Association " ; " The Women's Christian Association of Quebec " ; " The Royal Templars of Temperance of Canada," et de " The Finlay Asylum," Québec. (*Document de la session No 31.*)

Aussi, l'état des affaires de la Commission des chemins à barrières de l'Île Jésus, pour 1903. (*Document de la session No 32.*)

L'état des affaires de la Commission des chemins à barrières de Terrebonne, pour 1903. (*Document de la session No 33.*)

Et, aussi, l'état des affaires de " The Royal Trust Company," de Montréal, pour 1903. (*Document de la session No 34.*)

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Cardin,—la pétition de la cité de Sorel.

Par M. Prévost,—la pétition de la ville de Shawinigan Falls.

Par M. Taschereau,—la pétition de L.-P. Mercier, de Québec.

---

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

D'Ed. W. Tobin, demandant une loi autorisant les francs-tenanciers de Sainte-Praxède de Brompton, de faire un emprunt pour la construction d'une église ;

D'Albert Fox et autres, de la paroisse de la Côte St-Paul, demandant une loi d'incorporation ;

De R. A. Mainwaring et autres, demandant une loi les constituant en corporation comme courtiers d'immeubles de la province de Québec.

La pétition du Colonel D. Gordon et autres, de Montréal, demandant un octroi en terres ou en argent pour les vétérans de 1865-66-70, est lue.

M. l'Orateur déclare que cette pétition ne peut être reçue, attendu qu'elle contient une demande d'argent.

M. Caron (l'Islet,) du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis ont été donnés, dans chaque cas, savoir :—De Georges Hastings et autres, demandant une loi concernant la vente d'une propriété à James E. Wilder ; du curé et des marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse du Saint-Nom-de-Jésus de Maisonneuve, demandant une loi concernant la construction de l'église et de la sacristie de la dite paroisse ; de l'association mutuelle de bienfaisance de la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal, de la “ St. Maurice River Driving and Improvement Company,” du Cercle Emard, demandant respectivement une loi les constituant en corporation ; de la cité de Sherbrooke, de la cité de Hull, de la cité de Montréal, de la ville de Buckingham, de la ville de St-Louis, de la Compagnie d'Assurance “ La Foncière,” et de la ville de Salaberry de Valleyfield, demandant respectivement des amendements à leur charte ; de L. M. Cushing et autres, demandant une loi concernant l'ouverture de la rue Mackay, Montréal ; et de la ville de Saint-Jean, demandant une loi ratifiant le règlement No 92, concernant la “ Singer Manufacturing Company.”

M. Blanchard propose, appuyé par M. Cooke et il est—

*Ordonné*,—Que les noms de MM. L. P. P. Cardin, Dr P. J. L. Bissonnette, Joseph Lafontaine (Berthier), G. O. Lacombe, M. Perrault et J. A. Chicoyne soient ajoutés au nombre de ceux qui font partie du comité de l'agriculture et de la colonisation.

---

---

*Ordonné*,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (No 81) constituant en corporation le cercle Emard.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (No 82) modifiant la loi relative à la ville de Salaberry de Valleyfield.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Gillies ait la permission de présenter un Bill (No 36) concernant " The Toronto General Trusts Corporation."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill (No 74) constituant en corporation " The Saint Maurice River Driving and Improvement Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 73) concernant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu " La Foncière".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 48) concernant la construction de l'église et de la sacristie de la paroisse du très Saint Nom de Jésus de Maisonneuve.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill (No 33) amendant la charte de la ville de Buckingham, 53 Victoria, chapitre 74, et les lois qui l'amendent.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 68) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, qui amende la charte de la cité de Montréal.



En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Pelletier (Sherbrooke) ait la permission de présenter un Bill (No 54) concernant la "Royal Paper Mills Company" et autorisant la dite compagnie à substituer une nouvelle émission de bons à ses bons actuels.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Pelletier (Sherbrooke) ait la permission de présenter un Bill (No 32) amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Pelletier (Sherbrooke) ait la permission de présenter un Bill (No 111) accordant à la corporation de la cité de Sherbrooke le pouvoir de faire un emprunt spécial pour acquérir ou construire un système d'éclairage et de pouvoir électrique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Pelletier (Sherbrooke) ait la permission de présenter un Bill (No 58) ratifiant et confirmant le titre de la seigneurie de la Grande-Vallée des Monts.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Godbout ait la permission de présenter un Bill (No 39) constituant en corporation la ville de Beauceville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 92) amendant la charte de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

---

*Ordonné.*—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 69) concernant l'Association mutuelle de Bienfaisance de la compagnie de chemin de fer urbain de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné.*—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill (No 86) amendant la charte de la cité de Hull.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné.*—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 106) ratifiant une vente faite par les représentants de George Hastings à James Wilder

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné.*—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 78) amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné.*—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill (No 160) amendant la loi concernant les élections contestées.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné.*—Que M. Perrault ait la permission de présenter un Bill (No 155) amendant les articles 283, 481 et 582 du code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

---

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars 1903, pour la production : 1. D'un état de tous les comptes d'impression payés par le gouvernement depuis 1897 jusqu'à ce jour, aux diverses personnes ou compagnies propriétaires de journaux. 2. D'un état de tous comptes payés aux mêmes personnes ou compagnies pour reliure.

(Document de la session No 25).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 mars 1903, pour la production de tous papiers, correspondance, comptes et documents au sujet des sommes d'argent payées soit à Joseph E. Vincent, ou soit à Vincent & Cie et des reçus donnés se rapportant aux impressions ordonnées par cette Chambre, ou par aucun des départements, depuis 1897 jusqu'à ce jour, et indiquant les dates et le montant de chaque paiement.

*(Document de la session No 26).*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Subsidés au pont du Portage du Fort, \$5,000 à la page 11 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 jusqu'au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ont été faits ces paiements.

*(Document de la session No 27).*

Réponse à une adresse en date du 1er avril 1903, pour la production de tous ordres en conseil, papiers, correspondance et documents quelconques, au sujet de la vente de pouvoirs d'eau, dans ou près de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, dans le comté de Portneuf, à des américains, et faisant voir si ces pouvoirs d'eau ont été exploités et tout ce qui a eu lieu à ce sujet.

*(Document de la session No 28)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 avril 1903, pour un état donnant : 1. La liste de toutes les compagnies d'assurance sur la vie faisant affaire dans la province de Québec, en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 13.

2. Le montant payé par chacune d'elle au gouvernement de cette province, en vertu de cette loi.

*(Document de la session No 29.)*

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 avril 1904, demandant : 1. Copie d'une lettre de P. E. Danjou, en date du 28 septembre 1903, à l'honorable Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, relativement au canton Duquesne.

2 Copie des rapports de Georges Caron, arpenteur, donnant des renseignements sur le sol et les essences forestières du canton Duquesne.

*(Document de la session No 30.)*

L'Honorable M. Gouin dépose sur le bureau de la Chambre les rapports des compagnies de chemins de fer jusqu'au 30 juin 1903, conformément aux articles 5176, paragraphe 4, 5178, 5179 et 518) des statuts refondus de la province de Québec.

*(Document de la session No 24).*

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Le gouvernement ou quelques-uns des ministres ont-ils reçu une députation du comté de Montmagny au sujet des employés publics dans ce comté ?

2. Dans l'affirmative, quels étaient ceux qui composaient cette députation ?

3. Qu'ont-ils demandé au gouvernement ou aux ministres qu'ils ont vus ?

4. Quelle réponse ont-ils reçue ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui. 2. Des citoyens du comté 3 et 4. La demande qu'ils ont faite est encore à l'étude, et il n'est pas d'intérêt public de répondre à ces questions.

Par l'honorable M. Pelletier —1. Le gouvernement ou le Ministre de l'Agriculture ont-ils reçu, depuis la dernière session, des offres ou soumissions pour l'impression du *Journal de l'Agriculture* ?

2. Y a-t-il eu des demandes de soumissions à ce sujet ?

3. Le gouvernement a-t-il donné un contrat le ou vers le 1er juillet dernier, pour l'impression de ce journal ?

4. Dans l'affirmative, à qui ce contrat a-t-il été donné ?

5. S'il y a eu un tel contrat donné, est-ce à un prix plus ou moins élevé que celui pour lequel des soumissions avaient été envoyées.

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui. 2. Oui. 3. Oui. 4. Oui, à la Compagnie de publication du "Canada". 5. Le contrat a été donné à la plus basse soumission reçue depuis la dernière session.

L'honorable M. LeBlanc.—1. Le nommé Charles Lawton Work, citoyen américain et ci-devant industriel de St-Adolphe de Howard, a-t-il jamais acquis des droits de coupe de bois sur les terres de la Couronne en cette province ? 2. Dans l'affirmative, de quelle manière ? Est-ce à l'enchère ou à vente privée ? 4. Sur combien d'acres ou de milles carrés ? 5. A quel prix ? 6. Est-il endetté envers le gouvernement ? 7. Pour quel montant ? 8. Depuis quelle date ? 9. Un ou des liquidateurs ont-ils été nommés dans le cas du dit Work ? 10. Dans l'affirmative, quel est leur nom et sont-ils en possession de la réclamation du gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1<sup>o</sup> 2<sup>o</sup> 3<sup>o</sup> 4<sup>o</sup> 5<sup>o</sup> 6<sup>o</sup> 7<sup>o</sup> 8<sup>o</sup> : non.—9<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup>, j'ignore.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Le gouvernement a-t-il loué le lac Tremblant, près de la Montagne Tremblante ? 2. Dans l'affirmative, à quelles personnes ? 3. Pour quel temps et pour quel prix ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Ce lac a été loué le 6 juin 1902. 2 A. L. N. Patenaude. 3. Pour neuf ans et pour \$30 par année, mais ce bail a été révoqué le 1er février 1903 et le lac Tremblant n'est pas sous bail depuis ce temps.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. "The Howard Trust and Investment Company", ci-devant propriétaire de moulins et de limites à bois, dans

cette province, est-elle endettée envers le gouvernement ? 2. Dans l'affirmative, de combien et depuis quelle date ? 3. Les liquidateurs de la faillite de cette compagnie ont-ils en mains les réclamations du gouvernement et ce dernier se propose-t-il d'en poursuivre le recouvrement ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Oui. 2. \$2,501.45 pour droits de coupe sur ses opérations forestières de la saison 1902-03 ; et de \$1615 97 pour droits de coupe sur ses opérations forestières de la saison 19 3-04. 3. Oui. Les réclamations du gouvernement qui sont toutes privilégiées sont entre les mains de MM. Gagnon et Caron, liquidateurs, de Montréal, la première depuis le 30 octobre et l'autre depuis le 31 décembre 1913.

---

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et—

*Résolu.*—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres en conseil, contrats, papiers, documents, soumissions et correspondance faits ou échangés depuis le 1er janvier 1903, au sujet de l'impression du *Journal de l'Agriculture* et de toutes les impressions officielles du gouvernement, des départements et de la Législature.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—

*Résolu.*—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres en Conseil, papiers, documents et correspondances échangés entre le gouvernement ou le Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, ou toutes personnes pour les dits gouvernement et ministre et le nommé Charles Lawton Work, ou la "Howard Trust and Investment Company," ou toutes personnes, procureurs ou agents légaux agissant pour le dit Work ou la dite compagnie, pour obtenir des concessions de terres à bois, de lacs ou autres, dans le domaine de la Couronne. Et de tous documents et correspondances, aussi échangés entre les mêmes depuis la faillite du dit Work et de la dite compagnie.

*Ordonné.*—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et—

*Ordonné.*—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie d'un état détaillé de la somme de \$40,057.57, mentionnée à la page 7 des comptes publics de 1903, comme ayant été dépensée en vertu de l'acte 60 Victoria, ch. 3.

---

Proposé par M. Morin (Charlevoix), secondé par M. Daignault, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de tous rapports et correspondance échangés entre la corporation scolaire de la Baie St-Paul et le Surintendant de l'Instruction publique, du 1er juillet 1903 jusqu'à cette date.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de tous documents et correspondances échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et "The Montreal and Northern Railway Co," ou M. Charles Lawton Work, ou leurs procureurs ou représentants légaux, pour obtenir des subsides en faveur du chemin de fer de la dite compagnie.

---

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (61) constituant en corporation les Pères Eudistes de la province de Québec ;

Bill (68) constituant en corporation les Missionnaires du Sacré-Cœur ;

Bill (35) constituant en corporation l'Hôpital homéopathique de Montréal ;

Bill (53) amendant la loi constituant la corporation de la ville de Fraserville ;

Bill (50) concernant la succession de feu le révérend Louis-Elie Dauth ;

Bill (101) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Oscar-Jules Morin à la profession d'avocat, après examen.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

---

---

## Lundi, 11 avril 1904

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre :

Par M. Petit,—la pétition de la ville de Chicoutimi.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Jos. Lévesque et autres, demandant que le conseil municipal de St-Bruno (Kamouraska) conserve le contrôle absolu de la vente des liqueurs enivrantes ;

De Jos. Hudon et autres contribuables de St-Pascal, demandant que le conseil municipal conserve le contrôle absolu de la vente des liqueurs enivrantes ;

De Jos. Sirois et certains contribuables de St-Eleuthère demandant de laisser au conseil municipal le contrôle absolu de la vente des liqueurs enivrantes ;

De Paul Rossignol et autres contribuables de St-Denis, demandant que le conseil municipal conserve le contrôle absolu de la vente des liqueurs enivrantes ;

De Martial Chénard et de certains contribuables de Ste-Hélène, demandant que le conseil municipal conserve le contrôle absolu de la vente des liqueurs enivrantes ;

Du Revd J. A. Dautueil et certains contribuables de St-André, demandant que le conseil municipal conserve le contrôle absolu de la vente des liqueurs enivrantes ;

De Delle Louisa McCormick et autres, demandant une loi à l'effet de faire disparaître des doutes dans l'interprétation du testament de M. Archibald McCormick ;

De la Cie du Pont St-Pie, demandant d'amender le statut 26 Victoria, chapitre 32, octroyant une charte de pont de péage en la paroisse de St-Pie, à Hilaire Théberge ;

De la corporation de la ville de Shawinigan Falls, demandant des amendements à sa charte ;

De L. P. Mercier, demandant à être admis à la pratique du notariat, après examen ;

Et de la cité de Sorel demandant des amendements à sa charte.

---

---

*Ordonné*,—Que M. Duhamel ait la permission de présenter un Bill (No 165) amendant l'article 5171 des statuts refondus de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Duhamel ait la permission de présenter un Bill (No 164) amendant le code municipal relativement à la vente d'immeubles pour arrérages de taxes municipales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

*Ordonné*,—Que M. Caron, (L'Islet) ait la permission de présenter un Bill (No 163) amendant les articles 371, 373, 999 du code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

*Ordonné*,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 167) amendant le code de procédure civile relativement à la transaction des affaires légales, le samedi.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 166) autorisant les maires des municipalités à faire prêter serment.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la deuxième lecture.

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Robitaille ait la permission de présenter un bill (No 2) amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Robitaille ait la permission de présenter un bill (No 3) concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

---



Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus une deuxième fois, séparément, et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (52) constituant en corporation les Sœurs de St-Joseph de St-Valier ;

Bill (41) constituant en corporation l'Association des Maîtres-Imprimeurs de Québec ;

Bill (70) constituant en corporation les Sœurs de l'Espérance ;

Bill (31) amendant la loi 59 Victoria, chapitre 69 constituant en corporation A. Ramsay & Son ;

Bill (40) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Thomas-Arthur Cimon à l'exercice de la profession de notaire, après examen ;

Bill (47) concernant la compagnie d'assurance " La Provinciale " et lui accordant certains pouvoirs ;

Bill (32) amendant la loi 40 Victoria, ch. 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke ;

Bill (54) concernant la " Royal Paper Mills Co." et autorisant la dite compagnie à substituer une nouvelle émission de bons à ses bons actuels ;

Bill (74) constituant en corporation "The Saint Maurice River Driving and Improvement Company " ;

Le bill suivant est aussi lu une dernière fois et renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, etc.

Bill (91) amendant la charte de la compagnie de chemin de fer Québec Central.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Godbout.—1. Une demande à l'effet de transporter les dépôts judiciaires du district de Beauce de la banque Nationale, de Ste-Marie, à la banque des Cantons de l'Est, de St-Joseph, a-t-elle été faite au gouvernement ?

2. Dans l'affirmative, pourquoi ce transport n'a-t-il pas été opéré ?

3. Quelles sont les intentions du gouvernement à ce sujet ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—1. Oui ; 2 et 3 à l'étude.

Par l'honorable M. Flynn.—1. Le document sessionnel No 22, de la session de 1903, (Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1902) donne comme l'étendue du territoire de la province vendu ou sous licence de coupe de bois, ou comme limites à bois, le chiffre de 64,952 4/5 de milles carrés; quelle est la superficie en milles carrés vendue par le gouvernement ou le département des Terres, depuis la date de cet état?

2. Quelle est la superficie totale, en milles carrés, vendue jusqu'à ce jour?

3. Combien cette étendue totale représente-t-elle en acres?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Il a été mis sous licence, depuis le 13 mars 1903, 3167 milles carrés. 2. Il a été mis sous licence, jusqu'à ce jour, 66,119 milles carrés, dont 9,602 milles carrés par la présente administration. 3. 42,316,160 acres.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Quels sont ceux des employés publics dans le service civil, intérieur et extérieur, dont les salaires ont été augmentés, depuis le 1er janvier 1903?

2. Quel est le chiffre de l'augmentation de chacun?

3. Quels sont les employés temporaires des mêmes catégories qui ont été rendus permanents depuis la même date?

4. En les nommant ainsi permanents, leur salaire a-t-il été augmenté, et de combien, chacun?

Réponse par l'honorable M. Parent.—Cette question devra faire l'objet d'une demande de production de documents. Les noms des employés publics dont les salaires ont été augmentés depuis le 1er janvier 1903 et le chiffre de l'augmentation de chacun apparaîtraient dans ces documents.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et—

*Ordonné.*—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état des limites à bois vendues ou sous licence, dans la province de Québec, depuis le 31 décembre 1902, ainsi que le nom des acheteurs primitifs, des propriétaires actuels, ainsi que les dates et prix d'achat.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 mars 1903, pour :  
1 Une liste des greffiers ou secrétaires-trésoriers qui n'ont pas fait leur rapport annuel depuis 1883, suivant l'article 1152 des statuts refondus de la province de Québec;

2. Une liste des amendes recouvrées de ce chef par le département du revenu.  
(Document de la session No. 35.)

---

Réponse à une adresse, en date du 3 mars 1903, demandant copie de tous arrêtés en Conseil, correspondance et documents, depuis 1888, relatifs à toute remise d'amendes aux greffiers ou secrétaires-trésoriers, pour n'avoir pas fait de rapport annuel suivant l'article 1152, S. R. Q.

*(Document de la session No. 86.)*

Et réponse à une adresse, en date du 25 mars 1903, demandant copie de tous ordres en Conseil, correspondance et documents quelconques, en rapport avec la diminution des droits de coupe de bois qui peut avoir été faite par le gouvernement, en faveur de toutes personnes ou compagnies possédant des limites à bois dans cette province, depuis trois ans.

*(Document de la session No. 87.)*

L'honorable M. Parent dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Rapport de la Commission de la Colonisation.—Enquête à l'Original.  
*(Document de la session No. 23c.)*

Rapport de la Commission de la Colonisation.—Enquête à Bonaventure.  
*(Document de la session No. 23d.)*

Et rapport de la Commission de la Colonisation.—Appendice.  
*(Document de la session No. 23e.)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mardi, 12 avril 1904

---

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre.

Par M Roy (Kamouraska).—La pétition du Révérend E. E. Hudon et autres, de St-Alexandre, Kamouraska.

M. Hutchinson propose, secondé par M. Gillies, et il est—

*Ordonné*,—Que la règle 49 et le paragraphe 3 de la règle 58 de cette Chambre soient suspendus quant à la pétition de *The Young Men's Christian Association* de l'université McGill. La dite pétition fut en conséquence présentée et déposée sur la table de la Chambre.

M. Duhamel propose, secondé par M. Lemay, il est—

*Ordonné*,—Que la règle 49 et le paragraphe 3 de la règle 58 de cette Chambre soient suspendus quant à la pétition de W. J. Henderson et autres, de Montréal.

La dite pétition est en conséquence présentée et déposée sur la table de la Chambre.

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir : de la succession de Jesse Joseph et autres, demandant une loi concernant le prolongement de la rue Lemoine, Montréal ; de N. G. et W. C. Kirouac, demandant une loi abrogeant la loi 3 Ed VII, chap. 135 ; de E. W. Tobin et autres, demandant une loi concernant la construction de l'église de Ste-Praxède de Brompton ; de la ville de Louiseville ; du Crédit Municipal Canadien ; de la Cie du pont St-Pie et de la ville d'Outremont, demandant respectivement des amendements à leur charte ; de la paroisse de la Côte St-Paul et de l'Association des courtiers d'immeubles de la province de Québec, demandant respectivement d'être constitués en corporation, et de L. McCormick et autres, demandant une loi concernant le testament de M. Archibald McCormick.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au 29 courant et celui pour la réception des rapports sur tels bills jusqu'au sixième jour de mai prochain.”

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements, qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill (61) constituant en corporation les Pères Eudistes de la province de Québec ;

Bill (63) constituant en corporation les Missionnaires du Sacré-Cœur ;

Et bill (35) constituant en corporation l’Hôpital Homéopathique de Montréal ;

Aussi, les bills suivants, qu’il a l’honneur de rapporter sans amendement :

Bill (101) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Oscar-Jules Morin à la profession d’avocat, après examen ;

Et bill (50) concernant la succession de feu le révérend Louis-Elie Dauth.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu’au 29 du mois courant et celui pour la réception des rapports sur tels bills jusqu’au sixième jour de mai prochain.”

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

---

*Ordonné*,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill (No 83) amendant la charte de la ville d’Outremont.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un bill (No 80) concernant le testament de feu Archibald McCormick, senior.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un bill (No 65) amendant la loi constituant en corporation “The Shawinigan Water and Power Company.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill (No 46) divisant la municipalité du village de Sainte-Geneviève, dans le comté de Jacques-Cartier, en deux municipalités distinctes et séparées et érigeant la municipalité du village de Pierrefonds.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Morin, (St-Hyacinthe) ait la permission de présenter un bill (No 104) concernant la Compagnie du Pont de St-Pie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Roy, (Kamouraska) ait la permission de présenter un bill (No 100) amendant la charte du Crédit Municipal Canadien.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 84) constituant en corporation la municipalité de la paroisse de la Côte St-Paul

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 85) constituant en corporation l'Association des courtiers d'immeubles de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 107) exemptant les propriétaires d'immeubles de la rue Lemoine, Montréal, d'une partie des cotisations imposées par la cité de Montréal, le sixième jour d'octobre 1903 pour le prolongement de la rue.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 38) constituant en corporation la "Talmud Torah," (Ecole gratuite des hébreux), de Montréal

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 64) constituant en corporation la "Westmount Transit and Power Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 66) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 89) constituant en corporation le "Canada Club".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Daignault ait la permission de présenter un Bill (No 156) annexant la paroisse de St-Nazaire d'Acton au comté de Bagot, pour toutes les fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 157) amendant les articles 108, 109, 112, 196, 202 et autres du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 161) amendant la loi concernant les associations coopératives.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 162) concernant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et il est—

*Résolu*,—Que, jeudi prochain, la Chambre se formera en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Mérite Agricole Provincial \$3,500, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. A la demande de qui et pour quelles raisons ces paiements ont été faits.

*(Document de la session No 38.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Amélioration des chemins ruraux, \$6,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2. Les noms des municipalités ou des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. Pour quelles raisons ont été faits ces paiements, et à la demande de qui.

*(Document de la session No 39.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 mars 1903, pour la production d'un état démontrant : 1. S'il y a eu une partie du terrain de l'exposition de Montréal qui a été vendue depuis le 30 juin 1897 ?

2. Le prix de cette vente, si elle a été faite.

3. Le nom de l'acheteur et les conditions de la dite vente.

4. L'emploi fait par le gouvernement du prix de cette vente.

*(Document de la session No 40.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 mars 1903, pour la production de la copie des minutes de la dernière assemblée du Conseil d'agriculture de la province de Québec.—*(Document de la session No 41.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 avril 1904, pour la production de tous papiers, correspondances et requêtes en rapport avec le changement du chef-lieu du district de Terrebonne.

*(Document de la session No 42.)*

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 avril 1904, pour copie d'un état détaillé de la somme de \$40,057.57, mentionnée à la page 7 des comptes publics de 1903, comme ayant été dépensée en vertu de l'acte 60 Victoria, ch. 3.

*(Document de la session No 43.)*



L'honorable M. Gouin dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur :—

Les rapports pour l'année expirant le 30 juin 1903, indiquant les recettes et frais d'exploitation des chemins de fer qui ont été subventionnés par la Législature de Québec, adressés à l'honorable Ministre de la Colonisation et des Travaux publics de la province de Québec, conformément aux dispositions de l'acte de la Législature de Québec, l'Edouard VII, chapitre 2.  
(Document de la session No 44).

---

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Roy (Kamouraska).—1. Combien le gouvernement payait-il, en avril 1897, sous le régime conservateur, pour l'impression du Journal de l'Agriculture ?

2. Combien payait-il l'an dernier ? A qui ?

3. Combien paie-t-il maintenant ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—1. 30 centins par abonné et un bonus de \$2,500 00—pour une publication mensuelle—à MM. Senécal, de Montréal. 2. 30 centins par abonné et un bonus de \$3,500.00—pour une publication bi-mensuelle—à la Compagnie de Publication de la "Patrie." 3. 30 centins par abonné et un bonus de \$2,500.00—pour une publication bi-mensuelle—à la Compagnie de Publication du "Canada."

---

Proposé par M. Prévost, appuyé par M. Lacombe, et—

*Ordonné*.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, plans, correspondance et documents, depuis le 1er avril 1903, concernant un pont en construction dans la ville de St-Jérôme, comté de Terrebonne.

Proposé par M. Chicoyne, appuyé par M. St-Pierre et—

*Ordonné*.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état contenant la liste nominative de toutes les sociétés de secours mutuel faisant des opérations en cette province ; la principale place d'affaires de chacune de telles sociétés ; le nombre de membres qu'elles possèdent respectivement et le montant total des sommes qu'elles prélèvent annuellement sur leurs membres, avec indication, dans chaque cas, si la société a fait rapport à l'inspecteur officiel, suivant la loi, et si elle tient sa comptabilité selon les exigences de l'acte l'Edouard VII, chapitre 20.

---

---

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (No 81) constituant en corporation le Cercle Emard ;

Bill (No 36) concernant " The Toronto General Trusts Corporation " :

Et bill (No 68) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, qui amende la charte de la cité de Montréal.

---

L'honorable M. Parent dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Rapport de la Commission de la Colonisation (version anglaise).  
(*Document de la session No 23f*).

Annexes du rapport de la Commission de la Colonisation, (version anglaise).  
(*Document de la session No 23g*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

---

## Mercredi, 13 avril 1904

M. Petit propose, appuyé par M. Kennedy et il est—

*Ordonné*,—Que la 49ème règle et le 3ème paragraphe de la 58ème règle de cette Chambre, en ce qui concerne la présentation des pétitions, soient suspendus quant à la pétition de la ville de Chicoutimi.

*Ordonné*,—Que la dite pétition demandant que la charte de la ville de Chicoutimi soit consolidée et remplacée, soit lue et reçue.

La pétition est, en conséquence, lue et reçue.

---

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir : de Louis D. et Joseph Masson, demandant une loi ratifiant un acte d'Antoine Masson et autres, résiliant un acte de donation et ratifiant aussi une donation de Louis-Dydime Masson à Joseph Masson, son fils ; de la “ Louis Labelle Quarry Company, Limited ” ; de la Compagnie électrique de Portneuf et Québec et de la Compagnie de chemin de fer Montréal et Grenville, demandant respectivement une charte ; et de la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi, demandant des amendements à sa charte. ”

---

*Ordonné*,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 90) concernant la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 56) constituant en corporation “ The Louis Labelle Quarry Company, Limited. ”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 96) confirmant et ratifiant un acte d'Antoine Masson et autres résiliant un acte de donation et ratifiant aussi une donation de Louis-Dydime Masson à Joseph Masson, son fils.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 95) amendant la charte de la ville de Louiseville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 94) abrogeant la loi 3 Edouard VII. chapitre 135, concernant une vente par la succession de L. T. Macpherson à N. G. Kirouac et W. C. Kirouac.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture

*Ordonné*,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 59) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Montréal et Grenville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Délage ait la permission de présenter un Bill (No 49) constituant en corporation la Compagnie électrique de Portneuf et de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 168) amendant le code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

“ Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé les honorables Messieurs Audet, Berthiaume, Bryson, N. Garneau, Gilman, Lanctôt, Pérodeau et Sylvestre, pour agir au nom de cette Chambre, durant la présente session, comme membres du comité conjoint des deux Chambres concernant les impressions, tel que demandé par l'Assemblée législative, dans son message à ce sujet.

---

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Combien a-t-il été intenté de poursuites, combien a-t-il été exécuté de convictions et combien a-t-il été suspendu de jugements pour infractions aux lois de chasse, en cette province, depuis le 30 juin 1902 ?

Réponse par l'honorable M. Parent.— Cette question devra faire l'objet d'une demande de production de documents. Le département n'a pas tous les retours qui lui permettent de donner le nombre exact de ces poursuites.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Combien a-t-il été émis de permis généraux de chasser, en cette province, à des personnes qui n'y avaient pas leur domicile, depuis le 30 juin 1902 ?

2. Quel est le nom de chacune de ces personnes et le montant payé par chacune d'elle pour tels permis ?

Réponse par l'honorable M. Parent.— Cette question devra faire l'objet d'une demande de production de documents. Le nom des porteurs de ces permis et le montant payé par eux seront mentionnés dans ces documents.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Combien a-t-il été émis de permis de chasser, pendant la saison prohibée, dans la province de Québec, depuis le 30 juin 1902 ?

2. Quel est le nom des personnes à qui tels permis ont été accordés et les raisons pour lesquelles chacun de ces permis a été ainsi accordé ?

Réponse par l'honorable M. Parent.— Cette question devra faire l'objet d'une demande de production de documents. Le nombre de ces permis, le nom des personnes à qui ils ont été accordés et les raisons de l'émission de ces permis seront mentionnés dans ces documents.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Combien a-t-il été accordé de permis de chasse autorisant le porteur d'iceux à tuer plus de deux caribous depuis le 30 juin 1902 ?

2. Quel est le nom des personnes à qui tels permis ont été accordés et le montant payé par chacune d'elles ?

Réponse par l'honorable M. Parent.— Cette question devra faire l'objet d'une demande de documents. Le nom des porteurs de ces permis et le montant payé par eux, seront mentionnés dans ces documents.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Combien a-t-il été accordé de permis de chasse pour le Parc National des Laurentides, depuis le 30 juin 1902 ?

2. Quel est le nom des personnes à qui ces permis ont été accordés et le montant payé par chacune d'elles ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—Cette question devra faire l'objet d'une demande de documents. Le nom des porteurs de ces permis et le montant payé par chacun d'eux seront mentionnés dans ces documents.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Combien emploie-t-on annuellement de gardes-chasse en rapport avec le Parc National des Laurentides ?

2. Quel est le nom et le salaire de chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Cinq : Théo. Bureau \$50.00 par mois, Edgar Gagné \$45.00 par mois, Nap. Soucy \$45.00 par mois, W. F. Launière \$45.00 par mois, Talbot \$45.00.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Quelles ont été les dépenses annuelles du gouvernement en rapport avec le Parc National des Laurentides pour les années fiscales finissant respectivement le 30 juin 1902 et le 30 juin 1903 ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—\$3,900.00 par année.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Combien a-t-il été fait de rapports trimestriels par les gardes-chasse du gouvernement, en cette province, au département des Terres, Mines et Pêcheries, conformément à l'article 1419 du chapitre 24, de l'acte 62 Victoria, depuis le 30 juin 1902 ?

2. Quel est le nom des gardes-chasse ayant fait rapport et la date de chacun de ces rapports ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—Cette question devra faire l'objet d'une demande de documents. Le nombre de rapports trimestriels des gardes-chasse, et leur date, et les noms de ces gardes-chasse seront mentionnés dans ces documents.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir la Commission des chemins à barrières de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille.—A l'étude.

---

Proposé par l'honorable M. Leblanc, appuyé par M. Tellier, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé indiquant : 1. Le nombre des poursuites intentées, le nombre de convictions exécutées et le nombre de jugements suspendus pour infractions aux lois de la chasse, en cette Province, depuis le 30 juin 1902 ?

2. Le nom et la résidence du plaignant et du défendeur, dans chaque cause.

3. La date à laquelle ces plaintes ou poursuites ont été intentées, ces convictions exécutées et ces jugements suspendus.

4. Le nom du magistrat présidant le tribunal devant lequel chacune de ces causes a été instruite ou jugée, suivant le cas ?

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Un état détaillé indiquant: 1. La quantité et le nom du pays où a été exportée chacune des espèces de bois suivantes, durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1903: (a) épinette rouge, tamarac, (b) épinette blanche et épinette noire, (c) pin, (d) cèdre ?

2. La quantité de chacune de ces espèces de bois qui a été manufacturée en cette Province ?

3. Le bois de pulpe exporté, provenant: (a) des terres patentées, (b) des limites sous licence.

4. Le nom du propriétaire actuel et le site de chacune des limites d'où ces différentes quantités et espèces de bois ont été tirées ?

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Un état détaillé donnant: 1. L'étendue des terres forestières explorées et maintenant disponibles et prêtées à être livrées au commerce de bois;

2. La quantité approximative des principales espèces de bois qui s'y trouvent ;

3. Une liste des limites à bois maintenant sous licence mais non exploitées, avec le nom des propriétaires actuels et le site de ces limites.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Un état indiquant quels sont ceux des employés publics, dans le service civil, intérieur et extérieur, dont les salaires ont été augmentés depuis le 1er janvier 1903, le chiffre de l'augmentation de chacun, et, indiquant aussi, quels sont les employés temporaires des mêmes catégories qui ont été rendus permanents depuis la même date et si leur salaire a été augmenté et de combien, chacun.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir:

Réponse supplémentaire à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 4 mars 1903, demandant copie de tous arrêtés du conseil, de tous rapports et de toute correspondance, depuis le 10 février 1902, entre le gouvernement de cette Province et celui du Canada, ou entre aucun des départements du gouvernement de Québec et aucun des

départements à Ottawa, ou entre le gouvernement de Québec et ceux des provinces maritimes, au sujet des droits de pêche dans les eaux maritimes et fluviales et au sujet de toutes réclamations par le gouvernement de cette Province contre le gouvernement du Canada et ayant trait aux pêcheries.

*(Document de la session No 45).*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 avril courant, pour la production de copie de tous papiers, correspondance, documents, lettres du révérend abbé Georges Dugas et autres, en rapport avec le service irrégulier et inefficace entre Ste-Thérèse de Blainville et Ste-Anne des Plaines, par des compagnies de chemins de fer ayant été subventionnées à même les deniers publics de cette Province.

*(Document de la session No 46).*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 avril courant, pour production de copie de tous documents et correspondances échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et "The Montreal and Northern Railway Co.", ou M. Charles Lawton Work, ou leurs procureurs ou représentants légaux, pour obtenir des subsides en faveur du chemin de fer de la dite compagnie.

*(Document de la session No 47).*

Et réponse à un autre ordre de la Chambre, daté du 25 avril 1903, pour toutes correspondances et tous documents relativement aux difficultés qui ont existé entre le Dr Bouillon et le colonel Irwin au sujet du droit de pêche dans la rivière de Matane.

*(Document de la session No 48).*

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (154) amendant la loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et remis à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (160) amendant la loi concernant les élections contestées.

L'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. LeBlanc, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (61) constituant en corporation les Pères Eudites de la province de Québec et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dorris fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.



*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (63) constituant en corporation Les Missionnaires du Sacré-Cœur, et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin (St-Hyacinthe), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (35) constituant en corporation l'Hôpital homéopathique de Montréal et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (101) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Oscar-Jules Morin à la profession d'avocat, après examen et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mathieu fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (50) concernant la succession de feu le révérend Louis-Elie Dauth et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, conformément à l'ordre du jour, lus séparément, une deuxième fois et référés au comité des bills privés, savoir :

Bill (45) revisant et refondant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski ;

Bill (58) ratifiant et confirmant le titre de la seigneurie de la Grande-Vallée des Monts ;

Bill (73) concernant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, " La Foncière " ;

Bill (83) amendant la charte de la ville d'Outremont ;

Bill (65) amendant la loi constituant en corporation " The Shawinigan Water and Power Company " ;

Bill (46) divisant la municipalité du village de Sainte-Geneviève, dans le comté de Jacques-Cartier, en deux municipalités distinctes et séparées, et érigeant la municipalité du village de Pierrefonds ;

Bill (107) exemptant les propriétaires d'immeubles de la rue Lemoine, Montréal, d'une partie des cotisations imposées par la cité de Montréal, le 6ème jour d'octobre 1903, pour le prolongement de la dite rue.

Bill (85) constituant en corporation l'Association des courtiers d'immeubles de la province de Québec ;

Bill (84) constituant en corporation la municipalité de la paroisse de la Côte Saint-Paul ;

Bill (66) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal ;

Bill (38) constituant en corporation " The Talmud Torah " (Ecole gratuite des hébreux), de Montréal ;

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (57) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean et les lois qui l'amendent.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et est renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, etc.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

## Jeudi, 14 avril 1904

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre, l'état des affaires de l'Œuvre du Patronage de Québec, pour 1902.

(Document de la session No 31).

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De " The Young Men's Christian Association of McGill University ", demandant une loi constituant en corporation " The Young Men's Christian Association of McGill University " ;

De W. J. Henderson et autres. demandant une loi constituant en corporation " The Charlemagne Traction & Power Company " ;

Et de certains contribuables de St-Alexandre demandant que le conseil municipal conserve le contrôle absolu de la vente des liqueurs enivrantes.

M. Cardin, du comité spécial du code municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill (155) amendant les articles 283, 481 et 582 du code municipal et l'a adopté avec plusieurs amendements."

---

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un bill (No 169) détachant certains lots de la paroisse de Ste-Eulalie et les annexant pour toutes fins à la paroisse de Saint-Samuel, dans le comté de Nicolet.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois. et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un bill (No 170) amendant l'article 1622 du code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

---

Proposé par M. Tellier, secondé par l'hon. M. LeBlanc, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant :  
1. Quels sont les ponts et chemins de colonisation qui ont été subventionnés par le gouvernement, depuis le 30 juin dernier, dans chacun des comtés de Joliette, Berthier, Montcalm ?

2. Quel est, dans chaque cas, le montant de l'octroi, la date de l'émission des instructions, le nom du conducteur des travaux ?

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Lacombe, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, plans, correspondance et documents en rapport avec la construction d'un pont reliant la ville de Terrebonne à la paroisse de Saint-François de Salles, sur la rivière Jésus.

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents, lettres, mémoires, correspondance, en rapport avec le cadastre officiel du village de Ste-Agathe des Monts, dans le comté de Terrebonne.

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous papiers, correspondance et document en rapport avec le paiement des débetures émises et votées par les corporations de Ste-Sophie et New-Glasgow, pour la construction d'une voie ferrée entre St-Jérôme et ces deux villages et paroisses, dans le comté de Terrebonne.

Proposé par M. Lacombe, secondé par M. Prévost et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant les noms de tous les employés permanents et surnuméraires du palais de justice et de la pri-on de Montréal, avec le montant de leurs salaires respectifs, et le montant total des salaires de chaque département : 1. A la date du 1er juillet 1897, en tenant compte des arrêts en conseil du mois de mai 1897 ; 2. Et à la date du 1er février 1904.

L'honorable M. Parent, dépose sur le bureau de la Chambre :—Le rapport de la Commission de la Colonisation.—Enquête à Montréal.  
(Document de la session No 23h.)

---

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (154) amendant la loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure, et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (153) pourvoyant à la formation de compagnies d'assurance mutuelle contre le feu des beureries et fromageries.

M. Blanchard, appuyé par M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, —la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité d'agriculture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (2) amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social

L'honorable M. Robitaille, appuyé par l'honorable M. Gouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (3) concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères.

L'honorable M. Robitaille, appuyé par l'honorable M. Gouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

---

Les bills ci-après mentionnés sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (62) constituant en corporation les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique ;

Bill (55) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal ;

---

Bill (60) concernant la reconstruction de l'église de Sainte-Cunégonde, de Montréal et le paiement de la dite reconstruction ;

Bill (39) constituant en corporation la ville de Beauceville ;

Bill (33) amendant la charte de la ville de Buckingham, 53 Vict., ch. 74, et les lois qui l'amendent ;

Bill (56) constituant en corporation " The Louis Labelle Quarry Company, Limited " ;

Et bill (94) abrogeant la loi 3 Edouard VII, ch. 135, concernant une vente par la succession de L. T. Macpherson à N. G. Kirouac et W. C. Kirouac.

---

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 avril 1903, pour production d'un état donnant : 1. Les noms de tous les employés permanents et surnuméraires du palais de justice de Québec ; 2. Le montant des recettes provenant de chaque département du palais de justice de Québec, durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1902.

*(Document de la session No 49.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 avril 1903, pour production d'un état donnant : 1. Les noms de tous les employés permanents et surnuméraires du palais de justice de Montréal, avec le montant de leur salaire respectif ; 2. Le montant des recettes provenant de chaque département du palais de justice de Montréal, durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1902 ; 3. Les noms des employés du palais de justice de Montréal qui ont eu une augmentation de salaire depuis cinq ans, avec la date et le montant de cette augmentation.

*(Document de la session No 50.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 avril 1903, pour un index alphabétique de toutes les familles de douze enfants qui ont bénéficié de la loi 53 Victoria, chapitre 26, acte portant privilège aux pères ou mères de familles ayant douze enfants vivants.

*(Document de la session No 51.)*

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 avril 1904, pour production d'un état des limites à bois vendues ou sous licence, dans la province de Québec, depuis le 31 décembre 1902, ainsi que le nom des acheteurs primitifs, des propriétaires actuels, ainsi que les dates et prix d'achat.

*(Document de la session No 52.)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

---

## Vendredi, 15 avril 1904

M. Clapperton, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill No 91—Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central, et l'a adopté avec plusieurs amendements.”

M. Tessier, président du comité des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill (No 41)—Loi constituant en corporation l'Association des Maîtres-Imprimeurs de Québec ;

Et bill (No 74)—Loi constituant en corporation “ The Saint Maurice River Driving and Improvement Association ”.

Aussi, les bills suivants, qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill (No 40)—Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Thomas-Arthur Cimon à l'exercice de la profession de notaire, après examen ;

Bill (No 32)—Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke ;

Et bill (No 54)—Loi concernant la “ Royal Paper Mills Company ”, et autorisant la dite compagnie à substituer une nouvelle émission de bons à ses bons actuels.”

---

*Ordonné*.—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (No 173) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal, et amendant le code municipal en conséquence.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

*Ordonné*.—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 172) amendant les articles 121, 153 et 1137 du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Caron (L'Islet) ait la permission de présenter un Bill (No 171) amendant l'article 535 du code municipal

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

*Ordonné*,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 51) concernant la paroisse de Ste-Praxède de Brompton.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Pelletier (Dorchester), demande la permission de déposer sur le bureau de la Chambre un "rapport" de l'honorable G. W. Stephens, C. R., ex-commissaire de colonisation pour la Province de Québec.

L'honorable M. Parent soulève le point d'ordre:—Que ce document ne peut pas être déposé sur le bureau de la Chambre.

M. l'Orateur réserve sa décision.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (3) concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et la motion est soumise à la Chambre :

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre se constitue, alors, en comité général.



---

(EN COMITÉ.)

*Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de faire, amender et abroger un tarif d'honoraires à percevoir pour l'octroi des permis accordés aux corporations commerciales et compagnies à fonds social étrangères, les autorisant à faire affaires dans la province.

Résolution à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a adopté une résolution.

*Ordonné*—Que le rapport soit reçu maintenant.

En conséquence, M. Dupuis rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

*Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de faire, amender et abroger un tarif d'honoraires à percevoir pour l'octroi des permis accordés aux corporations commerciales et compagnies à fonds social étrangères, les autorisant à faire affaires dans la province.

La résolution est lue une deuxième fois et agréée.

*Ordonné*,—Que la dite résolution soit renvoyée au comité général, chargé d'examiner le bill (No 3) concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (3) concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (2) amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social, et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perreault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance.

---

Proposé par M. Blanchard, secondé par M. Prévost, et —

*Ordonné*, — Que l'ordre de la Chambre à l'effet de renvoyer le bill (173) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le code municipal en conséquence, au comité du code municipal, soit rescindé.

*Ordonné*, — Que le dit bill soit lu une deuxième fois lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (155) amendant les articles 283, 481 et 582 du code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à lundi pour être considéré en comité général.

---

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Le docteur Wilfrid Grignon, conférencier agricole, agissant sur les instructions du département de l'agriculture a-t-il fait des arrangements avec Bruno Beaulieu, de St-Jérôme, comté de Terrebonne, pour l'installation et la pension des étalons ardennais emmenés au pays par le baron de Lépine pour le compte du gouvernement ?

2. Dans l'affirmative, le ministre de l'agriculture a-t-il désavoué ces arrangements ?

3. A la demande de qui ?

4. Pour quelles raisons ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—1. Oui.—2. Il nous a été représenté qu'il valait mieux dans l'intérêt des visiteurs et des acheteurs que les chevaux fussent transférés aux écuries de l'hôtel.—3. Le député du comté.—4. Pour les raisons ci-haut.

---

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés :

Bill (No 105) constituant en corporation les Sœurs Trappistines de St-Romuald, sous le nom de " Les Cisterciennes Réformées ".

Et bill (No 78), amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 37) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Hébertville, St-Bruno, Alma.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc.

---

---

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 5 avril courant, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents au sujet de la démission de M. Cyrias Roy, comme l'un des protonotaires du district de Montmagny.

*(Document de la session No 53.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 avril 1904, pour la production de tous papiers, plans, correspondance et documents, depuis le 1er avril 1903, concernant un pont en construction dans la ville de St-Jérôme, comté de Terrebonne.

*(Document de la session No 54.)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

---

---

## Lundi, 18 avril 1904

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (41) constituant en corporation l'Association des Maîtres-Imprimeurs de Québec et, après avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Godbout fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (74) constituant en corporation "The Saint-Maurice River Driving and Improvement Company", et, après avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (40) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Thomas Arthur Cimon à l'exercice de la profession de notaire, après examen, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cochrane fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (32) amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. St Pierre fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (54) concernant la " Royal Paper Mills Company ", et autorisant la dite compagnie à substituer une nouvelle émission de bons à ses bons actuels, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (91) amendant la charte de la compagnie de chemin de fer Québec Central, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (86) amendant la charte de la cité de Hull ;

Et, Bill (100) amendant la charte du Crédit Municipal Canadien.

Proposé par M. Clapperton, secondé par M. Caron (l'Islet), et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des documents et de la correspondance relativement à la construction d'un pont sur la rivière Métapédia.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 169) loi détachant certains lots de la paroisse de Sainte-Eulalie et les annexant

pour toutes fins à la paroisse de Saint-Samuel, dans le comté de Nicolet.  
En conséquence, le bill est lu une seconde fois et renvoyé au comité au général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se forme en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le bill (No 2) amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Et l'amendement étant lu la première fois, il est

*Ordonné*,—Que la seconde lecture de cet amendement soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production de copie du jugement du 15 février 1902, et de tous papiers, correspondance et documents en rapport avec le paiement de \$18,064.29, fait à la *Montreal Exposition Company*, mentionné à la page 268 des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1902.  
(Document de la session No 55)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 mars 1903, pour la production : 1. D'un état des dépenses contingentes du comité protestant du conseil de l'instruction publique et de quelle source de revenus elles proviennent.

2. Etat des dépenses faites depuis les cinq dernières années sur le fonds du règlement des biens des jésuites.

(Document de la session No 56).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 avril courant, pour copie de tous rapports et correspondance échangés entre la corporation scolaire de la Baie Saint-Paul et le Surintendant de l'instruction publique, du 1er juillet 1903, jusqu'à cette date.

(Document de la session No 57.)

---

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 avril 1904, pour la production de tous papiers, plans, correspondance et document en rapport avec la construction d'un pont reliant la ville de Terrebonne à la paroisse de Saint-François de Salles sur la rivière Jésus.

(Document de la session No 58.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 avril 1904, pour la production de copie de tous papiers, correspondance et documents en rapport avec le paiement des débentures émises et votées par la corporation de Sainte-Sophie et New-Glasgow, pour la construction d'une voie ferrée entre Saint-Jérôme et ces deux villages et paroisses, dans le comté de Terrebonne.

(Document de la session No 59.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 avril 1903, pour la production de toutes soumissions, lettres et documents reçus par le gouvernement en rapport avec les impressions du *Journal de l'Agriculture* et des autres documents officiels.

(Document de la session No 60.)

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 avril 1903, pour copie de toute correspondance, de toute requête et de tous documents, relativement aux pêcheries dans la baie de Missisquoi.

(Document de la session No 61.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

## Mardi, 19 avril 1904.

M. Perrault, du comité des ordres permanents présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir : de la compagnie de chemin de fer électrique de Terrebonne ; de la compagnie générale du Port de Chicoutimi ; de la compagnie électrique de Shawinigan ; des Sœurs de la charité de St-Louis ; de la " Suburban Tramway and Power Company " ; et de la " Young Men's Christian Association of McGill University " , demandant respectivement une loi les constituant en corporation ; de la cité de St-Henri et de la compagnie d'assurance mutuelle de Montmagny, demandant respectivement des amendements à leur charte ; des Sœurs de la charité de Québec, demandant une loi régularisant leur position, et de James Quinn, James McVey et autres, demandant une loi conférant aux exécuteurs testamentaires de Susan McVey des pouvoirs additionnels."

M. Tessier, président du comité des bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (81) constituant en corporation le Cercle Emard ;

Bill (58) ratifiant et confirmant le titre de la Seigneurie de la Grande Vallée des Monts ;

Bill (60) concernant la reconstruction de l'église de la paroisse de Ste-Cunégonde, de Montréal, et le paiement de la dite reconstruction ;

Et bill (94) abrogeant la loi 3 Edouard VII, chapitre 135, concernant une vente par la succession de L. T. Macpherson à N. G. Kirouac et W. C. Kirouac.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill (53) amendant la loi constituant la corporation de la ville de Fraserville ;

Bill (52) constituant en corporation les Sœurs de St-Joseph de St-Valier ;

Bill (70) constituant en corporation les Sœurs de l'Espérance ;

Bill (36) concernant " The Toronto General Trusts Corporation " ;

Bill (45) revisant et refondant la charte de la ville de St-Germain de Rimouski ;



Bill (38) constituant en corporation " The Talmud Torah " (école gratuite des hébreux) de Montréal ;

Bill (39) constituant en corporation la ville de Beauceville ;

Et bill (56) constituant en corporation la " Louis Labelle Quarry Company, Limited ".

M. Hutchinson, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a adopté, avec plusieurs amendements, le bill (57) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean, et les lois qui l'amendent ".

---

*Ordonné*,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un bill (No 115) concernant la succession de feu Susan McVey et accordant aux exécuteurs testamentaire des pouvoirs plus étendus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un bill (No 67) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de Terrebonne.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un bill (No 79) constituant en corporation " La Suburban Tramway and Power Company ".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un bill (No 102) accordant certains pouvoirs additionnels à la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de Montmagny.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 93) constituant en corporation la compagnie générale du Port de Chicoutimi.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un bill (No 72) constituant en corporation la compagnie électrique de Shawinigan.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 109) constituant en corporation la congrégation des Sœurs de la charité de Saint-Louis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 176) amendant l'article 1301 du code civil relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Petit ait la permission de présenter un Bill (No 151) amendant l'article 283 du code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

*Ordonné*,—Que M. Walker ait la permission de présenter un Bill (No 175) amendant l'article 561 du code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

---

L'honorable M. McCorkill, Trésorier de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu comme suit par M. l'Orateur :

*(Tous les membres de la Chambre étant debout, tête découverte)*

L. A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, les estimations supplémentaires des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1904, et celles des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1905, conformément aux dispositions de la section 54 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ces estimations à la considération de la Chambre

(Document de la session No 1.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 19 avril 1904.

*Résolu*,—Que ce message et les estimations qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits en comité général au Bill (No 2) amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social.

Ces amendements, sont en conséquence, lus la deuxième fois.

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

Et la question étant posée: Ce bill sera-t-il lu la troisième fois? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent quarante-six piastres et soixante et quatre centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu maintenant.

*Résolu*,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se constituera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Perrault, rapporte alors, du comité des subsides, la dite résolution qui est lue comme suit :

*Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent quarante-six piastres et soixante et quatre centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

*Ordonné*,—Que la dite résolution soit lue, une seconde fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (155) amendant les articles 283, 481 et 582 du code municipal, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cochrane fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Proposé par M. Perrault, appuyé par M. Roy, (Kamouraska), et—

*Ordonné*,—Que l'ordre de la Chambre, en date du 15 avril courant, à l'effet de renvoyer ce bill à un comité général pour considération, lundi prochain, soit rescindé.

*Ordonné*,—Que le dit bill soit renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (158) amendant le code de procédure civile relativement à l'assignation des témoins.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (159) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (165) amendant l'article 5171 des statuts refondus de la province de Québec.

M. Duhamel, appuyé par M. Lemay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (167) amendant le code de procédure civile, relativement à la transaction des affaires légales, le samedi.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (166) autorisant les maires des municipalités à faire prêter serment

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (156) annexant la paroisse de St-Nazaire d'Acton au comté de Bagot, pour toutes les fins.

M. Daignault, appuyé par M. Morin (St-Hyacinthe), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (157) amendant les articles 108, 109, 112, 193, 202 et autres, du code de procédure civile.

M. Prévost, appuyé par M. Lacombe, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (161) amendant la loi concernant les associations coopératives.

M. Blouin, appuyé par M. Godbout, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (162) concernant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

M. Allard, appuyé par M. Tourigny, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise;—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (170) amendant l'article 1622 du code civil.

M. Dupuis, appuyé par M. Chauret, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (172) amendant les articles 121, 153 et 1137 du code de procédure civile.

M. Prévost, appuyé par M. Lacombe, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

---

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et —

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Un état comportant tous ordres en conseil, documents et correspondance se rapportant à tous les permis généraux de chasser en cette province, accordés à des personnes qui n'y avaient pas leur domicile, depuis le 30 juin 1902 ; indiquant le nom et la résidence de ces personnes et le montant payé par chacune d'elles pour tel permis.

*Ordonné*,—Que cette adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur par ceux des membres qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état comportant tous documents, correspondance, en rapport avec tous les permis de chasser autorisant le porteur d'icelui à tuer plus de deux caribous, en cette province, depuis le 30 juin, 1902 ; indiquant le nom et la résidence des porteurs de ces permis, le montant payé par chacun d'eux, et les raisons pour lesquelles ces permis ont été accordés.

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état comportant tous documents et correspondances en rapport avec tous les permis de chasser, en saison prohibée, dans cette province, depuis le 30 juin 1902 ; indiquant le nom et la résidence de toutes les personnes ayant obtenu tels permis ; le montant payé par chacune d'elles et les raisons pour lesquelles ces permis ont été accordés.

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état comportant le nombre de permis accordés pour chasser dans le Parc National des Laurentides ; le nom et la résidence des personnes à qui ces permis ont été accordés, le montant payé par chacune d'elles et les raisons pour lesquelles chacun de ces permis a été accordé.

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé, comportant : 1. Le nombre des poursuites intentées, le nombre de convictions exécutées et le nombre de jugements suspendus pour infractions aux lois de la pêche en cette province, depuis le 30 juin 1902 ; 2. Le nom et la résidence du plaignant et du défendeur dans chaque cause ; 3. La date et l'endroit où ces plaintes ou poursuites ont été intentées, ces convictions exécutées et ces jugements suspendus ; 4. Le nom du magistrat présidant le tribunal devant lequel chacune de ces causes a été instruite ou jugée suivant le cas.

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état comportant le nombre de rapports trimestriels des gardes-chasse du gouvernement, faits au département des Terres, Mines et Pêcheries, conformément à l'article 1419, du chapitre 24, de l'acte 62 Victoria, depuis le 30 juin 1902, indiquant le nom et la résidence de chaque garde-chasse ayant ainsi fait rapport ; le nom et la résidence de ceux qui n'ont pas fait de rapport ; la date de tous les rapports ainsi faits depuis la dite date.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 48) concernant la construction de l'église et de la sacristie de la paroisse du Très-Saint Nom de Jésus, de Maisonneuve.

Et bill (No 111) accordant à la corporation de la cité de Sherbrooke le pouvoir de faire un emprunt spécial pour acquérir ou construire un système d'éclairage et de pouvoir électrique.

---

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 5 avril courant, pour la production de tous ordres en conseil, papiers, documents, correspondance, contrats et marchés passés entre

---

la compagnie du Pont de Québec et le gouvernement fédéral, son ou ses contracteurs, depuis la dernière session de cette Législature, et, aussi, la liste des actionnaires actuels de la dite compagnie, avec le montant de leurs parts ou actions; la liste faisant voir: 1. Le montant payé par chaque actionnaire sur chacune de ses parts ou actions. 2. Si quelques-uns des actionnaires sont porteurs d'actions ou parts libérées ou acquittées. 3. Comment toutes et chacune des actions ou parts ont été payées soit en argent, soit par services rendus ou autrement.

*(Document de la session No 62.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 avril 1904, pour la production d'un état détaillé des recettes et dépenses de la Province, provenant de toutes sources, depuis le premier juillet 1903 jusqu'au premier avril 1904.

*(Document de la session No 63.)*

L'honorable M. Parent, Premier Ministre, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport de la Commission de Colonisation de la province de Québec.  
—Annexes.—Enquêtes à Québec.

*(Document de la session No 231.)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---



## Mercredi, 20 avril 1904.

M. Tessier, président du comité des bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 83) amendant la charte de la ville d’Outremont ;

Bill (No 105) constituant en corporation les Sœurs Trappistines, de St-Romuald, sous le nom de Cisterciennes Réformées ;

Et le bill (No 62) constituant en corporation les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d’Afrique.”

---

*Ordonné*,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 87) constituant en corporation “ The Young Men’s Christian Association of McGill University.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Dorris ait la permission de présenter un Bill (No 174) amendant l’article 771 du code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

*Ordonné*,—Que M. Dorris ait la permission de présenter un Bill (No 177) amendant l’article 905 du code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 178) amendant l’article 677 du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 179) amendant l’article 1622 du code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné.*—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 180) amendant les articles 806, 851 et 858 du code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

*Ordonné.*—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 181) amendant l'article 1147a du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné.*—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 6), autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce Bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Bissonnette (Soulanges).—Sous l'autorité de qui a-t-il été procédé à l'examen médical de David Glass, actuellement détenu dans la prison commune du district d'Iberville ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Un rapport à ce sujet a été reçu du shérif du district d'Iberville et pourra être produit sur un ordre de la Chambre à cet effet.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—1. Quand a eu lieu le dernier terme criminel pour le district d'Iberville ?

2. Y a-t-il eu un terme criminel dans le dit district, le 22 octobre dernier, date fixée par la loi ?

3. Le procureur-général avait-il donné instruction de ne pas assigner les jurés ; dans l'affirmative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. Le 22 mars 1899 ; 2. Non ; 3. Oui, parce que la liste des causes criminelles à être inscrites, à ce terme, transmise par le greffier de la Couronne n'était pas suffisante pour autoriser l'assignation des jurés.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—Le procureur-général a-t-il été notifié au début de l'enquête préliminaire dans la cause de McCaskill contre Glass, qu'il existait des doutes sur l'état mental du détenu Glass ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Non.

Par M. Bissonnette (Soulanges) --Est-ce qu'il n'est pas de rigueur que le procureur-général soit notifié, quand il existe des doutes sur l'état mental d'un accusé et quelle est l'autorité qui doit donner instructions de faire l'examen médical, s'il y a lieu ?

Réponse par l'honorable M. Gouin --La réponse à cette question se trouve à l'article 3209 des statuts refondus de la province de Québec et aux articles 736 à 741 du code criminel, 1892.

Par l'honorable M. Flynn. --Dans la réponse donnée par l'honorable M. Parent, page 77, des procès-verbaux du 11 avril courant, à l'interpellation faite touchant la superficie totale en milles carrés vendue jusqu'à ce jour, il est dit : 2. " Il a été mis sous licence, jusqu'à ce jour, 66,119 milles carrés, dont 9,602 milles carrés par la présente administration."

1. A quelle administration fait-il allusion ?

2. Quand cette administration a-t-elle commencé ?

Réponse par l'honorable M. Parent. --1. L'administration Parent ; 2. Le 3 octobre 1900.

---

Proposé par M. Prévost, appuyé par M. Lacombe, et --

*Résolu*, --Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre--Copie de tous arrêtés du Conseil, contrats, correspondance, mémoires, procès-verbaux en rapport avec les droits de péage imposés sur un pont communément connu sous le nom de *Shaw-Bridge*, en la paroisse de Saint-Sauveur, dans le comté de Terrebonne.

*Ordonné*, --Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et --

*Ordonné*, --Qu'il soit mis devant cette Chambre--Copie de toutes requêtes adressées au gouvernement et de toute correspondance, depuis le 1er de mai 1903, concernant des amendements à la loi des licences pour la vente des boissons alcooliques, et la question des meilleurs moyens à prendre pour promouvoir la cause de la tempérance.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier et --

*Ordonné*, --Qu'il soit mis devant cette Chambre : --1. Copie de tous documents et correspondance échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et toutes personnes, se rapportant à la commission des chemins à barrières de Montréal depuis le 30 juin 1886 ?

2. Des rapports de la dite commission depuis le 31 décembre 1896 ?

Proposé par M. Bissonnette (Soulanges), secondé par M. Giard, et—  
*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie du rapport du médecin qui a fait l'examen médical dans le cas de Glass, actuellement détenu dans la prison commune d'Iberville, condamné à subir son procès, aux prochaines assises criminelles de ce district.

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de la requête du Barreau du district d'Iberville demandant la nomination d'un magistrat de district résidant au chef-lieu du district.

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie des procédures dans la cause de McCaskill contre Glass, à St-Jean, district d'Iberville, sur dénonciation pour incendiat.

Proposé par M. Giard, appuyé par M. Bissonnette (Soulanges), et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état démontrant quels sont les porteurs de licence de coupe de bois qui ont payé ce qu'ils doivent à la province, quels sont ceux qui n'ont pas payé, et à quelle somme s'élève respectivement ce que ces derniers n'ont pas payé.

Proposé par M. Tellier, appuyé par l'honorable M. LeBlanc, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état complet et détaillé montrant : 1. Quelles sont les différentes ventes de limites à bois que les divers gouvernements de cette province ont faites depuis le 1er juillet 1867 jusqu'à ce jour.

2. Quels ont été, dans chaque cas, la superficie totale vendue, le prix total réalisé et la moyenne du prix par mille carré ?

Proposé par M. Bergevin, appuyé par M. Delâge, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Une liste de tous les clubs de chasse et de pêche existant dans la province, indiquant la date de leur organisation, le nom et la situation de chaque club et le nom de tous les membres des dits clubs avec leurs adresses.

---

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Robitaille, et il est—

*Résolu*,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant la refonte des statuts.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, procède de nouveau à la considération d'une résolution rapportée du comité des subsides, jeudi, le 19 d'avril dernier, et la dite résolution est, de nouveau, lue comme suit :

*Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent quarante-six piastres et soixante et quatre centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte cette résolution.

---

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (81) constituant en corporation le Cercle Emard; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (60) concernant la reconstruction de l'église de Sainte-Cunégonde de Montréal et le paiement de la dite reconstruction, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (52) constituant en corporation les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (70) constituant en corporation les Sœurs de l'Espérance; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis

fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (36) concernant "The Toronto General Trusts Corporation"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Hutchinson fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (58) ratifiant et confirmant le titre de la seigneurie de la Grande Vallée des Monts; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lafontaine (Maskinongé) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit lu, la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 53) amendant la loi constituant en corporation la ville de Fraser-ville; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (Matane) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 45) revisant et refondant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 38) constituant en corporation *The Talmud Torah* (Ecole gratuite des hébreux), de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Laferté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 56) constituant en corporation *The Louis Labelle Quarry Company, Limited* ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 39) constituant en corporation la ville de Beauceville ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Laferté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 57) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et Lac St-Jean, et les lois qui l'amendent ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois, et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 69) concernant l'Association mutuelle de bienfaisance de la Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal ;

Bill (No 92) amendant la charte de la cité de Montréal ;

Bill (No 89) constituant en corporation le " Canada Club " ;

Bill (No 102) accordant certains pouvoirs additionnels à la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Montmagny ;

Bill (No 109) constituant en corporation la congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis ;

Et bill (No 72) constituant en corporation la compagnie électrique de Shawinigan.

---

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1903, pour la production d'un état détaillé des sommes payées sur et à même l'item : Cercles agricoles et améliorations des chemins, \$35,000, à la page 7, de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903, donnant : 1. Les divers montants payés ; 2 Les noms des municipalités ou des personnes à qui ont été faits ces paiements ; 3. La date de ces divers paiements ; 4. Pour quelles raisons ont été faits ces paiements, et à la demande de qui ?  
(Document de la session No 64.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 avril 1904, pour la production d'un état contenant la liste nominative de toutes les sociétés de secours mutuel faisant des opérations en cette province ; la principale place d'affaires de chacune de telles sociétés ; le nombre de membres qu'elles possèdent respectivement et le montant total des sommes qu'elles prélèvent annuellement sur leurs membres, avec indication, dans chaque cas, si la société a fait rapport à l'inspecteur officiel, suivant la loi, et si elle tient sa comptabilité selon les exigences de l'acte 1 Edouard VII, chapitre 20.  
(Document de la session No 65.)

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 avril 1904, pour la production de tous documents, lettres, mémoires, correspondance, en rapport avec le cadastre officiel du village de Sainte-Agathe des Monts, dans le comté de Terrebonne.  
(Document de la session No 66.)

---

M. l'Orateur rend, ainsi qu'il suit, sa décision sur la question d'ordre soulevée par l'honorable M. l'arent, à la séance du 15 avril courant, à propos de la demande faite par l'honorable M. Pelletier de déposer sur le bureau de la Chambre un " rapport " de l'honorable G. W. Stephens, ex-commissaire de la colonisation :



“ Le point d'ordre est comme suit :

L'honorable député de Dorchester peut-il déposer sur le bureau de la Chambre le pamphlet dont il a exhibé une copie à la séance de vendredi dernier ?

La pratique parlementaire est clairement définie à la page 331 de la deuxième édition de Bourinot :

Il y est dit :

“ No documents can be regularly laid before the House unless in pursuance of some parliamentary authority in the session of 1879, the Speaker called the attention of the House to the fact that he had received a communication from the Reciprocity and Free Trade Association of England, with respect to the Canadian tariff, then the subject of discussion in parliament. He decided that individuals outside of the House could only approach it properly by petition, and that the document in question was a mere declaration, and could not be presented by a member. He took this occasion of stating that no documents can be regularly laid before parliament, unless by message from the Governor-General, or in answer to an order or address, or in pursuance of a statute requiring their production.”

Pour appliquer au cas présent l'usage parlementaire régulièrement suivi, il me faut d'abord décider de la nature du pamphlet en question. Est-ce, oui ou non, un document officiel ? S'il était réellement document officiel, il ne pourrait évidemment être produit que de la manière régulière—1. Soit par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme le sont depuis quelques jours le rapport et les annexes de la Commission de Colonisation ; 2 Soit en réponse à un ordre ou à une adresse votée par cette Chambre.

Après avoir examiné le pamphlet, je dois déclarer qu'il n'est certainement pas document officiel. En premier lieu, il porte le titre suivant : *Forestry and Colonization. A report by Honorable G. W. Stephens K. C. Formerly commissioner of Colonization, etc., for the Province of Quebec.*

Le pamphlet ne porte aucune adresse. De plus, il est signé comme suit : *Geo. W. Stephens, Ex-Commissioner of Colonization.*

L'honorable M. Stephens ayant signé son pamphlet comme ex-commissaire de colonisation, il est évident qu'il reconnaissait lui-même qu'il n'était plus commissaire et qu'il ne pouvait pas faire de rapport officiellement en cette qualité.

Le pamphlet n'est donc qu'une étude sur la question d'intérêt public celle de l'exploitation des forêts et de la colonisation.

Si la Chambre pouvait permettre la production de cette étude comme document de la session, tout député pourrait également lui demander la permission de déposer de la même manière tous les travaux des nombreux auteurs qui ont traité le même sujet. On voit, tout de suite, l'abus qui en serait la conséquence.

La Chambre me permettra bien de lire les paroles de l'honorable M. Blanchet, Orateur de la Chambre des Communes du Canada, en décidant le point d'ordre dont il est fait mention dans l'extrait de Bourinot, cité

plus haut Un mémoire adressé à la Chambre des Communes par l'Association de Réciprocité et de Libre Echange d'Angleterre, lui avait été transmis. Il le déposa lui-même sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. Anglin, ex-Orateur de la Chambre des Communes s'opposa à la production de ce mémoire dans les termes suivants :

“ C'est introduire une coutume extraordinaire qui pourrait avoir des conséquences également extraordinaires.

“ En effet, si l'on peut s'adresser à nous à propos de questions commerciales, l'on pourrait en faire autant relativement à d'autres sujets ; et nous ne permettons pas même à nos propres concitoyens de communiquer avec la Chambre autrement que par voie de pétition.”

M. l'Orateur Blanchet répondit d'abord comme suit : “ Comme je ne connais aucune règle parlementaire qui décide une pareille matière, je laisse à la Chambre le soin de se prononcer.”

Le lendemain une question d'ordre fut soulevée au sujet de la production irrégulière de ce mémoire.

M. l'Orateur Blanchet décida la question, comme suit :

“ Après avoir de nouveau étudié la question, voici ce que j'ai à dire au sujet du mémoire irrégulièrement déposé sur le bureau, hier. Aucun document ne peut être présenté à la Chambre, que par un message du Gouverneur-Général, ou en réponse à un ordre ou à une adresse de la Chambre ou en vertu d'un Statut qui exige sa production. Les personnes étrangères au parlement doivent s'adresser à la Chambre par pétition, et il a été fréquemment décidé qu'aucune lettre, déclaration, adresse ou remontrance ne pouvaient être reçues si elles n'étaient rédigées dans une certaine forme. Dans le cas d'une pétition, un membre la présente de son siège, et il doit voir à ce qu'elle ne contienne aucune violation flagrante des règles de la Chambre. La pratique parlementaire ne veut pas que l'Orateur présente une pétition même rédigée en bonne et due forme. Une requête fut envoyée à M. l'Orateur Addington, pour qu'il la présentât comme membre de la Chambre ; il ne voulut pas y consentir regardant ce procédé comme tout à fait irrégulier. Le document dont il s'agit n'est pas une pétition, mais une communication contenant une déclaration relative au tarif canadien qui occupe actuellement la Chambre. De fait, un membre ne pourrait pas régulièrement présenter ce document de son siège, parce qu'il offre, *prima facie*, tous les indices d'une irrégularité. En 1841, M. Milner voulut présenter une déclaration analogue, signée au nom de la population de Manchester, dont elle exprimait les vues au sujet des lois sur le blé ; mais l'Orateur ne voulut pas l'y autoriser. Le document dont il s'agit ici ne nous étant pas arrivé sous forme de pétition régulière et n'ayant pas été produit en vertu d'un autre ordre de la Chambre, ne mérite aucune attention.”

Dans son traité, Bourinot accepte cette décision comme l'expression formelle de l'usage parlementaire.

Je décide, en conséquence, que permission ne peut pas être donnée de déposer sur le bureau de la Chambre, comme document de la session, le rapport dont il s'agit.

Je ferai remarquer de plus que la production des documents officiels ne se fait pas par la permission de la Chambre, mais de droit, puisqu'ils ne peuvent l'être que de trois manières régulières, en vertu d'un Statut, par ordre de la Couronne, ou en réponse à une adresse ou à un ordre de la Chambre elle-même.

On a parlé, vendredi dernier, de l'usage parlementaire relatif à la citation de documents officiels dans un débat, et je suppose que, en demandant la permission de déposer sur le bureau de la Chambre le pamphlet en question, on a eu en vue de pouvoir le discuter plus tard. Parce que le document n'étant pas officiel, ne peut pas être mis devant la Chambre, on ne sera pas pour cela privé d'en parler, et c'est une toute autre règle qui régit le cas.

L'usage parlementaire à ce sujet est parfaitement reconnu, on le trouve consigné dans Bourinot, page 408, 2ème édition. "It is now in order for a member to make extracts from books, newspapers, or other printed publications, as part of his speech. provided in doing so, he does not infringe on any point of order."

Le pamphlet en question, étant une étude plus ou moins livrée à la publicité, pourra donc à l'occasion, être citée dans un débat, sur une question soumise régulièrement à la Chambre. "

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

## Jeudi, 21 avril 1904

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre, le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la Compagnie Hydraulique St-François demandant des amendements à sa charte ;

De la “ Parks and Playgrounds Association of Montreal ” demandant une loi la constituant en corporation ;

Et de Dame Mary Ann McCrory, demandant une loi autorisant la vente d'un immeuble dépendant de la substitution créée par le testament de feu Michael Kavanagh.

Quant à la pétition de la corporation de la ville de Shawinigan Falls demandant des amendements à sa charte, Votre Comité trouve que les avis n'ont pas été publiés dans les journaux anglais, mais comme la grande majorité des intéressés parle la langue française, Votre Comité recommande la suspension de la 51<sup>e</sup> règle, étant convaincu que toutes les parties intéressées sont bien informées de la demande.”

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (55) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Aussi, les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill (46) divisant la municipalité du village de Sainte-Geneviève, dans le comté de Jacques-Cartier, en deux municipalités distinctes et séparées, et érigeant le village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds ;

Et bill (78) amendant la charte de la ville de St-Louis

L'honorable M. Gouin, président du comité de législation, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre Comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill (166) autorisant les maires des municipalités à faire prêter serment ;

Et bill (156) annexant la paroisse de St-Nazaire d'Acton au comté de Bagot, pour toutes les fins.

Votre Comité a aussi examiné le bill (160) amendant la loi concernant les élections contestées, et l'a rejeté."

---

*Ordonné*,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un bill (114) pour régulariser la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'asile de Beauport.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un bill (No. 77) constituant en corporation "The Parks and Playgrounds Association of Montreal".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Décarie, ait la permission de présenter un bill (No 103) amendant la charte de la cité de St-Henri.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Roy (St-Jean), ait la permission de présenter un bill (No 88) ratifiant, confirmant et autorisant le règlement No 92 de la ville de St-Jean, concernant un octroi de terrain et de certains privilèges, ainsi qu'une exemption de taxes et une concession de droits à la "Singer Manufacturing Co."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Allard ait la permission de présenter un bill (No 99) amendant la charte de la ville de Shawinigan Falls.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill (No. 75) autorisant la vente d'un immeuble dépendant de la substitution créée par le testament de feu Michael Kavanagh.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Chicoyne ait la permission de présenter, un bill (182) amendant l'article 4691 des statuts refondus de la province.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Lacombe.—Le gouvernement est-il informé que (a) La Société du Progrès du Canada (b) Le Crédit Hebdomadaire, (c) Le Crédit du Canada, (d) La Compagnie de Granit d'Argenteuil, (e) La Coopérative, (f) Le Crédit Universel, (g) La Ferme Provinciale, font affaires dans cette province ?

2. Connait-il leur genre d'affaires ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille :—1. Oui, quant à la Cie de Granit d'Argenteuil et la Ferme Provinciale. 2. (a) La Cie de Granit d'Argenteuil est une compagnie incorporée en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements. Son objet est d'acheter ou louer des carrières de pierre, marbre et granit, et de les exploiter de toutes manières. (b). La Ferme Provinciale est une œuvre de bienfaisance, fondée par des citoyens de Montréal, pour donner asile à certaine classe d'infirmes, d'après une lettre adressée au gouvernement et demandant de l'aide. (c) La Compagnie de Crédit du Canada a été incorporée par le gouvernement du Canada. Elle a pour but de faciliter à ses clients l'achat de tout objet d'utilité ou de luxe, tels que vêtements, bijoux, instruments de musique, meubles, tapis, livres, etc., moyennant des versements en argent qui sont payés à la compagnie à certaines époques, et pourvoit au mode de rachat des contrats conclus avec ses clients.

Par M. Tellier.—1. La société d'agriculture No 2 du comté de Joliette a-t-elle reçu des octrois du gouvernement durant les exercices financiers expirant le 30 juin des années 1898, 1900, 1899, 1901, 1902, 1903 ?

2. Dans la négative, pour quelle raison ?

3. Dans l'affirmative, à quelle date les a-t-elles touchés ?

4. Cette société a-t-elle touché quelqu'octroi depuis le 30 juin dernier, et, dans l'affirmative, quel est la date du paiement, quel montant a-t-elle reçu ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—La société ne s'étant pas conformée à la loi n'a touché aucun octroi depuis 1896.

Par M. Tellier.—1. Les terres de la Couronue, dans le 8e rang du Canton Guigues sont-elles en vente pour fin de colonisation ?

2. Dans la négative, pourquoi ne le sont-elles pas ?

3. Dans l'affirmative, depuis quand ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Ces terres ont été mises en vente le 27 août 1888. 2. Les lots 32 à 62 de ce rang 8, ont été retirés de la vente le 4 janvier 1895, pour permettre aux propriétaires de limites de couper le pin qu'il y avait sur les lots, et cela a duré jusqu'au 1er janvier 1903. 3. Les lots 1 à 31 sont en vente depuis le 27 août 1888 et les lots 32 à 62 depuis le 1er janvier 1903.

Par M. Caron, (l'Islet). — Est-ce l'intention du gouvernement de publier en brochure et de faire distribuer dans les campagnes le rapport des stations expérimentales fruitières pour 1902 et 1903 ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Oui, et des instructions ont déjà été données.

Par M. Tellier.—Les terres de la Couronne dans le canton Cartier, sont-elles en vente pour fins de colonisation ?

2. Dans la négative, depuis quand et pourquoi ?

3. Dans l'affirmative, l'ont-elles toujours été depuis le 23 mai 1897 ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui, depuis le 26 janvier 1865. 2. Le 24 mai 1896, l'agent a reçu instruction de soumettre au département chaque demande d'achat faite par un colon, avant de vendre. 3. Oui.

---

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes communications, correspondances échangées entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres et l'honorable G. W. Stephens.

2. Copie de tous documents ou rapports ou communications faites par le dit honorable G. W. Stephens depuis le 1er janvier 1903 et, aussi, copie de la démission de l'honorable G. W. Stephens comme membre de la Commission de Colonisation.

Proposé par M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Caron (L'Islet), et

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, —copie des documents et de la correspondance échangée entre Paul Côté, garde-pêche, et tous autres et le gouvernement, au sujet de difficultés avec les pêcheurs du district pour lequel Paul Côté est garde-pêche.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Un état détaillé donnant tout le montant d'argent payé comme salaire à chacun des employés du palais de justice de Québec, mentionnés au document No 49, de cette session.

Proposé par M. Bissonnette (Montcalm), appuyé par M. Prévost, et —la motion étant soumise :—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie

de tous mémoires, documents et correspondance transmis au gouvernement de cette province concernant la compagnie du Crédit du Canada,—

Un débat s'élève.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier, et il est —

*Ordonné*,—Que ce débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (154) amendant la loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (C) concernant les licences de mariage, pour lequel il demande son concours.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Robitaille, et il est —

*Ordonné*,—Que le bill (C du Conseil législatif) concernant les licences de mariage, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour la deuxième lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (94) abrogeant la loi 3 Edouard VII, ch. 135, concernant une vente par la succession de L. T. Macpherson à N. G. Kirouac et W. C. Kirouac ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (83) amendant la charte de la ville d'Outrement ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (105) constituant en corporation les Sœurs Trappistines de Saint-Romuald, sous le nom de " Les Cisterciennes Réformées " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (62) constituant en corporation les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (82) modifiant la loi relative à la ville de Salaberry de Valleyfield ;

Bill (106) ratifiant une vente faite par les représentants de Geo. Hastings à James Wilder ;

Bill (80) concernant le testament de feu Archibald McCormick, senior ;

Bill (104) concernant la Compagnie du pont Saint-Pie ;

Bill (49) constituant en corporation la compagnie électrique de Portneuf et de Québec ;

Bill (90) concernant la compagnie de pulpe de Chicoutimi ;

Bill (87) constituant en corporation la " Young Men's Christian Association of McGill University."

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l'article 1301 du code civil relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

---

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

---

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 avril 1904, pour production d'un état indiquant les noms de tous les employés permanents et surnuméraires du palais de justice et de la prison de Montréal, avec le montant de leurs salaires respectifs, et le montant total des salaires de chaque département : 1. A la date du 1er juillet 1897, en tenant compte des arrêtés en conseil du mois de mai 1897 ; 2. Et à la date du 1er février 1904

*(Document de la session No 67.)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

## Vendredi, 22 avril 1904.

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants :

“ De la Compagnie électrique de Québec ; de la “ Canadian Light and Power Company ; de la “ Home Savings Loan and Land Company ”, demandant respectivement une loi les constituant en corporation ; et de “ The Fraserville Company Limited ” demandant la ratification d'un acte passé avec W. Fraser ”.

M. Morin (St-Hyacinthe), du comité d'agriculture, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (153) pourvoyant à la formation de compagnies d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et des fromageries et l'a adopté avec certains amendements ”.

---

*Ordonné*,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 76) constituant en corporation “ The Home Savings Loan and Land Company ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (No 108) constituant en corporation “ The Canadian Light and Power Company ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 98) ratifiant et confirmant la location de certaine propriété par William Fraser, écuyer, à la Compagnie Fraserville Limitée.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Girard ait la permission de présenter un Bill (No 42) constituant en corporation la Compagnie de pouvoir Electrique, Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 184) concernant les unions ouvrières.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (C) du Conseil législatif, concernant les licences de mariages.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Perrault, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 156) annexant la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton au comté de Bagot, pour toutes fins ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kennedy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le (No 46) divisant la municipalité du village de Sainte-Geneviève dans le comté de Jacques-Cartier, en deux municipalités distinctes et séparées, et érigeant la municipalité du village de Pierrefonds, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendements.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 78) amendant la charte de la ville de Saint-Louis; et, après siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morin (Charlevoix) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 55) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills ci-après sont respectivement lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 96) confirmant et ratifiant un acte d'Antoine Masson et autres, résiliant un acte de donation, et ratifiant aussi une donation de Louis-Dydime Masson à Joseph Masson, son fils ;

Bill (No 51) concernant la paroisse de Sainte-Praxède de Brompton ;

Bill (No 115) concernant la succession de feu Susan McVey et accordant aux exécuteurs testamentaires des pouvoirs plus étendus ;

Bill No 93) constituant en corporation la compagnie générale du port de Chicoutimi ;

Bill (No 114) pour régulariser la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'Asile de Beauport ;

Bill (No 77) constituant en corporation "The Parks and Playgrounds Association of Montreal ;"

Bill (No 95) amendant la charte de la ville de Louiseville ;

Bill (No 75) autorisant la vente d'un immeuble dépendant de la substitution créée par le testament de feu Michael Kavanagh ;

Et Bill (No 99) amendant la charte de la ville de Shawinigan Falls.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois, et renvoyés au comité des chemins de fer, canaux, etc.

Bill (No 59) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Montréal et Grenville ;

Bill (No 67) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer électrique de Terrebonne ;

Et Bill (79) constituant en corporation la "Suburban Tramway and Power Company."

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (B) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Québec, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (E) amendant le code civil concernant les registres de l'état civil, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (F) abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 33, relative aux records, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (G) concernant les cours de recorder, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (H) amendant la loi concernant les compagnies à fonds social, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (I) amendant la loi concernant la constitution de la cour supérieure, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (J) amendant la loi 1 Edouard VII, chapitre 8, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (K) amendant la loi du Barreau, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (N) amendant la loi électorale de Québec, 1903, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Proposé par M. Delâge, appuyé par M. Bergevin, et—

*Ordonné*,—Que le Bill (B), du Conseil législatif, constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Québec, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Robitaille, et—

*Ordonné*,—Que le Bill (E), du Conseil législatif, amendant le code civil concernant les registres de l'état civil, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Gouin, secondé par l'honorable M. Robitaille, et—

*Ordonné*,—Que le Bill (F), du Conseil législatif, abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 33, relative aux records, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Gouin, secondé par l'honorable M. Robitaille, et—

*Ordonné*,—Que le Bill (G), du Conseil législatif, concernant les cours de records, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Gouin, secondé par l'honorable M. Robitaille, et—

*Ordonné*,—Que le Bill (H), amendant la loi concernant les compagnies à fonds social, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Gouin, secondé par l'honorable M. Robitaille, et—

*Ordonné*,—Que le Bill (I), du Conseil législatif, amendant la loi concernant la constitution de la cour supérieure, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

---

Proposé par l'honorable M. Gouin, secondé par l'honorable M. Robitaille, et—

*Ordonné*,—Que le Bill (J), du Conseil législatif, amendant la loi 1 Edouard VII, chapitre 8, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Gouin, secondé par l'honorable M. Robitaille, et—

*Ordonné*,—Que le Bill (K), du Conseil législatif, amendant la loi du Barreau de la province de Québec, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Gouin, secondé par l'honorable M. Robitaille, et—

*Ordonné*,—Que le Bill (N), du Conseil Législatif, amendant la loi électorale de Québec, 1903, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Parent, Premier Ministre, dépose sur le bureau de la Chambre :

Les annexes du rapport de la Commission de la Colonisation.—Enquêtes à Saint-Romain et Lambton. (*Document de la session No 23j*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi.

---



---

Lundi, 25 avril 1904.

*Ordonné*,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 183) amendant l'article 1041 du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 61) constituant en corporation les Pères Endistes de la province de Québec;

Bill (No 63) constituant en corporation, Les Missionnaires du Sacré-Cœur;

Bill (No 101) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Oscar-Jules Morin à la profession d'avocat, après examen;

Et Bill (No 169) détachant certains lots de la paroisse de Ste-Eulalie, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant, pour toutes fins, à la paroisse St-Samuel, dans le comté de Nicolet.

---

M. Prévost, député du comté de Terrebonne, se lève de son siège et fait la déclaration suivante :

Je, Jean Prévost, député de Terrebonne à la législature de Québec, suis croyablement informé que S. D. Vallières, échevin de la cité de Montréal, a violé les privilèges de cette Chambre, en accusant les députés de cette Chambre d'être corrompus et d'être *boodlers*, et j'appuie cette déclaration d'affidavits que je dépose sur le bureau de la Chambre.

Québec, 25 avril 1904.

Je, Napoléon T. Hébert, échevin, organiste, de la cité de Montréal, déclare solennellement par les présentes :

Que S. D. Vallières, bourgeois et échevin, de la cité de Montréal, fait partie de la délégation auprès de la législature de la province de Québec, maintenant en session, pour aider à la passation du bill privé, No 92, Loi amendant la charte de la cité de Montréal;

Que le dit S. D. Vallières est un des principaux échevins de la dite cité de Montréal, étant le président du comité des finances ;

Que, lundi matin, le 25 courant, dans la rotonde du Château Frontenac, en la cité de Québec, devant plusieurs personnes réunies, le dit S. D. Vallières aurait tenu et a tenu à ma connaissance personnelle, les propos suivants à l'adresse de l'Assemblée Législative et de ses membres :

" C'est bien malheureux de le dire, mais la province de Québec est la seule législature canadienne-française de la Puissance du Canada, et c'est elle qui est la plus corrompue. Les députés passent pour des *boodlers*. Quand une grosse compagnie veut avoir des privilèges et de nouveaux droits, elle n'a pas à s'occuper du mérite de sa demande et se dit simplement : "Quand nous voulons passer un bill, nous n'avons qu'à apporter l'argent nécessaire et l'on fait passer ce que l'on veut." Libéraux comme conservateurs, c'est la même chose. Pendant les deux premières sessions, tout se fait assez honnêtement, mais après cela il n'y a que l'argent qui fait marcher les députés. Toutes les grosses compagnies anglaises disent la même chose. C'est affreux d'avoir une réputation comme celle-là," et autres paroles comportant le même sens.

Je fais cette déclaration solennelle, suivant l'acte de la preuve du Canada, comme si elle était faite sous serment.

NAPOLÉON HÉBERT.

Déclaré devant moi, à Québec, }  
ce 25 avril 1904. }

JOS. DUMONT, J. P.

Je, Charles Gratton, bourgeois, de la cité de Montréal, déclare solennellement par les présentes :

Que S. D. Vallières, bourgeois et échevin de la cité de Montréal, fait partie de la délégation auprès de la législature de la province de Québec, maintenant en session, pour aider à la passation du bill privé No. 92, Loi amendant la charte de la cité de Montréal ;

Que le dit S. D. Vallières est un des principaux échevins de la dite cité de Montréal, étant le président du comité des finances ;

Que, lundi matin, le 25 courant, dans la rotonde du Château Frontenac, en la cité de Québec, devant plusieurs personnes réunies, le dit S. D. Vallières, aurait tenu et a tenu à ma connaissance personnelle les propos suivants, à l'adresse de l'Assemblée législative et de ses membres :

“ C'est bien malheureux de le dire, mais la province de Québec est la seule législature canadienne-française de la Puissance du Canada, et c'est elle qui est la plus corrompue. Les députés passent pour des *boodlers*. Quand une grosse compagnie veut avoir des privilèges et de nouveaux droits, elle n'a pas à s'occuper du mérite de sa demande et se dit simplement : “ quand nous voulons passer un bill, nous n'avons qu'à apporter l'argent nécessaire, et l'on fait passer ce que l'on veut. Libéraux comme conservateurs, c'est la même chose. Pendant les deux premières sessions, tout se fait assez honnêtement, mais après cela, il n'y a que l'argent qui fait marcher les députés. Toutes les grosses compagnies anglaises disent la même chose. C'est affreux d'avoir une réputation comme celle-là ”, et autres paroles comportant le même sens.

Je fais cette déclaration solennelle, suivant l'acte de la preuve au Canada, comme si elle était faite sous serment.

C. GRATTON.

Déclaré devant moi, à Québec, }  
ce 25 avril 1904.

Jos. DUMONT, J. P.

---

M. Prévost propose, appuyé par M. Lacombe,—et la motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—Qu'il soit—

*Résolu*,—Que les propos mentionnés et détaillés dans les affidavits déposés sur le bureau de cette Chambre et tenus par M. S. D. Vallières, échevin de la cité de Montréal, et l'un des principaux membres de la délégation civique auprès de cette Législature, constituent une grave violation des privilèges de cette Chambre ;—Qu'il soit—

*Ordonné*,—Que M. S. D. Vallières, échevin de la cité de Montréal, soit appelé à comparaître devant la barre de cette Chambre, demain, le 26 avril courant, à trois heures et demie de l'après-midi.

Un débat s'élève ;

M. Tellier propose, appuyé par M. Chicoyne, et il est—

*Ordonné*,—Que ce débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (58) ratifiant et confirmant le titre de la seigneurie de la Grande-Vallée des Monts.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, conformément à l'ordre du jour, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (64) constituant en corporation la *Westmount Transit and Power Company* ;

Bill (76) constituant en corporation *The Home Savings, Loan and Land Company* ;

Bill (108) constituant en corporation *The Canadian Light and Power Company* ;

Bill (98) ratifiant et confirmant la location de certaine propriété par William Fraser, écuyer, à la Compagnie Fraserville, limitée ;

Et bill (42) constituant en corporation la Compagnie de pouvoir Electrique, Québec.

Le bill suivant est aussi lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc.

Bill (B du Conseil législatif) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Québec.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Naud (Portneuf).—1. Thomas McKinon, de Matane, dans le comté de Matane, a-t-il été poursuivi en 1900, ou en aucun autre temps depuis 1897, pour vente de boisson sans licence ?

2. A-t-il été condamné ?

3. Dans l'affirmative, le jugement a-t-il été exécuté ; si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—1. Oui, le 7 août 1900, et le 22 janvier 1901 ; 2. La première action est tombée, le jugement a été rendu dans la seconde ; 3. Dans la seconde cause l'amende et les frais ont été payés.

Par M. Naud (Portneuf).—1. Philéas Boucher, de St-Damase, dans le comté de Matane, a-t-il été poursuivi en 1898, ou en aucun autre temps depuis 1897, pour vente de boisson sans licence ?

2. A-t-il été condamné ?

3. Dans l'affirmative, le jugement a-t-il été exécuté, si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. Oui, deux fois, une fois sous l'ancienne loi, le 7 septembre 1898, et la seconde fois sous la nouvelle

loi, le 25 septembre 1900 ; 2. Oui ; 3. Dans la première cause le jugement n'a pas été exécuté pour ce qui regarde la part de l'amende afférente à la Couronne en vue de sa pauvreté et du fait qu'il a été condamné pour avoir vendu une petite quantité de liqueurs achetée pour des malades. Dans la seconde cause l'amende et les frais ont été payés.

Par M. Naud (Portneuf).—1. François Bouffard, de Matane, dans le comté de Matane, a-t-il été poursuivi en 1898, ou en aucun temps depuis 1897, pour vente de boisson sans licence ?

2. A-t-il été condamné ?

3. Dans l'affirmative, le jugement a-t-il été exécuté, si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—1. Oui, le 18 juin 1898, sous l'ancienne loi ; 2. Oui ; 3. Le jugement n'a pas été exécuté pour ce qui regarde la part de l'amende afférente à la Couronne, pour la raison que la pénalité avait été imposée pour la vente d'un flacon de liqueurs par la femme de Bouffard à un voisin malade, après beaucoup de sollicitations, et en l'absence de Bouffard, contre qui il n'y avait pas de plainte.

Par M. Naud (Portneuf).—1. Edouard Dufour, de Matane, dans le comté de Matane, a-t-il été poursuivi en 1900 ou en aucun autre temps depuis 1897 pour vente de boisson sans licence ?

2. A-t-il été condamné ?

3. Dans l'affirmative, le jugement a-t-il été exécuté, si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—1. Oui, le 29 janvier 1900, sous l'ancienne loi ; 2. Oui ; 3. Le jugement n'a pas été exécuté pour ce qui regarde la part de l'amende afférente à la Couronne.

Par M. Naud (Portneuf).—1. Rosaire Lavoie, d'Amqui, dans le comté de Matane, a-t-il été poursuivi en 1899, ou en aucun autre temps depuis 1897, pour vente de boisson sans licence ?

2. A-t-il été condamné ?

3. Dans l'affirmative, jugement a-t-il été exécuté, si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—1. Oui, quatre fois, le 1er mars 1900, le 25 mai 1900, le 20 juin 1900 et le 28 décembre 1901 ; 2. Dans la première et la quatrième de ces causes, Lavoie a été condamné ; la seconde et la troisième causes ont été perdues ; 3. Oui, l'amende et les frais imposés ont été payés.

Par M. Naud (Portneuf).—1. Antime Lebrun, de Cedar Hall, a-t-il été poursuivi en 1898, ou en aucun temps depuis 1897, pour vente de boisson sans licence ?

2. A-t-il été condamné ?

3. Dans l'affirmative, le jugement a-t-il été exécuté, si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—1. Oui, le 18 juin 1898, sous l'ancienne loi ; 2. Oui ; 3. Le jugement n'a pas été exécuté pour ce qui regarde la part de l'amende afférente à la Couronne pour la raison que Lebrun était extrêmement pauvre, un journalier dont la santé était complètement délabrée, et qui avait une nombreuse famille et qui était absolument incapable de payer ; aussi qu'il n'avait vendu que très peu de boisson et presque tout du vin du pays.

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—1. Ambroise Caron, de Sandy Bay dans le comté de Matane, a-t-il été poursuivi en 1899, ou en aucun autre temps depuis 1897, pour vente de boisson sans licence ?

2. A-t-il été condamné ?

3. Dans l'affirmative, le jugement a-t-il été exécuté, si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—1. Oui, le 17 mars 1899, sous l'ancienne loi ; 2. Oui ; 3. Le jugement n'a pas été exécuté pour ce qui regarde la part de l'amende afférente à la Couronne, attendu que c'était la première pénalité imposée sur le défendeur.

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—1. M. Adam Banville, d'Amqui, dans le comté de Matane, a-t-il été poursuivi en 1898, ou en aucun autre temps depuis 1897, pour vente de boisson sans licence ?

2. A-t-il été condamné ?

3. Dans l'affirmative, le jugement a-t-il été exécuté, si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—1. Oui, le 28 novembre 1898, sous l'ancienne loi ; 2. Oui ; 3. Le jugement n'a pas été exécuté pour ce qui regarde la part de l'amende afférente à la Couronne.

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—1. Madame Veuve Pierre Dubé, d'Amqui, dans le comté de Matane, a-t-elle été poursuivie en 1898, ou en aucun autre temps depuis 1897, pour vente de boisson sans licence ?

2. A-t-elle été condamnée ?

3. Dans l'affirmative, le jugement a-t-il été exécuté, si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—1. Oui, le 9 septembre 1898, sous l'ancienne loi ; 2. Oui ; 3. Le jugement n'a pas été exécuté pour ce qui regarde la part de l'amende afférente à la Couronne.

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—Salomon Fraser, de St-Moïse, dans le comté de Matane, a-t-il été poursuivi en 1898, ou en aucun autre temps depuis 1897, pour vente de boisson sans licence ?

2. A-t-il été condamné ?

3. Dans l'affirmative, le jugement a-t-il été exécuté, si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—1. Oui, le 8 septembre 1898, sous l'ancienne loi ; 2. Oui ; 3. Le jugement n'a pas été exécuté pour ce qui regarde la part de l'amende afférente à la Couronne, le défendeur étant très pauvre, malade, et incapable de travailler, et ayant une nombreuse famille.

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—Auguste Plourde, de Sandy Bay, dans le comté de Matane, a-t-il été poursuivi en 1899, ou en aucun autre temps depuis 1897, pour vente de boisson sans licence ?

2. A-t-il été condamné ?

3. Dans l'affirmative, le jugement a-t-il été exécuté, si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—1. Oui, le 17 mars 1899, sous l'ancienne loi ; 2. Oui ; 3. Le jugement n'a pas été exécuté pour ce qui regarde la part de l'amende afférente à la Couronne, attendu que c'était la première pénalité imposée sur le défendeur.

---

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de tous les papiers, formules, documents et correspondance en rapport avec l'internement de Marie-Joséphine Demers, internée à l'asile de Beauport, en 1899.

Proposé par M. Tellier, appuyé par M. Chicoyne, et—

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1. Copie de tous règlements ou arrêtés en conseil passés depuis le 1er juillet 1867, jusqu'à ce jour, fixant et déterminant le diamètre minimum des arbres que les licenciés peuvent couper sur les terres de la Couronne. 2. Copie de tous règlements ou arrêtés en conseil passés depuis le 1er juillet 1867, jusqu'à ce jour, au sujet du cèdre coupé sur les terres de la Couronne.

Proposé par l'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et—

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Un état détaillé de la somme de \$18,786.70, mentionnée dans l'état des recettes et des paiements produit devant cette Chambre, pour l'année courante, comme ayant été dépensée pour "Divers en général", et copie de tous arrêtés du conseil au sujet d'aucune partie de cette dépense.

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Un état détaillé, par comtés et paroisses, ou cantons de chaque comté, de la somme de \$120,000 mentionnée dans l'état des recettes et des paiements produit devant cette Chambre, pour l'année courante, comme ayant été dépensée pour chemins de colonisation, depuis le 1er juillet 1903 au 31 mars 1904, et pour copie de tous arrêtés du Conseil touchant la distribution et la dépense de cette somme.

*Ordonné*,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 166), autorisant les maires des municipalités à faire prêter serment ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 178), amendant l'article 677 du code de procédure civile.

M. Hutchinson appuyé par M. Blouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 179), amendant l'article 1622 du code civil.

M. Hutchinson, appuyé par M. Blouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 181), amendant l'article 1147a du code de procédure civile.

M. Prévost, appuyé par M. Lacombe, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 182), amendant l'article 4691 des statuts refondus de la province de Québec.

M. Chicoyne, appuyé par M. St-Pierre, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 6), autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Robitaille, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (G du Conseil Législatif), concernant les cours de recorders.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Robitaille, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.



Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (N du Conseil législatif), amendant la loi électorale de Québec, 1903.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Robitaille, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 avril 1904, pour copie du rapport du médecin qui a fait l'examen médical dans le cas de Glass, actuellement détenu dans la prison commune d'Iberville, condamné à subir son procès aux prochaines assises criminelles de ce district.

*(Document de la session No 68.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 avril 1904, pour la production d'un état détaillé donnant tout le montant d'argent payé comme salaire à chacun des employés du palais de justice de Québec, mentionnés au document No 49 de cette session.

*(Document de la session No 69.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 avril 1904, pour la production d'une copie de la requête du Barreau du district d'Iberville, demandant la nomination d'un magistrat de district résidant au chef-lieu du district.

*(Document de la session No 70.)*

Et réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1903, pour la production des instructions données aux agents des terres de la Couronne, dans les régions du Lac Saint-Jean, Gaspé, Bonaventure, Dorchester et ailleurs, leur enjoignant de refuser de vendre certaines terres aux colons ou à certains colons, tel qu'expliqué par l'honorable Premier Ministre, dans sa réponse à l'interpellation qui se trouve à la page 101 des procès-verbaux de cette session.

*(Document de la session No 71.)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

---

Mardi, 26 avril 1904.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre :

Par M. Dorris,— la pétition du chemin de fer de Jonction de Napierville.

M. Allard, président du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

“ Du club “ Mount Royal,” et de la compagnie électrique Laval, demandant respectivement une loi les constituant en corporation ; du village de Notre-Dame de Grâce-Ouest, et de la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc, demandant de changer les limites de Notre-Dame de Grâce-Ouest, et de ratifier un certain contrat ; de H. Montague Allan demandant que la date des élections municipales du village de Cacouna soit changée

“ Quant à la pétition de la ville de Chicoutimi demandant des amendements, Votre comité trouve que les avis n'ont pas été publiés dans les journaux anglais, mais attendu que la grande majorité des parties intéressées parle la langue française, et, attendu qu'il n'y a pas de journal publié en anglais dans la dite ville, Votre comité est d'opinion que toutes les parties intéressées sont bien informées de la nature de la demande, et recommande, en conséquence, la suspension de la 51<sup>e</sup> règle.”

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'honorable M. Gouin, président du comité de législation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 161 —Loi amendant la loi concernant les associations coopératives, et l'a adopté, avec certains amendements.”

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 66 —Loi concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

“ Aussi les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill 33.—Loi amendant de nouveau la loi constituant en corporation la ville de Buckingham, 53 Victoria, chapitre 74, et les lois qui l'amendent ;

Bill 48.—Loi concernant la construction de l'église et de la sacristie de la paroisse du Très-Saint Nom de Jésus, de Maisonneuve.

Le promoteur du bill 104.—Loi concernant la compagnie du pont Saint-l'ie, ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande à Votre Honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill. "

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport. "

*Ordonné*,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 71) constituant en corporation la " Laval Electric Company ".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 113) modifiant les limites de la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce-Ouest, et ratifiant un contrat passé entre la corporation du dit village et la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 110) concernant le club Mont-Royal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Petit ait la permission de présenter un Bill (No 116) refondant et remplaçant la charte de la ville de Chicoutimi.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Fiset ait la permission de présenter un Bill (No 122) amendant les articles 133<sup>4</sup>, 2972<sup>d</sup>, 2972<sup>e</sup> et 5551 des statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée, lundi, le 25 courant, à l'effet—

Qu'il soit *résolu*,—

Que les propos mentionnés et détaillés dans les affidavits déposés sur le bureau de cette Chambre et tenus par M. S. D. Vallières, échevin

de la cité de Montréal, et l'un des principaux membres de la délégation civique auprès de cette législature, constituent une grave violation des privilèges de cette Chambre;

Qu'il soit *ordonné*.—Que M. S. D. Vallières, échevin de la cité de Montréal, soit appelé à comparaitre devant la barre de cette Chambre, demain, à trois heures et demie de l'après-midi,—

Et le débat se continuant, —

M. Tellier propose, comme amendement, appuyé par l'honorable M. LeBlanc: Que la déclaration de l'honorable député de Terrebonne, ainsi que les affidavits s'y rapportant, soient renvoyés au comité des privilèges et élections, avec instruction de s'enquérir et de faire rapport.

Et l'amendement étant soumis à la Chambre par M. l'Orateur, il est résolu dans l'affirmative.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (6) autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*.—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer certaines résolutions autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Robitaille:

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité général.)

La proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Gouin informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

#### (EN COMITÉ)

*Résolu*, 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer une commission chargée de la revision et de la refonte des statuts de la province, d'un caractère général et permanent, composée de trois commissaires et de deux secrétaires, lesquels seront rémunérés, les premiers au taux de deux mille piastres, par année, et les seconds à celui de mille piastres par année, chacun;

*Résolu*, 2.—Que les traitements des dits commissaires et secrétaires et les dépenses qu'ils pourront encourir pour frais de voyage, impres-

sions, papeterie et autres choses nécessaires à l'entier accomplissement de leurs devoirs, seront payés par mandat du Lieutenant-Gouverneur, à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cherrier fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Cherrier rapporte, alors, ces résolutions qui sont lues comme suit :

*Résolu*, 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer une commission chargée de la revision et de la refonte des statuts de la province, d'un caractère général et permanent, composée de trois commissaires et de deux secrétaires, lesquels seront rémunérés, les premiers au taux de deux mille piastres, par année, et les seconds à celui de mille piastres par année, chacun ;

*Résolu*, 2.—Que les traitements des dits commissaires et secrétaires et les dépenses qu'ils pourront encourir pour frais de voyage, impressions, papeterie et autres choses nécessaires à l'entier accomplissement de leurs devoirs, seront payés par mandat du Lieutenant-Gouverneur, à même le fonds consolidé du revenu.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné*,—Que les dites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill (6) autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se constitue en comité général pour prendre en considération le bill (6) autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec ; et, après avoir siégé de quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (G du Conseil législatif) concernant les cours de recorders ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe avec l'amendement.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill avec un amendement pour lequel elle désire leur concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (N du Conseil législatif) amendant la loi électorale de Québec, 1903; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (E du Conseil législatif) amendant le code civil concernant les registres de l'état civil.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Robitaille, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise.—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que la Chambre se forme, immédiatement, en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill ainsi modifié en comité général soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe avec les amendements.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill avec plusieurs amendements pour lesquels elle demande leur concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (153) pourvoyant à la formation de compagnies d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cochrane fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (32) amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke ;

Bill (35) constituant en corporation l'Hôpital Homéopathique de Montréal ;

Bill (50) concernant la succession de feu le révérend Louis-Elie Dauth ;

Et bill (54) concernant la *Royal Paper Mills Company*, et autorisant la dite compagnie à substituer une nouvelle émission de bons à ses bons actuels.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (40) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Thomas-Arthur Cimon à l'exercice de la profession de notaire, après examen ;

Et bill (41) constituant en corporation l'Association des Maîtres-Imprimeurs de Québec.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (40) autorisant la Chambre des notaires à admettre Thomas-Arthur Cimon à la pratique de la profession de notaire, après examen, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (41) constituant en corporation l'Association les

---

Maitres-Imprimeurs de Québec, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendement soit remise à demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---



---

## Mercredi, 27 avril 1904

M. Cardin, du comité du code municipal, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill 175.—Loi amendant l'article 561 du code municipal.

“ Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec un amendement ;

Bill 163.—Loi amendant les articles 371, 373 et 999 du code municipal.

“ Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill 171.—Loi amendant l'article 535 du code municipal.”

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill 86.—Loi amendant la charte de la cité de Hull ;

Et bill 31.—Loi amendant la loi 59 Victoria, chapitre 69, et constituant en corporation A. Ramsay & Son.”

M. Hutchinson, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 37.—Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Hébertville, St-Bruno et Alma et l'a adopté avec plusieurs amendements. ”

*Ordonné*,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un bill (No 97) concernant le village de Saint-Georges de Cacouna.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Girard ait la permission de présenter un bill (No 43) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie Hydraulique Saint-François.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill (No 128) amendant les articles 291 et 875 du code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

*Ordonné*,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un bill (No 121) amendant l'article 289 du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill (No 185) concernant les élections générales et les élections partielles.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un bill (No 10) amendant la loi concernant les chemins de fer.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Pelletier.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer monsieur J. P. Cooke dans ses fonctions de substitut du Procureur-général, à Montréal?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—A l'étude.

Par l'honorable M. Pelletier.—Le gouvernement ou aucun de ses membres a-t-il reçu, depuis le premier janvier dernier, quelques mémoires ou documents de M. Maurice Perrault, député de Chambly, au sujet de l'appropriation de certaines terres publiques aux municipalités de comté?

Dans l'affirmative, quelle est la date de cette communication et à quel département ou à quel ministre a-t-elle été adressée?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Oui. 2. Le 18 avril courant, au Premier Ministre de la Province.

Par M. Godbout.—1. Le ministre des Terres de la Couronne a-t-il donné ordre aux officiers de son département de ne concéder aucun lot, jusqu'à nouvel avis, sous l'autorité de la loi concernant les concessions gratuites aux pères de 12 enfants vivants?

2. Un ordre semblable a-t-il été donné relativement à la vente des terres à bois de chauffage?

3. Dans l'affirmative, pour combien de temps ces concessions sont-elles suspendues?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Non. 2 et 3. Non.

Par M. Godbout — 1. En quelle année le canton Dorset a-t-il été concédé ?

2. A qui et pour quelle considération l'a-t-il été ?

Réponse par l'honorable M. Parent. — Les 5/7 des terres du canton Dorset ont été concédés le 30 décembre 1799 et le reste des terres du canton, à différentes époques, depuis. 2. A John Black et ses associés, pour fins de colonisation et gratuitement, pour les 5/7 du canton ; et à Etienne St-Dizier, Wm McDonald, Nicholas Fuches, Simon Clark, Wm Clark, Wm Johnson et James Douglass, pour considérations pécuniaires, pour le reste du canton, de 1836 à 1867.

---

Proposé par M. Perrault, appuyé par M. Walker et —

*Résolu*, — Qu'une humble adresse soit présentée, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : — 1. Copie de tous ordres en conseil, rapports, documents et correspondance échangés depuis le 26 mars 1902, entre le gouvernement de la Puissance et celui de cette province, au sujet de l'augmentation des subsides fédéraux.

2. Copie de tous ordres en conseil, rapports, documents et correspondance échangés depuis le 25 avril 1903, entre le gouvernement de cette province et toutes personnes, au sujet de la conversion de la dette ;

3. Copie de tous rapports, documents et correspondance échangés entre le gouvernement de cette province et toute personne depuis le 25 avril 1903, au sujet de tout octroi ou subside en terres aux municipalités de chaque comté, pour les aider dans le développement de l'industrie agricole, de l'instruction publique et de la colonisation.

*Ordonné*, — Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 66) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Laferté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*, — Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, — Que le bill passe.

*Ordonné*, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 33) amendant la charte de la ville de Buckingham, 53 Vict., ch. 74, et les lois qui l'amendent ; et, après avoir siégé quelque temps, M.

l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 48) concernant la construction de l'église et de la sacristie de la paroisse du Très-Saint Nom de Jésus, de Maisonneuve; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tourigny fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (40) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Thomas-Arthur Cimon à l'exercice de la profession de notaire, après examen; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (41) constituant en corporation l'Association des Maîtres-Imprimeurs de Québec, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés.

Bill (103) amendant la charte de la cité de St-Henri;

Bill (88) confirmant et autorisant le règlement No 92 de la ville de St-Jean, concernant un octroi de terrain et de certains privilèges, ainsi qu'une exemption de taxes et une concession de droits, à la *Singer Manufacturing Company*;

---

Bill (71) constituant en corporation la *Laval Electric Company* ;

Bill (110) concernant le Club Mont Royal ;

Bill (113) modifiant les limites de la municipalité du village de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest et ratifiant un contrat passé entre la corporation du dit village et la compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc du Canada.

M. Dion propose, appuyé par M. Caron (Matane), et il est—

*Ordonné*,—Que l'ordre du jour pour considérer en comité général le Bill (53) amendant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville, soit rescindé.

*Ordonné*,—Que le dit bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés pour y être reconsidéré.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (183) amendant l'article 1041 du code de procédure civile.

M. Allard, appuyé par M. Tourigny, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (52) constituant en corporation les Sœurs de Saint-Joseph, de Saint-Valier ;

Bill (60) concernant la reconstruction de l'église de la paroisse de Sainte-Cunégonde de Montréal et le paiement de la dite reconstruction ;

Bill (62) constituant en corporation les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique ;

Bill (70) constituant en corporation les Sœurs de l'Espérance ;

Et Bill (81) constituant en corporation le Cercle Emard.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements au bill (G) amendant la loi concernant les cours de recorders.

---

---

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse, en date du 20 avril 1904, demandant : Copie de tous arrêtés du Conseil, contrats, correspondance, mémoires, procès-verbaux en rapport avec les droits de péage imposés sur un pont communément connu sous le nom de "Shaw-Bridge," en la paroisse de St-Sauveur, dans le comté de Terrebonne.

*(Document de la session No 72.)*

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 avril 1904, pour production de tous les papiers, formules, documents et correspondance en rapport avec l'internement de Marie-Joséphine Demers, internée à l'asile de Beauport en 1899.

*(Document de la session No 73.)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

## Jeudi, 28 avril 1904.

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (109).—Loi constituant en corporation la congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis, auquel il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

“ Aussi, les bills suivants qu’il a l’honneur de rapporter sans amendement :

Bill 69 — Loi concernant l’Association Mutuelle de Bienfaisance de la compagnie de chemin de fer urbain de Montréal ;

Bill 106.—Loi ratifiant une vente faite par les représentants de George Hastings à James Wilder ;

Bill 80.—Loi concernant le testament de feu Archibald McCormick, senior ;

Bill 115 —Loi concernant la succession de feu Susan McVey, et accordant aux exécuteurs testamentaires des pouvoirs plus étendus ;

Bill 114.—Loi pour régulariser la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l’achat de l’Asile de Beauport ;

Et bill 77.—Loi constituant en corporation *The Parks and Playgrounds Association of Montreal*.

L’honorable M. Gouin, du comité de législation, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (170).—Loi amendant l’article 1622 du code civil et l’a rejeté.”

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis sont suffisants dans chaque cas, savoir : De la ville de Marienville, demandant une loi la constituant en corporation ; de la cité de Sherbrooke et de la ville de Sorel, demandant respectivement des amendements à leur charte.

Quant à la pétition de L. P. Mercier demandant à être admis à la pratique du notariat, Votre comité trouve que les avis n’ont pas été donnés.”

M. Dorris propose, appuyé par M. Mathieu, et il est—

*Ordonné*,—Que la 49ième règle et le 3ième paragraphe de la 58ième règle de cette Chambre, soient suspendus en autant qu’ils s’appliquent à la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la Jonction de Napierville demandant des amendements à sa charte, et que la dite pétition soit maintenant lue et reçue.

La dite pétition est, en conséquence, lue et reçue.

*Ordonné.*—Que M. Pelletier (Sherbrooke) ait la permission de présenter un Bill (112) amendant la charte de la cité de Sherbrooke.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné.*—Que M. Girard ait la permission de présenter un Bill (44) constituant en corporation la ville de Marieville

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné.*—Que M. Allard, ait la permission de présenter un Bill (117) amendant la charte de la ville de Sorel.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Godbout.—1. Le lot 16 du 9e rang de Metgermette nord, n'a-t-il pas été demandé en avril 1903, par Jean-Baptiste Veilleux, de Saint-Georges, sous la loi des pères de 12 enfants vivants ?

2. Ce lot, d'après le rapport du garde-forestier Veilleux, était-il propre à la culture ?

3. Dans l'affirmative, pourquoi n'a-t-il pas été concédé au dit J.-B. Veilleux ?

4. Ce lot est-il encore disponible ?

5. Dans la négative, à qui a-t-il été concédé, et cet octroi a-t-il été fait gratuitement sous l'autorité de la loi relative aux pères de 12 enfants vivants ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Oui. 2. Oui. 3. Parceque la branche des ventes a émis un billet de location à A. A. Lemieux. 4. Non. 5. A Antoine-Achille Lemieux, de Sainte-Marie, comté de Beauce, sous l'autorité de la loi des pères de 12 enfants vivants.

Par M. Godbout.—1. Après la concession du lot seize du 9e rang de Metgermette nord, en faveur de M. Achille Lemieux, M. Jean-Baptiste Veilleux, de Saint-Georges, n'a-t-il pas fait application pour que le lot 14 du 9e rang du même canton lui soit concédé, en sa qualité de père de 12 enfants vivants ?

2. Ce lot est-il disponible ?

3. Pourquoi n'a-t-il pas été concédé à la demande du dit Jean-Baptiste Veilleux ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Oui. 2. Oui. 3. Parcequ'après inspection, il a été déclaré impropre à la culture.



Par M. Naud (Portneuf).—Le gouvernement a-t-il reçu, depuis le 10 mars dernier, beaucoup de demandes pour concessions de lots dans le canton Colbert ?

Dans l'affirmative, combien en a-t-il reçues et combien y en a-t-il eu d'accordées ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Oui, 2. 13 demandes reçues tant pour terres à bois de chauffage que pour fins agricoles, et 2 accordées.

Par M. Naud (Portneuf) — Le gouvernement a-t-il reçu, depuis le 10 mars dernier, beaucoup de demandes pour concessions de lots dans le canton de Chavigny ?

Dans l'affirmative, combien en a-t-il reçues et combien y en a-t-il eu d'accordées ?

Réponse par l'honorable M. Parent —1. Oui. 2. 68 demandes reçues tant pour terres à bois de chauffage que pour fins agricoles, et 13 accordées.

---

Proposé par M. Prévost, appuyé par M. Lacombe, et—

*Résolu*.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous arrêtés en Conseil, contrats, documents et correspondance échangés avec le gouvernement fédéral et autres, en rapport avec le remboursement d'impenses aux colons de bonne foi établis sur la réserve des sauvages dans le canton Doncaster, comté de Terrebonne.

Proposé par M. Giard, appuyé par M. St. Pierre, et—

*Résolu*.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : 1. Un état détaillé de la somme de \$48,178, mentionnée dans l'état des recettes et paiements produit devant cette Chambre, pour l'année courante, comme ayant été dépensée en vertu de l'Acte 60 Vict. ch. 3.

2. Copie de tous rapports, requêtes ou demandes et arrêtés du Conseil ayant trait à cette dépense.

*Ordonné*.—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. St. Pierre, appuyé par M. Giard, et—

*Ordonné*.—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état donnant : 1. La liste de toutes les compagnies d'assurance sur la vie, faisant affaire dans la province de Québec, en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 13.

2. Le montant payé par chacune d'elles au gouvernement, en vertu de cette loi.

Proposé par M. Bissonnette (Soulanges), appuyé par M. Giard, et—

*Ordonné*.—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de tous rapports, requêtes et correspondance, depuis le 17 de mars 1902, touchant :

1. L'incorporation et l'existence légale des deux compagnies dites : *The Matane Gold Copper Mining Company* et la *Matane Mining and Smelting Company*

2. L'exploitation d'aucune mine d'or par ces compagnies ou aucune d'elles.

3. Tous rapports faits par l'une ou l'autre de ces compagnies, au gouvernement, de leurs opérations minières.

4. De toute autre correspondance ayant trait à l'une ou l'autre de ces compagnies.

Proposé par M. Tellier, appuyé par l'honorable M. LeBlanc, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie : 1. De toutes les instructions en rapport avec la vente des terres, adressées aux agents des terres de la Couronne, généralement, et spécialement à l'agent des terres du canton Guigues.

2. De toutes les lettres, correspondances et pétitions se rapportant à cette question et se trouvant actuellement en la possession du département des Terres de la Couronne.

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie : 1. De toutes les instructions générales ou spéciales, adressées aux agents des terres de la Couronne, généralement, ou à l'agent des terres de la Couronne de Joliette, en rapport avec la vente des terres de la Couronne pour fins de colonisation dans le canton Cartier, depuis le 26 janvier 1865 jusqu'à ce jour.

2. De toutes lettres, correspondances et pétitions se rapportant à ce sujet et se trouvant en la possession du département des Terres de la Couronne.

Proposé par M. Cardin, appuyé par M. Tessier, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de requêtes, documents et correspondance échangés entre le gouvernement et les vétérans de 1865, 1866 et 1870.

M. Chicoyne propose, appuyé par M. St. Pierre,—et la proposition est soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—qu'il soit—

*Résolu*,—“Que, dans l'opinion de cette Chambre, la présente organisation du Conseil législatif devrait être modifiée.

“Qu'il conviendrait de maintenir les membres actuels du Conseil dans les prérogatives dont ils ont été régulièrement investis ; mais que, les vacances survenant à l'avenir devraient être remplies d'après un régime électif à être déterminé par une loi organique.

“Que telle loi devrait pourvoir à ce que les futurs conseillers tiennent leurs mandats, non de certaines divisions territoriales, mais de collèges électoraux spécialement constitués à cette fin, de manière que les élus soient appelés à représenter les grands éléments économiques et sociaux, tels que l'éducation, l'agriculture, la finance, l'industrie, le travail et les principaux intérêts professionnels.

“Que notre Chambre Haute, constituée sur ces bases, se tiendrait plus en contact avec l'opinion publique, serait plus indépendante des

luttres de parti, et exercerait un contrôle plus puissant et plus respecté sur le fonctionnement de nos institutions parlementaires."

M. Dupuis propose, comme amendement, appuyé par M. Chauret, que tous les mots après " que " dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants : " La Chambre satisfaite des explications du gouvernement passe à l'ordre du jour. "

Un débat s'élève.

M. Roy (St-Jean), appuyé par M. Laferté, propose et il est —  
*Ordonné*,—Que ce débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (86) amendant la charte de la cité de Hull ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (81) amendant la loi 59 Victoria, chapitre 69, et constituant en corporation A. Ramsay & Son ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy, (Kamouraska), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (37) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Hébertville, St-Bruno, Alma ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et les amendements étant lus la première fois, il est —

*Ordonné*.—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (116) refondant et remplaçant la charte de la ville de Chicoutimi ;

Bill (97) concernant le village de Saint-Georges de Cacouna ;

Et bill (43) amendant la loi constituant en corporation la compagnie hydraulique Saint-François.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (2) amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social ;

Et Bill (56) constituant en corporation *The Louis Labelle Quarry Company, limited*.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill (46) divisant la municipalité du village de Sainte-Geneviève, dans le comté de Jacques-Cartier, en deux municipalités distinctes et séparées, et érigeant la municipalité du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds ;

Et Bill (156) annexant la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton au comté de Bagot, pour toutes les fins.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (46) divisant la municipalité du village de Sainte-Geneviève, dans le comté de Jacques-Cartier, en deux municipalités distinctes et séparées, et érigeant la municipalité du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*, — Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (156) annexant la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton au comté de Bagot, pour toutes les fins, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*, — Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Robitaille, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 25 avril 1904, demandant la production d'un état détaillé de la somme de \$18,786.70,

---

mentionnée dans l'état des recettes et des paiements produit devant cette Chambre, pour l'année courante, comme ayant été dépensée pour " Divers en général ", et copie de tous arrêtés du Conseil au sujet d'aucune partie de cette dépense. *(Document de la session No 74).*

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

## Vendredi, 29 avril 1904.

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill 100.—Loi amendant la charte du Crédit Municipal Canadien ;

Bill 87.—Loi constituant en corporation la “ Young Men's Christian Association of McGill University ” ;

Bill 68.—Loi amendant la loi 3 Édouard VII, chapitre 62, qui amende la charte de la cité de Montréal ;

Bill 107.—Loi exemptant les propriétaires d'immeubles de la rue Lemoine, de Montréal, d'une partie des cotisations imposées par la cité de Montréal, le sixième jour d'octobre 1903 pour le prolongement de la rue Lemoine et changeant la dite cotisation ;

Bill 92.—Loi amendant la charte de la cité de Montréal ;

Bill 99.—Loi amendant la charte de la ville de Shawinigan Falls ;

Bill 76.—Loi constituant en corporation “ The Home Savings Loan and Land Company ” ;

Bill 49.—Loi constituant en corporation la compagnie électrique de Portneuf et de Québec.

Aussi, le bill 89.—Loi constituant en corporation “ The Canada Club,” et a l'honneur de le rapporter sans amendement.”

L'honorable M. Gouin, président du comité de législation, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a rejetés :

Bill 158.—Loi amendant le code de procédure civile relativement à l'assignation des témoins ;

Et bill 157.—Loi amendant les articles 108, 109, 112, 196, 202 et autres, du code de procédure civile.”

M. Caron (l'Islet), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre Comité a examiné les pétitions suivantes, savoir : De la “ Charlemagne Traction and Power Company,” demandant une loi la constituant en corporation, et de la Compagnie du Chemin de fer de Jonction de Napierville, demandant des amendements à sa charte, et trouve

que les avis ne sont pas complètement donnés ; mais, Votre Comité étant d'opinion que les avis sont suffisants, recommande la suspension de la 51ème règle de cette Chambre."

*Résolu*,—Que la Chambre adopte ce rapport.

*Ordonné*,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un bill (134) amendant la loi de l'instruction publique relativement à la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (135) amendant l'article 1638 du code civil relativement à la responsabilité des architectes et constructeurs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Morin (St-Hyacinthe) ait la permission de présenter un bill (136) amendant les articles 773, 802, 892 et 893 du code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Robitaille ait la permission de présenter un bill (5) amendant la loi de l'instruction publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Duhamel ait la permission de présenter un bill (118) constituant en corporation "The Charlemagne Traction and Power Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Dorris ait la permission de présenter un bill (119) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Jonction de Napierville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (F, du Conseil législatif) abrogeant la loi 60 Victoria, ch. 33, relative aux recorders.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Robitaille, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à lundi prochain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (H, du Conseil législatif) amendant la loi concernant les compagnies à fonds social.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Robitaille, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à lundi prochain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (K, du Conseil législatif) amendant la loi du Barreau.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (121) amendant l'article 289 du code de procédure civile.

M. Lacombe, appuyé par M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (185) concernant les élections générales et les élections partielles.



L'honorable M. Pelletier, appuyé par M. Tellier, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

---

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

M. Naud (Portneuf).—L'honorable Ministre de l'Agriculture a-t-il promis une situation comme inspecteur de fromageries à M. Rosaire Dussault, de St-Marc des Carrières, dans le comté de Portneuf?

Dans l'affirmative, quand M. Dussault doit-il avoir sa position?

Réponse par l'honorable M. Turgeon: Non.

---

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et—

*Ordonné*.—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie du rapport de M. J.-C. Langelier, surintendant des gardes-forestiers, et portant le No 9948, de l'année 1902.

*Ordonné*.—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de tous papiers, documents, mémoires ou correspondance échangés entre M. Maurice Perrault, député du comté de Chambly, et le gouvernement ou aucun de ses membres, depuis le premier janvier dernier.

Proposé par M. Godbout, appuyé par M. Blouin, et—

*Ordonné*.—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de tous documents, rapports, correspondance relativement au lot 16 du 9e rang de Metgermette nord.

Proposé par M. Delaney, appuyé par M. Cherrier, et—

*Ordonné*.—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de toute correspondance, de tous rapports, de tous documents et de toute poursuite relativement au braconnage dans le comté de Témiscouata, depuis 1892.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a accepté ses amendements faits au bill (E du Conseil législatif) amendant le code civil concernant les registres de l'état civil.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (55) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, avec plusieurs amendements pour lesquels il demande son concours.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (55) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits, en comité général, au bill (37) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Hébertville, St-Bruno, Alma.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe avec le titre : Loi constituant une corporation la compagnie du chemin de fer Saguenay et Baie James.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (109) constituant en corporation la congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (69) concernant l'Association mutuelle de bienfaisance de la Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Naud (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (106) ratifiant une vente faite par les représentants de Geo. Hastings à James Wilder ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (80) concernant le testament de feu Archibald McCormick, sr ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Mackenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (115) concernant la succession de feu Susan McVey et accordant aux exécuteurs testamentaires des pouvoirs plus étendus ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lane fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (114) régularisant la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'Asile de Beauport ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mathieu fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (77) constituant en corporation "The Parks and Playgrounds Asso-

ciation of Montreal ;” et, après avoir siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l’ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (112) amendant la charte de la cité de Sherbrooke,

Et bill (44) constituant en corporation la ville de Mariville.

L’honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 avril courant, pour la production : 1. De tous documents et correspondances échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toutes personnes, se rapportant à la commission des chemins à barrières de Montréal, depuis le 30 juin 1886 ?

2. Des rapports de la dite commission depuis le 31 décembre 1896.

*(Document de la session No 75).*

Et réponse à un autre ordre de la Chambre, en date du 28 avril 1904, pour un état donnant : 1. La liste de toutes les compagnies d’assurance sur la vie faisant affaire dans la province de Québec, en vertu de la loi 63 Victoria, chapitre 13.

Le montant payé par chacune d’elles au gouvernement, en vertu de cette loi.

*(Document de la session No 76)*

Et, alors, la Chambre s’ajourne jusqu’à lundi prochain

---

Lundi, 2 Mai 1904.

L'honorable M. Parent, dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission de Colonisation, Annexes, Mémoires, Lettres et autres documents.  
(*Document de la session No 23k*).

Et, rapport de la Commission de Colonisation, Annexes, Exhibits des enquêtes à Québec.  
(*Document de la session No 23l*).

*Ordonné*,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (139) amendant le code de procédure civile relativement à la juridiction de la cour des commissaires.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (125) amendant la loi des élections contestées.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (126) amendant les articles 316 et 549 du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (123) amendant les articles 1053 et 1484 du code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Walker ait la permission de présenter un Bill (127) amendant la loi concernant les compagnies de cimetières.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (13) amendant l'article 1675 des Statuts refondus relatif aux sociétés d'agriculture.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

---

*Ordonné*,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (130) amendant le code civil relativement à la paternité.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Walker ait la permission de présenter un Bill (124) concernant les automobiles.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (132) amendant les articles 689 et 278 du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (133) amendant l'article 343 du code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (138) amendant l'article 1301 du code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Walker ait la permission de présenter un Bill (129) amendant l'article 366 du code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

*Ordonné*,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (137) amendant l'article 835 du code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (100) amendant la charte du Crédit Municipal Canadien ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis

fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit, lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (87) constituant en corporation " The Young Men's Christian Association of McGill University " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blanchard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (68) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, qui amende la charte de la cité de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (107) exemptant les propriétaires d'immeubles de la rue Lemoine, Montréal, d'une partie des cotisations imposées par la cité de Montréal, le 6ème jour d'octobre 1903, pour le prolongement de cette rue et changeant la dite cotisation ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (99) amendant la charte de la ville de Shawinigan Falls ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (76) constituant en corporation " The Home Savings, Loan and Land Company "; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (49) constituant en corporation la compagnie électrique de Portneuf et de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lafontaine (Maskinongé) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (89) constituant en corporation " The Canada Club "; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

---

Par M. Godbout.—Lorsque la demande de concession du lot 16 du 9e rang de Metgermette Nord, par J.-B. Veilleux, de Saint-Georges, a été faite, M. A.-A. Lemieux avait-il produit une demande pour le même lot, et le billet de location avait-il été émis en sa faveur?

Réponse par l'honorable M. Parent : Non

Par M. Godbout.—Quel est le nom du garde-forestier qui a fait rapport que le lot 14 du 8ème rang de Metgermette Nord est inculte ? A quelle date a été fait ce rapport ?

Réponse par l'honorable M. Parent : 1. M. Godfroy Bédard et M. l'agent DeLéry.

2. Le rapport de M. Bédard est du mois de février 1901 et celui de M. l'agent DeLéry, du 15 avril 1904.

Par l'honorable M. Flynn.—1. Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre aucun projet de loi à cette Chambre, durant la présente session, pour autoiser l'octroi de subventions, soit en argent, soit en terres, à aucune compagnie de chemins de fer ou pour la construction d'aucun chemin de fer ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de donner suite, durant la présente session, par aucun projet de loi ou mesure législative, aux recommandations de la Commission de Colonisation, en ce qui regarde les subventions en terres pour aider à la construction de certains chemins de fer ?

Réponse par l'honorable M. Parent : A l'étude.

---

Proposé par l'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis le 25 avril 1903 jusqu'à ce jour, au sujet de l'octroi de subventions en terres ou en argent, comme aide à la construction de chemins de fer.

---

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (184) concernant les unions ouvrières.

M. Hutchinson, appuyé par M. Gillies, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (122) amendant les articles 1338, 2972*d*, 2972*e* et 5551 des Statuts refondus.

M. Fiset, appuyé par M. Petit, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (F du Conseil législatif) abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 33, relative aux recorders ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (H du Conseil législatif) amendant la loi concernant les compagnies à fonds social ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que Cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (I du Conseil législatif) amendant la loi 1 Édouard VII, chapitre 8.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, alors, se constitue en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que la Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et il est—

*Résolu*,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les paiements par les conseils de comté pour les patients dans les asiles d'aliénés.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (39) constituant en corporation la ville de Beauceville ;

Et bill (78) amendant la charte de la ville de St-Louis.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (45) revisant et refondant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski ;

Bill (105) constituant en corporation les Sœurs Trappistines de St-Romuald, sous le nom de " Les Cisterciennes Réformées ".

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (39) constituant en corporation la ville de Beauceville, et les dits amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (78) amendant la charte de la ville de Saint-Louis, et les dits amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (45) revisant et refondant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski, et les dits amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

---

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (105) constituant en corporation les Sœurs Trappistes de St-Romuald sous le nom de "Les Cisterciennes Réformées."

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

## Mardi, 3 mai 1904

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill (53) amendant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville, renvoyé de nouveau à votre comité, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

" Aussi, les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter avec certains amendements :

" Bill (84) constituant en corporation la municipalité de la paroisse de la Côte St-Paul ;

" Bill (113) modifiant les limites de la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce-Ouest, et ratifiant un contrat passé entre la corporation du dit village et la Compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc du Canada ;

" Bill (51) concernant la paroisse de Sainte-Praxède de Brompton ;

" Et le bill (90) concernant la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi."

L'honorable M. Gouin, président du comité de législation, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

" Bill (182) amendant l'article 4691 des Statuts refondus."

" Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements :

" Bill (161) amendant l'article 8 du code de procédure civile relativement à la transaction des affaires légales, le samedi."

M. Hutchinson, président du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

" Bill (59) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Montréal et Grenville ;

" Bill (B) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du comté de Québec."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (I du Conseil législatif) amendant la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Robitaille, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, alors, se constitue en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit lu, la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une résolution concernant les paiements par les conseils de comté pour les patients dans les asiles d'aliénés.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Gouin,—et la motion étant soumise à la Chambre:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Robitaille informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, alors, en comité général.

(EN COMITÉ)

*Résolu*,—Qu'il sera loisible à tout conseil de comté qui a payé une somme d'argent au gouvernement pour l'entretien d'un aliéné dans un asile, de la prélever, s'il le juge opportun, sur les municipalités locales dans le comté, de la même manière que toute taxe ordinaire imposée en vertu du Code municipal et due par ces municipalités locales, au lieu de la percevoir de la municipalité locale d'où le patient a été envoyé à l'asile.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tanguay fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Tanguay rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

*Résolu*,—Qu'il sera loisible à tout conseil de comté qui a payé une somme d'argent au gouvernement pour l'entretien d'un aliéné dans un asile, de la prélever, s'il le juge opportun, sur les municipalités locales dans le comté, de la même manière que toute taxe ordinaire

imposée en vertu du Code municipal et due par ces municipalités locales, au lieu de la percevoir de la municipalité locale d'où le patient a été envoyé à l'asile.

*Ordonné*,—Que la dite résolution soit lue une deuxième fois, demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (39) constituant en corporation la ville de Beauceville, et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (45) revisant et refondant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski, et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (105) constituant en corporation les Sœurs Trappistes de St-Romuald, sous le nom de "Les Cisterciennes Réformées," et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (100) amendant la charte du Crédit Municipal Canadien.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (117) amendant la charte de la ville de Sorel.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (91) amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central ;

Et Bill (94) abrogeant la loi 3 Edouard VII, chapitre 135, concernant une vente par la succession de L.-T. Macpherson à N.-G. Kirouac et W.-C. Kirouac.

Proposé par l'hon. M. Pelletier, appuyé par l'hon. M. Flynn, et—  
*Ordonné*.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :— Un état détaillé du coût de la première et de la seconde Commission de Colonisation, ainsi que les comptes reçus et non encore payés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (138) amendant l'article 1301 du code civil.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 20 avril 1904, pour la production : 1. De tous documents et correspondance échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toutes personnes, se rapportant à la commission des chemins à barrières de Montréal, depuis le 30 juin 1886 ?

2. Des rapports de la dite commission depuis le 31 décembre 1896 ?  
(*Document de la session No 75a*).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 7 avril courant, demandant : 1 Copie du rapport et de l'arrêté du Conseil touchant l'émission du mandat spécial, en date du 7 décembre 1903, pour la somme de \$10,000, pour participation de la Province à l'exposition de Saint-Louis, Etats-Unis,

2 Copies de tous autres rapports et de toute correspondance sur cette question de la participation de la Province à cette exposition.

3. Etat détaillé des paiements faits et des dépenses encourues en rapport avec cette exposition.  
(*Document de la session No 77*).



---

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 25 avril courant, demandant : 1. Copie de tous règlements ou arrêtés en conseil passés depuis le 1er juillet 1867 jusqu'à ce jour, fixant et déterminant le diamètre minimum des arbres que les licenciés peuvent couper sur les terres de la Couronne.

2. Copie de tous règlements ou arrêtés en conseil passés depuis le 1er juillet 1867 jusqu'à ce jour, au sujet du cèdre coupé sur les terres de la Couronne. *(Document de la session No 78).*

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 28 avril 1904, demandant : 1. Un état détaillé de la somme de \$48,178 mentionnée dans l'état des recettes et paiements produit devant cette Chambre, pour l'année courante, comme ayant été dépensée en vertu de l'Acte 60 Vict., ch. 3.

2. Copie de tous rapports, requêtes ou demandes et arrêtés du Conseil ayant trait à cette dépense. *(Document de la session No 79).*

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 avril courant, pour la production du rapport de M. J.-C. Langelier, surintendant des gardes-forestiers, et portant le No 9948, de l'année 1902.

*(Document de la session No 80).*

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

---

## Mercredi, 4 mai 1904

L'honorable M. Gouin, du comité de législation, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement.

Bill 176.—Loi amendant l'article 1301 du code civil relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats ;

Bill 122.—Loi amendant les articles 1333, 2972*d*, 2972*e* et 5551 des statuts refondus ;

Et bill 159.—Loi amendant la loi concernant les médecins-chirurgiens de la province de Québec.

“ Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec un amendement :

Bill 121.—Loi amendant l'article 289 du code de procédure civile.

“ Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés :

Bill 178.—Loi amendant l'article 677 du code de procédure civile ;

Et bill 179.—Loi amendant l'article 1622 du code civil.”

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill 85.—Loi constituant en corporation l'Association des courtiers d'immeubles de la province de Québec ;

Bill 93.—Loi constituant en corporation la compagnie générale du port de Chicoutimi ;

Bill 42.—Loi constituant en corporation la Compagnie électrique, Québec ;

Bill 65.—Loi amendant la loi constituant en corporation la “ Shawinigan Water and Power Company ” ;

Bill 72.—Loi constituant en corporation la compagnie électrique Shawinigan ;

Bill 44.—Loi constituant en corporation la ville de Marieville ;

Bill 82.—Loi modifiant la loi relative à la ville de Salaberry de Valleyfield.

“ Aussi les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill 110.—Loi concernant le Club Mont-Royal ;

Bill 96.—Loi confirmant et ratifiant un acte d'Antoine Masson et autres, résiliant un acte de donation et ratifiant aussi une donation de Louis-Dydime Masson, à Joseph Masson, son fils.

" Quant au bill 98.—Loi ratifiant et confirmant la location de certaine propriété par William Fraser, écuier, à la Compagnie de Fraserville, limitée, Votre comité trouve que le préambule n'a pas été prouvé.

" Le promoteur du bill 97.—Loi concernant le village de St-Georges de Cacouna, ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder avec son bill, Votre comité recommande, en conséquence, à Votre Honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill."

*Résolu*,—Que ce rapport soit adopté.

*Ordonné*,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un bill ( 31) abrogeant l'article 551 du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un bill (28) amendant le code municipal relativement aux automobiles.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

*Ordonné*,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un bill (14) amendant la loi concernant les prêteurs sur gages.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant payé jusqu'à ce jour par la province en à compte du subside de \$250,000.00, voté pour aider à la construction du pont de Québec ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—\$120,000.

Par l'honorable M. Pelletier—M. Abel Marquis est-il un des percepteurs du revenu de cette Province ?

2. Dans l'affirmative, pour quelle division et pour quel territoire ?

3. S'il l'a été et qu'il a cessé de l'être, depuis quand ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill—1 et 2. Non. 3. Il a cessé d'être percepteur le 20 juin 1901.

---

L'honorable M. Pelletier propose, appuyé par l'honorable M. LeBlanc, —et la motion est soumise à la Chambre :—Que le bill (160) amendant la loi des élections contestées soit remis sur les ordres du jour, pour considération en comité général.

La Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs :

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,

*Lafontaine* (Maskinongé)  
*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester) et  
*St-Pierre*.—8.

## CONTRE :

## Messieurs :

*Allard*,  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Blanchard*,  
*Cardin*,  
*Caron* (L'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Chauvet*,  
*Cherrier*,  
*Clapperton*,  
*Cochrane*,  
*Cooke*,  
*Décarie*,  
*Delaney*,  
*Dion*,  
*Dorris*,  
*Duhamel*,  
*Dupuis*,  
*Fiset*,  
*Gillies*,  
*Girard*,  
*Godbout*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gosselin* (Missisquoi),  
*Gouin*,  
*Guerin*,  
*Hutchinson*,

*Kennedy*,  
*Lacombe*,  
*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay*,  
*Mackenzie*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (Charlevoix),  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Neault* (Champlain),  
*Parent*,  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Prévost*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny),  
*Roy* (St-Jean),  
*Smith*,  
*Tanguay*,  
*Tuschereau*,  
*Tessier*,  
*Tourigny*,  
*Turgeon* et  
*Walker*.—53

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 avril 1904, pour production de copie de billets de location, rapports de garde-forestier, papiers, documents et correspondance, au sujet des lots Nos 4 et 5 du 7<sup>e</sup> rang du canton de Warwick. *(Document de la session No 81.)*

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 8 avril 1904, demandant copie de tous ordres en Conseil, papiers, documents et correspondances échangés entre le gouvernement ou le Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, ou toutes personnes pour les dits gouvernement et ministre, et le nommé Charles Lawton Work, ou la "Howard Trust and Investment Company," ou toutes personnes, procureurs ou agents légaux agissant pour le dit Work ou la dite compagnie, pour obtenir des concessions de terres à bois, de lacs ou autres concessions, dans le domaine de la Couronne. Et de tous documents et correspondances, aussi échangés entre les mêmes, depuis la faillite du dit Work et de la dite compagnie. *(Document de la session No 82.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 avril 1904, pour la production d'un état détaillé indiquant : 1. La quantité et le pays d'importation de chacune des espèces de bois suivantes, exportée durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1903 : (a) épinette rouge, tamarac, (b) épinette blanche et épinette noire, (c) pin, (d) cèdre. }

2. La quantité de chacune de ces espèces de bois qui a été manufacturée en cette province.

3. Le bois de pulpe exporté, provenant : (a) des terres patentées, (b) des limites sous licence.

4. Le nom du propriétaire actuel et le site de chacune des limites d'où ces différentes quantités et espèces de bois ont été tirées.

*(Document de la session No 83.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 avril 1904, pour la production d'un état complet et détaillé, montrant : 1. Quelles sont les différentes ventes de limites à bois que les divers gouvernements de cette province ont faites depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1867 jusqu'à ce jour.

2. Quels ont été, dans chaque cas, la superficie totale vendue, le prix total réalisé et la moyenne du prix par mille carré ?

*(Document de la session No 84.)*

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 avril 1904, pour : 1. Copie de toutes communications, correspondances échangées entre le gouvernement de cette Province ou aucun de ses membres et l'honorable G. W. Stephens.

2. Copie de tous documents ou rapports ou communications faits par le dit honorable G. W. Stephens, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1903, et aussi copie de la démission de l'honorable G. W. Stephens, comme memore de la Commission de Colonisation. *(Document de la session No 85.)*

*Sept heures et demie p. m.*

En vertu de la 19ième règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (92) amendant la charte de la cité de Montréal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

M. Lacombe propose, appuyé par M. Prévost, que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, appuyé par l'honorable M. Flynn :—Que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général avec instruction de l'amender, en retranchant les clauses 5, 6 et 7;

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, il est adopté.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général

En conséquence, la Chambre se forme en comité; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill ainsi modifié en comité général soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (84) constituant en corporation la municipalité de la Côte St-Paul; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (113) modifiant les limites de la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce-Ouest et ratifiant un contrat passé entre la corporation du dit village et la Compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Walker fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (51) concernant la paroisse de Sainte-Praxède de Brompton; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cochrane fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (90) concernant la compagnie de pulpe de Chicoutimi; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (B, du Conseil législatif) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer du comté de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Décarie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (78) amendant la charte de la ville de Saint-Louis, et ces amendements sont lus la deuxième fois.

Et la motion étant faite :—Que cette Chambre adopte ces amendements.

M. Prévost propose, appuyé par M. Lacombe, et il est—

*Résolu*,—“ Que cette Chambre concoure dans les amendements du Conseil législatif au bill (78) à l'exception des deux premiers paragraphes de la clause ajoutée comme clause 9 et que les dits paragraphes soient remplacés par ce qui suit, comme clause 9 du bill ” :

“ La section 66c de la loi 59 Victoria, chapitre 55, telle qu'édictee par la loi 61 Victoria, chapitre 58, section 10, et remplacée par la loi 63 Victoria, chapitre 54, section 16 et par la loi 3 Edouard VII, chapitre 67, section 11, est abrogée et remplacée par la suivante :

“ La ville de Saint-Louis devra exproprier cette partie de la rue Saint-Laurent, côté ouest, depuis l'Avenue Mont-Royal à la rue Saint-Louis, le ou avant le premier octobre 1904, sans préjudice de tous recours en dommages que peuvent avoir les intéressés par suite du retard de l'expropriation, et—

*Résolu*,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant Leurs Honneurs des raisons suivantes, pour lesquelles cette Chambre ne croit pas devoir concourir dans l'amendement ci-haut mentionné :

1. Parce que, en vertu de la charte de la ville de Saint-Louis, avant l'amendement contenu dans la présente loi, les expropriations de la rue Saint-Laurent, côté ouest, devaient commencer le ou avant le 1er mai 1904 ;

2. Parce que l'amendement adopté par les Honorables Membres du Conseil législatif prolonge le délai d'expropriation jusqu'au 1er mai 1905 ;

3. Parce que les propriétaires intéressés se sont conformés à un avis du conseil de la municipalité de Saint-Louis, que les expropriations devaient incessamment commencer, en abandonnant leurs propriétés et en refusant de les louer, et souffrent, par la prolongation de ce délai, des dommages considérables.

*Ordonné*,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Les bills suivants sont, conformément à l'ordre du jour, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des chemins de fer, etc. :



Bill (118) constituant eu corporation "The Charlemagne Traction and Power Company".

Bill (119) amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville.

M. St-Pierre propose, appuyé par M. Chicoyne, et la motion est soumise à la Chambre :

Qu'il soit *Résolu*,—

"Que, dans l'opinion de cette Chambre, les impôts existants sur les compagnies d'assurance faisant affaires dans cette province, devraient être repartis de manière à donner une préférence aux compagnies canadiennes sur les compagnies étrangères."

L'honorable M. McCorkill soulève la question que la motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle comporte une question d'impôt, qui est d'initiative ministérielle et doit être recommandée par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

M. l'Orateur réserve sa décision.

M. Dupuis propose, appuyé par M. Chauret,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que le bill (170) amendant l'article 1622 du code civil soit remis sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général.

La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

#### POUR :

Messieurs :

*Allard,*  
*Champagne,*  
*Chauret,*  
*Chicoyne,*  
*Delaney,*  
*Dorris,*  
*Duhamel,*

*Dupuis,*  
*Gosselin, (Iberville),*  
*Gosselin, (Missisquoi),*  
*Gouin,*  
*Pelletier (Dorchester),*  
*Pilon,*  
*Roy, (St-Jean).—14*

#### CONTRE :

Messieurs :

*Bissonnette (Montcalm),*  
*Bissonnette (Soulanges),*  
*Blanchard,*  
*Cardin,*  
*Caron (l'Islet),*  
*Caron (Matane),*  
*Cherrier,*  
*Clapperton,*

*Lafontaine (Berthier),*  
*Lafontaine (Maskinongé),*  
*Lemay,*  
*Mathieu,*  
*McCorkill,*  
*Morin (Charlevoix),*  
*Morin (St-Hyacinthe),*  
*Neault (Champlain),*

*Cooke,*  
*Décarie,*  
*Dion,*  
*Fiset,*  
*Flynn,*  
*Giard,*  
*Godbout,*  
*Guerin,*  
*Kennedy,*  
*Laferté,*

*Parent,*  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Prévost,*  
*Robitaille,*  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny),  
*Smith,*  
*Taschereau,*  
*Tourigny,*  
*Turgeon.*—36

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (134) amendant la loi de l'Instruction publique relativement à la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

M. Dupuis, appuyé par M. Chauret, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ;

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (135) amendant l'article 1688 du code civil relativement à la responsabilité des architectes et constructeurs.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ;

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (125) amendant la loi des élections contestées.

M. Champagne, appuyé par M. Caron (l'Islet), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ;

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (126) amendant les articles 816 et 549 du code de procédure civile.

M. Champagne, appuyé par M. Caron (l'Islet), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ;

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (123) amendant les articles 1053 et 1484 du code civil.

M. Champagne, appuyé par M. Caron (l'Islet), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ;

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (127) amendant la loi concernant les compagnies de cimetières

M. Walker, appuyé par M. Gillies, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ;

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (130) amendant le code civil relativement à la paternité.

M. Dupuis, appuyé par M. Chauret, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ;

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (133) amendant l'article 343 du code civil.

M. Prévost, appuyé par M. Lacombe, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ;

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (182) amendant l'article 4691 des Statuts Refondus ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et il lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*, — Que ce bill soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

*Résolu*, — Que le bill passe.

*Ordonné*, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (167) amendant le code de procédure civile relativement à la transaction des affaires légales, le samedi ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (153) pourvoyant à la formation de compagnies d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill (36) concernant " The Toronto General Trusts Corporation " ;

Bill (58) ratifiant et confirmant le titre de la seigneurie de la Grande Vallée des Monts ;

Et bill (83) amendant la charte de la ville d'Outremont.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (36) concernant " The Toronto General Trusts Corporation ", et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (58) ratifiant et confirmant le titre de la seigneurie de la Grande-Vallée des Monts, et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

---

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (83) amendant la charte de la ville d'Outremont, et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

---

Jeudi, 5 mai 1904.

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre Comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill 71.—Loi constituant en corporation la “Laval Electric Company”;

Bill 47.—Loi concernant la compagnie d'assurance “La Provinciale,” et lui accordant certains pouvoirs ;

Bill 73.—Loi concernant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu “La Foncière” ;

Bill 75.—Loi autorisant la vente d'un immeuble dépendant de la substitution créée par le testament de feu Michael Kavanagh.

“ Votre comité a examiné le bill 111.—Loi accordant à la corporation de la cité de Sherbrooke le pouvoir de faire un emprunt spécial pour acquérir ou construire un système d'éclairage et de pouvoir électrique, et le bill 112 —Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre. Votre comité à l'honneur de soumettre ces deux bills refondus en un seul, et sous un même préambule, de manière qu'ils soient pris en considération par Votre Honorable Chambre, comme un seul et même bill sous le No 112 et sous le titre suivant : “Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke”.

“ Votre comité a aussi examiné le bill 88.—Loi ratifiant, confirmant et autorisant le règlement No 92, de la ville de Saint-Jean, concernant un octroi de terrain et de certains privilèges, ainsi qu'une exemption de taxes et une concession de droits à “The Singer Manufacturing Company,” et à l'honneur de le rapporter sans amendement.

“ Quant au bill 95.—Loi amendant la charte de la ville de Louiseville, Votre Comité trouve que le préambule n'a pas été prouvé.”

*Ordonné*.—Que M. Mathieu ait la permission de présenter un bill (147) amendant l'article 5253 des statuts refondus de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Neault (Champlain) ait la permission de présenter un bill (140) amendant la loi de l'instruction publique relativement au recensement dans les municipalités scolaires, pour certaines fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné.*—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un bill (29) amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel et les sociétés charitables.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant total des taxes retirées depuis le 30 juin 1897 inclusivement, jusqu'à ce jour, en vertu des lois passées en 1892 et 1893 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—La réponse à cette question peut être trouvée dans les comptes publics.

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, durant cette session, aucun projet de loi pour amender la loi concernant les établissements industriels, de manière à limiter la durée du travail, par jour, à 10 heures, pour les hommes, généralement, qui sont employés dans les établissements mûs par la vapeur ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—A l'étude.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Y a-t-il des compagnies américaines (des Etats-Unis) propriétaires de limites à bois en cette province, et qui ont affaire comme telles au département auquel préside le Premier Ministre et qui, en même temps, emploient ou ont employé le bureau d'avocats du premier ministre ou l'un des membres de la société Fitzpatrick, Parent, Taschereau, Roy & Cannon, pour une ou plusieurs de leurs affaires légales ?

2. Dans l'affirmative, combien y en a-t-il et quels sont leurs noms.

Réponse par l'honorable M. Parent.—1 et 2. Non.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. L'honorable S. N. Parent, président de la Compagnie du Pont, aurait-il souscrit originairement 100 actions au capital-actions de cette compagnie ?

2. Cette souscription a-t-elle été subséquemment changée, et le premier ministre est-il devenu porteur de cinquante actions non entièrement payées et soixante et quinze autres actions libérées ?

3. A la date du 14 octobre 1903, date de la signature du contrat entre le gouvernement fédéral et la Compagnie du Pont, combien le premier ministre possédait-il d'actions dans la Compagnie ?

4. Avait-il payé sur un certain nombre de ses actions 25 pour cent, et dans l'affirmative, sur combien ?

5. Possédait-il d'autres actions qui étaient alors entrées dans les livres de la compagnie comme libérées (*paid up*). Dans l'affirmative, combien ?

Dans l'affirmative, aussi, comment ces actions étaient-elles devenues libérées (*paid up*)? Est-ce avec de l'argent ou par contre à compte, ou pour services rendus et, si oui, en quelle qualité?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Toutes les informations concernant le pont de Québec, en la possession du gouvernement, sont contenues dans les copies des documents qui ont été déposées sur le bureau de la Chambre les 26 février 1901, 12 mars 1902, 13 mars 1903, 18 mars 1903 et 19 avril 1904. (Voir documents de la session Nos 21 de 1901, 54 de 1902, 37 de 1903, 49 de 1903, et 62 de 1904)

---

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit devant cette Chambre : Copie de toutes instructions données par le gouvernement au sujet des exhibitions de boxe, en cette province et, aussi, des instructions données au sujet des poursuites à prendre contre tous ceux qui sont responsables, en loi, de la mort d'un nommé Drolet, qui a été tué récemment, à Québec, dans une de ces rencontres pugilistiques.

Proposé par M. Roy (Montmagny), secondé par M. Caron (L'Islet), et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de tous documents et correspondances se rapportant à la demande faite au gouvernement qu'un octroi soit accordé pour aider à la construction d'un pont en fer, dans la paroisse de Saint-François, comté de Montmagny, sur la rivière du Sud, pour remplacer le pont Tremblay.

---

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (161) amendant la loi concernant les associations coopératives; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Laferté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (122) amendant les articles 1338, 2972*d*, 2972*e* et 5551 des statuts



refondus ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Neault (Champlain), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (121) amendant l'article 289 du code de procédure civile ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cochrane fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (175) amendant l'article 561 du code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu* : Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (168) amendant les articles 371, 373 et 999 du code municipal.

M. Caron (l'Islet), appuyé par M. Clapperton, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Chauret propose, appuyé par M. Delaney, comme amendement,—Que ce bill ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité du code municipal, avec instruction de le considérer de nouveau ;

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs :

*Allard,  
Bergevin,  
Champagne,  
Chauret,  
Chicoyne,  
Décarie,  
Duhamel,  
Fiset,  
Girard,  
Gosselin (Missisquoi),  
Gouin,  
Kennedy,  
Lacombe,  
Laferté,  
Lemay,  
Mackenzie,*

*Mathieu,  
McCorkill,  
Morin (Charlevoix),  
Morin (St-Hyacinthe),  
Neault (Champlain),  
Parent,  
Pelletier (Sherbrooke),  
Prévost,  
Robitaille,  
Roy (St-Jean),  
Saint-Pierre,  
Smith,  
Tanguay,  
Taschereau,  
Turgeon et  
Walker.—32.*

CONTRE :

Messieurs :

*Bissonnette (Montcalm),  
Bissonnette (Soulanges),  
Blanchard,  
Cardin,  
Caron (l'Islet),  
Caron (Matane),  
Clapperton,  
Cochrane,  
DeLaney,  
Dion,*

*Dorris,  
Giard,  
Lafontaine (Maskinongé),  
Lane,  
Naud (Portneuf),  
Pelletier (Dorchester),  
Perrault,  
Roy (Montmagny),  
Tessier et  
Tourigny.—20.*

Ainsi, l'amendement est accepté.

Le bill est, en conséquence, renvoyé au comité du code municipal.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (139) amendant le code de procédure civile relativement à la juridiction de la cour des commissaires.

M. Blanchard, appuyé par M. Lane, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (176) amendant l'article 1301 du code civil relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tanguay fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (124) concernant les automobiles.

M. Walker, appuyé par M. Gillies, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (132) amendant les articles 689 et 278 du code de procédure civile.

M. Prévost, appuyé par M. Lacombe, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (74) constituant en corporation "The St-Maurice River Driving and Improvement Association."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement au (Bill B) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer du comté de Québec, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (6) autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec;

Bill (33) amendant de nouveau la loi constituant en corporation la ville de Buckingham, 53 Victoria, chapitre 74, et les lois qui l'amendent;

Bill (48) concernant la construction de l'église et de la sacristie de la paroisse du Très-Saint Nom de Jésus, de Maisonneuve;

Bill (166) autorisant les maires des municipalités à faire prêter serment

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (74) constituant en corporation "The St-Maurice River Driving and Improvement Association", et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement de M. Dupuis fait à la motion de M. Chicoyne, proposée le jeudi, 28 avril dernier, à l'effet qu'il soit—

*Résolu*.—"Que, dans l'opinion de cette Chambre, la présente organisation du Conseil législatif devrait être modifiée.

"Qu'il conviendrait de maintenir les membres actuels du Conseil dans les prérogatives dont ils ont été régulièrement investis; mais que les vacances survenant à l'avenir devraient être remplies d'après un régime électif à être déterminé par une loi organique.

"Que telle loi devrait pourvoir à ce que les futurs conseillers tiennent leurs mandats, non de certaines divisions territoriales, mais de collèges électoraux spécialement constitués à cette fin, de manière que les élus soient appelés à représenter les grands éléments économiques et sociaux, tels que l'éducation, l'agriculture, la finance, l'industrie, le travail et les principaux intérêts professionnels.

"Que notre Chambre Haute, constituée sur ces bases, se tiendrait plus en contact avec l'opinion publique, serait plus indépendante des luttes de parti, et exercerait un contrôle plus puissant et plus respecté sur le fonctionnement de nos institutions parlementaires";—

Et lequel amendement se lisait comme suit :

"Que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants: "La Chambre satisfaite des explications du gouvernement passe, à l'ordre du jour."

Et, le débat se continuant jusqu'à six heures p. m., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

---

*Sept heures et demie p. m.*

En vertu de la 19<sup>ème</sup> règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (59) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Montréal et Grenville; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Major fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (85) constituant en corporation l'Association des courtiers d'immeubles de la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (93) constituant en corporation la compagnie générale du Port de Chicoutimi ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (42) constituant en corporation la Compagnie Electrique, Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié, en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit, maintenant, lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe et que son titre soit : Loi constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Québec.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (65) amendant la loi constituant en corporation "The Shawinigan Water and Power Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Neault (Champlain) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (72) constituant en corporation la compagnie électrique Shawinigan; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Soulanges) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (44) constituant en corporation la ville de Marieville; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Neault (Champlain) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (82) modifiant la loi relative à la ville de Salaberry de Valleyfield; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (St-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (110) concernant le Club Mont Royal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Naud (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au bill (36) concernant "The Toronto General Trusts Corporation," et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au bill (58) ratifiant et confirmant le titre de la seigneurie de la Grande-Vallée des Monts, et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre considère les amendements faits par le Conseil législatif au bill (83) amendant la charte de la ville d'Outremont, et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (96) confirmant et ratifiant un acte d'Antoine Masson et autres, résiliant un acte de donation, et ratifiant aussi une donation de Louis-Dydime Masson à Joseph Masson, son fils ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Girard fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Dupuis fait à la motion de M. Chicoyne proposée le 28 avril dernier, à l'effet qu'il soit,—

*Résolu*,—“ Que, dans l'opinion de cette Chambre, la présente organisation du Conseil législatif devrait être modifiée.

“ Qu'il conviendrait de maintenir les membres actuels du Conseil dans les prérogatives dont ils ont été régulièrement investis ; mais que les vacances survenant à l'avenir devraient être remplies d'après un régime électif à être déterminé par une loi organique.

“ Que telle loi devrait pourvoir à ce que les futurs conseillers tiennent leurs mandats, non de certaines divisions territoriales, mais de collèges électoraux spécialement constitués à cette fin, de manière que les élus soient appelés à représenter les grands éléments économiques et sociaux, tels que l'éducation, l'agriculture, la finance, l'industrie, le travail et les principaux intérêts professionnels.

“ Que notre Chambre-Haute, constituée sur ces bases, se tiendrait plus en contact avec l'opinion publique, serait plus indépendante des luttes de parti, et exercerait un contrôle plus puissant et plus respecté sur le fonctionnement de nos institutions parlementaires ” ;—

Et lequel amendement se lit comme suit :—“ Que tous les mots après “ que ” dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants : “ La Chambre satisfaite des explications du gouvernement passe à l'ordre du jour.”

Et le débat se continuant,—

M. Roy (Saint-Jean) propose, appuyé par M. Cardin, et il est—

*Ordonné*,—Que le débat soit, de nouveau, ajourné.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (T du Conseil législatif) amendant la loi concernant la constitution de la cour supérieure

M. Major, appuyé par M. Allard, propose que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (10) amendant la loi concernant les chemins de fer.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Robitaille, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.



L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (5) amendant la loi de l'Instruction publique.

L'honorable M. Robitaille, appuyé par l'honorable M. Gouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (13) amendant l'article 1675 des statuts refondus relatifs aux sociétés d'agriculture.

L'honorable M. Turgeon, appuyé par l'honorable M. Parent, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu maintenant.

*Résolu*,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se constituera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Champagne rapporte alors, du comité des subsides, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

---

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905

*Ordonné*,—Que les dites résolutions soit lues une seconde fois, demain.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 avril 1904, pour production de copie de tous rapports, requêtes et correspondance depuis le 17 mars 1902, touchant : 1 L'incorporation et l'existence légale des deux compagnies dites : " The Matane Gold Copper Mining Company " et la " Matane Mining and Smelting Company." 2. L'exploitation d'aucune mine d'or par ces compagnies ou aucune d'elles.

3. Tous rapports faits par l'une ou l'autre de ces compagnies au gouvernement, de leurs opérations minières.

4. Toute autre correspondance ayant trait à l'une ou l'autre de ces compagnies.  
(*Document de la session No 86*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

---

## Vendredi, 6 mai 1904

M. Cardin, du comité du code municipal, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill 151.—Loi amendant l'article 283 du code municipal ;

Et bill 129.—Loi amendant l'article 366 du code municipal.”

M. Champagne, du comité des privilèges et élections, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a pris connaissance des cinq documents suivants :

1. Déclaration de M. Prévost, député de Terrebonne à la Chambre d'Assemblée, le 25 avril dernier :

Je, Jean Prévost, député de Terrebonne à la législature de Québec, suis croyablement informé que S. D. Vallières, échevin, de la cité de Montréal, a violé les privilèges de cette Chambre, en accusant les députés de cette Chambre d'être corrompus et d'être *boddlers*, et j'appuie cette déclaration d'affidavits que je dépose sur le bureau de la Chambre

---

2. Déclaration solennelle de M. l'échevin Napoléon-T. Hébert, de Montréal :

Je, Napoléon-T. Hébert, échevin, organiste, de la cité de Montréal, déclare solennellement par les présentes :

Que S. D. Vallières, bourgeois et échevin, de la cité de Montréal, fait partie de la délégation auprès de la législature de la province de Québec, maintenant en session, pour aider à la passation du bill privé No 92 Loi amendant la charte de la cité de Montréal ;

Que le dit S. D. Vallières est un des principaux échevins de la dite cité de Montréal, étant le président du comité des finances ;

Que, lundi matin, le 25 courant, dans la rotonde du Château Frontenac, en la cité de Québec, devant plusieurs personnes réunies, le dit S. D. Vallières aurait tenu et a tenu à ma connaissance personnelle, les propos suivants à l'adresse de l'Assemblée Législative et de ses membres :

“C'est bien malheureux de le dire, mais la province de Québec est la seule législature canadienne-française de la Puissance du Canada et c'est elle qui est la plus corrompue. Les députés passent pour des *boodlers*. Quand une grosse compagnie veut avoir des privilèges et de nouveaux droits, elle n'a pas à s'occuper du mérite de sa demande et se dit simplement: “Quand nous voulons passer un bill, nous n'avons qu'à apporter l'argent nécessaire et l'on fait passer ce que l'on veut.” Libéraux comme conservateurs, c'est la même chose. Pendant les deux premières sessions, tout se fait assez honnêtement, mais après cela il n'y a que l'argent qui fait marcher les députés. Toutes les grosses compagnies anglaises disent la même chose. C'est affreux d'avoir une réputation comme celle-là,” et autres paroles comportant le même sens.

Je fais cette déclaration solennelle, suivant l'acte de la preuve du Canada, comme si elle était faite sous serment.

NAPOLÉON HÉBERT.

Déclaré devant moi, à Québec, }  
ce 25 avril 1904. }

JOS. DUMONT, J. P.

### 3. Déclaration solennelle de M. Charles Gratton, de Montréal:

Je, Charles Gratton, bourgeois, de la cité de Montréal, déclare solennellement par les présentes:

Que S. D. Vallières, bourgeois et échevin, de la cité de Montréal, fait partie de la délégation auprès de la législature de la province de Québec, maintenant en session, pour aider à la passation du bill privé No 92: Loi amendant la charte de la cité de Montréal;

Que le dit S. D. Vallières est un des principaux échevins de la dite cité de Montréal, étant le président du comité des finances;

Que, lundi matin, le 25 courant, dans la rotonde du Château Frontenac, en la cité de Québec, devant plusieurs personnes réunies, le dit S. D. Vallières aurait tenu et a tenu à ma connaissance personnelle les propos suivants, à l'adresse de l'Assemblée législative et de ses membres:

“C'est bien malheureux de le dire, mais la province de Québec est la seule législature canadienne-française de la Puissance du Canada, et c'est elle qui est la plus corrompue. Les députés passent pour des *boodlers*. Quand une grosse compagnie veut avoir des privilèges et de nouveaux

droits, elle n'a pas à s'occuper du mérite de sa demande et se dit simplement : "Quand nous voulons passer un bill, nous n'avons qu'à apporter l'argent nécessaire et l'on fait passer ce que l'on veut" Libéraux comme conservateurs, c'est la même chose. Pendant les deux premières sessions, tout se fait assez honnêtement, mais après cela il n'y a que l'argent qui fait marcher les députés. Toutes les grosses compagnies anglaises disent la même chose. C'est affreux d'avoir une réputation comme celle-là," et autres paroles comportant le même sens.

Je fais cette déclaration solennelle, suivant l'acte de la preuve du Canada, comme si elle était faite sous serment.

C. GRATTON,

Déclaré devant moi, à Québec, {  
ce 25 avril 1904. }

JOS. DUMONT, J. P.

---

4. Affidavit de M. l'échevin S. D. Vallières, de Montréal, produit devant votre comité, à sa séance d'hier, 5 mai courant :

Sans admettre le droit de cette Honorable Chambre de me traduire à sa barre, et tout en déclinant respectueusement sa juridiction pour juger de la présente plainte ;

Je, soussigné, Stanislas D. Vallières, échevin de la cité de Montréal, déclare ce qui suit :

1. J'ai pris connaissance des déclarations déposées devant la Chambre avec celle de M. Prévost, député de Terrebonne.

2. Mes paroles ont été certainement mal comprises par MM. Hébert et Gratton, et je n'ai jamais voulu porter d'accusation contre les députés de cette Chambre.

3. J'ai eu avec l'échevin Leclair, de Montréal, une conversation privée, au sujet des ennuis que cause la vie publique à ceux qui s'y livrent ; j'ai alors fait remarquer à l'échevin Leclair, qui se plaignait des ennuis qu'il avait, combien j'étais plus à plaindre, moi qui avait la charge du département le plus considérable de la cité ; je lui ai alors dit combien les hommes publics étaient en butte aux calomnies ; je lui ai dit que certains échevins, de Montréal, malgré leur bon vouloir, passaient pour faire de l'argent sur les contrats publics, que l'on allait à l'hôtel de ville pour faire du boodlage. Je lui ai de plus fait remarquer quelles accusations l'on faisait contre les membres de la législature, en lui disant que bien que ceux-ci fassent leurs devoirs au meilleur de leur connaissance, on les accusait d'être des *boodlers* et de se faire payer pour laisser passer des bills devant les différents comités ; que c'était là la récompense des services rendus au public et qu'il n'y avait pas lieu de s'alarmer, que c'était partout la même chose.

4. Il est bien possible qu'une partie seulement de cette conversation ait été entendue, par quelqu'un qui n'était pas du tout partie à la conversation plus haut mentionnée, et qui, interprétant mal les bribes de conversation entendues, a fait un rapport évidemment erroné, ce qui a causé le malentendu qui existe actuellement.

Je déclare n'avoir rien dit comportant une affirmation semblable à celle contenue dans les déclarations plus haut mentionnées, et affectant l'honneur et la respectabilité de la législature de Québec.

(Signé) S. D. VALLIÈRES,

Québec, 5 mai 1904.  
Assermenté devant moi, }  
ce 5 mai 1904. }

(Signé) HECTOR CHAMPAGNE,  
Président.

Je corrobore les faits articulés dans la déclaration ci-dessus. Les faits y relatés sont vrais.

(Signé) NOÉ LECLAIR.

Assermenté devant moi, }  
ce 5 mai 1904. }

(Signé) HECTOR CHAMPAGNE,  
Président.

#### 5. Déclaration de M. Prévost, député de Terrebonne :

J'ai fait la déclaration qui a été transmise à ce comité sur la foi des déclarations solennelles de Messieurs Hébert et Gratton. J'ai fait cette déclaration pour deux raisons principales :

1. Parce que je considérais qu'il était important de mettre fin aux rumeurs malveillantes et aux calomnies que l'on a fait circuler depuis quelques temps contre la députation de notre législature, dans certains milieux et dans certains journaux.

2. Parce que je voulais fournir l'occasion à monsieur Vallières, de faire la preuve des accusations qui sont mentionnées dans les deux affidavits, soumis à votre comité

Attendu que, dans sa déclaration assermentée, monsieur Vallières nie avoir porté aucune accusation contre les membres de cette législature et ajoute "que les députés font leur devoir au meilleur de leur connaissance"; vu que, de plus, cette déclaration est corroborée par le serment de monsieur Leclair, échevin de Montréal, je ne crois pas devoir insister

sur ma demande, et j'accepte les explications et déclarations de monsieur Vallières. J'espère que cet incident aura pour effet de faire cesser ces malheureuses rumeurs qui tendent malheureusement à discréditer la législature de notre province, et ce, au grand détriment de notre autonomie et de notre nationalité.

(Signé) JEAN B. B. PRÉVOST.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Weir,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que, vu les documents produits de part et d'autre, et vu les explications données, aussi de part et d'autre, l'incident soit déclaré clos.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 108.—Loi constituant en corporation “ The Canadian Light and Power Company,” et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill 43 Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie Hydraulique St-François auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Votre comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au onzième jour de mai courant.”

*Résolu*,—Que ce rapport soit adopté.

L'honorable M. Gouin, du comité de législation, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill 133. —Loi amendant le code civil ;

Et bill 138. —Loi amendant l'article 1301 du code civil.

“ Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill 125 —Loi amendant la loi concernant les élections contestées ;

Bill 155.—Loi amendant les articles 283, 481 et 582 du code municipal ;

Et bill 135.—Loi amendant l'article 1688 du code civil relativement à la responsabilité des architectes et constructeurs.”

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les divers bills privés soit prolongé jusqu'au onzième jour de mai courant, inclusivement.”

*Résolu*,—Que ce rapport soit adopté.

M. Cochrane, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 79.—Loi constituant en corporation “ The Suburban Tramway and Power Company,” et l'a adopté avec plusieurs amendements.

*Ordonné*,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (141) amendant le code civil relativement aux personnes se servant du nom d'une autre comme raison sociale.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Kennedy ait la permission de présenter un bill (142) amendant la loi électorale relativement au comté de Gaspé.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Pelletier (Sherbrooke), ait la permission de présenter un bill (144) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Neault (Champlain) ait la permission de présenter un bill (145) abrogeant la loi 22 Victoria, chapitre 100, intitulé : “ Acte pour ériger en municipalité de village sous le nom de Fermon, le village maintenant connu sous le nom de Forges Radnor.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Dorris ait la permission de présenter un bill (146) amendant l'article 599 du code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.



L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (10) amendant la loi concernant les chemins de fer ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (13) amendant l'article 1675 des statuts refondus relatif aux sociétés d'agriculture ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill ainsi modifié, en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill,—et les amendements sont lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (5) amendant la loi de l'Instruction publique ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que ce bill soit adopté.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution concernant le paiement par les conseils de comté pour les patients dans les asiles d'aliénés, rapportée du comité général, mardi, le 3 mai courant.

*Ordonné*,—Que le dit ordre de la Chambre soit rescindé.

*Ordonné*,—Que la dite résolution soit de nouveau renvoyée au comité général de la Chambre, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (14) amendant la loi concernant les prêteurs sur gages.

L'honorable M. McCorkill, appuyé par l'honorable M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à lundi pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (114) pour régulariser la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'asile de Beauport; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée par M. l'Orateur: ce bill sera-t-il lu maintenant une troisième fois? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (96) confirmant et ratifiant un acte d'Antoine Masson et autres, résiliant un acte de donation, et ratifiant aussi une donation de Louis-Dydime Masson à Joseph Masson, son fils; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tanguay fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (71) constituant en corporation la compagnie électrique Laval; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (88) ratifiant, confirmant et autorisant le règlement No 92, de la ville de Saint-Jean, concernant un octroi de terrain et de certains privi-

lèges, ainsi qu'une exemption de taxes et une concession de droits à la " Singer Manufacturing Company " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morin (Charlevoix), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (75) autorisant la vente d'un immeuble dépendant de la substitution créée par le testament de feu Michael Kavanagh ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (Kamouraska), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée :—Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (112) amendant la charte de la cité de Sherbrooke ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée :—Ce bill sera-t-il lu la troisième fois maintenant ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (74) constituant en corporation " The Saint-Maurice River Driving and Improvement Company " ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif à apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

4

Bill (77) constituant en corporation " The Parks and Playgrounds Association of Montreal ".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande son concours :

Bill (69) concernant l'Association mutuelle de bienfaisance de la compagnie de chemin de fer urbain de Montréal.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (69) concernant l'Association mutuelle de bienfaisance de la compagnie de chemin de fer urbain de Montréal, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lundi prochain.

L'honorable M. Parent dépose sur le bureau de la Chambre :

Le rapport de la Commission de Colonisation. Exhibits des enquêtes à Québec.

*(Document de la session No 23m.)*

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre :

La réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 5 avril 1904, demandant copie de tous ordres en conseil, papiers, documents et correspondance existant depuis six mois, en rapport avec la pétition du coroner pour le district de Bedford.

*(Document de la session No 87)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

---

## Lundi, 9 mai 1904

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (96) confirmant et ratifiant un acte d'Antoine Masson et autres, résiliant un acte de donation et ratifiant aussi une donation de Louis-Dydime Masson à Joseph Masson, son fils; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tourigny fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit lu, la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Décarie fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et les amendements étant lus la première fois, il est—

*Ordonné*,—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède, de nouveau, à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (69) concernant l'Association mutuelle de bienfaisance de la Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par M. Tellier, appuyé par l'honorable M. LeBlanc, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de tous documents, pétitions, instructions et lettres se rapportant à la révocation de M. J. N. Prudhomme, avocat, de Joliette, comme avocat du percepteur du revenu provincial pour le district de Joliette, ou à la nomination de son successeur, M. Hébert, avocat, du même lieu.

Proposé par M. St-Pierre, appuyé par M. Chicoyne, et —

*Résolu.*—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tous ordres en Conseil, documents et correspondance se rapportant à la construction d'un nouveau palais de justice à Sherbrooke, depuis le 30 juin 1900.

*Ordonné.*—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

M. Lacombe propose, appuyé par M. MacKenzie, —et la motion est soumise à la Chambre, — Que le bill (98) ratifiant et confirmant la location de certaine propriété par William Fraser à la Compagnie de Fraserville, limitée, soit de nouveau inscrit sur les ordres du jour pour être considéré en comité général.

M. Taschereau soulève le point que ce bill n'est pas dans l'ordre parceque copie de la convention mentionnée dans le bill n'est pas annexée au dit bill, comme l'exige le premier paragraphe de la 57e règle.

M. l'Orateur décide qu'une question d'ordre peut être soulevée à toute phase de la procédure d'un bill. Mais il s'agit pour la Chambre de décider, en premier lieu, si elle ordonnera l'inscription du bill, de nouveau, à l'ordre du jour pour être considéré en comité général. Pour le moment, le bill n'est plus devant la Chambre et le point d'ordre soulevé est conséquemment prématuré et ne peut pas être maintenu.

Alors, la motion principale est proposée et la Chambre se divise. Les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs :

*Champagne,*  
*Duhamel,*  
*Gosselin (Iberville),*  
*Gouin,*  
*Lacombe,*

*Lafontaine (Berthier),*  
*Lafontaine (Maskinongé),*  
*Mackenzie,*  
*Saint-Pierre,*  
*Tourigny.*—10.

CONTRE :

Messieurs :

*Blouin,*  
*Cardin,*  
*Caron (l'Islet),*  
*Cooke,*  
*Décarie,*  
*Delège,*

*Morin (Charlevoix),*  
*Naud (Portneuf),*  
*Neault (Champlain),*  
*Parent,*  
*Pelletier (Dorchester),*  
*Pelletier (Sherbrooke),*

*Delaney,*  
*Fiset,*  
*Flynn,*  
*Giard,*  
*Godbout,*  
*Laferté,*  
*Lane,*  
*LeBlanc,*  
*Lemay.*  
*McCorkill,*

*Petit,*  
*Prévost,*  
*Robitaille,*  
*Roy (Kamouraska),*  
*Roy (Montmagny),*  
*Tanguay,*  
*Taschereau,*  
*Tellier,*  
*Turgeon.*—31.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (133) amendant l'article 343 du code civil; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (125) amendant la loi des élections contestées; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (135) amendant l'article 1688 du code civil, relativement à la responsabilité des architectes et constructeurs; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gosselin (Iberville) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (131) abrogeant l'article 551 du code de procédure civile.

M. Roy (Kamouraska), appuyé par M. Delâge, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné, jeudi, le 21 avril dernier, sur la motion à l'effet : " Qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous mémoires, documents et correspondance transmis au gouvernement de cette province concernant la " Compagnie de Crédit du Canada."

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, elle est résolue dans l'affirmative.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement aux amendements faits par le Conseil législatif au bill (78) amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

*Résolu*,—Que, lorsque la Chambre s'ajournera, vendredi, le treize mai courant, elle s'ajourne à 11 heures a.m., samedi, le quatorze mai courant.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

*Résolu*,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer des résolutions concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend la considération des résolutions rapportées du comité des subsides, jeudi, le 5 mai courant, et ces résolutions sont, de nouveau, lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ces résolutions.



L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le bill (10) amendant la loi concernant les chemins de fer : et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (14) amendant la loi concernant les prêteurs sur gages : et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur rend, comme suit, sa décision sur la question d'ordre soulevée par l'honorable M. McCorkill, le 21 avril dernier, à la motion de M. St-Pierre :

“ Sur la question d'ordre soulevée par l'honorable Trésorier, la doctrine constitutionnelle et l'usage parlementaire sont bien connus. La Couronne a seule le droit d'initiative, soit pour toute demande d'affectation du revenu public, soit pour l'imposition d'impôts sur le peuple, et aucun député ne peut, sans le consentement du souverain, proposer, à ces fins, aucune motion, résolution ou bill.

“ La doctrine si bien reconnue et si universellement appliquée dans tous les pays jouissant du régime parlementaire anglais est, cependant, tempérée par une latitude plus ou moins large, accordée à un député de présenter une résolution abstraite concernant ces matières.

“ Voici ce que dit Bourinot à ce sujet, (p. 536, 2e éd.): “ A practice has grown up in the House of allowing the introduction of resolutions by private members, when they do not directly involve the expenditure of public money, but simply express an abstract opinion on a matter which may necessitate a future grant. As this is a question not always understood, it may be explained that such resolutions being framed in general terms, do not bind the House to future legislation on the subject and are merely to point out to the government the importance and necessity of such expenditure ”.

“ Conformément à cette doctrine, je référerai la Chambre à deux décisions rendues par l'Orateur de la Chambre des Communes, M. Anglin, le 11 mai 1874 et le 18 février 1876, rapportées dans les décisions des Orateurs de Desjardins p. p. 190 et 200.

---

“ La motion de l'honorable député de Stanstead ne propose pas l'imposition d'une taxe nouvelle. Même si elle est adoptée, le gouvernement n'est pas obligé d'y donner suite. Ce n'est donc qu'une résolution abstraite. Cette résolution me paraît régulière et je dois, en conséquence, la déclarer dans l'ordre.”

Et, la motion de l'honorable député de Stanstead étant proposée, la Chambre se divise et cette motion est résolue dans la négative.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (177) amendant l'article 905 du code civil.

M. Dorris, appuyé par M. Lafontaine, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans la négative.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

## Mardi, 10 mai 1904

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill 102.—Loi accordant certains pouvoirs additionnels à la compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, de Montmagny ;

Bill 117.—Loi amendant la charte de la cité de Sorel ;

Bill 116.—Loi refondant et remplaçant la charte de la ville de Chicoutimi.

Bill 103.—Loi amendant la charte de la cité de Saint-Henri.”

L'honorable M. Gouin, président du comité de législation, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

Votre comité a examiné le bill 127.—Loi amendant la loi concernant les compagnies de cimetièrre et l'a adopté sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill 180.—Loi amendant le code civil relativement à la paternité ;

Bill 124.—Loi concernant les automobiles ;

Et bill 184.—Loi concernant les unions ouvrières.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés :

Bill 165.—Loi amendant l'article 5171 des statuts refondus ;

Bill 183.—Loi amendant l'article 1041 du code de procédure civile ;

Bill 184.—Loi amendant la loi de l'instruction publique, relativement à la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire.”

M. Hutchinson, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill 67.—Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de Terrebonne ;

Bill 119.—Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville et ses amendements.

Le promoteur du bill 118.—Loi constituant en corporation la "Charlemagne Traction and Power Company," ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, Votre Comité recommande, en conséquence, à Votre Honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill."

*Résolu*.—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

L'honorable M Parent, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Un débat s'élève.

L'honorable M. Pelletier propose que certaines paroles prononcées par l'honorable député d'Ottawa (M. Major) soit insérées dans les procès-verbaux et les journaux de la Chambre.

*Sept heures et demie p. m.*

En vertu de la 19e règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (96) confirmant et ratifiant un acte d'Antoine Masson et autres, résiliant un acte de donation, et ratifiant aussi une donation de Louis-Dydime Masson à Joseph Masson, son fils.

Et, la question étant posée à la Chambre: Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative. Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*.—Que le bill passe.

*Ordonné*.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits en comité général au bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company."

M. Bergevin propose, appuyé par M. Gillies,—et la motion est soumise à la Chambre.—Que ces amendements soient lus une deuxième fois, maintenant.

L'honorable M. LeBlanc propose, comme amendement, appuyé par M. Tellier: Que les amendements ne soient pas lus, une seconde fois, maintenant, mais que ce bill soit de nouveau renvoyé au comité général, avec instruction de l'amender en retranchant de la clause 11, les mots: "dans la cité de Montréal et" dans la première ligne; "Laval, Hoche-laga," dans la deuxième ligne; et "Deux-Montagnes, Argenteuil," dans la quatrième ligne.

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs :

*Chicoyne,*  
*Dupuis,*  
*Giard,*  
*LeBlanc,*

*Naud (Portneuf),*  
*Pelletier (Dorchester) et*  
*Tellier.—7.*

CONTRE :

Messieurs

*Allard,*  
*Bergevin,*  
*Bissonnette (Montcalm),*  
*Blanchard,*  
*Caron (Matane),*  
*Champagne,*  
*Chauvet,*  
*Cherrier,*  
*Clapperton,*  
*Cooke,*  
*Décarie,*  
*Dion,*  
*Duhamel,*  
*Fiset,*  
*Gillies,*  
*Girard,*  
*Godbout,*  
*Gosselin (Iberville),*  
*Gouin,*

*Hearn,*  
*Kennedy,*  
*Laferté,*  
*Lafontaine (Berthier),*  
*Lune,*  
*Lemay,*  
*Mathieu,*  
*Morin (Charlevoix),*  
*Morin (St-Hyacinthe),*  
*Neault (Champlain),*  
*Petit,*  
*Pilon,*  
*Robitaille,*  
*Saint-Pierre,*  
*Smith,*  
*Tanguay,*  
*Taschereau et*  
*Weir.—37.*

L'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise et adoptée.

Les amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à plus tard.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (53) amendant la charte de la ville de Fraserville; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (Matane)

fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (43) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie hydraulique Saint-François; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit, maintenant, pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à considérer ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (79) constituant en corporation "The Suburban Tramway and Power Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cooke fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

M. l'Orateur décide comme suit, au sujet de la demande de l'honorable député de Dorchester d'insérer certaines paroles de l'honorable député d'Ottawa dans le procès-verbal :

"Quand un député est rappelé à l'ordre pour des paroles non parlementaires et que demande est faite de les insérer dans le procès-verbal, l'Orateur doit, en premier lieu, décider si les expressions en question sont parlementaires ou non.

"Si l'Orateur décide que les expressions sont parlementaires l'incident est clos, excepté, si après appel, la Chambre renverse la décision de l'Orateur.

"La 13<sup>ème</sup> règle de cette Chambre définit ce qui n'est pas langage parlementaire.

"L'article 170 des règles et ordres de la Chambre des Communes d'Angleterre décrète comment l'entrée des paroles non parlementaires doit se faire au procès-verbal, quand il y a lieu, mais dans ses commentaires sur ce point, Bourinot dit ce qui suit à la page 435, (2<sup>nd</sup> Edition).—"If

the speaker rules that the expression complained of is not unparliamentary, a member will not be permitted to move that the words be taken down."

"Bourinot réfère à une décision de l'Orateur de la Chambre des Communes d'Angleterre, que je trouve aux pages 276 et 277 du volume 115, de la 3ème série du Hansard, comme suit :

Mr. Grattan rose and said : " I am an old member of the House, and I call the Honorable Member for Surrey to order in consequence of the improper expressions he has used. I have a right to move that his words be taken down. I ask the noble Lord at the head of the Government and all the old members of the House and you, Sir, if I am not in order, and if there are not precedents for moving that the words of the Honorable Member be taken down. (Continued cries of " Chair " !)

" Mr. Speaker: The Honorable Member is mistaken in what he has now said. The Honorable Member for Surrey is intitled, by the rules of debate, to use such expressions as he may think necessary, provided they do not convey any personal reflection on an other member, and are not disrespectful to the House.

" What I said to the Honorable Member was no more than a caution. It was no reprimand "

" Mr. J. O'Connell, Mr. Moore and Mr. Drummond rose at once, and each attempted to address the House. (Great confusion took place, and at length, amid continuous cries of " Order " ! " and Chair " !)

" Mr. Speaker said: I must call on Honorable Members to support me in the maintenance of order. (Great Cheering) I have already stated that the Honorable Member for West Surrey is not out of order and I trust he will now be allowed to proceed (Great Cheering)."

Les paroles de l'honorable député d'Ottawa ont pu être très énergiques, mais je ne puis conclure qu'elles ne sont pas parlementaires.

En conséquence, je ne puis pas interrompre le débat et permettre à l'honorable député de Dorchester de proposer une motion pour faire insérer dans le procès-verbal des expressions que je décide être parlementaires."

La Chambre continue le débat sur la motion soumise: Que le bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts soit lu une deuxième fois, maintenant.

Et la Chambre siège jusqu'après minuit.

---

---

*Mercredi, 11 mai 1904.*

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier,—et la motion est soumise. —Que la Chambre s'ajourne maintenant.

L'honorable M. LeBlanc demande, ensuite, permission de retirer cette motion, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

*Ordonné*,—Que cette motion soit retirée.

Et le débat se continuant,—

M. Kennedy propose, appuyé par M. Tellier, et il est—

*Ordonné*,—Que le débat soit ajourné.

Ét la Chambre ayant siégé jusqu'à trois heures et quinze minutes du matin, s'ajourne à cet après-midi.

---



## Mercredi, 11 mai 1904

L'honorable M. Gouin, du comité de législation, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill 132.—Loi amendant l'article 278 et 689 du code de procédure civile ;

Et bill 162.—Loi concernant la corporation du collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec.

“ Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés :

Bill 131.—Loi abrogeant l'article 551 du code de procédure civile ;

Et bill 172.—Loi amendant les articles 121, 153 et 1137 du code de procédure civile.

“ Sur la question de savoir si le projet de loi No 162 doit être considéré comme mesure d'intérêt public ou privé, Votre comité s'en rapporte à la décision de Votre Honorable Chambre. De plus, il recommande la réimpression du dit bill No 162, concernant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec.”

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il est convenu de mettre de côté le bill 64—Loi constituant en corporation “ The Westmount Transit & Power Company,” parceque les pétitionnaires ne se sont pas conformés au paragraphe 3 de la règle 57 de cette Chambre.”

M. Cardin, du comité du code municipal, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre Comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill 180.—Loi amendant les articles 806, 851 et 853 du code municipal ;

Bill 128.—Loi amendant les articles 291 et 875 du code municipal.

“ Votre Comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill 174.—Loi amendant l'article 771 du code municipal.”

---

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Pelletier. — A *M. Caron, député de Matane.*

M. Donat Caron, qui représente en cette Chambre la division électorale de Matane, a-t-il écrit et signé la lettre suivante :

“ Donat Caron, M. P. P.

. Agent-général,

Pour la Massey, Harris Co.,

Petit-Métis Station

27 mars 1899.

M. Abel Marquis,

Matane,

Mon cher monsieur,

J'insiste fortement auprès de vous, pour que vous ne fassiez pas payer l'amende à nos amis. Mettons-nous à leur place pour voir si cela nous serait bien agréable, quoiqu'ils aient manqué. J'espère, mon cher monsieur, que si l'occasion se présente pour nos amis à quelque part, vous userez d'un peu d'indulgence.

Rien d'extraordinaire.

Nous vous saluons tous deux.

Bien à vous,

DONAT CARON.”

L'honorable M. Turgeon soulève la question que cette interpellation est contraire à la 29ème règle de cette Chambre et conséquemment hors d'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

1. “ Le texte de la 29ème règle est consigné à la page 304 des Journaux de cette Chambre, à la date du 9 mai 1885. Il se lit comme suit :—“ Il peut être fait des interpellations aux ministres, au sujet de toute affaire publique, et à d'autres députés au sujet de tout bill, motion ou autre matière publique se rattachant aux affaires de la Chambre dans lesquels ces députés peuvent être intéressés ; ”—

Par les mots “ affaires de la Chambre,” il faut entendre toutes les questions dont la Chambre est actuellement saisie, et qui sont inscrites au feuillet des ordres.

A la page 385, 2ème éd., Bourinot dit :

“ No member may put a question to another member unless it refers to some bill or motion before the House. Nor are questions usually put on matters which are at the time the subject of proceedings in the courts, or which involve a question of law. Nor it is proper to put a question on the paper, affecting the character or conduct of a member. The proper

course, when the conduct of a member is challenged, is to propose a direct motion, in order that full opportunity may be given for statements on both sides "

D'apr s cette interprétation d'une autorité bien connue, je dois maintenir la question d'ordre :

1. Parceque l'interpellation de l'honorable député de Dorchester ne se rattache à aucune des inscriptions au feuillet des ordres ;

2. Parceque l'interpellation affecte évidemment la conduite de l'honorable député de Matane."

Par M. Chauret.—1. Les municipalités qui ont construit des ponts en fer, sous le gouvernement Mercier, avec l'aide de ce gouvernement, ont-elles reçu, depuis, quelques aides en argent ou autrement, pour l'entretien de ces ponts ?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces municipalités et quel montant a été souscrit et payé ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. La municipalité de Saint-Gabriel-Ouest, \$500.00. 2. La municipalité du comté de Lévis, \$250.00.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Le gouvernement va-t-il intervenir pour empêcher la construction du pont sur la rivière du Nord, dans la ville de St-Jérôme, comté de Terrebonne, qui a fait le sujet d'un ordre de la Chambre adopté le 12 avril dernier ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—A l'étude.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Le gouvernement va-t-il rembourser aux intéressés le montant des débetures émises et votées par les corporations municipales de Ste-Sophie et de New-Glasgow, pour la construction d'une voie ferrée entre St-Jérôme et ces deux villages et paroisses, dans le comté de Terrebonne ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—A l'étude.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Tanguay, —et la motion est soumise à la Chambre,—

Que le bill (95) amendant la charte de la ville de Louiseville, soit de nouveau inscrit sur les ordres du jour pour considération en comité général.

La chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bergevin,*  
*Blouin,*  
*Caron (Matane),*  
*Champagne,*  
*Chauret,*

*Hutchinson,*  
*Lafontaine (Maskinongé),*  
*LeBlanc,*  
*Mathieu,*  
*McCorkill,*

*Cherrier,  
Chicoyne,  
Décarie,  
Dorris,  
Dupuis,  
Flynn,  
Giard,  
Gillies,  
Girard,  
Gosselin (Iberville),  
Gosselin (Missisquoi),  
Guerin,  
Hearn,*

*Morin (Charlevoix),  
Naud (Portneuf),  
Pelletier (Dorchester),  
Petit,  
Roy (Kamouraska),  
Saint-Pierre,  
Smith,  
Tanguay,  
Taschereau,  
Tellier,  
Tourigny,  
Walker et  
Weir.—37*

### CONTRE :

#### Messieurs

*Allard,  
Bissonnette (Montcalm),  
Blanchard,  
Cardin,  
Clapperton,  
Cochrane,  
Cooke,  
Delaney,  
Duhamel,  
Fiset,*

*Godbout,  
Laferté,  
Lafontaine (Berthier),  
Lemay,  
Markenzie,  
Pelletier (Sherbrooke),  
Pilon,  
Tessier,  
Turgeon.—19*

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Proposé par l'hon. M. Pelletier, appuyé par l'hon. M. Flynn et—

*Résolu*.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tous arrêtés en Conseil approuvant le nouveau tarif des arpenteurs géomètres, d'une copie du dit tarif et de tous documents, papiers et correspondance à ce sujet.

*Ordonné*.—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'hon. M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—

*Ordonné*.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :

Copie de tous documents et correspondance se rapportant à l'installation, à la pension et aux soins des étalons ardennais importés à Saint-Jérôme, pour le compte du gouvernement, par M. le baron de l'Epine, et aussi, de toutes communications, télégrammes et lettres échangés entre

l'honorable Ministre de l'Agriculture, son sous ministre, le secrétaire de son département et le baron de l'Epine ou autres personnes, médecins-vétérinaires, etc., chargés de la garde de ces étalons.

M. Caron (l'Islet), appuyé par M. Clapperton, propose et il est—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (52) constituant en corporation les Sœurs de St-Joseph de St-Valier, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une institution constituée pour des fins religieuses.

M. Champagne, appuyé par M. Tanguay, propose et il est—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (70) constituant en corporation les Sœurs de l'Espérance, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, en considération des œuvres auxquelles se dévoue la dite communauté.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (159) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée : Cet amendement sera-t-il lu, une première fois, maintenant ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'amendement est, en conséquence, lu la première fois.

Et la question étant posée : Ce amendement sera-t-il lu, la deuxième fois ? La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'amendement est lu la deuxième fois.

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte cet amendement.

*Ordonne*,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (139) amendant le code de procédure civile relativement à la juridiction de la cour des commissaires; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bissonnette (Montcalm), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit lu une troisième fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (140) amendant la loi de l'instruction publique relativement au recensement dans les municipalités scolaires, pour certaines fins.

M. Neault (Champlain), appuyé par M. Cooke, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (29) amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel et les sociétés charitables.

M. Cherrier, appuyé par M. Delaney, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (141) amendant le code civil relativement aux personnes se servant du nom d'un autre comme raison sociale.

M. Dupuis, appuyé par M. Chauret, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (142) amendant la loi électorale relativement au comté de Gaspé.

M. Kennedy, appuyé par M. Petit, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (144) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

M. Pelletier (Sherbrooke), appuyé par M. Fiset, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (145) abrogeant la loi 22 Victoria, chapitre 109, intitulé : " Acte pour ériger en municipalité de village sous le nom de Fermont, le village maintenant connu sous le nom de Forges Radnor."

M. Neault (Champlain), appuyé par M. Cook, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (146) amendant l'article 599 du code de procédure civile.

M. Dorris, appuyé par M. Kennedy, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 25 avril 1904, demandant la production d'un état détaillé, par comtés et paroisses, ou cantons de chaque comté, de la somme de \$130,000 mentionnée dans l'état des recettes et des paiements, produit devant cette Chambre, pour l'année courante, comme ayant été dépensée pour chemins de colonisation, depuis le 1er juillet 1903, au 31 mars 1904, et pour copie de tous arrêtés en Conseil touchant la distribution et la dépense de cette somme.

*(Document de la session No 88.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 mai 1904, pour production de copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis le 25 avril 1903, jusqu'à ce jour, au sujet de l'octroi de subventions en terres ou en argent, comme aide à la construction de chemins de fer.

*(Document de la session No 89.)*

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mai 1904, pour tous documents, correspondance se rapportant à la demande faite au gouvernement qu'un octroi soit accordé pour aider à la construction d'un pont en fer, dans la paroisse de St-François, comté de Montmagny, sur la rivière du Sud, pour remplacer le pont Tremblay.

*(Document de la session No 90.)*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (31) amendant la loi 59 Victoria, chapitre 69, en changeant le nom de la " Ramsay Paint Company " en celui de " The A. Ramsay & Son Company " ;

Bill (57) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean et les lois qui l'amendent.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (31) amendant la loi 59 Victoria, chapitre 69, en changeant le nom de la " Ramsay Paint Company " en celui de " The A.

Ramsay & Son Company", et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné.*—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (57) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean et les lois qui l'amendent, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné.*—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

*Sept heures et demie p. m.*

En vertu de la 19ème règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à adopter les amendements faits, en comité général, au bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company."

*Résolu.*—Que ces amendements soient adoptés.

*Ordonné.*—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (47) concernant la compagnie d'assurance "La Provinciale" et lui accordant certains pouvoirs.

*Ordonné.*—Que cet ordre soit rescindé.

*Ordonné.*—Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (73) concernant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, "La Foncière."

*Ordonné.*—Que cet ordre soit rescindé.

*Ordonné.*—Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (102) accordant certains pouvoirs additionnels à la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de Montmagny.

*Ordonné.*—Que cet ordre soit rescindé.

*Ordonné.*—Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (79) constituant en corporation "The Suburban Tramway and Power Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné.*—Que le rapport soit reçu, maintenant.



Et la question étant posée : Cet amendement sera-t-il lu, la première fois, maintenant ?

M. Dupuis propose et insiste pour que la première lecture de cet amendement soit remise à la prochaine séance.

M. l'Orateur décide que, d'après l'usage constant suivi dans cette Chambre, le rapport des amendements faits à un bill en comité général est reçu immédiatement, et qu'il est proposé de lire les amendements une première fois " maintenant ", la deuxième lecture étant remise à la prochaine séance.

Et la motion principale étant proposée, il est—

*Ordonné*,—Que le dit amendement soit lu une première fois, maintenant.

L'amendement est, en conséquence, lu une première fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de cet amendement soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (117) amendant la charte de la ville de Sorel ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin (Saint-Hyacinthe), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (116) refondant et remplaçant la charte de la ville de Chicoutimi ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (103) amendant la charte de la cité de St-Henri ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walker fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*.—Que le bill passe.

*Ordonné*.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (176) amendant l'article 1301 du code civil relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*.—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (176) amendant l'article 1301 du code civil relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats, et le bill (138) amendant l'article 1301 du code civil.

Et la Chambre siège jusqu'après minuit, jeudi matin.

---

*Jeudi, 12 mai 1904.*

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier fait rapport que le comité a examiné les deux bills et les rapports avec plusieurs amendements comme bill (176) amendant l'article 1301 du code civil relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats.

*Ordonné*.—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre ce bill en considération.

Et les amendements étant lus la première fois, il est—

*Ordonné*.—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (49) constituant en corporation la Compagnie électrique de Port-neuf et de Québec;

Bill (99) amendant la charte de la ville de "Shawinigan Falls";

Et bill (107) ratifiant la vente faite par les représentants de George Hastings à James E. Wilder.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (13) amendant l'article 1675 des statuts refondus relativement aux sociétés d'agriculture ;

Bill (51) concernant la paroisse de Sainte-Praxède de Brompton ;

Bill (66) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal ;

Bill (87) constituant en corporation la "Young Men's Christian Association of McGill University".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (76) sous le titre de "Loi constituant en corporation "The Ideal Savings, Loan and Land Company," avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande son agrément.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (49) constituant en corporation la Compagnie électrique de Portneuf et de Québec, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil au Bill (99) amendant la charte de la ville de "Shawinigan Falls", et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (106) ratifiant la vente faite par les représentants de George Hastings à James E. Wilder, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (76) constituant en corporation "The Ideal Savings Loan and Land Company", et ces amendements sont lus la première fois.

---

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

Et, la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et quinze minutes, s'ajourne à 10 heures, vendredi prochain.

## Vendredi, 13 Mai 1904.

L'honorable M. Gouin, du comité de législation, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill 144.—Loi amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

" Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill 146.—Loi amendant l'article 599 du code de procédure civile ;

Bill 126.—Loi amendant les articles 316 et 549 du code de procédure civile ;

Bill 141.—Loi amendant le code civil relativement aux personnes se servant du nom d'un autre comme raison sociale ;

Et Bill 29 —Loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables."

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill (12) amendant la loi des mines.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill (15) concernant la descente des billots dans les rivières et cours d'eau de cette province.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (148) amendant la loi des élections contestées.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Bissonnette (Montcalm) ait la permission de présenter un Bill (149) détachant les cantons Mousseau et Lynch du comté d'Ottawa et les annexant au comté de Montcalm, pour toutes fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (O) abrogeant la loi 60 Victoria, ch. 40, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (115) concernant la succession de feu Susan McVey et accordant aux exécuteurs testamentaires des pouvoirs plus étendus, avec certains amendements pour lesquels il demande son concours.

M. Cardin propose, appuyé par M. Tessier, et il est—

*Ordonné*,—Que le bill (O du Conseil législatif) abrogeant la loi 60 Victoria, ch 40, soit maintenant lu la première fois.

Ce bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (115) concernant la succession de feu Susan McVey et accordant aux exécuteurs testamentaires des pouvoirs plus étendus, et ces amendements sont lus la première fois

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Giard.—1. M. Michel Campeau, huissier, de Montréal, est-il un colon dans la région Labelle ?

2. A-t-il été nommé directeur des travaux de chemins de colonisation, dans cette région ?

3. Dans l'affirmative, sur la recommandation de qui a-t-il été nommé ?

4. Combien de temps a-t-il travaillé, année par année ?

5. Combien a-t-il touché pour son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. Non. 2. M. Campeau a agi comme conducteur de travaux de chemins en 1901 et 1902. 3. Personne ne l'avait recommandé spécialement. 4. 122 jours en 1901 et 200 jours en 1902. 5. \$228.50 en 1901 et \$300.00 en 1902.

L'honorable M. Pelletier.—Quel est le montant total des taxes perçues du 1er août 1897 au 1er mai courant, en vertu des lois de 1892 et 1893 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—Les sommes perçues entre le 1er août 1897, et la fin de l'exercice financier de 1897-1898, sont les suivantes :

Licences de commerce et de manufactures .....	\$ 29,366 61
Taxes directes sur certaines personnes .....	1,303 00
Droits sur les successions .....	154,882 14
Taxes sur transports de propriétés .....	1,762 21
	<hr/>
	\$186,813 96

Les montants perçus entre le 1er juillet 1903 et le 1er mai 1904, sont comme suit :

Licence de commerce et de manufactures .....	\$ .....
Taxes directes sur certaines personnes .....	.....
Droits sur les successions .....	289,633 63
Taxes sur transports de propriétés .....	3 10
	<hr/>
	\$289,636 73

On trouvera dans les comptes publics les montants perçus entre ces dates.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (127) amendant la loi concernant les compagnies de cimetières; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hutchinson fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (159) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (139) amendant le code de procédure civile relativement à la juridiction de la cour des commissaires.

M. Blanchard, appuyé par M. Petit, propose que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ;—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,— et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits, en comité général, au bill (176) amendant l'article 1301 du code civil relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (130) amendant le code civil relativement à la paternité ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit, maintenant, lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (155) amendant les articles 283, 481 et 582 du code municipal ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois maintenant ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (184) concernant les unions ouvrières ; et, le comité ayant siégé quelque



temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blouin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger, de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (124) concernant les automobiles; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (132) amendant les articles 278 et 689 du code de procédure civile; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger, de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le mardi, 10 mai courant, sur la motion alors proposée: "Que le bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts soit, maintenant, lu la seconde fois";—

Et, le débat se continuant, à six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil.

---

*Sept heures et demie p m*

En vertu de la 19ème règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company."

M. Bergevin, appuyé par M. Champagne, propose que ce bill soit maintenant lu la troisième fois;—

M. Tellier propose, en amendement, appuyé par l'honorable M. LeBlanc: Que le dit bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit de nouveau référé au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender, comme suit:

"Que le deuxième alinéa de la section II du dit bill soit amendé de manière à se lire comme suit: "Pourvu, toujours, que la compagnie ne

puisse pas établir ses fils, pôtiaux, conduits ou autres constructions nécessaires pour les fins de cette loi dans aucune cité ou municipalité quelconque, sans en avoir obtenu, au préalable, l'autorisation du conseil municipal de telle cité ou municipalité et pourvu : ”—

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bissonnette* (Montcalm),  
*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Cochrane*,  
*Dunamel*,  
*Dupuis*,

*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),  
*LeBlanc*,  
*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester) et  
*Tellier*.—12.

## CONTRE :

Messieurs<sup>5</sup>

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Blouin*,  
*Cardin*,  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Cherrier*,  
*Clapperton*,  
*Cooke*,  
*DeCarie*,  
*Dion*,  
*Dorris*,  
*Girard*,  
*Godbout*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gosselin* (Missisquoi),  
*Gouin*,  
*Hutchinson*,  
*Kennedy*,  
*Lacombe*,

*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay*,  
*Mackenzie*,  
*Major*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Neault* (Champlain),  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Prévost*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (St-Jean),  
*Saint-Pierre*,  
*Tanguay*,  
*Taschereau*,  
*Tessier* et  
*Tourigny*.—40.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise ;—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*.—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits, en comité général, au Bill (79) constituant en corporation "The Suburban Tramway and Power Company."

M. Prévost propose, appuyé par M. Cochrane :—Que ces amendements soient maintenant lus la deuxième fois ;—

M. Dupuis propose, en amendement, appuyé par M. Champagne, que le mot "maintenant" soit supprimé et que les mots "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Allard,*  
*Bergevin,*  
*Bissonnette (Montcalm),*  
*Cardin,*  
*Champagne,*  
*Clapperton,*  
*Cooke,*  
*Duhamel,*  
*Dupuis,*  
*Godbout,*  
*Gosselin (Missisquoi),*  
*Gouin,*

*Hutchinson,*  
*Laferté,*  
*Lafontaine (Berthier),*  
*Mackenzie,*  
*Mathieu,*  
*McCorkill,*  
*Morin (St-Hyacinthe),*  
*Neault (Champlain),*  
*Pilon,*  
*Robitaille,*  
*Roy (St-Jean) et*  
*Tellier.—24.*

CONTRE :

Messieurs

*Bissonnette (Soulanges),*  
*Blouin,*  
*Caron (Matane),*  
*Cochrane,*  
*Décarie,*  
*Delâge,*  
*Dion,*  
*Guird,*  
*Gosselin (Iberville),*  
*Kennedy,*  
*Lafontaine (Maskinongé),*  
*LeBlanc,*  
*Lemay,*

*Naud (Portneuf),*  
*Pelletier (Dorchester),*  
*Pelletier (Sherbrooke),*  
*Perrault,*  
*Petit,*  
*Prévost,*  
*Roy (Kamouraska),*  
*Saint-Pierre,*  
*Tanguay,*  
*Tessier,*  
*Tourigny,*  
*Turgeon.—25.*

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale étant soumise, il est—

*Ordonné*,—Que ces amendements soient lus, maintenant, une deuxième fois.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (67) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de Terrebonne ; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (49) constituant en corporation la compagnie électrique de Portneuf et de Québec, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (106) ratifiant une vente faite par les représentants de Geo. Hastings à James Wilder, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (76) constituant en corporation "The Home Savings, Loan and Land Company," et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend le débat ajourné, mardi le dix mai courant, sur la motion alors proposée : Que le Bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, soit maintenant lu la deuxième fois :

Et le débat se continuant,—

L'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier, propose comme amendement :

“ Que cette Chambre, tout en consentant à la deuxième lecture de ce bill, regrette que, pour arriver au résultat qu'il comporte, le gouvernement se soit cru obligé d'avoir recours à la procédure encombrante, longue et dispendieuse de commissions dites de colonisation, dont il méconnaît même une notable partie des recommandations ;

Et cette Chambre ne voit pas dans cette mesure telle qu'elle, une justification ni une compensation suffisante, pour les dépenses considérables que ces commissions ont occasionnées à la Province, ni pour le trouble, le malaise général et les contestations de toutes sortes auxquels le fonctionnement et l'œuvre de ces commissaires donnent lieu ; cette Chambre étant, du reste, fermement d'opinion qu'il était du devoir du gouvernement,—et qu'il avait déjà par devers lui toutes les données nécessaires à cette fin—de remédier par une administration prudente, sage et éclairée et par toute réglementation et législation qui pouvaient être nécessaires, aux conflits existants entre les porteurs de licence de coupe de bois et les colons et autres, et de promouvoir efficacement la cause si éminemment patriotique de la colonisation, de même que celle si importante de la conservation et de l'exploitation rationnelle et économique de notre domaine national, et cela sans chercher à rejeter sur les épaules de commissaires royaux nommés par lui, la solution de difficultés dont le gouvernement seul peut être tenu responsable et qu'il lui incombe de régler ; ”

Et l'amendement étant soumis à la Chambre par M. l'Orateur,—

M. Giard propose comme sous-amendement, appuyé par M. Bissonnette (Soulanges) : Que les mots suivants soient ajoutés à la fin du dit amendement :

“ Et cette Chambre regrette que la mesure présentée soit incomplète sous bien des rapports, et particulièrement parceque : 1<sup>o</sup> Elle ne pourroit pas d'une manière efficace à ce que les colons de bonne foi soient à l'avenir encouragés et aidés comme ils devraient l'être dans l'intérêt public ; 2<sup>o</sup> Elle est insuffisante pour remédier aux empiètements toujours croissants des spéculateurs sur les droits acquis des porteurs de permis de coupe de bois. ”

Le débat se continue.

Et la Chambre siège jusqu'après minuit, samedi matin.

---

*Samedi, 14 mai 1904.*

L'honorable M. Pelletier propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, et il est —

*Ordonné*,—Que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (44) érigeant en corporation la ville de Marieville, sous le titre de "Loi constituant en corporation la ville de Monnoir," avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (65) amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company";

Bill (87) constituant en corporation l'Association des courtiers d'immeubles de la province de Québec.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (44) constituant en corporation la ville de Monnoir, et ces amendement sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

---

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 avril 1904, pour copie de tous mémoires, documents et correspondance transmis au gouvernement de cette province, concernant la compagnie de Crédit du Canada.  
(*Document de la session No 91.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 avril 1904, pour copie : 1. De toutes les instructions en rapport avec la vente des terres, adressées aux agents des terres de la Couronne, généralement, et spécialement à l'agent des terres du canton Guigues. 2. De toutes les lettres, correspondances et pétitions se rapportant à cette question et se trouvant actuellement en la possession du département des terres de la Couronne.  
(*Document de la session No 92.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 8 avril 1904, demandant copie de tous ordres en conseil, contrats, papiers, documents, soumissions et correspondances faits ou échangés depuis le 1er janvier 1903, au sujet de l'impression du *Journal d'Agriculture*, et de toutes les impressions officielles du gouvernement, des départements et de la Législature.

(*Document de la session No 93.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 27 avril 1904, demandant : 1. Copie de tous ordres en conseil, rapports, documents et correspondance échangés depuis le 26 mars 1902, entre le gouvernement de la Puissance et celui de cette province, au sujet de l'augmentation des subsides fédéraux.

2. Copie de tous ordres en conseil, rapports, documents et correspondance échangés depuis le 25 avril 1903, entre le gouvernement de cette province et toutes personnes au sujet de la conversion de la dette ;

3. Copie de tous rapports, documents et correspondance échangés entre le gouvernement de cette province et toute personne depuis le 25 avril 1903, au sujet de tout octroi ou subside en terres aux municipalités de chaque comté, pour les aider dans le développement de l'industrie agricole, de l'instruction publique et de la colonisation.

*(Document de la session No 94.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 avril 1904, pour production d'un état comportant le nombre de rapports trimestriels des gardes-chasse du gouvernement, faits au département des Terres, Mines et Pêcheries, conformément à l'article 1419 du chapitre 24, de l'acte 62 Victoria, depuis le 30 juin 1901, indiquant le nom et la résidence de chaque garde-chasse ayant ainsi fait rapport ; le nom et la résidence de ceux qui n'ont pas fait de rapport ; la date de tous les rapports ainsi faits depuis la dite date.

*(Document de la session No 95.)*

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 avril 1904, pour copie de tous papiers, documents, mémoires ou correspondance échangés entre M. Maurice l'errault, député du comté de Chambly, et le gouvernement ou aucun de ses membres, depuis le premier de janvier dernier.

*(Document de la session No 96.)*

La Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et vingt-cinq minutes, s'ajourne à lundi prochain.

---

Lundi, 16 mai, 1904

*Ordonné*.—Que M. Chicoyne ait la permission de présenter un bill (25) concernant l'organisation du Conseil législatif.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Prévost ait la permission de présenter un bill (30) abolissant la mort civile résultant de la profession religieuse.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*.—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un bill (27) détachant certains lots du comté de Montmagny et les annexant au comté de Bellechasse, pour toutes les fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill 3.—Loi concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères ;

Bill 37.—Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Saguenay et Baie James ;

Bill 89.—Loi constituant en corporation " The Canada Club " ;

Bill 90.—Loi concernant la compagnie de pulpe de Chicoutimi ;

Bill 100.—Loi amendant la charte du Crédit Municipal Canadien ;

Et bill 113.—Loi modifiant les limites de la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce-Ouest, et ratifiant un contrat passé entre la corporation du dit village et la compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc du Canada.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (3) concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères, et ces amendements sont lus, la première fois.



---

*Ordonné.*—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (87) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Saguenay et Baie James, et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné.*—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (89) constituant en corporation "The Canada Club", et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné.*—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (90) concernant la compagnie de pulpe de Chicoutimi, et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné.*—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (100) amendant la charte du Crédit Municipal Canadien, et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné.*—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (18) modifiant les limites de la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce Ouest, et ratifiant un contrat passé entre la corporation du dit village et la compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc du Canada, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné.*—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle le concours dans les amendements faits en comité général au bill (79) constituant en corporation "The Suburban Tramway and Power Company."

M. Prévost propose, appuyé par M. Cochrane, que la Chambre concoure, maintenant, dans ces amendements.

M. Champagne propose, comme amendement, appuyé par M. Dupuis :  
Que le mot " maintenant " soit retranché et remplacé par les mots " dans six mois "

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Allard,*  
*Bergevin,*  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Cardin,*  
*Champagne,*  
*Duhamel,*  
*Dupuis,*  
*Fiset,*  
*Gillies,*  
*Gouin,*  
*Guerin,*  
*Hulchinson,*

*Lacombe,*  
*Laferté,*  
*Lafontaine* (Maskinongé),  
*Mackenzie,*  
*Muthieu,*  
*McCorkill,*  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Neault* Champlain),  
*Robitaille,*  
*Tellier* et  
*Walker.*—23.

## CONTRE :

## Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Blanchard,*  
*Blown,*  
*Caron* (Matane),  
*Chicoyne,*  
*Cochrane,*  
*Décarie,*  
*Delâge,*  
*Gosselin* (Iberville),  
*Hearn,*  
*Kennedy,*  
*LeBlanc,*  
*Lemay,*

*Morin* (Charlevoix),  
*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Petit,*  
*Prévost,*  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny),  
*Smith,*  
*Tanguay,*  
*Tourigny* et  
*Turgeon.*—25.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise, et il est—

*Résolu.*—Que cette Chambre adopte les amendements.

*Ordonné.*—Que le bill soit lu, la troisième fois, demain.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (99) amendant la charte de la ville de Shawinigan Falls, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (115) concernant la succession de feu Susan McVey et accordant aux exécuteurs testamentaires des pouvoirs plus étendus, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Pelletier —Le 19 mars 1903, la Chambre a voté un ordre au sujet de la vente des terrains de l'exposition, à Montréal. Cet ordre demandait que les documents à être déposés fissent voir l'emploi fait par le gouvernement du prix de vente.

Le 12 avril 1904, les documents demandés ont été déposés devant cette Chambre, étant le document sessionnel numéro 40, mais ils ne contiennent aucune indication au sujet de l'emploi fait par le gouvernement du prix de vente.

Vu ce que ci-haut :

1. Quel est l'emploi fait par le gouvernement du prix de vente ?
2. Quand le gouvernement se propose-t-il de collecter la balance de \$31,903, qui paraît être due, et que se propose-t-il de faire avec ce montant quand il aura été retiré ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—1. A acquitter les frais de l'arbitrage nommé en vertu de la loi 61 Victoria, chapitre IV, et payer une partie de la sentence arbitrale. 2. Tous les arrérages ont été collectés. Dès que la créance de la compagnie sera éteinte, la balance du prix de vente sera versée au fonds consolidé de la province.

Par l'honorable M. Pelletier.—Noé Landry, dont il est question dans le rapport de la Commission de Colonisation, a-t-il été à l'emploi du gouvernement ?

2. Dans l'affirmative, depuis quand et en quelle qualité ?
3. Qui a demandé sa nomination ?
4. A-t-il été destitué et, dans l'affirmative, à la demande de qui et quand ?

Réponse par l'honorable M. Parent —1. Oui. 2. Garde-pêche depuis le 28 avril 1899 et garde-chasse depuis le 20 juin 1901. 3. Par le député du comté d'Ottawa. 4. Non.

---

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de tous papiers, correspondances, enquêtes et documents quelconques concernant M. J. P. Cooke, substitut du procureur-général, à Montréal.

Proposé par M. Prévost, appuyé par M. Lacombe, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de tous documents, correspondance, archives, papiers terriers, titres, etc., se rapportant à la seigneurie de Blainville et spécialement à ceux qui existent entre les années 1631 à 1850, ainsi que les noms des premiers concessionnaires

Proposé par M. Mackenzie, appuyé par M. Hearn, et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le Bill (51) concernant la paroisse Sainte-Praxède de Brompton soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a rapport à des fins de culte et de religion.

Proposé par M. Blouin, appuyé par M. Hutchinson, et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le Bill (105) constituant en corporation Les Sœurs Trappistines de Saint-Romuald soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une institution religieuse.

Proposé par M. Hutchinson, appuyé par M. Blouin, et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le Bill (17) constituant en corporation " The Parks and Playgrounds Association of Montreal " soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill se rapporte à une institution de charité publique.

Proposé par M. Lacombe, appuyé par M. Prévost, et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le Bill (47) concernant la compagnie d'assurance " La Provinciale " soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Proposé par M. Prévost, appuyé par M. Lacombe et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le Bill (73) concernant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu " La Foncière " soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Proposé par M. Prévost, appuyé par M. Lacombe, et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le Bill (102) accordant certains pouvoirs additionnels à la compagnie d'assurance mutuelle de Mont-

magny soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, ce bill ayant été retiré.

M. Décarie propose, appuyé par M. Gillies et il est —

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (60) concernant la reconstruction de l'église de la paroisse de Sainte-Cunégonde de Montréal et le paiement de la dite reconstruction soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

M. Décarie propose appuyé par M. Gillies, et il est —

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (48) concernant la construction de l'église et de la sacristie de la paroisse du Très-Saint Nom de Jésus de Maisonneuve soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Tanguay,—Que l'honoraire payé pour le bill (94) abrogeant la loi 3 Edouard VII, chapitre 135, concernant une vente par la succession de L. T. Macpherson à N. G. Kirouac, et W. C. Kirouac, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction ;—

La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (135) amendant l'article 1638 du code civil relativement à la responsabilité des architectes et constructeurs.

*Ordonné*,—Que cet ordre soit rescindé.

*Ordonné*,—Que ce bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le bill (124) concernant les automobiles ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (162) concernant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec ; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tourigny fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (144) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens ; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (133) amendant le code civil ; et, après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le bill (132) amendant les articles 278 et 689 du code de procédure civile ; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (146) amendant l'article 599 du code de procédure civile ; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blanchard fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (126) amendant les articles 316 et 549 du code de procédure civile, et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil

et M. Décarie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (141) amendant le code civil relativement aux personnes se servant du nom d'un autre comme raison sociale ; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (29) amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables ; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Saint-Jean), fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (151) amendant l'article 283 du code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Kennedy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (180) amendant les articles 806, 851 et 858 du code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération ;—

Et l'amendement étant lu la première fois, il est—

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure en soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (128) amendant les articles 291 et 875 du code municipal.

*Ordonné*,—Que l'ordre soit rescindé.

*Ordonné*,—Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (148) amendant la loi des élections contestées.

M. Champagne, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ;—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (173) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le code municipal en conséquence.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité général

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (O du Conseil législatif) abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 40.



M. Cardin, appuyé par M. Tessier, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ; —

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (149) détachant les cantons Mousseau et Lynch du comté d'Ottawa et les annexant au comté de Montcalm, pour toutes les fins.

*Ordonné*,—Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*,—Que le dit bill tombant sous le coup de l'article 80 et de la cédule 2 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit référé à un comité spécial, composé de MM. Gillies, Major, Weir, Walker, Gosselin, McCorkill, Mathieu, St-Pierre, Giard, Chicoyne, Mackenzie, Smith et Pelletier, les honorables membres de cette Chambre qui représentent les district électoraux de Pontiac, Ottawa, Argenteuil, Huntingdon, Missisquoi, Brome, Shefford, Stanstead, Compton, Wolfe, Richmond, Mégantic et la ville de Sherbrooke, mentionnés dans la dite cédule, avec instruction de faire rapport à cette Chambre.

M. Pelletier (Sherbrooke), appuyé par M. Fiset, propose, et il est —

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (111) accordant à la corporation de la cité de Sherbrooke le pouvoir de faire un emprunt spécial pour acquérir ou construire un système d'éclairage et de pouvoir électrique soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, attendu que le bill a été refondu avec le bill (112) amendant la charte de la cité de Sherbrooke, et attendu que le bill (111) n'existe plus.

M. Pelletier (Sherbrooke) propose, appuyé par M. Fiset, et il est —

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (32) amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

M. Décarie propose, appuyé par M. Smith, et la motion est soumise à la Chambre :—Que l'honoraire additionnel payé pour le bill (113) modifiant les limites de la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce-Ouest et ratifiant un contrat passé entre la corporation du dit village et la compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc du Canada, soit remis, vu que le retard apporté dans sa production est dû à ce que le contrat dont la ratification est demandée par ce bill, a été passé après la réunion des Chambres.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

Proposé par M. Girard, appuyé par M. Morin (Charlevoix), et —

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents concernant le pont Fournier, dans la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Rouville.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (14) amendant la loi concernant les prêteurs sur gages ;

Et bill (53) amendant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande son agrément :

Bill (75) autorisant la vente d'un immeuble dépendant de la substitution créée par le testament de feu Michael Kavanagh ;

Bill (80) concernant le testament de feu Archibald McCormick, senior

Bill (88) ratifiant, confirmant et autorisant le règlement No 92, de la ville de Saint-Jean, concernant un octroi de terrains et de certains privilèges, ainsi qu'une exemption de taxes et une concession de droits, à "The Singer Manufacturing Company" ;

Bill (109) constituant en corporation la Congrégation des Sœurs de la charité de Saint-Louis ;

Bill (112) amendant la charte de la cité de Sherbrooke ;

Bill (114) pour régulariser la position des Sœurs de la charité de Québec, relativement à l'achat de l'Asile de Beauport ;

Bill (110) concernant le Club Mont-Royal.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (75) autorisant la vente d'un immeuble dépendant de la substitution créée par le testament de feu Michael Kavanagh, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (80) concernant le testament de feu Archibald McCormick, senior, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (88) ratifiant, confirmant et autorisant le règlement No 92 de la ville de Saint-Jean, concernant un octroi de terrains et de certains privilèges, ainsi qu'une exemption de taxes et une concession de droits, à "The Singer Manufacturing Company", et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (109) constituant en corporation la Congrégation des Sœurs de la charité de Saint-Louis, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (112) amendant la charte de la cité de Sherbrooke, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (114) pour régulariser la position des Sœurs de la charité de Québec relativement à l'achat de l'Asile de Beauport, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (110) concernant le Club Mont-Royal, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le bill (67) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Terrebonne ; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

---

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

## Mardi, 17 mai 1904.

L'honorable M. Gouin, du comité de législation, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill 140.—Loi amendant la loi de l'instruction publique, relativement au recensement dans les municipalités scolaires, pour certaines fins ;

Bill 148.—Loi amendant la loi des élections contestées.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés :

Bill 142.—Loi amendant la loi électorale de Québec, 1903, relativement au comté de Gaspé ;

Bill 123.—Loi amendant les articles 1053 et 1484 du code civil ;

Et bill 145.—Loi abrogeant la loi 22 Victoria, chapitre 109, intitulée : “ Acte pour ériger en municipalité de village sous le nom de Fermont, le village maintenant connu sous le nom de Forges Radnor ”.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (38) sous le titre suivant : “ Loi constituant en corporation “ The Talmud Torah ” (Enseignement des Ecritures), de Montréal,” avec certains amendements pour lesquels il demande son agrément.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (38) constituant en corporation “ The Talmud Torah ” (Enseignement des Ecritures), de Montréal, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (12) amendant la loi des mines.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

*Ordonné*,—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (15) concernant la descente des billots dans les rivières et cours d'eau de cette province.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Major fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau,

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le bill (15) loi concernant la descente des billots dans les rivières et cours d'eau de cette province; et, ce comité ayant siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance

L'honorable M. Robitaille dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 mai 1904, pour production de tous documents, pétitions, instructions et lettres se rapportant à la révocation de M. J. N. Prudhomme, avocat, de Joliette, comme avocat du percepteur du revenu provincial, pour le district de Joliette, ou à la nomination de son successeur, M. Hébert, avocat, du même lieu.

(Document de la session No 97.)

Et, réponse supplémentaire à une adresse, en date du 8 avril 1904, demandant copie de tous ordres en conseil, contrats, papiers, documents, soumissions et correspondance faits ou échangés, depuis le 1er janvier 1903, au sujet de l'impression du *Journal d'Agriculture*, et de toutes les impressions officielles du gouvernement, des départements et de la Législature.

(Document de la session No. 93a.)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement de M. Giard à l'amendement de l'hon M. Flynn fait à la motion proposée, mardi, le 10 mai dernier : Que le bill (9) amendement la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, soit maintenant lu une seconde fois.

*Sept heures et demie p. m.*

En vertu de la 19<sup>e</sup> règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (79) constituant en corporation " The Suburban Tramway and Power Company ".

M. Prévost propose, appuyé par M. Cochrane,—et la motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur :—

Que ce bill soit, maintenant, lu la troisième fois ;—

M. Dupuis propose, en amendement, appuyé par M. Champagne :—  
Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois " soient ajoutés à la fin de la motion.

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,  
Bergevin,  
Bissonnette (Montcalm),  
Cardin,  
Champagne,  
Clapperton,  
Cooke,  
Duhamel,  
Dupuis,  
Fiset,  
Gosselin (Missisquoi),  
Gouin,  
Guerin,  
Hutchinson,  
Lacombe,

Laferté,  
Lafontaine (Berthier),  
Lafontaine (Maskinongé),  
Mackenzie,  
Mathieu,  
McCorkill,  
Morin (St-Hyacinthe),  
Neault (Champlain),  
Pilon,  
Robitaille,  
Roy, (St-Jean),  
Tellier,  
Walker et  
Weir.—29.

## CONTRE :

## Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Blanchard*,  
*Blouin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Chauret*,  
*Cochrane*,  
*Daignault*,  
*Décarie*,  
*Delâge*,  
*Dion*,  
*Giard*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Hearn*,  
*Kennedy*,  
*LeBlanc*,

*Morin* (Charlevoix),  
*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Perrault*,  
*Petit*,  
*Prévost*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny),  
*Saint-Pierre*,  
*Smith*,  
*Tanguay*,  
*Tessier*,  
*Tourigny* et  
*Turgeon*.—31.

L'amendement est rejeté

La motion principale est de nouveau soumise, et M. Champagne propose, comme amendement, appuyé par M. Dupuis :

“ Que ce bill ne soit pas lu maintenant la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender comme suit : Que la clause suivante soit ajoutée après la clause 21 :

“ Aucune des dispositions de la présente loi n'affectera les privilèges et les droits acquis par des lois antérieures ou autrement.”

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Cardin*,  
*Champagne*,  
*Clapperton*,  
*Duhamel*,  
*Dupuis*,  
*Fiset*,  
*Gosselin* (Missisquoi),  
*Gouin*,  
*Guerin*,  
*Hutchinson*,

*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Mackenzie*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Neault* (Champlain),  
*Pilon*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (St-Jean),  
*Tellier*,  
*Walker* et  
*Weir*.—26.



## CONTRE :

## Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Blanchard*,  
*Blouin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Chauret*,  
*Cochrane*,  
*Daignault*,  
*Décarie*,  
*Delâge*,  
*Dion*,  
*Giard*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Hearn*,  
*Kennedy*,  
*Lane*,

*LeBlanc*,  
*Morin* (Charlevoix),  
*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Perrault*,  
*Petit*,  
*Prévost*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny),  
*St-Pierre*,  
*Smith*,  
*Tanguay*,  
*Tessier*,  
*Tourigny* et  
*Turgeon*.—32.

L'amendement est rejeté.

La motion principale étant de nouveau proposée, elle est adoptée et—

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*.—Que le bill passe.

*Ordonné*.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (119) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Jonction de Napierville; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Daignault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*.—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (44) constituant en corporation la ville de Monnoir.

*Ordonné*.—Que cet ordre soit rescindé.

*Ordonné*.—Que ce bill soit retiré.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au bill (37) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Saguenay et Baie James, et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (90) concernant la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi, et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (100) amendant la charte du Crédit Municipal Canadien, et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (75) autorisant la vente d'un immeuble dépendant de la substitution créée par le testament de feu Michael Kavanagh; et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (80) concernant le testament de feu Archibald McCormick, Sr., et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (88) constituant, confirmant et autorisant le règlement No 92, de la ville de St-Jean, concernant un octroi de terrain et de certains privilèges, ainsi qu'une exemption de taxes et une concession de droits à la "Singer Manufacturing Company"; et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (109) constituant en corporation la congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis, et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (112) amendant la charte de la cité de Sherbrooke, et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au bill (110) concernant le Club Mont Royal, et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre continue le débat ajourné sur le sous-amendement de M. Giard à l'amendement de l'honorable M. Flynn fait à la motion soumise, mardi, le 10 mai courant : Que le bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, soit maintenant lu la seconde fois ; —

Et le débat se continuant,—

L'hon. M. Pelletier, appuyé par l'hon. M. Flynn, propose, et il est—

*Ordonné*,—Que ce débat soit, de nouveau, ajourné.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (10) amendant la loi concernant les chemins de fer ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (St-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (3) concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères, et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer une résolution concernant les paiements par les conseils de comtés pour les patients dans les asiles d'aliénés.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, —et la motion est soumise à la Chambre :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La proposition est acceptée.

L'honorable M. Robitaille informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

*Résolu*,—Que, lorsqu'un conseil de comté a payé une somme d'argent au gouvernement pour un aliéné, et qu'il ne peut se faire rembourser sur les biens de cet aliéné ou ceux des personnes qui sont obligées par la loi de pourvoir à son entretien, il devra dans les deux cas suivants :

(a) lorsque cet aliéné n'a pas de domicile connu dans la province, ou

(b) lorsque la municipalité d'où vient l'aliéné est une municipalité pauvre, la prélever sur les municipalités locales dans le comté, de la même manière que toute taxe ordinaire imposée en vertu du code municipal et due par ces municipalités locales.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Taschereau fait rapport que le comité a passé une résolution

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Taschereau rapporte, alors, la dite résolution qui est lue comme suit :

*Résolu*.—Que, lorsqu'un conseil de comté a payé une somme d'argent au gouvernement pour un aliéné, et qu'il ne peut se faire rembourser sur les biens de cet aliéné ou ceux des personnes qui sont obligées par la loi de pourvoir à son entretien, il devra dans les deux cas suivants :

(a) lorsque cet aliéné n'a pas de domicile connu dans la province, ou

(b) lorsque la municipalité d'où vient l'aliéné est une municipalité pauvre, la prélever sur les municipalités locales dans le comté, de la même manière que toute taxe ordinaire imposée en vertu du code municipal et due par ces municipalités locales.

*Ordonné*,—Que cette résolution soit lue une deuxième fois, demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mercredi, 18 mai 1904

M. Cardin, du comité du code municipal, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill 168.—Loi amendant le code municipal ;

Bill 136.—Loi amendant les articles 544, 546, 773, 802, 892 et 893 du code municipal ;

Et bill 137.—Loi amendant l'article 835 du code municipal.”

Proposé par M. Tanguay, appuyé par M. Taschereau, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

*Ordonné*,—Que toutes les règles de cette Chambre relatives aux pétitions pour bills privés et relatives aux bills privés, y compris celles relatives aux dépôts et aux frais d'impression, soient suspendues, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, ainsi qu'un bill basé sur la dite pétition.

La dite pétition demandant de faire certaines modifications au bill (57) amendant la charte de la compagnie de chemin de fer Québec et Lac St-Jean et les lois qui l'amendent, est, en conséquence, lue et reçue.

*Ordonné*,—Que M. Tanguay ait la permission de présenter un bill (143) amendant la loi passée à la présente session de la Législature de Québec, intitulée : Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et Lac St-Jean et les lois qui l'amendent.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

*Ordonné*,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un bill (23) abrogeant la loi reconnaissant le diplôme de bacheliers ès-arts, comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, médicale et notariale.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

*Ordonné*,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un bill (24) amendant le code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (103) amendant la charte de la cité de Saint-Henri.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande son concours :

Bill (42) constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique, Québec ;

Bill (71) constituant en corporation la " Laval Electric Company " ;

Bill (72) constituant en corporation la compagnie électrique Shawinigan ;

Bill (82) modifiant la loi relative à la ville de Salaberry de Valleyfield ;

Bill (93) constituant en corporation la compagnie générale du port de Chicoutimi ;

Et bill (182) amendant l'article 4691 des Statuts refondus.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (42) constituant en corporation la compagnie de pouvoir électrique, Québec, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (71) constituant en corporation la " Laval Electric Company ", et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné,* Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (72) constituant en corporation la compagnie électrique Shawinigan, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné,*—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (82) modifiant la loi relative à la ville de Salaberry de Valleyfield, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné,*—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (93) constituant en corporation la compagnie générale du port de Chicoutimi, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné,*—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (182) amendant l'article 4691 des Statuts refondus, et ces amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné,*—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Le gouvernement est-il informé que le percepteur du revenu pour le comté de Montmagny refuse d'émettre des licences d'auberge en faveur de MM. Louis Létourneau, Alphonse Boulé, Cyrille Têtu et Eugène Létourneau ?

2. Dans l'affirmative, pour quelle raison ?

3. Dans l'affirmative, des instructions à cet effet ont-elles été données au percepteur du revenu par le gouvernement, ou par le département du Trésor, ou par quelque personne ayant autorité pour ce faire ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—1. Oui.

2 et 3. Parce que la légalité de la confirmation des certificats de ces quatre requérants par le conseil municipal de Montmagny, est contestée devant les tribunaux, et que cette action a été signifiée au percepteur du revenu qui devra s'en rapporter à la justice, suivant la règle établie et suivie jusqu'ici dans ce département, en pareil cas.



Par M. Pelletier (Sherbrooke) — Existe-t-il à Montréal, une société de secours mutuel connue sous le nom de " Union Saint-Pierre de Montréal " ?

2. Depuis quand a-t-elle été fondée ?

3. A-t-elle fait un dépôt au gouvernement ?

4. Quel est le montant de ce dépôt ?

5. Quel est le nombre de ses membres ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille — 1. Oui. 2. Depuis le 9 juin 1862. 3 et 4. Non ; cette société n'est pas obligée, par la loi, de faire tel dépôt ; mais par son dernier rapport, il est constaté que cette société a un dépôt de \$18,387.83 à la banque d'Hochelaga. 5. 697, d'après le dernier rapport de M. J. A. Mercier, l'inspecteur des sociétés de secours mutuel.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (119) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Jonction de Napierville ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Daignault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*, — Que ce bill soit lu, la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (95) amendant la charte de la ville de Louiseville ; et, le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*, — Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, — Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, — Que le bill passe.

*Ordonné*, — Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (89) constituant en corporation " The Canada Club ", et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*, — Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (38) constituant en corporation "The Talmud Torah" (Enseignement des Ecritures), de Montréal, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements du Conseil législatif au Bill (113) modifiant les limites de la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce Ouest, et ratifiant un contrat passé entre la corporation du dit village et la Compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada.

Ces amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

Proposé par M. Girard, appuyé par M. Morin (Charlevoix), et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de la correspondance de Félix Bessette, fils, de Marieville, touchant le soin à donner au lait porté aux beurreries, et celle de Adélard Lareau, de Notre-Dame de Bonsecours, en rapport avec les précautions à prendre contre l'importation des mauvaises graines de semence.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (116) refondant et remplaçant la charte de la ville de Chicoutimi ;

Bill (122) amendant les articles 1338, 2972*d*, 2972*e* et 5551 des Statuts refondus ;

Bill (125) amendant la loi concernant les élections contestées ;

Et bill (139) amendant le code de procédure civile relativement à la juridiction de la cour des commissaires.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant, avec certains amendements pour lesquels il demande son concours :

Bill (86) amendant la charte de la cité de Hull.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (86) amendant la charte de la cité de Hull, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

Proposé par M. Hutchinson, appuyé par M. Gillies, et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (33) constituant en corporation "The Talmud Torah," (Enseignement des écritures) de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution d'éducation.

Proposé par M. Hutchinson, appuyé par M. Gillies, et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (87) constituant en corporation la "Young Men's Christian Association of McGill University," soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Proposé par M. Hutchinson, appuyé par M. Gillies, et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (66) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne l'éducation publique.

Proposé par M. Girard, secondé par M. Morin (Charlevoix), et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie des documents en rapport avec le creusage de la rivière des Hurons dans les comtés de St-Hyacinthe et de Rouville.

Proposé par M. Tellier, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie du rapport du coroner et de toute correspondance se rapportant au décès de M. Ildaige Goulet, de Joliette.

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie du rapport du coroner et de toute correspondance se rapportant au décès de M. Damase Basinet, de Ste-Emélie de l'Energie, dans le comté de Joliette.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (29) amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel et les sociétés charitables ; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

*Résolu*—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (O du Conseil législatif) abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 40; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cooke fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (129) amendant l'article 366 du code municipal.

M. Walker propose, appuyé par M. Gillies,—et la motion est soumise à la Chambre.—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Laferté fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*—Que ce bill soit lu, la troisième fois, demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement de M. Dupuis fait à la motion de M. Chicoyne, proposée, jeudi, le 28 avril dernier, laquelle motion se lit comme suit :

“ Qu'il soit *Résolu*,—Que, dans l'opinion de cette Chambre, la présente organisation du Conseil législatif devrait être modifiée.

“ Qu'il conviendrait de maintenir les membres actuels du Conseil dans les prérogatives dont ils ont été régulièrement investis; mais, que les vacances survenant à l'avenir devraient être remplies d'après un régime électif à être déterminé par une loi organique.

“ Que telle loi devrait pourvoir à ce que les futurs conseillers tiennent leurs mandats, non de certaines divisions territoriales mais de collèges électoraux spécialement constitués à cette fin, de manière que les élus soient appelés à représenter les grands éléments économiques et sociaux, tels que l'éducation, l'agriculture, la finance, l'industrie, le travail et les principaux intérêts professionnels.

“ Que notre Chambre Haute, constituée sur ces bases, se tiendrait plus en contact avec l'opinion publique, serait plus indépendante des luttes

---

de parti, et exercerait un contrôle plus puissant et plus respecté sur le fonctionnement de nos institutions parlementaires. ”

A cette motion, l'amendement suivant a été proposé :

“ Que tous les mots après “ que ” dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants : “ La Chambre satisfaite des explications du gouvernement, passe à l'ordre du jour ; ”—

Et le débat se continuant, —

M. Chicoyne propose, appuyé par M. St. Pierre, et il est —

*Ordonné*, — Que ce débat soit, de nouveau, ajourné.

La Chambre siège jusqu'après minuit, jeudi matin.

---

*Jeudi 19 mai 1904*

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (15) concernant la descente des billots dans les rivières et cours d'eau de cette province ; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*, — Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements étant lus la première fois, il est —

*Ordonné*, — Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et quinze minutes, s'ajourne à cet après-midi.

---

## Jeudi, 19 mai 1904

M. Chicoyne, du comité spécial chargé d'examiner le Bill (149)—“Loi détachant du comté d'Ottawa les cantons Mousseau et Lynch et les annexant, pour toutes fins au comté de Montcalm,” présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre Comité à l'honneur de soumettre à Votre Honorable Chambre son rapport, comme suit :

“ Les soussignés, formant la majorité des membres représentant les divisions ou districts électoraux de Pontiac, Ottawa, Argenteuil, Huntingdon, Missisquoi, Brome, Shefford, Stanstead, Compton, Wolfe, Richmond, Sherbrooke et Mégantic, énumérés dans la seconde cédule et l'article 80, de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, auxquels le bill intitulé : “Loi détachant les cantons Mousseau et Lynch du comté d'Ottawa, et les annexant au comté de Montcalm, pour toutes les fins, a été référé, avant sa seconde lecture, en vertu du dit article 80, ont l'honneur d'en faire le premier rapport comme suit :

“ Votre comité, après avoir élu M. Chicoyne pour son président, a examiné le dit bill, et a l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement.

“ J. A. Chicoyne, président et député de Wolfe ;  
David Gillies, député de Pontiac ;  
William H. Walker, député de Huntingdon ;  
Georges H. Saint-Pierre, député de Stanstead ;  
Auguste Mathieu, député de Shefford ;  
J. J. B. Gosselin, député de Missisquoi ;  
J. C. McCorkill, député de Brome ;  
P. Pelletier, député de Sherbrooke.”

---

### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Major.—1. Y a-t-il eu des demandes pour l'établissement d'une école normale dans la cité de Hull, comté d'Ottawa ?

2. Dans l'affirmative, par qui ?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention d'en établir une, et quand ?

Réponse par l'honorable M. Robitaille.—1. Oui. 2. Par les commissaires d'école de Hull, le Révd. Père Valiquette, curé, C. B. Major, M. P. P., le comité catholique du conseil de l'instruction publique. 3. A l'étude.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Quand I. N. Doucet a-t-il été nommé agent des terres pour l'agence d'Arthabaska ?

2. A-t-il fourni un cautionnement, et sous quelle forme l'a-t-il fourni ?

3. Le gouvernement est-il informé du départ de cet agent pour un pays étranger ?

4. Le gouvernement sait-il que le dit Doucet a laissé un déficit dans ses comptes avec le gouvernement ?

5. Dans l'affirmative, depuis quand le gouvernement connaît-il l'existence de ce déficit et quel en est le montant ?

6. Est-il vrai que la compagnie ou la personne qui a fourni le cautionnement pour le dit Doucet refuse aujourd'hui de payer ce cautionnement ?

7. Dans cette dernière alternative, pourquoi cette compagnie ou cette personne, caution pour le dit Doucet, refuse-t-elle de payer ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Le 31 août 1899. 2. Oui, par une police de garantie. 3. Oui. 4. Oui. 5. Depuis février 1904; pour \$1,220.33 et la compagnie de garantie en a été informée immédiatement. 6 et 7. Non.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Est-ce l'intention du gouvernement de construire, à l'épreuve du feu, l'aile que l'on est maintenant à bâtir au palais de justice de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Toutes les parties de l'édifice destinées aux voûtes se construisent à l'épreuve du feu; cela comprend les voûtes requises pour tous les bureaux d'enregistrement, pour la cour de circuit et pour le bureau du revenu.

---

Proposé par M. Allard, appuyé par M. Major, et—

*Ordonné*.—Que l'honoraire additionnel payé pour le bill (99) amendant la charte de la ville de Shawinigan Falls, soit remis, le retard dans la production du dit bill n'ayant été que d'un jour et le résultat d'une cause majeure.

Proposé par M. Roy (Kamouraska), appuyé par M. Champagne, et—

*Ordonné*.—Que l'honoraire additionnel payé pour le bill (100) amendant la charte du Crédit Municipal Canadien, soit remis, attendu que ce bill, expédié de Montréal par la poste, le dimanche, 13 mars, et arrivé à Québec le lundi, n'a été remis aux officiers de la Chambre que le mardi suivant et que la société requérante n'est en aucune façon cause du retard.

Proposé par M. Lacombe, appuyé par M. Prévost, et—

*Ordonné*.—Que l'honoraire additionnel payé pour le bill (115) concernant le testament de feu Susan McVey, accordant aux exécuteurs testamentaires des pouvoirs plus étendus, soit remis, vu que le retard n'a été que minime et est dû à des circonstances incontrôlables.

Proposé par M. Lacombe, appuyé par M. Prévost, et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (69) concernant l'Association mutuelle de bienfaisance de la compagnie de chemin de fer urbain de Montréal soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une association de secours mutuel.

Proposé par M. Girard, appuyé par M. Morin (Charlevoix), et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (44) constituant en corporation la ville Monnoir soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Proposé par M. Champagne, appuyé par M. Dupuis, et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (35) constituant en corporation l'Hôpital Homéopathique de Montréal soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, attendu que ce bill concerne une institution de charité.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (129) amendant l'article 366 du code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le bill (146) amendant l'article 599 du code de procédure civile; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. McKenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le bill (O du Conseil législatif) abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 40; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Hutchinson fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.



L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (140) amendant la loi de l'instruction publique relativement au recensement dans les municipalités scolaires, pour certaines fins.

*Ordonné*,—Que cet ordre soit rescindé.

*Ordonné*,—Que ce bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (141) amendant la loi des élections contestées; et, après avoir siégé quelque temps, M l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill;

Et les amendements étant lus la première fois, il est—

*Ordonné*,—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (D du Conseil législatif) amendant l'article 2160 du code civil, pour lequel il demande l'agrément de cette Chambre.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Robitaille, et il est—

*Ordonné*,—Que le Bill (D du Conseil législatif) amendant l'article 2160 du code civil, soit maintenant lu la première fois.

En conséquence, ce bill est lu, la première fois et remis à demain, pour la seconde lecture.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Réponse à un ordre de la Chambre en date du 29 avril 1904, pour production de tous documents, rapports, correspondance relativement au lot 16 du 9e rang de Metgermette-nord. (*Document de la session No 98*).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mai 1904, pour la production de tous documents, se rapportant au pont Fournier, dans la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Rouville.

(*Document de la session No 99*).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 avril 1904, pour production d'une copie de requêtes, documents et correspondance échangés entre le gouvernement et les vétérans de 1865, 1866 et 1870

(*Document de la session No 100*).

Et réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 27 avril 1904 demandant: 1. Copie de tous ordres en

conseil, rapports, documents et correspondance échangée depuis le 26 mars 1902, entre le gouvernement de la Puissance et celui de cette province, au sujet de l'augmentation des subsides fédéraux.

2. Copie de tous ordres en conseil, rapports, documents et correspondance échangés depuis le 25 avril 1903, entre le gouvernement de cette province et toutes personnes, au sujet de la conversion de la dette

3. Copie de tous rapports, documents et correspondance échangés entre le gouvernement de cette province et toute personne depuis le 25 avril 1903, au sujet de tout octroi ou subsides en terres, aux municipalités de chaque comté, pour les aider dans le développement de l'industrie agricole, de l'instruction publique et de la colonisation.

*(Document de la session No 94a).*

*Sept heures et demie p. m.*

En vertu de la 19e règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (119) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Jonction de Napierville.

M. Dorris propose, secondé par M. Lafontaine (Berthier),—et la motion est soumise à la Chambre ;—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

M. Morin (Saint-Hyacinthe) soulève le point que ce bill est hors d'ordre parce que la charte de la compagnie du chemin de fer de Jonction de Napierville est périmée. En conséquence, cette corporation n'ayant plus d'existence légale, ne pouvait pas s'adresser par pétition à la Législature. La pétition étant nulle suivant les règles de cette Chambre, le bill est hors d'ordre, puisqu'il n'est pas basé sur une pétition régulière, tel qu'exigé par le règlement. De plus, les plans requis par la 57e règle n'ont pas été produits devant le comité des bills privés.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Il est allégué que le bill n'est pas dans l'ordre pour deux raisons :

1. Qu'il n'y a pas eu de pétition. celle présentée étant irrégulière.

2. Que les plans n'ont pas été produits devant le comité des bills privés.

Je ne puis être appelé à décider ce second point. La sous-section 3 de la 57ème règle dit que le comité des bills privés ne peut procéder à considérer un bill relatif à un chemin de fer avant la production des plans. Le comité ayant fait rapport qu'il avait adopté le bill 119, je ne puis m'enquérir si le comité a procédé irrégulièrement.

Quant à la nullité de la pétition, je ne puis non plus donner une décision sur ce point. Une pétition a été présentée, lue et reçue par la Chambre. Si la question d'ordre avait été soulevée à cette phase, j'aurais pu décider le point. Mais la Chambre ayant ordonné la réception de la pétition, je ne puis renverser sa décision.

Je décide donc que la question d'ordre n'est pas fondée."

La motion principale est alors proposée ;—

M. Morin (St-Hyacinthe), propose, comme amendement, appuyé par M. Daignault : Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Allard,  
Bergevin,  
Bissonnette (Montcalm),  
Champagne,  
Chauret,  
Daignault,  
Duhamel,  
Girard,  
Gosselin (Iberville),  
Gosselin (Missisquoi),*

*Hutchinson,  
Laferté,  
Lemay,  
Mackenzie,  
McCorkill,  
Morin (Charlevoix),  
Morin (St-Hyacinthe),  
Pelletier (Sherbrooke),  
Robitaille et  
Saint-Pierre.—20.*

CONTRE :

Messieurs

*Bissonnette (Soulanges),  
Cardin,  
Caron (l'Islet),  
Caron (Matane),  
Cherrier,  
Cochrane,  
Décarie,  
Delaney,  
Dum,  
Dorris,  
Giard,  
Godbout,*

*Kennedy,  
Lafontaine (Berthier),  
LeBlanc,  
Mathieu,  
Naud (Portneuf),  
Pelletier (Dorchester),  
Pilon,  
Prévost,  
Roy (Montmagny),  
Taschereau et  
Tourigny.—23.*

L'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est, de nouveau, proposée.

M. Morin (St-Hyacinthe) propose, comme amendement, appuyé par M. Daignault :—Que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois mais qu'il soit renvoyé au comité général avec instruction de l'amender en retranchant la deuxième clause du dit bill.

Cet amendement est mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Allard,*  
*Bergevin,*  
*Bissonnette (Montcalm),*  
*Champagne,*  
*Chauret,*  
*Daignault,*  
*Duhamel,*  
*Flynn,*  
*Girard,*  
*Gosselin (Iberville),*

*Gosselin (Missisquoi),*  
*Hutchinson,*  
*Laferté,*  
*Lemay,*  
*Mackenzie,*  
*Morin (Charlevoix),*  
*Morin (St-Hyacinthe),*  
*Pelletier (Sherbrooke), et*  
*Saint-Pierre.—19.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Bissonnette (Soulanges),*  
*Cardin,*  
*Caron (l'Islet),*  
*Caron (Matane),*  
*Cherrier,*  
*Clapperton,*  
*Cochrane,*  
*Décarie,*  
*Delaney,*  
*Dion,*  
*Dorris,*  
*Giard,*  
*Godbout,*  
*Kennedy,*

*Lacombe,*  
*Lafontaine (Berthier),*  
*Lafontaine (Maskinongé),*  
*LeBlanc,*  
*Mathieu,*  
*Naud (Portneuf),*  
*Pelletier (Dorchester),*  
*Pilon,*  
*Prévost,*  
*Roy (Montmagny),*  
*Taschereau,*  
*Tessier et*  
*Tourigny.—27.*

Ainsi l'amendement est rejeté.

La motion principale étant, de nouveau, soumise, M. Morin, (Saint-Hyacinthe), propose, comme amendement, appuyé par M. Daignault : Que ce bill ne soit pas lu maintenant la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau référé au comité général avec instruction de retrancher la quatrième clause du dit bill.

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bergevin,*  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Champagne,*  
*Daigneault,*  
*Duhamel,*  
*Flynn,*  
*Girard,*  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gosselin* (Missisquoi),  
*Hutchinson,*

*Laferrière,*  
*LeBlanc,*  
*Lemay,*  
*Mackenzie,*  
*Morin* (Charlevoix),  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Pelletier* (Shérbrooke), e  
*St-Pierre.*—19.

## CONTRE :

## Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges).  
*Cardin,*  
*Caron* (L'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Cherrier,*  
*Clapperton,*  
*Cochrane,*  
*Décarie,*  
*Delaney,*  
*Dion,*  
*Dorris,*  
*Giard,*  
*Godbout,*

*Kennedy,*  
*Lacombe,*  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Lafontaine* (Maskinongé),  
*Mathieu,*  
*Naud Portneuf),*  
*Pilon*  
*L'évêque,*  
*Robitaille,*  
*Roy* (Montmagny),  
*Taschereau,*  
*Tessier, et*  
*Tourigny.*—26.

L'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale est, de nouveau, soumise et il est—

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à adopter les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (113) modifiant les limites de la munici-

palité du village de Notre-Dame de Grâce-Ouest et ratifiant un contrat passé entre la corporation du dit village et la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada.

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (42) constituant en corporation la Compagnie Electrique, Québec, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (71) constituant en corporation la " Laval Electric Company ", et ces amendements sont lus la deuxième fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (72) constituant en corporation la compagnie électrique Shawinigan, et ces amendements sont lus la deuxième fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (93) constituant en corporation la compagnie générale du port de Chicoutimi, et ces amendements sont lus la deuxième fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (106) amendant la charte de la cité de Hull, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (136) amendant les articles 544, 546, 773, 802, 892 et 893, du code municipal.

M. Morin (St-Hyacinthe), appuyé par M. Daignault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (137) amendant l'article 835 du code municipal.

M. Blouin, appuyé par M. Godbout, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le bill (O du Conseil législatif) abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 40 ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Laferté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé le dit bill sans amendement.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné sur l'amendement de M. Dupuis fait à la motion de M. Chicoyne, soumise jeudi, le 28 avril dernier, à l'effet :

Qu'il soit *Résolu*.—

“ Que, dans l'opinion de cette Chambre, la présente organisation du Conseil législatif devrait être modifiée ;

Qu'il conviendrait de maintenir les membres actuels du Conseil dans les prérogatives dont ils ont été régulièrement investis ; mais, que les vacances survenant à l'avenir devraient être remplies, d'après un régime électif à être déterminé par une loi organique.

Que telle loi devrait pourvoir à ce que les futurs conseillers tiennent leurs mandats, non de certaines divisions territoriales, mais de collèges électoraux spécialement constitués à cette fin, de manière que les élus soient appelés à représenter les grands éléments économiques et sociaux ; tels que l'éducation, l'agriculture, la finance, l'industrie, le travail et les principaux intérêts professionnels.

Que notre Chambre Haute, constituée sur ces bases, se tiendrait plus en contact avec l'opinion publique, serait plus indépendante des luttes de parti, et exercerait un contrôle plus puissant et plus respecté sur le fonctionnement de nos institutions parlementaires ; ”—

Et lequel amendement se lisait comme suit :

“ Que tous les mots après “ que ” dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants : La Chambre satisfaite des explications du gouvernement passe à l'ordre du jour ”

Et le débat se continuant,—

M. Bergevin propose, appuyé par M. Décarie, et il est—

*Ordonné*.—Que ce débat soit, de nouveau, ajourné.

L'hon. M. Parent propose, appuyé par l'hon. M. Turgeon, et il est—

*Résolu*.—Que demain et lundi prochain, il y ait deux séances, la première de 3 à 6 heures p. m., la seconde de 8 heures jusqu'à l'ajournement.

Qu'il y ait une séance, le samedi de chaque semaine, de onze heures a. m. à une heure p. m.

Qu'à partir de mardi, inclusivement, le 24 mai courant, il y ait trois séances de cette Chambre, par jour, la première de onze heures à une heure p. m. ; la deuxième de trois heures p. m., à six heures p. m. ; la troisième depuis huit heures p. m. jusqu'à l'ajournement.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution rapportée du comité général, mardi, le 17 mai dernier, concernant les paiements par les conseils de comté pour les patients dans les asiles d'aliénés.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que cette résolution soit, maintenant, lue la deuxième fois.



L'honorable M. Pelletier propose, en amendement, appuyé par l'honorable M. Flynn :

“ Que cette résolution ne soit pas lue, la seconde fois, maintenant, mais qu'il soit résolu ; que cette Chambre regrette de constater, qu'après avoir, en 1892, 1893, et depuis, dénoncé comme injuste et vexatoire la taxe pour l'entretien des aliénés dans les asiles, le parti libéral propose maintenant une loi qui, au lieu d'abolir cette taxe, pourvoit à des moyens additionnels de la collecter ” ;—

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,

*Lafontaine* (Maskinongé),  
*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester), et  
*Saint-Pierre*.—8.

CONTRE :

Messieurs

*Allard*,  
*Bergvin*,  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Cardin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Champagne*,  
*Daignault*,  
*Décarie*,  
*Delaney*,  
*Dion*,  
*Girard*,  
*Kennedy*,  
*Lacombe*,  
*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),

*Lemay*,  
*Major*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (Charlevoix),  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Pilon*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny),  
*Roy* (St-Jean),  
*Tuschereau* et  
*Turgeon*.—29.

L'amendement est rejeté.

La motion principale étant, alors, soumise, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Allard,*  
*Bergevin,*  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Cardin,*  
*Caron* (l'Islet),  
*Champagne,*  
*Daignault,*  
*Décarie,*  
*Delaney,*  
*Dion,*  
*Girard,*  
*Kennedy,*  
*Lacombe,*  
*Laferté,*  
*Lafontaine* (Berthier),

*Lemay,*  
*Major,*  
*McCorkill,*  
*Morin* (Charlevoix),  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Parent,*  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Pilon,*  
*Robitaille,*  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny),  
*Roy* (St-Jean),  
*Taschereau* et  
*Turgeon*.—29.

## CONTRE :

## Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne,*  
*Flynn,*  
*Giard,*

*Lafontaine* (Maskinongé),  
*LeBlanc,*  
*Pelletier* (Dorchester et  
*Saint-Pierre*.—8.

La proposition est résolue dans l'affirmative.

La résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois.

Et la question étant posée : Cette résolution sera-t-elle adoptée ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Robitaille ait la permission de présenter un bill (7) concernant les paiements par les conseils de comté pour les patients dans les asiles d'aliénés.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

---

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre :—  
Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 9 mai 1904,  
demandant copie de tous ordres en conseil, documents et correspondance  
se rapportant à la construction d'un nouveau palais de justice à Sher-  
brooke, depuis le 30 juin 1900. *(Document de la session No 101.)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

---

---

Vendredi, 20 mai 1904*Trois heures, p. m.*

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné sur le sous-amendement de M. Giard à l'amendement de l'honorable M. Flynn fait à la motion proposée, jeudi, le 10 mai dernier, à l'effet que le bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, soit maintenant lu la deuxième fois;—

Et le débat se continuant,—

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Robitaille propose, et il est—

*Ordonné*,—Que ce débat soit, de nouveau, ajourné.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

*Ordonné*,—Que cette Chambre s'ajourne, maintenant.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à six heures moins dix minutes, s'ajourne à ce soir.

---

*Huit heures, p. m.*

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné sur le sous-amendement de M. Giard à l'amendement de l'honorable M. Flynn fait à la motion proposée, jeudi, le 10 mai dernier, à l'effet que le bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, soit maintenant lu la deuxième fois;—

Et le débat se continuant,—

M. Prévost propose, appuyé par M. Lacombe, et il est—

*Ordonné*,—Que ce débat soit, de nouveau, ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant : Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (117) amendant la charte de la cité de Sorel ;

Bill (143) amendant la loi passée, à la présente session de la législature de Québec, intitulé : Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean et les lois qui l'amendent ;

Et bill (162) concernant la corporation du collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec.

Aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande son concours :

Bill (92) amendant la charte de la cité de Montréal.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (92) amendant la charte de la cité de Montréal, et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné*, — Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Gouin' et il est—

*Résolu*, — Qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité général pour considérer une résolution concernant la pension des officiers publics.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Le gouvernement a-t-il accordé un certain montant d'argent pour venir en aide aux personnes qui avaient souffert d'un incendie au village de Labelle, le ou vers le 31 août 1902 ?

2. Dans l'affirmative, quel montant le gouvernement a-t-il accordé ?

3. Qui a été chargé de distribuer ce montant ?

4. Cette distribution s'est-elle faite d'après une liste soumise par le gouvernement et approuvée par lui.

5. Tous et chacun de ceux qui devaient recevoir une partie de cet argent l'ont-ils reçu ?

6. Dans la négative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—A toutes les questions : non.

Par M. Lafontaine (Maskinongé) —Le gouvernement a-t-il fini d'étudier la question de savoir s'il doit préparer un projet de loi pour limiter le nombre d'heures de travail des ouvriers dans les usines mues par la vapeur ?

Dans l'affirmative, un projet de loi sera-t-il présenté au cours de cette session ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. et 2. Non.

M. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par M. Perrault, et il est—

*Ordonné*, —Que l'honoraire payé pour le bill (109) constituant en corporation la Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une communauté religieuse.

M. Lacombe propose, appuyé par M. Prévost, et il est—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (98) ratifiant et confirmant la location de certaine propriété par William Fraser, écuyer, à la Compagnie de Fraserville, limitée, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill n'a pas été adopté.

M. Petit propose, appuyé par M. Kennedy, et il est—

*Ordonné*,—Que l'honoraire additionnel payé pour le bill (116) refondant et remplaçant la charte de la ville de Chicoutimi soit remis, vu que le retard dans la production du bill n'a été que d'une journée et est dû à des circonstances incontrôlables.

M. Allard propose, appuyé par M. Major, et il est—

*Ordonné*,—Que l'honoraire additionnel payé pour le bill (117) amendement la charte de la ville de Sorel soit remis, le retard dans la production du dit bill provenant de causes incontrôlables.

M. Hutchinson propose, appuyé par M. Gillies, et il est—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (64) constituant en corporation "The Westmount Transit and Power Company" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que ce bill a été rejeté.

L'hon. M. Flynn propose, appuyé par l'hon. M. Pelletier, et il est—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (50) concernant la succession de feu le révérend Louis-Elie Dauth, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, parce que ce bill a pour but de promouvoir la cause de l'éducation primaire.

Proposé par M. Godbout, secondé par M. Blouin, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie d'une lettre du docteur Georges Cloutier, de St-Georges de Beauce, en date du 9 mars 1897, adressée à l'honorable E. J. Flynn, au sujet des griefs de certains colons du canton de Marlow, dans le comté de Beauce, et toute correspondance à ce sujet.

Proposé par M. Bissonnette (Soulanges), appuyé par M. Giard, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant Chambre :—Copie du rapport de publication de l'avis dans la cause No 4381, Cour de circuit, district d'Iberville. Nérée-Avila Hébert, demandeur, contre Dame Marceline Crépeau, défenderesse.

L'ordre du jour appelle la Chambre à adopter les amendements du Conseil législatif au Bill (71) constituant en corporation "The Laval Electric Company."

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à adopter les amendements du Conseil législatif au Bill (72) constituant en corporation la compagnie électrique Shawinigan.

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à adopter les amendements du Conseil législatif au Bill (93) constituant en corporation la compagnie générale du port de Chicoutimi.

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (23) abrogeant la loi reconnaissant le diplôme de bachelier ès-arts comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale et notariale.

M. LaCombe, appuyé par M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (27) détachant certains lots du comté de Montmagny et les annexant au comté de Bellechasse, pour toutes les fins.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et il lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, la Chambre siège jusqu'après minuit.

---

• Samedi, 21 mai 1904.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (7) concernant les paiements par les conseils de comté pour les patients dans les asiles d'aliénés.

L'honorable M. Robitaille, appuyé par l'honorable M. Gouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain, pour être considéré en comité général.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

*Résolu*,—Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain.

Et, la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et demi, s'ajourne à lundi.

---



Lundi, 23 mai 1904

*Trois heures p. m.*

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (82) modifiant la loi relative à la ville de Salaberry de Valleyfield.

M. Dupuis propose, appuyé par M. Taschereau,—et la motion est soumise à la Chambre : Que ces amendements soient, maintenant, lus la deuxième fois.

Un débat s'élève.

L'honorable M. l'elletier propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, et la motion est soumise :—Que ce débat soit ajourné ;—la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Chicoyne,  
Flynn,  
Lafontaine (Maskinongé),  
LeBlanc,  
Naud (Portneuf),*

*Pelletier (Dorchester),  
Petit,  
Saint-Pierre et  
Tellier.—9.*

CONTRE :

Messieurs

*Bissonnette (Montcalm),  
Blouin,  
Cardin  
Caron (l'Islet),  
Caron (Matane),  
Champagne,  
Clapperton.  
Cochrane,  
Daignault,  
Dupuis,  
Girard,  
Godbout,  
Gouin,  
Lacombe,  
Laferté,*

*Lafontaine (Berthier)  
Lemay,  
Mackenzie,  
McCorkill,  
Morin (Charlevoix),  
Parent,  
Pelletier (Sherbrooke),  
Prévost,  
Robitaille,  
Roy Kamouraska),  
Roy (Montmagny),  
Tanguay,  
Taschereau et  
Turgeon.—29.*

La proposition est résolue dans la négative.

La motion principale étant, alors, proposée, de nouveau,—

L'honorable M. LeBlanc propose, comme amendement, appuyé par M. Tellier : Que le mot " maintenant " soit retranché et les mots " mercredi prochain " soient ajoutés à la fin de la motion.

Plus tard, avec le consentement unanime de la Chambre, cet amendement est retiré

La motion principale est alors soumise, de nouveau,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à jeudi prochain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements du Conseil législatif au bill (114) pour régulariser la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'asile de Beauport.

M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Clapperton, propose que ces amendements soient maintenant lus la deuxième fois ;—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Et la question étant posée : Ces amendements seront-ils adoptés, maintenant ?

L'honorable M. Pelletier (Dorchester), propose comme amendement, appuyé par l'honorable M. LeBlanc : " Que tous les mots après " que," soient retranchés et remplacés par les suivants : " cette Chambre n'adopte pas les dits amendements parce qu'elle ne peut pas faire de différence entre les droits de tous et chacun des autres propriétaires de l'asile de Beauport."

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, il est accepté.

*Résolu*,—Qu'un message soit, en conséquence, envoyé au Conseil législatif, informant Leurs Honneurs de la raison pour laquelle cette Chambre ne croit pas devoir adopter les dits amendements.

*Ordonné*,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements du Conseil législatif au bill (92) amendant la charte de la cité de Montréal.

M. Lacombe, appuyé par M. Prévost, propose que ces amendements soient maintenant lus la deuxième fois.

Un débat s'élève.

L'hon. M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier, et il est—

*Ordonné*,—Que ce débat soit ajourné.

## INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par l'honorable M. Pelletier:—1. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'un nommé Elzéar Feuiltault, de St-François de Beauce, ait été condamné à la prison du district de Beauce, dans le cours de l'hiver 1904, pour troisième offence contre la loi du revenu, pour vente de boisson sans licence ?

2. Ce monsieur Feuiltault a-t-il été incarcéré pour subir sa peine ?

3. Combien de temps a-t-il été en prison ?

4. Est-il sorti de prison avant son temps expiré ?

5. Dans l'affirmative, à la demande de qui et pour quelles raisons ?

6. Y a-t-il eu rapport du percepteur du revenu de Beauce, de l'avocat du gouvernement ou du shérif, à ce sujet ?

Réponse par l'honorable M. Gouin —1. Oui. 2. Oui. 3. Du 25 au 28 avril 1904. 4. Oui. 5. A la demande de M. Godbout, M. P. P., pour le comté de Beauce, sur certificats de médecin, parce qu'il était nécessaire de l'enfermer dans une maison de santé. Un ordre en conseil a été passé le 28 avril 1904, exerçant en sa faveur la prérogative royale de merci. 6. Il y a eu rapport de l'avocat du revenu et du shérif.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier et il est,—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Un état détaillé donnant: 1. Tous les billets de location émanés pour les cantons de Dalmas, de Dolbeau et de Racine, depuis le 1er juillet 1900; 2. Le numéro, le rang et le canton de chaque lot ainsi concédé par tous ces billets de location, avec le nom du concessionnaire et la date de la concession dans chaque cas; 3. Le numéro, le rang et le canton de chacun des dits lots dont la concession a été cancellée, avec la date de telle cancellation.

M. Hutchinson propose, appuyé par M. Gillies, et il est—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (107) exemptant les propriétaires d'immeubles de la rue Lemoine de Montréal d'une partie des cotisations imposées par la cité de Montréal, le sixième jour d'octobre 1902, pour le prolongement de la rue Lemoine, et changeant la dite cotisation, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Proposé par M. Hutchinson, appuyé par M. Gillies, et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le Bill (68) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, qui amende la charte de la cité de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

M. Roy (Montmagny) propose, appuyé par M. Clapperton, et il est —  
*Ordonné*, — Que l'honoraire payé pour le bill (61) constituant en corporation les Pères Eudistes de la province de Québec soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une communauté religieuse.

M. Roy (Montmagny) propose, appuyé par M. Clapperton, et il est —  
*Ordonné*, — Que l'honoraire payé pour le Bill (62) constituant en corporation les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une communauté religieuse.

M. Roy (Montmagny) propose, appuyé par M. Clapperton, et il est —  
*Ordonné*, — Que l'honoraire payé pour le Bill (63) constituant en corporation les Missionnaires du Sacré-Cœur soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une communauté religieuse.

M. Roy (Montmagny) propose, appuyé par M. Clapperton, et la motion est soumise à la Chambre : Que l'honoraire payé pour le bill (101) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Oscar-Jules Morin à la profession d'avocat, après examen, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a obtenu l'approbation du Conseil du Barreau de la province de Québec, — La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Delâge propose, appuyé par M. Bergevin, et la motion est soumise à la Chambre : Que l'honoraire payé pour le Bill (40) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Thomas-Arthur Cimon à l'exercice de la profession de notaire, après examen, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été approuvé par la Chambre des notaires. — La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (5) amendant la loi de l'Instruction publique ;

Bill (12) amendant la loi des mines ;

Et bill (133) amendant le code civil.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande son concours ;

Bill (67) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer électrique de Terrebonne.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (P) relatif aux termes et séances de la Cour supérieure, dans le district de Chicoutimi, pour lequel il demande son agrément.

L'honorable M. Gouin, propose, appuyé par l'honorable M. Robitaille, et il est,—

*Ordonné*,—Que le Bill (P du Conseil législatif) relatif aux termes et séances de la Cour supérieure, dans le district de Chicoutimi, soit maintenant lu la première fois.

En conséquence, ce bill est lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (67) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer électrique de Terrebonne, et les dits amendements sont lus deux fois.

M. Prévost propose, appuyé par M. Lacombe, et il est—

*Résolu*,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements, avec l'amendement suivant :—Les mots suivants sont ajoutés après le mot " Agathe ", dans la vingtième ligne de la première page : " dans la direction du ", et en remplaçant les mots " le canton ", dans la vingtième ligne, par les mots " les cantons ".

*Ordonné*,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'honorable M. Robitaille dépose, sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 6 avril 1904, pour la production d'un état indiquant : 1. Les noms et l'endroit où sont situés tous les pouvoirs d'eau vendus ou loués par la province jusqu'à cette date. 2. Le nombre approximatif de chevaux-vapeur utilisables dans chaque pouvoir. 3. A qui ils ont été vendus. 4. A quelle date. 5. Les prix et conditions des ventes ou afferriages. 6. Le nombre de chevaux-vapeur développés et utilisés dans chacune de ces propriétés, à cette date. 7. Le montant payé comptant, en à compte, sur le prix des achats ou des afferriages. 8. Le montant restant dû, à cette date. 9. Une liste de tous les pouvoirs d'eau appartenant à la province, qui ont été explorés, sur lesquels on a fait rapport et qui sont prêts à être mis en vente.

(Document de la session No 102.)

Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 21 avril 1904, pour copie de requêtes, documents et correspondance échangés entre le gouvernement et les vétérans de 1865, 1866, 1870.

*(Document de la session No 103.)*

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 28 avril 1904, demandant copie de tous arrêtés en Conseil, contrats, documents et correspondance échangés avec le gouvernement fédéral et autres, en rapport avec le remboursement d'impenses aux colons de bonne foi établis sur la réserve des sauvages dans le canton Doncaster, comté de Terrebonne.

*(Document de la session No 104.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mai 1904, pour la production de copie de toutes instructions données par le gouvernement au sujet des exhibitions de boxe en cette province et, aussi, des instructions données au sujet des poursuites à prendre contre tous ceux qui sont responsables en loi de la mort d'un nommé Drolet qui a été tué récemment, à Québec, dans une de ces rencontres pugilistiques.

*(Document de la session No 105.)*

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 11 mai 1904, pour copie de tous arrêtés en Conseil approuvant le nouveau tarif des arpenteurs géomètres, et copie du dit tarif et de tous les papiers, documents et correspondance à ce sujet.

*(Document de la session No 106.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 mai 1904, pour la production de copie de tous documents et correspondance se rapportant à l'installation, à la pension et aux soins des étalons ardennais importés à Saint-Jérôme, pour le compte du gouvernement, par M. le baron de l'Épine, et aussi, de toutes communications, télégrammes et lettres échangés entre l'honorable Ministre de l'agriculture, son sous-ministre, le secrétaire de son département et le baron de l'Épine ou autres personnes, médecins-vétérinaires, etc., chargés de la garde de ces étalons.

*(Document de la session No 107.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 mai 1904, pour copie de la correspondance de Félix Bessette, fils, de Marieville, touchant le soin à donner au lait porté aux beurreries, et de celle de Adélard Lareau, de Notre-Dame de Bonsecours, en rapport avec les précautions à prendre contre l'importation des mauvaises graines de semence

*(Document de la session No 108.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 mai 1904, pour production du rapport du coroner et de toute correspondance se rapportant au décès de M. Damase Basinet, de Ste-Émilie de l'Énergie, dans le comté de Joliette.

*(Document de la session No 109.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 mai 1904, pour production du rapport du coroner et de toute correspondance se rapportant au décès de M. Ildaige Goulet, de Joliette.

*(Document de la session No 110.)*

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 avril 1904, pour

production d'une copie des procédures dans la cause de McCaskill contre Glass, à St-Jean, district d'Iberville, sur dénonciation pour incendiat.

(Document de la session No 111).

A six heures, suivant l'ordre, la Chambre s'ajourne à huit heures, ce soir.

*Huit heures p. m.*

*Ordonné*,—Que M. Lafontaine (Maskinongé) ait la permission de présenter un bill (22) amendant la loi concernant les établissements industriels.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (137) amendant l'article 835 du code municipal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin (Charlevoix) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (168) amendant le code muniपाल.

M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Clapperton, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général, et, après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (25) concernant l'organisation du Conseil législatif

M. Chicoyne, appuyé par M. Bissonnette (Soulanges), propose que ce bill soit maintenant lu, la deuxième fois.

L'honorable M. Parent prétend que le bill est hors d'ordre, parce qu'il entraînerait une dépense de deniers publics, en contravention des sections 54 et 90 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867.

M. l'Orateur maintient la question d'ordre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits, en comité général, au bill (148) amendant la loi des élections contestées.

M. Champagne, appuyé par M. Tanguay, propose que ces amendements soient maintenant lus la deuxième fois ;—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (7) concernant les paiements par les conseils de comté pour les patients dans les asiles d'aliénés ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements sont lus, la première fois

Et la question étant posée : Ces amendements seront-ils lus, la deuxième fois ? La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu maintenant la troisième fois ? la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,  
Bergevin,  
Blanchard,  
Cardin,  
Caron (Matane),  
Champagne,  
Chauret,  
Cherrier,  
Clapperton,

Lacombe,  
Laferté,  
Lafontaine (Berthier),  
Major,  
Mathieu,  
McCorkill,  
Morin (Charlevoix),  
Morin (St-Hyacinthe),  
Neault (Champlain),



*Cochrane,  
Daignault,  
Décarie,  
Dion,  
Dorris,  
Dupuis,  
Fiset,  
Girard,  
Godbout,  
Gosselin (Iberville),  
Gouin,  
Kennedy,*

*Parent,  
Pelletier (Sherbrooke),  
Petit,  
Pilon,  
Prévost,  
Robitaille,  
Roy (Kamouraska),  
Roy (St-Jean),  
Taschereau,  
Turgeon et  
Walker.—41.*

CONTRE :

Messieurs

*Bissonnette (Soulanges),  
Chicoyne,  
Giard,  
Lafontaine (Maskinongé),  
LeBlanc,*

*Naud (Portneuf),  
Pelletier (Dorchester),  
Saint-Pierre et  
Tellier.—9.*

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (D du Conseil législatif) amendant l'article 2160 du code civil.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Robitaille, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe, avec les amendements.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que la Chambre a passé le bill avec un amendement pour lequel elle demande leur agrément.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (P du Conseil législatif) relatif aux termes et séances de la Cour Supérieure dans le district de Chicoutimi.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Robitaille, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée: Ce bill sera-t-il maintenant lu, la troisième fois? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté le bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une résolution concernant la pension des officiers publics.

L'hon. M. Robitaille propose, appuyé par l'hon. M. Gouin: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La proposition est acceptée.

L'honorable M. Robitaille informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité.

---

(EN COMITÉ)

---

*Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de permettre à un officier permanent du service civil, demandant une pension, après dix années de service, comme tel, d'ajouter ses années de service comme clerc surnuméraire au Conseil législatif, à l'Assemblée législative ou dans l'un des départements, à ses années de service comme tel officier permanent.

Résolution à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Champagne rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

*Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de permettre à un officier permanent du service civil, demandant une pension, après dix années de service, comme tel, d'ajouter ses années de service comme clerc surnuméraire au Conseil législatif, à l'Assemblée législative ou dans l'un des départements, à ses années de service comme tel officier permanent.

La résolution étant lue, de nouveau, est agréée.

*Ordonné*,—Que l'hon. M. Robitaille ait la permission de présenter un bill (8) concernant la pension des officiers publics.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement de M. Giard à l'amendement de l'honorable M. Flynn fait à la motion proposée le 10 mai dernier, à l'effet que le bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, soit maintenant lu la seconde fois ;—

Et le débat se continuant,—

M. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par M. Bissonnette (Soulanges), et il est—

*Ordonné*,—Que ce débat soit, de nouveau, ajourné.

---

M. Giard, député de cette Chambre, se lève de son siège, soulève une question de privilège et lit la déclaration suivante :

“ Je, Allen W. Giard, député du district électoral de Compton, déclare, de mon siège, ce qui suit :

Des remarques que vient de terminer le député de Terrebonne, il appert que j'aurais été accusé au cours de l'enquête de la Commission de Colonisation d'avoir induement fait l'acquisition du lot No 25, du 10ème rang du canton de Chesham, et le dit député de Terrebonne a comparé ma conduite, en cette affaire, à celle des députés d'Ottawa et de Rouville, dont la Commission de Colonisation s'est occupée.

J'ai acheté originairement ce lot No 25, en mars 1897, à une vente qui en a été faite par le conseil de comté pour taxes municipales.

Je n'ai pas coupé une seule branche dessus, excepté pour des fins de défrichement.

Je désire ne pas rester un seul instant sous le coup de l'accusation portée contre moi.

Je demande, en conséquence, que l'affaire soit référée au comité des privilèges et élections pour enquête et rapport. ”

Québec, 23 mai 1904.

(Signé) A. W. GIARD.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon et il est—

*Résolu.*—Que la Chambre, pleinement satisfaite de la déclaration de l'honorable député de Compton, et des explications de l'honorable député de Terrebonne, rescinde l'ordre d'ajournement du débat sur le sous-amendement de M. Giard à l'amendement de l'honorable M. Flynn fait à la motion proposée le 10 mai dernier, à l'effet que le bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, soit maintenant lu la deuxième fois.

---

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement de M. Giard à l'amendement de l'honorable M. Flynn fait à la motion proposée, mardi, le 10 mai dernier, à l'effet que le Bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, soit maintenant lu la deuxième fois, et lequel amendement se lisait comme suit :

“ Cette Chambre, tout en consentant à la deuxième lecture de ce bill, regrette que, pour arriver au résultat qu'il comporte, le gouvernement

se soit cru obligé d'avoir recours à la procédure encombrante, longue et dispendieuse de commissions dites de colonisation, dont il méconnaît même une notable partie des recommandations ;

Et cette Chambre ne voit pas dans cette mesure telle qu'elle, une justification, ni une compensation suffisante pour les dépenses considérables que ces commissions ont occasionnées à la Province, ni pour le trouble, le malaise général et les contestations de toutes sortes auxquels le fonctionnement et l'œuvre de ces commissaires donnent lieu ; cette Chambre étant, du reste fermement d'opinion qu'il était du devoir du gouvernement,—et qu'il avait déjà par devers lui toutes les données nécessaires à cette fin,—de remédier par une administration prudente, sage et éclairée et par toute réglementation et législation qui pouvaient être nécessaires, aux conflits existants entre les porteurs de licence de coupe de bois et les colons et autres, et de promouvoir efficacement la cause si éminemment patriotique de la colonisation, de même que celle si importante de la conservation et de l'exploitation rationnelle et économique de notre domaine national, et cela, sans chercher à rejeter sur les épaules de commissaires royaux nommés par lui, la solution de difficultés dont le gouvernement seul peut être tenu responsable et qu'il lui incombe de régler” ;—

Auquel amendement M. Giard a proposé le sous-amendement suivant :

“ Et, cette Chambre regrette que la mesure présentée soit incomplète sous bien des rapports, et particulièrement parce que : 1. Elle ne pourvoit pas d'une manière efficace à ce que les colons de bonne foi soient à l'avenir encouragés et aidés comme ils devraient l'être dans l'intérêt public. 2. Elle est insuffisante pour remédier aux empiètements toujours croissants des spéculateurs sur les droits acquis des porteurs de permis de coupe de bois.”

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le sous-amendement de M. Giard, mentionné ci-dessus ;—

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*Le Blanc*,  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—9.

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard,*  
*Bergevin,*  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Blanchard,*  
*Cardin,*  
*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Champagne,*  
*Chauret,*  
*Clapperton,*  
*Décarie,*  
*Dion,*  
*Fiset,*  
*Girard,*  
*Godbout,*  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gouin,*  
*Kennedy,*  
*Lacombe,*

*Laferté,*  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay,*  
*Major,*  
*Mathieu,*  
*McCorkill,*  
*Morin* (Charlevoix),  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Neault* (Champlain),  
*Parent,*  
*Petit,*  
*Pilon,*  
*Prévost,*  
*Robitaille,*  
*Roy Kamouraska,*  
*Roy* (Montmagny),  
*Roy* (St-Jean),  
*Taschereau* et  
*Turgeon*.—38.

Le sous-amendement est, en conséquence, rejeté.

L'amendement de l'honorable M. Flynn est, alors, soumis à la Chambre qui se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne,*  
*Flynn,*  
*Giard,*  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc,*  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—9.

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard,*  
*Bergevin,*  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Blanchard,*  
*Cardin,*

*Laferté,*  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay,*  
*Major,*  
*Mathieu,*

*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Chauret*,  
*Clapperton*,  
*Décarie*,  
*Dion*,  
*Fiset*,  
*Girard*,  
*Godbout*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gouin*,  
*Kennedy*,  
*Lacombe*,

*McCorkill*,  
*Morin* (Charlevoix),  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Neault* (Champlain),  
*Parent*,  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Prévost*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny),  
*Roy*, (St-Jean),  
*Taschereau* et  
*Turgeon*.—38.

L'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise à la Chambre et est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, et il est—

*Résolu*.—Que, lorsque la Chambre s'ajournera, elle s'ajourne à mercredi prochain, à onze heures de l'avant-midi, à l'occasion de la célébration du "Victoria Day," mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 25 mai 1904.

*Onze heures a. m.*

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et—

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres en conseil, papiers, documents et correspondance au sujet de la nomination des membres du Conseil d'arbitrage qui doit être nommé sur la recommandation des employés, en vertu de la loi sanctionnée à cet effet, le 28 mars 1901.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres et employés, et toutes personnes ou compagnies se rapportant à J. S. Doucet, agent des terres pour l'agence d'Arthabaska, sa nomination comme tel, son administration des affaires de la dite agence, son cautionnement et son départ pour un pays étranger et généralement toutes matières se rapportant au dit Doucet, comme agent des terres pour la dite agence.

*Ordonné*,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Major, appuyé par M. Allard, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de tous documents, correspondances, requêtes et résolutions concernant la division du comté d'Ottawa.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier, et la motion est soumise à la Chambre,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres en conseil, correspondance, documents et jugements des cours de justice se rapportant à la propriété, la possession et la vente par le gouvernement du pouvoir d'eau communément appelé "Brewery Creek," dans le comté d'Ottawa, dans ou près la cité de Hull.

Un débat s'élève.

L'honorable M. Flynn propose, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et il est—

*Ordonné*,—Que ce débat soit ajourné.



A une heure, la Chambre s'ajourne à trois heures, cet après-midi.

*Trois heures p. m.*

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et—

*Ordonné*.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents, papiers, mémoires et correspondance échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, ou employés, et la " Compagnie de produits chimiques du Lac Labelle " ou aucun des directeurs ou employés, au sujet de l'établissement d'une fabrique de produits chimiques sur les bords du lac Labelle, dans le comté d'Ottawa.

L'honorable M. Pelletier propose, appuyé par l'honorable M. Flynn,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que le bill (185) concernant les élections générales et partielles soit remis sur les ordres du jour pour être considéré en comité général ;—La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Giard*,  
*Godbout*,  
*LeBlanc*,

*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—9.

CONTRE :

Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Blanchard*,  
*Cardin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Chauret*,  
*Cherrier*,  
*Cochrane*,

*Lafontaine* (Berthier),  
*Lane*,  
*Lemay*,  
*MacKenzie*,  
*Major*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (Charlevoix),  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),

*Daignault**Décarie,**Dion,**Dorris,**Duhamel,**Gillies,**Girard.**Gosselin (Iberville),**Gosselin (Missisquoi),**Gouin**Guerin,**Hearn,**Laferté,**Petit,**Pilon,**Robitaille,**Roy (Kamouraska),**Roy (Montmagny),**Tanguay,**Taschereau,**Tessier,**Tourigny,**Turgeon,**Walker et**Weir.—47.*

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

Proposé par M. Bissonnette (Soulanges), secondé par M. Giard, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie du mémoire de frais sur l'exécution *de terris* dans une cause de Marier contre Dame de Lebrice Kéroutack, Cour Supérieure, Montréal, No 1997, et arrêtée par une opposition afin d'annuler, et aussi pour production d'une copie de la dite opposition.

Proposé par M. Tellier, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance, ainsi que de tous documents se rapportant à la vente, à la révocation, puis à la revente de l'arrière rue du village de Kildare, dans le canton de Kildare, comté de Joliette.

Proposé par M. Godbout, appuyé par M. Blouin, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents se rapportant à l'ordre en conseil, passé le 28 avril 1904, au sujet d'un nommé Elzéar Feuiltault, de St-François de Beauce.

Proposé par M. Girard secondé par M. Morin (Charlevoix), et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de la correspondance concernant l'empierrement du chemin "La Barbue", dans la paroisse de Saint-Césaire, comté de Rouville.

Proposé par M. Tellier secondé par l'hon. M. LeBlanc, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement ou aucun de ses membres et la Commission de la Colonisation, aucun de ses membres ou son

secrétaire, au sujet des reproches et des accusations portées devant cette Chambre contre la dite Commission de Colonisation ou son secrétaire, par C. B. Major, député du comté d'Ottawa à l'Assemblée législative de Québec.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (24) amendant le code de procédure civile.

M. Lacombe, appuyé par M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au cours de la présente séance pour être considéré en comité général.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée, aujourd'hui :—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie des documents et des jugements des cours de justice se rapportant à la propriété, à la possession et à la vente, par le gouvernement, du pouvoir d'eau communément appelé "Brewery Creek".

Et la motion étant, de nouveau, soumise, elle est résolue dans l'affirmative.

*Ordonné*,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la Chambre à adopter les amendements faits, en comité général, au bill (148) amendant la loi des élections contestées.

M. Champagne propose, appuyé par M. Roy (Kamouraska),—et la motion est soumise à la Chambre :—Que cette Chambre adopte, maintenant, ces amendements.

L'honorable M. Pelletier (Dorchester) propose, comme amendement, appuyé par l'honorable M. LeBlanc,—Que cette Chambre n'adopte pas ces amendements maintenant, mais que le bill soit de nouveau référé au comité général de toute la Chambre avec instruction de l'amender en y ajoutant la clause suivante :

" La présente loi n'affectera pas les causes pendantes. "

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Pelletier propose, appuyé par l'honorable M. LeBlanc, et il est—

*Ordonné*,—Que ce débat soit ajourné.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. l'urgeon, et il est—

*Résolu*,—Que les ordres du gouvernement aient priorité, à toutes les séances, à partir de la troisième séance, aujourd'hui.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 avril 1904, demandant copie : 1. De toutes instructions générales ou spéciales adressées aux agents des terres de la Couronne, généralement, ou à l'agent des terres de la Couronne de Joliette, en rapport avec la vente des terres de la Couronne, pour fins de colonisation dans le canton Cartier, depuis le 26 janvier 1865 jusqu'à ce jour.

2. De toutes lettres, correspondances et pétitions se rapportant à ce sujet et se trouvant en la possession du département des Terres de la Couronne.  
(Document de la session No 112).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 mai 1904, pour production de copie du rapport de publication de l'avis dans la cause No 4381, Cour de Circuit, district d'Iberville, de Nérée-Avila Hébert, demandeur, contre Dame Marceline Crépeau, défenderesse.

(Document de la session No 113).

Il est six heures, la Chambre s'ajourne à huit heures ce soir.

*Huit heures p. m.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement : Bill (159) amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements aux amendements faits par le Conseil législatif au Bill (67) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer électrique de Terrebonne.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement au bill (D) amendant l'article 2160 du code civil.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative, qu'il a passé le bill suivant, avec certains amendements pour lesquels il demande son agrément :

Bill (79) constituant en corporation " The Suburban Tramway and Power Company. "

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (79) constituant en corporation " The Suburban Tramway and Power Company, " et ces amendements sont lus deux fois et agréés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée, lundi, le 23 mai courant, à l'effet que les amendements du Conseil législatif au bill (92) amendant la charte de la cité de Montréal, soient maintenant lus la deuxième fois.

Et la motion étant soumise, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Et la question étant posée: La Chambre adoptera-t-elle maintenant ces amendements?

L'honorable M. Pelletier propose, appuyé par l'honorable M. LeBlanc, et il est—

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte les susdits amendements, avec un amendement comme suit:

“Les mots suivants sont ajoutés à la fin du troisième amendement, après le mot “candidature,” “cette disposition ne s'appliquera pas aux causes pendantes.”

*Résolu*,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement.

*Ordonné*,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement de l'honorable M. Pelletier fait à la motion proposée aujourd'hui: Que cette Chambre adopte maintenant les amendements faits en comité général au bill (148) amendant la loi des élections contestées. Lequel amendement se lisait comme suit: Que cette Chambre ne concoure pas maintenant dans les dits amendements, mais que ce bill soit de nouveau référé au comité général avec instruction d'y ajouter la clause suivante:

“La présente loi n'affectera pas les causes pendantes.”

L'amendement est mis aux voix;—La Chambre se divise et, les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),  
*LeBlanc*,

*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*St-Pierre* et  
*Tellier*.—8.

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard,  
Bergevin,  
Bissonnette (Montcalm),  
Blanchard,  
Blouin,  
Cardin,  
Champagne,  
Chauvet,  
Cherrier,  
Cochrane,  
Daigault,  
Dion,  
Duhamel,  
Dupuis,  
Gillies,  
Girard,  
Godbout,  
Gosselin (Iberville),  
Gosselin (Missisquoi),  
Gwin,  
Guerin,  
Kennedy,*

*Lacombe,  
Laferté,  
Lemay,  
Major,  
Mathieu,  
McCorkill,  
Morin (Charlevoix),  
Morin (St-Hyacinthe),  
Neault (Champlain),  
Parent,  
Pilon,  
Prévost,  
Robitaille,  
Roy (Kamouraska),  
Roy (Montmagny),  
Roy (St-Jean),  
Smith,  
Tanguay,  
Taschereau,  
Tourigny,  
Turgeon et  
Walker.—44*

L'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est alors, de nouveau, proposée.

L'honorable M. LeBlanc propose, comme amendement, appuyé par M. Tellier : " Que cette Chambre n'adopte pas maintenant ces amendements, mais que le bill soit référé, de nouveau, au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant, après le mot "accusent", dans la clause 1, les mots suivants : "fausseté et sans cause probable."

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bissonnette (Soulanges),  
Chicoyne,  
Flynn,  
Giard,  
Lafontaine (Maskinongé),*

*LeBlanc,  
Naud (Portneuf),  
Pelletier (Dorchester),  
Saint-Pierre et  
Tellier.—10.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard,*  
*Bergevin,*  
*Bissonnette (Montcalm),*  
*Blanchard,*  
*Blouin,*  
*Cardin,*  
*Champagne,*  
*Chauvet,*  
*Cherrier,*  
*Cochrane,*  
*Daignault,*  
*Delage,*  
*Dion,*  
*Duhamel,*  
*Dupuis,*  
*Gillies,*  
*Girard,*  
*Gosselin (Iberville),*  
*Gosselin (Missisquoi),*  
*Gouin,*  
*Guerin,*  
*Kennedy,*  
*Lacombe,*

*Laferté,*  
*Lemay,*  
*Major,*  
*Mathieu,*  
*McCorkill,*  
*Morin (Charlevoix),*  
*Morin (St-Hyacinthe),*  
*Neault (Champlain),*  
*Parent,*  
*Pelletier (Sherbrooke),*  
*Pilon,*  
*Prévost,*  
*Robitaille,*  
*Roy (Kamouraska),*  
*Roy, (Montmagny),*  
*Roy (St-Jean),*  
*Smith,*  
*Tanguay,*  
*Taschereau,*  
*Tessier,*  
*Tourigny,*  
*Turgeon et*  
*Walker.—46.*

L'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale est soumise.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative, sur la même division que la précédente, prise en sens inverse.

Les amendements sont, en conséquence, agréés.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant, lu la troisième fois ? La Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Allard,*  
*Bergevin,*  
*Bissonnette (Montcalm),*  
*Blanchard,*  
*Blouin,*  
*Cardin,*  
*Champagne,*

*Laferté,*  
*Lemay,*  
*Major,*  
*Mathieu,*  
*McCorkill,*  
*Morin (Charlevoix),*  
*Morin (St-Hyacinthe),*

*Chauret,*  
*Cherrier,*  
*Cochrane,*  
*Daignault,*  
*Delâge,*  
*Dion,*  
*Duhamel,*  
*Dupuis,*  
*Gillies,*  
*Girard,*  
*Gosselin (Iberville),*  
*Gosselin (Missisquoi),*  
*Gouin,*  
*Guerin,*  
*Kennedy,*  
*Lacombe,*

*Neault (Champlain),*  
*Parent,*  
*Pelletier (Sherbrooke),*  
*Pilon,*  
*Prévost,*  
*Robitaille,*  
*Roy (Kamouraska),*  
*Roy (Montmagny),*  
*Roy (St-Jean),*  
*Smith,*  
*Tanguay,*  
*Taschereau,*  
*Tessier,*  
*Tourigny,*  
*Turgeon et*  
*Walker.—46.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Bissonnette (Soulanges),*  
*Chicoyne,*  
*Flynn,*  
*Giard,*  
*Lafontaine (Maskinongé),*

*LeBlanc,*  
*Naud (Portneuf),*  
*Pelletier (Dorchester),*  
*Saint-Pierre et*  
*Tellier.—10.*

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (149) détachant les cantons Mousseau et Lynch du comté d'Ottawa et les annexant au comté de Montcalm, pour toutes les fins.

M. Bissonnette (Montcalm), appuyé par M. Blanchard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois avec le consentement de MM. Chicoyne, représentant la division électorale de Wolfe ; Giard, représentant la division électorale de Compton ; Gillies, représentant la division électorale de Pontiac ; Gosselin, représentant la division électorale de Missisquoi ; Mathieu, représentant la division électorale de Shefford ; l'honorable M. McCorkill, représentant la division électorale de Brome ; MM. Pelletier, représentant la division électorale de Sherbrooke ; Smith, représentant la division électorale de Mégantic ; Saint-Pierre,



représentant la division électorale de Stanstead ; Walker, représentant la division électorale de Huntingdon, et renvoyé à la prochaine séance, pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (24) amendant le code de procédure civile ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

Proposé par M. Giard, appuyé par M. Saint-Pierre, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents et correspondance relativement au pont Yule, reliant les comtés de Chambly et Rouville.

La Chambre siège jusqu'après minuit, jeudi matin.

---

*Jeudi, 26 mai 1904.*

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (8) concernant la pension des officiers publics.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre ayant siégé jusqu'à une heure du matin, s'ajourne à onze heures aujourd'hui.

---

Jeudi, 26 mai 1904.

*Onze heures a. m.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant, avec certains amendements pour lesquels il demande son agrément :

Bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (126) amendant les articles 316 et 549 du code de procédure civile, sous le titre suivant : "Loi amendant l'article 316 du code de procédure civile," avec certains amendements pour lesquels il demande son concours.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company," et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné*.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (126) amendant l'article 316 du code de procédure civile, et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné*.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

*Ordonné*.—Que l'honorable M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill (21) amendant l'article 173 du code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger, de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre : Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 avril 1904, pour production d'un état indiquant quels sont ceux des employés publics, dans le service civil, intérieur et extérieur, dont les salaires ont été augmentés depuis le 1er janvier 1903, le chiffre de l'augmentation de chacun, et, indiquant aussi, quels sont les employés temporaires des mêmes catégories, qui ont été rendus permanents depuis la même date, et si leur salaire a été augmenté, et de combien, chacun.

*(Document de la session No 114).*

A une heure p. m., suivant l'ordre, la Chambre s'ajourne jusqu'à trois heures p. m.

---

*Trois heures p. m.*

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le Bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts ; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger, de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur ajourne la Chambre à huit heures, ce soir.

---

*Huit heures p. m.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (27) détachant certains lots du comté de Montmagny et les annexant au comté de Bellechasse, pour toutes les fins ;

Bill (29) amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel et les sociétés charitables ;

Et bill (159) amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il insiste sur son amendement au bill (114) pour régulariser la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'asile de Beauport.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (167) amendant les articles 8 et 86 du code de procédure civile relativement à la transaction des affaires légales, le samedi, avec certains amendements pour lesquels il demande son agrément.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (167) amendant les articles 8 et 86 du code de procédure civile, relativement à la transaction des affaires légales, le samedi, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à adopter les amendements faits au bill (82) modifiant la loi relative à la ville de Salaberry de Valleyfield.

M. Bergevin propose, appuyé par M. Dupuis,—et la motion est soumise :—Que cette Chambre adopte ces amendements.

L'honorable M. LeBlanc, propose, comme amendement, appuyé par M. Tellier :—Que cette Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au bill (82) modifiant la loi relative à la ville de Salaberry de Valleyfield, en retranchant de l'amendement fait à la clause 8, le mot " deux ", et en y ajoutant les mots " nonobstant les dispositions de la section 30a, contenue à la clause 9 de la présente loi."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Caron* (l'Islet),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—10.

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard,*  
*Bergevin,*  
*Bissonnette (Montcalm),*  
*Bloun,*  
*Cardin,*  
*Caron (Matane),*  
*Champagne,*  
*Chauret,*  
*Clapperton,*  
*Cochrane,*  
*Daignault,*  
*Décurie,*  
*Delâge,*  
*Dion,*  
*Dorris,*  
*Duhamel,*  
*Dupuis,*  
*Gillies,*  
*Girard,*  
*Gosselin (Iberville),*  
*Gosselin (Missisquoi),*  
*Gouin,*

*Kennedy,*  
*Laferté,*  
*Lafontaine (Berthier),*  
*Major,*  
*Mathieu,*  
*McCorkill,*  
*Morin (Charlevoix),*  
*Morin (St-Hyacinthe),*  
*Neault (Champlain),*  
*Parent,*  
*Perrault,*  
*Pilon,*  
*Prévost,*  
*Roy (Kamouraska),*  
*Roy (Montmagny),*  
*Roy (St-Jean),*  
*Tanguay,*  
*Taschereau,*  
*Tessier,*  
*Tourigny et*  
*Walker.—43.*

L'amendement est rejeté.

La motion principale étant, de nouveau, soumise, l'honorable M. LeBlanc propose, en amendement, appuyé par M. Tellier :—

Que cette Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (82) amendant la loi relative à la ville de Salaberry de Valleyfield, en ajoutant à l'amendement fait à la clause 9 du dit bill l'alinéa suivant : " Les échevins actuels pourront néanmoins continuer à occuper leur charge dans le conseil jusqu'aux prochaines élections municipales, alors que l'incapacité créée par la présente loi aura son application ;"—

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Caron* (l'Islet),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—10.

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Blouin*,  
*Cardin*,  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Chauret*,  
*Clapperton*,  
*Cochrane*,  
*Daignault*,  
*Décarie*,  
*Dion*,  
*Dorris*,  
*Duhamel*,  
*Dupuis*,  
*Gillies*,  
*Girard*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gosselin* (Missisquoi),  
*Gouin*,

*Kennedy*,  
*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Major*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (Charlevoix),  
*Morin*, (Saint-Hyacinthe),  
*Neault* (Champlain),  
*Parent*,  
*Perrault*,  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Prévost*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Saint-Jean),  
*Smith*,  
*Tanguay*,  
*Tessier*,  
*Tourigny* et  
*Walker* —42

L'amendement est rejeté.

La motion principale est, de nouveau, soumise;—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company".

M. Bergerin, appuyé par M. Smith, propose que ces amendements soient maintenant lus, la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Et la question étant posée : Cette Chambre adoptera-t-elle maintenant ces amendements ?—

M. Champagne propose, comme amendement, appuyé par M. Allard :

Que cette Chambre adopte, maintenant les amendements du Conseil législatif au Bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light & Power Company", avec l'amendement suivant : La clause ajoutée comme clause 16 dans les dits amendements est retranchée et remplacée par la suivante :

"Les droits, privilèges et franchises conférés par la clause II de la présente loi, ne pourront cependant être exercés par la compagnie sans qu'elle ait obtenu préalablement le consentement du conseil des municipalités intéressées, dans les limites de leurs territoires respectifs, sauf quant à ce qui pourrait avoir trait aux besoins de la compagnie pour parvenir à une municipalité ayant déjà accordé ce consentement";—

Un débat s'élève.

L'hon. M. Pelletier propose, appuyé par l'hon. M. LeBlanc, et il est—  
*Ordonné*,—Que ce débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger, de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—Le gouvernement serait-il disposé à aider pécuniairement les conseils municipaux des villes et villages de cette province, au maintien de forces de police destinées à protéger les citoyens et la propriété contre le vol et les dangers résultant des maraudeurs nocturnes ?

Réponse par l'honorable M. Gouin —A l'étude.

Par l'honorable M. Pelletier.—A quel montant s'élèvent les frais tant en Cour Supérieure qu'en Cour d'Appel et en Cour Suprême, dans la cause de la cité de Hull vs Dame J. L. Scott, et le Procureur-Général, intervenant et appelant, devant la Cour Suprême.

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Le gouvernement n'a pas encore reçu les mémoires de frais. :

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (7) amendant la loi concernant les asiles d'aliénés ;

Bill (15) concernant la descente et le triage des billots sur les lacs, rivières et cours d'eau de cette province ;

Bill (96) confirmant et ratifiant un acte d'Antoine Masson et autres, résiliant un acte de donation, et ratifiant aussi une donation de Louis-Dydime Masson à Joseph Masson, son fils ;

Bill (119) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Jonction de Napierville et ses amendements ;

Et bill (161) amendant la loi concernant les associations coopératives.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement aux amendements faits par le Conseil législatif au bill (92) amendant la charte de la cité de Montréal.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande son concours.

Bill (43) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie hydraulique de St-François ;

Bill (95) amendant la charte de la ville de Louiseville.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (43) amendant la loi constituant en corporation la compagnie hydraulique de Saint-François, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*, —Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (95) amendant la charte de la ville de Louiseville, et ces amendements sont lus, la première fois.



---

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (126) amendant l'article 316 du code de procédure civile, et les dits amendements sont lus, la deuxième fois et adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

Vendredi, 27 mai 1904.

Onze heures a. m.

M. Roy (Montmagny) propose, appuyé par M. Mackenzie,— et la motion est soumise,—Que la Chambre n'insiste pas sur sa dissidence et adopte les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (114), régularisant la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'Asile de Beauport.

Puis, après quelque temps, avec le consentement unanime de la Chambre, il est—

*Ordonné*,— Que cette motion soit retirée.

M. Roy (Montmagny) propose, ensuite, appuyé par M. Mackenzie, et il est—

*Résolu*,—Qu'une conférence avec le Conseil législatif est désirable, afin de lui communiquer les raisons qui ont induit cette Chambre à ne pas adopter les amendements faits par Leurs Honneurs au Bill (114) régularisant la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'asile de Beauport.

*Résolu*,—Que les honorables MM. Parent, Gouin, Robitaille, Pelletier et MM. Tellier et Roy (Montmagny) représentent cette Chambre à la conférence avec le Conseil législatif.

*Résolu*,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs de la présente résolution et demandant la dite conférence.

*Ordonné*,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer des résolutions concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et la motion est soumise à la Chambre: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil;—La proposition est acceptée.

L'honorable M. Parent déclare que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur a pris connaissance de ces résolutions qu'il recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se constitue en comité général.

## (EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer le nombre d'inspecteurs des agences des terres et des bois de la Couronne qu'il jugera nécessaire, avec le traitement qu'il estimera juste.

*Résolu, 2.*—Que tous ceux qui ont été reconnus dans le passé comme ayant droit à un octroi de terre en vertu de la loi des douze enfants et qui n'ont pas encore fait le choix de leur lot, et que tous ceux qui seront reconnus à l'avenir, pourront, à leur option :

(a) Obtenir l'octroi gratuit de cent acres de terre suivant les formalités de la loi, pour les défricher et les cultiver ; ou

(b) Faire le choix d'un lot dans un territoire sous license de coupe de bois dans le canton ou le territoire non organisé le plus rapproché de leur domicile, s'il ne se trouve pas de lot dans le canton ou le territoire non organisé où ils sont domiciliés, pour obtenir du propriétaire du permis le paiement d'une prime de cinquante piastres après l'accomplissement des formalités énoncées ci-après ;

Qu'en faisant le choix de son lot, le requérant devra déclarer s'il veut obtenir l'octroi pour s'en faire un établissement, ou s'il veut obtenir le paiement de la prime de cinquante piastres ;

Que le choix du lot sera sujet à l'approbation du ministre ;

Que, sur modification du choix par le requérant, le ministre des terres, mines et pêcheries donnera avis au propriétaire du permis de coupe de bois, dans le territoire duquel le lot est choisi, d'avoir à payer au département la prime de cinquante piastres pour être remise au requérant ; que le paiement devra se faire par le propriétaire du permis dans un délai de trente jours de la réception de cet avis, et que le défaut de paiement de cette somme par le propriétaire du permis de coupe de bois sera une cause de révocation du permis ;

Que les lots ainsi choisis et pour lesquels le propriétaire du permis de coupe de bois aura payé la prime de cinquante piastres ne pourront être octroyés pour fins de culture, pendant quinze ans à compter de la date du paiement d'icelle, et qu'ils resteront pendant ce temps sous permis de coupe de bois, à moins que le permis ne soit plus tôt révoqué.

*Résolu, 3.*—Que les pères et mères de douze enfants qui, avant l'entrée en vigueur de la loi 58 Victoria, chapitre 17, ont été reconnus comme ayant droit à un octroi gratuit de cent acres de terre et qui n'auront pas fait le choix de leur lot de terre dans l'année qui suivra l'entrée en vigueur de la dite loi, seront tenus, s'ils ne demandent pas le paiement de la prime visée par la résolution précédente, de prendre un billet de location en vertu de la dite loi, lorsqu'ils feront le choix de leur lot.

*Résolu, 4.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire une classification des terres publiques, de la manière suivante :

(a) Les terres propres à la culture ;

(b) Les terres d'exploitation forestière ;

Et qu'aucune vente après la dite classification ne pourra être faite, pour fins de colonisation, hors des terrains destinés à la culture et classés comme tels.

*Résolu, 5.*—Qu'aux conditions et prix fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'agent des terres, s'il n'y a pas contestation, sera tenu de vendre, après la dite classification, les terres propres à la culture et classées comme telles, et avant la dite classification les lots propres à la culture, à tout colon de bonne foi qui en fera la demande ; qu'aucune telle vente ne pourra être faite pour plus de deux cents acres à la même personne ; et que les ventes faites par les agents prendront leur effet du jour qu'elles seront faites ; mais que si le billet de location renferme quelque erreur cléricale ou de nom, ou une désignation inexacte de la terre, le ministre des terres, mines et pêcheries, pourra annuler le billet de location et ordonner qu'il en soit émis un nouveau, corrigé, qui aura son effet de la date du premier.

*Résolu, 6.*—Que toute personne qui aura obtenu un lot de terre de la Couronne, pour fins de colonisation, devra, par elle-même ou par une personne ayant une connaissance personnelle des faits, dans les quinze jours après l'expiration de la première année à compter de la date du billet de location, remettre à l'agent des terres une déclaration sous serment, (d'après une formule qui lui sera fournie par l'agent,) constatant qu'elle a rempli toutes les conditions énoncées dans le billet de location, et exigibles d'elle jusqu'à la date de la déclaration ;

Que cette déclaration devra être fournie dans le même délai que ci-haut, à l'expiration de chacune des années qui seront accordées au colon pour faire ses défrichements jusqu'à l'octroi des lettres patentes ;

Que si l'agent des terres ne reçoit pas la déclaration dans le délai prescrit, il devra transmettre, par lettre enregistrée, au propriétaire du lot, une formule de déclaration avec un avis lui enjoignant de la lui retourner, avec les renseignements requis, sous trente jours du dépôt de la dite lettre à la poste ;

Que si, dans les délais fixés par cette résolution, la déclaration n'est pas produite entre les mains de l'agent des terres, ou si la déclaration produite constate que les conditions énoncées dans le billet de location ne sont pas remplies, la vente sera nulle de plein droit ; que l'agent devra notifier sans délai le département que la vente est devenue nulle ; que mention de la nullité de la vente sera faite dans les livres du département, et qu'un avis en sera donné, par lettre enregistrée, au porteur du billet de location ;

Que rien dans la présente résolution n'enlèvera au ministre des terres, mines et pêcheries le droit de révoquer la vente des lots dont l'acquéreur est tenu de produire la déclaration mentionnée dans cette résolution, avant l'expiration des délais accordés pour faire cette production, s'il y a lieu à révocation en vertu de l'article 1283 des statuts refondus.

*Résolu, 7.*—Qu'en outre des raisons pour lesquelles il y a lieu à

révocation de la vente d'un lot en vertu de l'article 1283 des statuts refondus, le ministre des terres, mines et pêcheries pourra révoquer toute vente qui a été faite contrairement à la loi et aux règlements.

*Résolu, 8.*—Qu'aucune révocation, en vertu de l'article 1283 des statuts refondus, de vente, de concession, de location ou de permis d'occupation de terre publique, ne devra être faite avant qu'un avis ait été donné par le ministre des terres, mines et pêcheries ou tout agent des terres autorisé par lui, en la manière ci-après indiquée;

Que cet avis sera affiché par l'agent des terres ou par toute personne autorisée par lui, à la porte de l'église ou chapelle ou autre édifice public le plus proche des lots en question, et sera expédié par carte postale à l'acquéreur, concessionnaire, occupant ou locataire de terres publiques ou ses ayants cause mentionnés à l'article 1283 des statuts refondus, et que l'avis devra contenir la mention que la révocation sera prononcée, s'il y a lieu, en tout temps, après vingt jours de la date de l'affichage;

Que durant ces vingt jours, il sera loisible au propriétaire ou occupant du lot de faire valoir ses raisons à l'encontre de la révocation.

*Résolu, 9* —Que tout propriétaire de scieries et toute personne qui fait le commerce de bois en cette province, autres que les porteurs de licences de coupe de bois, pourront être requis, par le ministre des terres, mines et pêcheries ou son représentant, de déclarer sous serment la provenance du bois dont ils seront propriétaires ou en possession, et de donner tous les renseignements nécessaires pour prouver que ce bois est exempt de droits dus à la Couronne, et que le refus de donner ces renseignements sera une raison valable, pour le ministre ou son représentant, de saisir le bois comme ayant été coupé, en contravention, sur les terres de la Couronne, et de le traiter en conséquence.

*Résolu, 10* —Que nul droit de coupe ne sera prélevé à l'avenir sur le bois coupé par les colons sur les lots régulièrement acquis de la Couronne par billet de location, pourvu que ce bois soit coupé, de bonne foi, dans le défrichement.

*Résolu, 11.*—Que toute licence de coupe de bois renouvelée dans le délai accordé par les règlements aura son effet, du premier mai précédent.

*Résolu, 12.*—Que le ministre des terres, mines et pêcheries pourra accorder un permis conférant le droit d'exploiter les sucreries sur les terres de la Couronne, sujet aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil, et que ce permis pourra être accordé dans un territoire sous licence de coupe de bois, mais qu'il ne s'appliquera qu'à l'érable seul.

*Résolu, 13.*—Que le ministre des terres, mines et pêcheries pourra accorder des permis de couper, sur les terres de la Couronne, du bois de

chauffage, ou du bois de construction pour les maisons, bâtiments et clôtures, à toute personne qui en aura besoin pour elle-même et non pour des fins de commerce, sujet aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil ;

Que ce permis pourra être renouvelé annuellement, sur demande, si les droits exigibles sur le bois coupé ont été payés, et si un état sous serment est donné des opérations de l'année précédente, et que ce permis pourra être accordé dans les territoires sous licence de coupe de bois, mais seulement pour les lots sur lesquels il n'y a pas de bois marchand, en quantité appréciable.

*Résolu*, 14.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra vendre des terres publiques, pour des fins industrielles, aux conditions et aux prix qu'il déterminera.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Champagne rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

*Résolu*, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer le nombre d'inspecteurs des agences des terres et des bois de la Couronne qu'il jugera nécessaire, avec le traitement qu'il estimera juste.

*Résolu*, 2.—Que tous ceux qui ont été reconnus dans le passé comme ayant droit à un octroi de terre en vertu de la loi des douze enfants et qui n'ont pas encore fait le choix de leur lot, et que tous ceux qui seront reconnus à l'avenir, pourront, à leur option :

(a) Obtenir l'octroi gratuit de cent acres de terre, suivant les formalités de la loi, pour les défricher et les cultiver ; ou

(b) Faire le choix d'un lot dans un territoire sous licence de coupe de bois dans le canton ou le territoire non organisé le plus rapproché de leur domicile, s'il ne se trouve pas de lot dans le canton ou le territoire non organisé où ils sont domiciliés, pour obtenir du propriétaire du permis le paiement d'une prime de cinquante piastres après l'accomplissement des formalités énoncées ci-après ;

Qu'en faisant le choix de son lot, le requérant devra déclarer s'il veut obtenir l'octroi pour s'en faire un établissement, ou s'il veut obtenir le paiement de la prime de cinquante piastres ;

Que le choix du lot sera sujet à l'approbation du ministre ;

Que, sur notification du choix par le requérant, le ministre des terres, mines et pêcheries donnera avis au propriétaire du permis de coupe de bois, dans le territoire duquel le lot est choisi, d'avoir à payer au département la prime de cinquante piastres pour être remise au requérant; que le paiement devra se faire par le propriétaire du permis dans un délai de trente jours de la réception de cet avis, et que le défaut de paiement de cette somme par le propriétaire du permis de coupe de bois sera une cause de révocation du permis;

Que les lots ainsi choisis et pour lesquels le propriétaire du permis de coupe de bois aura payé la prime de cinquante piastres ne pourront être octroyés pour fins de culture, pendant quinze ans à compter de la date du paiement d'icelle, et qu'ils resteront, pendant ce temps, sous permis de coupe de bois, à moins que le permis ne soit plus tôt révoqué

*Résolu, 3.*—Que les pères et mères de douze enfants qui, avant l'entrée en vigueur de la loi 58 Victoria, chapitre 17, ont été reconnus comme ayant droit à un octroi gratuit de cent acres de terre et qui n'auront pas fait le choix de leur lot de terre dans l'année qui suivra l'entrée en vigueur de la dite loi, seront tenus, s'il ne demandent pas le paiement de la prime visée par la résolution précédente, de prendre un billet de location, en vertu de la dite loi, lorsqu'ils feront le choix de leur lot.

*Résolu, 4.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire une classification des terres publiques, de la manière suivante :

- (a) Les terres propres à la culture ;
- (b) Les terres d'exploitation forestière :

Et qu'aucune vente après la dite classification ne pourra être faite, pour fins de colonisation, hors des terrains destinés à la culture et classés comme tels.

*Résolu, 5.*—Qu'aux conditions et prix fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'agent des terres, s'il n'y a pas contestation, sera tenu de vendre, après la dite classification, les terres propres à la culture et classées comme telles, et avant la dite classification les lots propres à la culture, à tout colon de bonne foi qui en fera la demande; qu'aucune telle vente ne pourra être faite pour plus de deux cents acres à la même personne; et que les ventes faites par les agents prendront leur effet du jour qu'elles seront faites; mais que si le billet de location renferme quelque erreur cléricale ou de nom, ou une désignation inexacte de la terre, le ministre des terres, mines et pêcheries pourra annuler le billet de location et ordonner qu'il en soit émis un nouveau, corrigé, qui aura son effet, de la date du premier.

*Résolu, 6.*—Que toute personne qui aura obtenu un lot de terre de la Couronne pour fins de colonisation devra, par elle-même ou par une personne ayant une connaissance personnelle des faits, dans les quinze jours après l'expiration de la première année à compter de la date du billet de location, remettre à l'agent des terres une déclaration sous serment, (d'après une formule qui lui sera fournie par l'agent,) constatant qu'elle a rempli toutes les conditions énoncées dans le billet de location et exigibles d'elle jusqu'à la date de la déclaration ;

Que cette déclaration devra être fournie dans le même délai que ci-haut, à l'expiration de chacune des années qui seront accordées au colon pour faire ses défrichements jusqu'à l'octroi des lettres patentes ;

Que si l'agent des terres ne reçoit pas la déclaration dans le délai prescrit, il devra transmettre, par lettre enregistrée, au propriétaire du lot, une formule de déclaration avec un avis lui enjoignant de la lui retourner, avec les renseignements requis, sous trente jours du dépôt de la dite lettre à la poste ;

Que si, dans les délais fixés par cette résolution, la déclaration n'est pas produite entre les mains de l'agent des terres, ou si la déclaration produite constate que les conditions énoncées dans le billet de location ne sont pas remplies, la vente sera nulle de plein droit ; que l'agent devra notifier sans délai le département que la vente est devenue nulle ; que mention de la nullité de la vente sera faite dans les livres du département, et qu'un avis en sera donné, par lettre enregistrée, au porteur du billet de location ;

Que rien dans la présente résolution n'enlèvera au ministre des terres, mines et pêcheries le droit de révoquer la vente des lots dont l'acquéreur est tenu de produire la déclaration mentionnée dans cette résolution, avant l'expiration des délais accordés pour faire cette production, s'il y a lieu à révocation en vertu de l'article 1283 des statuts refondus.

*Résolu, 7.*—Qu'en outre des raisons pour lesquelles il y a lieu à révocation de la vente d'un lot en vertu de l'article 1283 des statuts refondus, le ministre des terres, mines et pêcheries pourra révoquer toute vente qui a été faite, contrairement à la loi ou aux règlements.

*Résolu, 8.*—Qu'aucune révocation, en vertu de l'article 1283 des statuts refondus, de vente, de concession, de location ou de permis d'occupation de terre publique ne devra être faite, avant qu'un avis ait été donné par le ministre des terres, mines et pêcheries ou tout agent des terres autorisé par lui, en la manière ci-après indiquée ;

Que cet avis sera affiché par l'agent des terres ou par toute personne autorisée par lui, à la porte de l'église ou chapelle ou autre édifice public le plus proche des lots en question, et sera expédié par carte postale à l'acquéreur, concessionnaire, occupant ou locataire de terres publiques ou



ses ayants cause mentionnés à l'article 1283 des statuts refondus, et que l'avis devra contenir la mention que la révocation sera prononcée, s'il y a lieu, en tout temps, après vingt jours de la date de l'affichage ;

Que durant ces vingt jours, il sera loisible au propriétaire ou occupant du lot de faire valoir ses raisons à l'encontre de la révocation.

*Résolu, 9.*—Que tout propriétaire de scieries et toute personne qui fait le commerce de bois en cette province, autres que les porteurs de licences de coupe de bois pourront être requis, par le ministre des terres, mines et pêcheries ou son représentant, de déclarer sous serment la provenance du bois dont ils seront propriétaires ou en possession, et de donner tous les renseignements nécessaires pour prouver que ce bois est exempt de droits dus à la Couronne, et que le refus de donner ces renseignements sera une raison valable pour le ministre ou son représentant, de saisir le bois comme ayant été coupé, en contravention, sur les terres de la Couronne, et de le traiter en conséquence.

*Résolu, 10.*—Que nul droit de coupe ne sera prélevé à l'avenir sur le bois coupé par les colons sur les lots régulièrement acquis de la Couronne par billet de location, pourvu que ce bois soit coupé, de bonne foi, dans le défrichement.

*Résolu, 11.*—Que toute licence de coupe de bois renouvelée dans le délai accordé par les règlements aura son effet, du premier mai précédent.

*Résolu, 12.*—Que le ministre des terres, mines et pêcheries pourra accorder un permis conférant le droit d'exploiter les sucreries sur les terres de la Couronne, sujet aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil, et que ce permis pourra être accordé dans un territoire sous licence de coupe de bois, mais qu'il ne s'appliquera qu'à l'érable seul.

*Résolu, 13.*—Que le ministre des terres, mines et pêcheries pourra accorder des permis de couper, sur les terres de la Couronne, du bois de chauffage, ou du bois de construction pour les maisons, bâtiments et clôtures, à toute personne qui en aura besoin pour elle-même et non pour des fins de commerce, sujet aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil ;

Que ce permis pourra être renouvelé annuellement, sur demande, si les droits exigibles sur le bois coupé ont été payés, et si un état sous serment est donné des opérations de l'année précédente, et que ce permis pourra être accordé dans les territoires sous licence de coupe de bois, mais seulement pour les lots sur lesquels il n'y a pas de bois marchand, en quantité appréciable.

*Résolu*, 14.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra vendre des terres publiques, pour des fins industrielles, aux conditions et aux prix qu'il déterminera.

Les dites résolutions ayant été lues une deuxième fois, sont agréées.

*Ordonné*,—Que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'examiner le Bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le Bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts ; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements étant lus la première fois, il est—

*Ordonné*,—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné sur l'amendement fait à la motion proposée, jeudi, le 26 mai courant, à l'effet que cette Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company", lequel amendement se lisait comme suit :

"Que cette Chambre adopte maintenant les amendements du Conseil législatif au Bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light & Power Company", avec l'amendement suivant : "La clause ajoutée comme clause 16, dans les dits amendements, est retranchée et remplacée par la suivante :

"Les droits, privilèges et franchises conférés par la clause II de la présente loi ne pourront cependant être exercés par la compagnie sans qu'elle ait obtenu préalablement le consentement du conseil des municipalités intéressées dans les limites de leurs territoires respectifs, sauf quant à ce qui pourrait avoir trait aux besoins de la compagnie pour parvenir à une municipalité ayant déjà accordé ce consentement."

Cet amendement étant soumis à la Chambre, M. Tellier propose, comme sous-amendement, appuyé par l'honorable M. LeBlanc :

"Que tous les mots après "suivant" soient retranchés et remplacés par les suivants : "Que le deuxième alinéa de la section 11 du dit bill soit amendé de manière à se lire comme suit : "Pourvu toujours que la

compagnie ne puisse pas établir ses fils, poteaux, conduits ou autre constructions nécessaires pour les fins de cette loi, dans aucune cité ou municipalité quelconque, sans en avoir obtenu, au préalable, l'autorisation du conseil municipal de telle cité ou municipalité et pourvu ”.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs :

*Bissonnette* (Montcalm),  
*Bissonnette* (Soulanges).  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester), et  
*Tellier*.—7.

CONTRE :

Messieurs :

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Blanchard*,  
*Cardin*,  
*Champagne*,  
*Chauret*,  
*Daignault*,  
*Décarie*,  
*Girard*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gosselin* (Missisquoi),  
*Gouin*,

*Kennedy*,  
*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Morin* (Saint-Hyacinthe),  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Pilon*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Saint-Jean),  
*Tanguay*,  
*Taschereau*,  
*Tessier*, et  
*Tourigny*.—24.

La proposition est résolue dans la négative.

L'amendement est alors proposé et, un débat s'élevant ;—

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que ce débat soit ajourné.

Puis, avec l'assentiment de l'honorable M. LeBlanc et du consentement unanime de la Chambre, il est—

*Ordonné*,—Que cette motion soit retirée.

A une heure p. m., M. l'Orateur ajourne la Chambre à trois heures cet après-midi.

---

*Trois heures p. m.*

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité des subsides.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Parent, —et la motion est soumise à la Chambre,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Un débat s'élève.

L'honorable M. Flynn propose, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et il est —

*Ordonné*,—Que ce débat soit ajourné.

---

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Chicoyne :—Le gouvernement se propose-t-il de vendre de nouvelles limites forestières d'ici à la fin du présent exercice financier ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Dans l'intérêt public et pour répondre aux nombreuses demandes du commerce, le gouvernement se propose d'offrir à l'enchère un certain nombre de limites à bois le 22 juin prochain.

---

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (167) amendant les articles 8 et 86 du code de procédure civile, relativement à la transaction des affaires légales, le samedi, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (43) amendant la loi constituant en corporation la compagnie hydraulique Saint-François, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (95) amendant la charte de la ville de Louiseville, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et sont adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande l'agrément de cette Chambre :

Bill (124) concernant les automobiles ;

Bill (176) amendant l'article 1301 du code civil, relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (124) concernant les automobiles, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (176) amendant l'article 1301 du code civil, relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats, et ces amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 avril 1904, pour un état indiquant : 1. Quels sont les ponts et chemins de colonisation qui ont été subventionnés par le gouvernement depuis le 30 juin dernier, dans chacun des comtés de Joliette, Berthier et Montcalm.

2. Quel est, dans chaque cas, le montant de l'octroi, la date de l'émission des instructions, le nom du conducteur des travaux.

*(Document de la session No 115).*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mai 1904, pour copie de tous papiers, correspondance, enquêtes et documents quelconques, concernant monsieur J. P. Cooke, substitut du Procureur-général, à Montréal.

*(Document de la session No 116).*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 mai 1904, pour un état détaillé donnant : 1. Tous les billets de location émanés pour les cantons de Dalmas, de Dolbeau et de Racine, depuis le 1er juillet 1900 ;

2. Le numéro, le rang et le canton de chaque lot ainsi concédé par tous ces billets de location, avec le nom du concessionnaire et la date de concession dans chaque cas ;

3. Le numéro, le rang et le canton de chacun des dits lots dont la concession a été annulée, avec la date de telle annulation.

*(Document de la session No 117)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 mai 1904, pour la production de toutes correspondances échangées entre le gouvernement ou aucun de ses membres et la Commission de Colonisation, aucun de ses membres ou son secrétaire, au sujet des reproches et des accusations portées devant cette Chambre contre la dite Commission de Colonisation ou son secrétaire, par C. B. Major, député du comté d'Ottawa à l'Assemblée législative de Québec.

*(Document de la session No 118).*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 mai 1904, pour production de tous documents, correspondances, requêtes et résolutions concernant la division du comté d'Ottawa

*(Document de la session No 119).*

Et réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 25 mai 1904, demandant la production de tous ordres en Conseil, papiers, documents et correspondance au sujet de la nomination des membres du Conseil d'arbitrage qui doit être nommé sur la recommandation des employés, en vertu de la loi sanctionnée à cet effet, le 28 mars 1901.

*(Document de la session No 120).*

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (22) amendant la loi concernant les établissements industriels.

M. Lafontaine (Maskinongé), appuyé par M. Naud (Portneuf), propose que ce bill soit maintenant lu, la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Robitaille, et il est—

*Résolu*,—Que, lundi prochain, la Chambre se formera en comité général pour considérer des résolutions concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

A six heures, suivant l'ordre, la Chambre s'ajourne à huit heures, ce soir.

*Huit heures p. m.*

*Ordonné*.—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill (20) concernant le libel et pourvoyant à une mise en demeure

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné sur la motion, proposée ce jour: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se constitue en comité des subsides).

Et ce débat se continue.

L'honorable M. Flynn propose, en amendement, appuyé par l'honorable M. Pelletier: Que tous les mots après "que," dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

" Cette Chambre regrette de constater :

1. Que sans la vente des limites à bois, les comptes publics pour 1902-3, eussent révélé un déficit de \$ 91,202.03, si l'on prend le produit de la vente au chiffre de \$ 52,204.58, tel qu'il appert à la page 216 du rapport du ministre des terres pour 1903, et un déficit de \$ 201,101.56, si l'on prend le chiffre de \$ 361,904.09 que nous donne le ministre lui-même;

2. Que pour l'exercice en cours (1903-04), les chiffres que nous avons devant nous, savoir, le vote de la législature, les mandats spéciaux et les estimés supplémentaires, avec les recettes prévues par l'ex-trésorier, soit :

Dépenses totales .....	\$ 4,639,402 06
Recettes .....	4,463,765 24
Donnent un déficit de .....	\$175,636 72

et quant à l'exercice de 1904-05, pour lequel le trésorier réclame, d'après ses prévisions, un surplus de \$13,541.95, il n'y a rien dans les calculs faits par lui qui soit de nature à rassurer la Chambre; qu'au contraire, il augmente les dépenses ordinaires de \$151,212.71, sur 1902-03, soit:

Dépenses ordinaires prévues pour 1904-1905 .....	\$ 4,681,829 59
Dépenses ordinaires 1902-1903 .....	4,530,616 88
Augmentation .....	\$151,212 71

et pour arriver même au chiffre de recettes qu'il prévoit, il grossit démesurément le revenu, spécialement celui provenant des taxes sur les corporations commerciales et sur les successions;

3. Que les comparaisons que le trésorier fait des sommes dépensées pour l'instruction publique, l'agriculture et la colonisation, sous le régime conservateur et le régime libéral, respectivement, tendent à démontrer que ce dernier a dépensé plus, ne sert guère la cause du gouvernement et n'établit pas en somme qu'il a mieux fait que ses prédécesseurs immédiats, les dépenses pour l'instruction publique, en ce qui regarde les écoles publiques étant restées au chiffre autorisé sous le gouvernement conservateur et l'emploi fait par le gouvernement libéral de l'octroi spécial du 60 Vict., n'ayant pas été employé, pour une bonne partie du moins, à des fins prévues par le statut; quant à ce qui regarde l'agriculture et la colonisation, nous avons en comparant les années 1896-97 et 1902-03, pratiquement le même budget pour l'agriculture et pour la colonisation, une augmentation de \$59,400.00, soit :

Colonisation, 1896-97.....	\$ 169,900 00
“ 1902-03.....	110,500 00
Augmentation.....	59,400 00

pour l'année conservatrice;

4. Sur les deux articles suivants des dépenses, savoir : administration de la justice et le gouvernement civil, au sujet desquels le trésorier n'a pas jugé à propos de faire de comparaison, les chiffres officiels nous donnent les résultats suivants :

(a) Administration de la justice, régime libéral :

Pour cinq années de 1897-98 à 1901-02.....	\$ 3,161,979 46
Et pour six années, en y incluant 1902-03.....	3,827,8 7 91
Tandis que sous le régime conservateur de 1892-93 à 1896-97, cette dépense ne s'élève qu'à.....	2,970,984 95

ce qui donne, pour la moyenne libérale pour cinq années, une somme de \$632,895.89, tandis que pour les cinq années de l'administration conservatrice, la moyenne n'est que de \$594,196.99, faisant une augmentation de \$28,198.90 sous le régime actuel, et si l'on prend la moyenne des six années de l'administration libérale, elle est de \$637,972.95, faisant une augmentation de \$43,775 96.

(b) Gouvernement civil, comprenant les traitements et les dépenses contingentes :

Pour le régime conservateur de 1892 à 1897, total.....	\$ 1,290,539 58
soit une moyenne de.....	258,127 91
Régime libéral, total.....	\$ 1,388,306 74
soit une moyenne de.....	277,661 34

faisant une augmentation sous le régime libéral de.. 19,533 43

Et si l'on prend la moyenne des six années de l'administration libérale, elle est de \$276,790.72, faisant une augmentation de \$18,662 81.



5. Les dépenses ordinaires du gouvernement, pour la période s'étendant de 1897-98 à 1901-02, qui ont toujours suivi une progression ascendante, année par année, s'élèvent à la somme de \$21,944,138.09, tandis que pour les cinq années antérieures du parti conservateur, elles ne s'élèvent qu'à \$20,590,794 87 soit :

Régime libéral.....	\$ 21,944,138 09
Régime conservateur. ....	20,590,794 87

Augmentation sous le régime libéral...	\$ 1,353,343 22
--	-----------------

Moyenne libérale.....	4,388,827 61
Moyenne conservatrice.....	4,118.158 97

Différence en faveur du parti conserva- teur.....	\$ 270,668 64
--	---------------

Mais il faut ajouter l'année 1903, ce qui donne un total pour six années du régime libéral de.....	\$ 26 474,754 97
--	------------------

Donnant une moyenne de .....	4,412,459 16
------------------------------	--------------

pour six années, ce qui fait une aug- mentation, sous le présent régime, de.....	\$ 294,300 19
sur la moyenne conservatrice.	

6. Qu'après avoir condamné, lorsqu'il était dans l'opposition, l'imposition de taxes, le parti au pouvoir loin de les abolir, ou même de les diminuer, ce qu'il eût dû faire s'il eût été conséquent, a perçu pour taxes sur les corporations commerciales et sur les successions, l'énorme somme de \$2,508,140.71, pour six ans, et pour cinq années de son administration de 1897-98 à 1902, une moyenne de \$354,663.62 faisant une augmentation de la somme de \$61,450 85, sur la moyenne de \$294,212.71, de l'administration conservatrice, pour le même nombre d'années.

7. Sans la vente des limites à bois qui a produit durant l'administration libérale \$1,455,567 57, il y aurait eu des déficits annuels s'élevant en tout à \$1, 24,639.83.

8. Que le parti actuellement au pouvoir, après avoir condamné, quand il était dans l'opposition, la pratique des mandats spéciaux, en a émis pour un montant de \$1,054,507.67, depuis 1877

9. Qu'il n'a tenu aucun de ses engagements de réduire les dépenses ordinaires du gouvernement, de rétablir l'équilibre véritable dans les finances, de faire des retranchements ou des économies; qu'au contraire, les chiffres officiels démontrent qu'il y a eu violation de ses promesses solennelles faites au peuple de cette Province.

10. Que, même en ce qui regarde le rajustement du subside fédéral, le gouvernement, après sept ans d'expectative et d'expressions réitérées d'espérance, n'est pas plus avancé qu'il n'était dès le début de son administration, et que les reproches que le parti libéral adressait, à ce sujet, au parti conservateur lorsqu'il était au pouvoir, à Québec, s'applique avec beaucoup plus de raison à ceux qui gouvernent aujourd'hui.

11. Que, contrairement au devoir strict d'un ministre des finances sous le régime constitutionnel que nous avons, le trésorier ne nous indique pas les voies et moyens nécessaires pour faire face à toutes les dépenses du service public, et ne nous donne que la perspective de voir le gouvernement continuer à se servir de l'expédient dont il abuse, de mettre en vente d'autres étendues du domaine public pour la coupe du bois, avec l'intention de combler ainsi les déficits qui, sans cela, s'accuseront nécessairement et même à un plus haut degré que dans le passé, vu l'augmentation graduelle des dépenses que le budget du trésorier nous indique ;

12. Qu'en somme, le gouvernement a failli à la tâche qu'il avait assumée, n'a pas tenu les promesses faites à l'électorat de cette province, tant par lui même que par le parti qu'il représente, quoiqu'il ait eu tout le temps nécessaire à cette fin, et n'offre aucune solution satisfaisante au problème financier que son administration révèle.

Que, dans ces circonstances, cette Chambre est d'opinion que "l'utilité du présent gouvernement a cessé," et que l'intérêt public exige qu'il soit remplacé par une autre administration plus en état de faire face à la situation et de répondre aux besoins et aux aspirations du peuple de cette province ;"—

Un nouveau débat s'élève ;—

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Parent, et il est—

*Ordonné*,—Que ce débat soit ajourné.

M. Champagne propose, appuyé par M. Chauret,—et la motion est soumise à la Chambre

"Que, vu l'urgence, cette Chambre adopte, maintenant les amendements du Conseil législatif au bill 108—Loi constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company." avec l'amendement suivant : La clause ajoutée comme clause 16, dans les dits amendements est retranchée et remplacée par la suivante :

"Les droits, privilèges et franchises conférés par la clause 11, de la présente loi ne pourront cependant être exercés par la compagnie sans qu'elle ait obtenu préalablement le consentement du conseil des municipalités intéressées dans les limites de leurs territoires respectifs, sauf quant à ce qui pourrait avoir trait aux besoins de la compagnie pour parvenir à une municipalité ayant déjà accordé ce consentement ;"—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

*Résolu*,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements au Bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company" avec un amendement.

*Ordonné*,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits, en comité général, au Bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que ces amendements soient maintenant lus, la deuxième fois ;—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements, sont, en conséquence, lus la deuxième fois

Et la question étant faite : Cette Chambre adoptera-t-elle ces amendements ?

M. Bissonnette (Soulanges) propose, comme amendement, appuyé par M. Giard : " Que cette Chambre n'adopte pas maintenant les amendements faits à ce bill par le comité général, mais que le dit bill soit de nouveau référé au dit comité général avec instruction d'en modifier la section 11, en pourvoyant à ce qu'aucun membre d'une commission d'enquête ne puisse siéger ou agir avant d'avoir prêté le serment de remplir consciencieusement son devoir. "

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette (Soulanges),  
Chicoyne,  
Giard,  
Lafontaine (Maskinongé),  
LeBlanc,*

*Naud (Portneuf),  
Pelletier (Dorchester),  
Saint-Pierre et  
Tellier.—9.*

CONTRE :

Messieurs

*Allard,  
Bergevin,  
Bissonnette (Montcalm),  
Blanchard,  
Blouin,  
Cardin,  
Caron (l'Islet),  
Caron (Matane),  
Champagne,  
Chauret,  
Cherrier,*

*Gouin,  
Kennedy,  
Laferté,  
Lafontaine (Berthier),  
Lemay,  
Mathieu,  
McCorkill,  
Morin (St-Hyacinthe),  
Parent,  
Pelletier (Sherbrooke),  
Perrault,*

*Clapperton,*  
*Daignault,*  
*Décarie,*  
*Delâge,*  
*Dion,*  
*Duhamel,*  
*Girard,*  
*Godbout,*  
*Gosselin (Iberville),*  
*Gosselin (Missisquoi),*

*Pilon,*  
*Robitaille,*  
*Roy, (Kamouraska),*  
*Roy (Montmagny),*  
*Roy (St-Jean),*  
*Tanguay,*  
*Taschereau,*  
*Tessier,*  
*Tourigny et*  
*Turgeon.—42*

L'amendement est rejeté.

La motion principale étant de nouveau soumise,—

M. Lafontaine (Maskinongé) propose, comme amendement, appuyé par M. Naud (Portneuf) :

“ Que cette Chambre n'adopte pas maintenant les amendements faits à ce bill par le comité général, mais que le dit bill soit de nouveau référé au dit comité, avec instruction d'en modifier la section 3, de manière à pourvoir au paiement des dommages que le ministre, ses officiers, ou aucune personne autorisée par lui, pourraient causer sur les terrains des particuliers dans l'accomplissement de leurs devoirs.”

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette (Soulanges),*  
*Chicoyne,*  
*Flynn,*  
*Giard,*  
*Lafontaine (Maskinongé),*

*LeBlanc,*  
*Naud (Portneuf),*  
*Pelletier (Dorchester),*  
*Saint-Pierre et*  
*Tellier.—10.*

CONTRE :

Messieurs

*Allard,*  
*Bergevin,*  
*Bissonnette (Montcalm),*  
*Blanchard,*  
*Blouin,*  
*Cardin,*

*Gouin,*  
*Kennedy,*  
*Laferté,*  
*Lafontaine (Berthier),*  
*Lemay,*  
*Mathieu,*

*Caron (l'Islet),  
Caron (Matane),  
Champagne,  
Chauret,  
Cherrier,  
Clapperton,  
Daignault,  
Désiré,  
Delage,  
Dion,  
Duhamel,  
Giard,  
Godbout,  
Gosselin (Iberville),  
Gosselin (Missisquoi),*

*McCorkill,  
Morin (St-Hyacinthe),  
Parent,  
Pelletier (Sherbrooke),  
Perrault,  
Pilon,  
Robitaille,  
Roy (Kamouraska),  
Roy (Montmagny),  
Roy (St-Jean),  
Tanguay,  
Taschereau,  
Tessier,  
Tourigny et  
Turgeon.—42.*

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant, de nouveau, soumise à la Chambre,—

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, appuyé par l'honorable M. Flynn :—

“ Que cette Chambre n'adopte pas maintenant les amendements faits au dit bill par le comité général, mais que le bill soit de nouveau référé au dit comité avec instruction d'en modifier la section quatrième: 1. En retranchant le paragraphe 4 de la dite section, parce qu'il est de nature à permettre aux propriétaires de permis de coupe de bois de se constituer dans leurs limites, de véritables réserves inaccessibles aux colons, ce qui entraverait la marche ou le progrès de la colonisation; 2. En pourvoyant autrement à l'indemnité due aux propriétaires de permis, à raison de ce qu'ils seront appelés à payer en argent aux pères et mères de douze enfants, en vertu de la dite section quatre; ”—

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette (Soulanges),  
Caron (l'Islet),  
Chicoyne,  
Flynn,  
Giard,  
Godbout,*

*Lafontaine (Maskinongé),  
LeBlanc,  
Naud (Portneuf),  
Pelletier (Dorchester),  
Saint-Pierre et  
Tellier.—12.*

## CONTRE :

## Messieurs

Allard,  
Bergevin.  
Bissonnette (Montcalm),  
Blanchard,  
Blouin,  
Cardin,  
Caron (Matane),  
Champagne,  
Chouret,  
Cherrier,  
Clapperton,  
Daignault,  
Décarie,  
Deluge,  
Dion,  
Duhamel,  
Gosselin (Iberville),  
Gosselin (Missisquoi),  
Gouin,  
Kennedy,

Laferté,  
Lafontaine (Berthier),  
Lemay,  
Mathieu,  
McCorkill,  
Morin (St-Hyacinthe),  
Parent,  
Pelletier (Sherbrooke),  
Perrault,  
Pilon,  
Robitaille,  
Roy (Kamouraska),  
Roy (Montmagny),  
Roy (St-Jean),  
Tanguay,  
Taschereau,  
Tessier,  
Tourigny et  
Turgeon.—39.

Cet amendement est, aussi, rejeté.

La motion principale est, de nouveau, soumise à la Chambre ;—

M. Chicoyne propose, comme amendement, appuyé par M. St-Pierre :

“ Que cette Chambre n'adopte pas maintenant les amendements faits à ce bill par le comité général, mais qu'il soit référé de nouveau au comité général de cette Chambre, avec instruction d'en modifier la section septième, de manière à indiquer et déterminer les principes ou les règles qui devront présider à la classification des terres, le mode à adopter pour la faire, ainsi que tout ce qui devra être pris en considération, quand il s'agira de décider quelles sont les terres qui doivent être classées parmi celles destinées à la culture et quelles sont les terres qui doivent être rangées parmi celles d'exploitation forestière ; ”—

Et, la Chambre siège jusqu'après minuit, samedi matin.

---

*Samedi, 28 mai 1904.*

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs :

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*.  
*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—10.

CONTRE :

Messieurs :

*Blanchard*,  
*Cardin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Cherrier*,  
*Daignault*,  
*Décarie*,  
*Delâge*,  
*Girard*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gosselin* (Missisquoi),  
*Kennedy*,  
*Laferté*,

*Lafontaine* (Berthier),  
*McCorkill*,  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Pilon*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny),  
*Tanguay*,  
*Taschereau*,  
*Tourigny* et  
*Turgeon*.—25.

Cet amendement est, aussi, rejeté.

La motion principale est, de nouveau, soumise ;—

M. St. Pierre propose, comme amendement, appuyé par M. Chicoyne :

“ Que cette Chambre n'adopte pas maintenant les amendements faits à ce bill par le comité général, mais que le dit bill soit de nouveau référé au dit comité avec instruction d'en modifier la section 8, en définissant et déterminant, de quelque manière, quelles sont les contestations qui pourront empêcher les agents des terres publiques de concéder des terres aux colons de bonne foi en faisant la demande ; ”—

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—10

CONTRE :

Messieurs

*Blanchard*,  
*Cardin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Cherrier*,  
*Daignault*,  
*Décarie*,  
*Delâge*,  
*Girard*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gosselin* (Missisquoi),  
*Kennedy*,  
*Laferté*,

*Lafontaine* (Berthier),  
*McCorkill*,  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Pilon*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny),  
*Tanguay*,  
*Taschereau*,  
*Tourigny* et  
*Turgeon*.—25.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est, de nouveau, soumise.

M. Giard propose, comme amendement, appuyé par M. Bissonnette (Soulanges) :

“ Que cette Chambre n'adopte pas maintenant les amendements faits au dit bill par le comité général, mais que le bill soit de nouveau référé au comité général de cette Chambre, avec instruction d'en modifier la section neuvième : 1. En retranchant entièrement l'article 1275*a*, qui prescrit, à peine de nullité, l'enregistrement, dans un délai de 30 jours, de tout transport ou vente d'un lot non patenté, cet article était injuste pour les possesseurs de tels lots et oppressif à l'égard du colon ; 2. En retranchant le dernier alinéa de l'article 1275*b* parce qu'il ne concorde pas avec le reste de l'article et qu'il est injuste ; ”—

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :



POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*Le Blanc*,  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—8.

CONTRE :

Messieurs

*Blanchard*,  
*Cardin*,  
*Caron* (Matane),  
*Cherrier*,  
*Daignault*,  
*Décarie*,  
*Delâge*,  
*Girard*,  
*Godbout*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gosselin* (Missisquoi),  
*Kennedy*,

*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*McCorkill*,  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Pilon*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Tanguay*,  
*Taschereau*,  
*Tourigny* et  
*Turgeon*.—24.

Ainsi, cet amendement est rejeté.

La motion principale est, de nouveau, soumise ;—

M. Lafontaine (Maskinongé) propose, comme amendement, appuyé par M. Bissonnette (Soulanges) :

“ Que cette Chambre n'adopte pas maintenant les amendements faits à ce bill par le comité général de cette Chambre, mais que le dit bill soit de nouveau référé au dit comité, avec instruction de le modifier, en retranchant complètement la clause 10 qui prescrit, à peine de nullité, l'enregistrement, avant le 30 avril 1905, de tous les transports ou ventes antérieures à ce bill, parce que cette clause est de nature à créer de graves injustices et à dépouiller nombre de propriétaires ; ”—

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—8.

CONTRE :

Messieurs

*Blanchard*,  
*Cardin*,  
*Caron* (Matane),  
*Cherrier*,  
*Daignault*,  
*Décarie*,  
*Delâge*,  
*Girard*,  
*Godbout*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gosselin* (Missisquoi),  
*Kennedy*,

*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*McCorkill*,  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Pilon*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Tanguay*,  
*Taschereau*,  
*Tourigny* et  
*Turgeon*.—24.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant, de nouveau, soumise ;—

M. Tellier propose, comme amendement, appuyé par M. St-Pierre :

“ Que cette Chambre n'adopte pas maintenant les amendements faits à ce bill par le comité général, mais que le dit bill soit de nouveau référé au dit comité général, avec instruction de l'amender en y retranchant la clause onzième qui obligerait le colon à s'imposer lui-même le trouble et les frais d'aller à ses risques et périls renseigner l'agent des terres sur les conditions de son lot non patenté, et qui l'exposerait de plus à perdre tous ses droits, intérêts, travaux et améliorations, pour une pure omission ou un simple manquement à ses obligations, même quand ce manquement résulterait simplement d'un cas fortuit ou d'une force majeure et cela sans qu'il ait eu l'avantage d'être entendu ou de faire valoir ses raisons ; ”—

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé), .

*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—8.

CONTRE :

Messieurs

*Blanchard*,  
*Cardin*,  
*Caron* (Matane),  
*Cherrier*,  
*Daignault*,  
*Décarie*,  
*Delâge*,  
*Girard*,  
*Godbout*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gosselin* (Missisquoi),  
*Kennedy*,

*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*McCorkill*,  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Pilon*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Tanguay*,  
*Taschereau*,  
*Tourigny* et  
*Turgeon*.—24.

Ainsi, cet autre amendement est rejeté.

La motion principale est, de nouveau, soumise ;—

M. Giard propose, comme amendement, appuyé par M. Bissonnette (Soulanges) :

“ Que cette Chambre n'adopte pas maintenant les amendements faits à ce bill par le comité général, mais que le dit bill soit de nouveau référé au comité général de cette Chambre avec instruction d'en amender la clause 14, de manière à prescrire que nulle révocation ne puisse être faite avant un délai de trente jours, après un avis public dans la *Gazette Officielle*, en outre d'un avis spécial adressé par la poste à la partie intéressée, et d'un avis affiché en un endroit public de la localité.”

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—8.

## CONTRE :

## Messieurs

*Blanchard,*  
*Cardin,*  
*Caron (Matane),*  
*Cherrier,*  
*Daignault,*  
*Décarie,*  
*Delège,*  
*Girard,*  
*Godbout,*  
*Gosselin (Iberville),*  
*Gosselin (Missisquoi),*  
*Kennedy,*

*Laferté,*  
*Lafontaine (Balthier),*  
*McCorkill,*  
*Parent,*  
*Pelletier (Sherbrooke),*  
*Pilon,*  
*Robitaille,*  
*Roy (Kamouraska)*  
*Tanguay,*  
*Taschereau,*  
*Tourigny et*  
*Turgeon.—24.*

Ainsi, cet amendement est rejeté.

Alors, la motion principale étant soumise, de nouveau, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, agréés.

*Ordonné*,—Que le bill soit lu une troisième fois, demain.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (176) amendant l'article 1301 du code civil, relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats ; et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au bill (124) concernant les automobiles ; et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par M. Cardin, appuyé par M. Tessier, et —

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de tous documents et correspondance échangés entre le gouvernement et ses employés, directement ou indirectement, se rapportant à la destitution de M. Alexandre Vallée, comme sergent-garde à la prison du district de Montréal, en 1902.

---

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

*Résolu*,—Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle le soit jusqu'à trois heures, p. m., lundi prochain.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et demi, samedi matin, elle est ajournée à lundi prochain.

---

Lundi, 30 mai 1904

*Trois heures, p. m.*

M. Roy (Montmagny) propose, appuyé par M. Mackenzie, et du consentement unanime de la Chambre, il est —

*Ordonné*, — Que toutes les règles relatives aux bills privés soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter un bill (No 19) régularisant la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'asile de Beauport.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (20) concernant le libelle et pourvoyant à une mise en demeure.

L'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Daignault. — 1. L'enregistrement des chevaux et du bétail canadien se fait-il encore sous le contrôle du Conseil d'Agriculture de la province de Québec ? 2. Si non, le gouvernement sait-il officiellement comment se fait actuellement cet enregistrement ? 3. Le gouvernement connaît-il le chiffre des honoraires exigés pour tel enregistrement ? 4. Le ou les détenteurs des livres de généalogie des races d'animaux canadiens publient-ils, chaque année, des rapports comportant le nombre, le numéro d'inscription et le nom des propriétaires de chaque tête enregistrée, comme la chose se pratique dans les autres provinces du pays, et pour les animaux de races pures dont on y fait l'élevage ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon. — 1. Non. — 2. Sous le contrôle de la société des éleveurs de la province de Québec — 3. et 4. Non.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état des recettes et des dépenses de l'année courante, jusqu'au 30 mai 1904.

Proposé par M. Champagne, appuyé par M. Roy (Kamouraska) et—

*Ordonné*,— Que l'honoraire payé pour le bill (84) constituant en corporation la municipalité de la paroisse de la Côte St-Paul soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mai 1904, pour production d'une lettre du docteur George Cloutier, de St-George de Beauce, en date du 9 mars 1897, adressée à l'honorable E. J. Flynn, au sujet des griefs de certains colons du canton de Marlow, dans le comté de Beauce, et toute correspondance à ce sujet.

*(Document de la session No 121).*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 mai 1904, pour production d'une copie du mémoire de frais sur l'exécution de terris dans une cause de Marier contre Dame de Lebrice Kérouack, Cour Supérieure, Montréal, No 1997, et arrêtée par une opposition afin d'annuler, et aussi pour production d'une copie de la dite opposition.

*(Document de la session No 122).*

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 mai 1904, pour copies de tous documents, rapports et correspondance; échangés entre le gouvernement et ses employés, directement ou indirectement, se rapportant à la destitution de M. Alexandre Vallée, comme sergent-garde à la prison du district de Montréal, en 1902.

*(Document de la session No 123).*

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill (149) détachant les cantons Mousseau et Lynch du comté d'Ottawa et les annexant au comté de Montcalm, pour toutes les fins; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit lu, la troisième fois, à la prochaine séance.

Proposé par M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Mackenzie, et—

*Ordonné*,— Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance et des documents se rapportant à toutes les plaintes faites contre M. G. B. A. Lépine, shérif du district de Montmagny, depuis sa nomination jusqu'à ce jour.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (21) amendant l'article 173 du code civil.

L'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, propose que ce bill soit maintenant lu, la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. McCorkill,—et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur :—Que ce bill soit lu la troisième fois, maintenant ;—

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, appuyé par l'honorable M. LeBlanc :

“ Que ce bill ne soit pas lu la troisième fois maintenant, mais qu'il soit de nouveau référé au comité général de toute la Chambre avec instruction de l'amender.

1. De manière à ce que le propriétaire de limites soit obligé de donner la préférence aux colons pour l'abattage du bois marchand sur les lots qui sont sous billet de location aux mêmes prix et conditions que ce propriétaire de limites paye en général pour des travaux de ce genre ;

2. De manière à ce que les propriétaires de limites aient la préférence pour acheter le bois fait dans le défrichement, avant l'émission des lettres patentes à des conditions justes et équitables pour le porteur du permis de location et du marchand de bois ;

3. En y insérant la clause suivante ou toute autre au même effet, savoir :

“ Dans le cas où quiconque, par lui-même ou par personnes interposées, prend, fait prendre ou aide à prendre un lot de terre, entre le premier novembre et le premier mai suivant, sous de faux prétextes de défrichement et d'établissement de bonne foi et dans le but exclusif de le faire sortir d'une licence et de spéculer sur le bois qui s'y trouve, le porteur de la licence dont ce lot a été ainsi détaché, a droit de revendiquer le bois qui a été ainsi coupé sur le lot en dehors du défrichement, et ce, même après que ce bois a été flotté ou scié, ou d'en recouvrer la valeur alors actuelle, le tout sans indemnité pour ce qu'ont pu coûter l'abattage, le flottage et le sciage du dit bois. Le tribunal peut même, en cas de récidive, condamner le spéculateur au paiement du double de la valeur du dit bois.”

Cet amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :



POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,

*Lafontaine* (Maskinongé)  
*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester) et  
*Saint-Pierre*.—8.

CONTRE :

Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Cooke*,  
*Daignault*,  
*Duhamel*,  
*Girard*,  
*Godbout*,  
*Gouin*,  
*Hearn*,  
*Hutchinson*,  
*Lacombe*,  
*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),

*Lemay*,  
*Mackenzie*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (Charlevoix),  
*Neault* (Champlain),  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Prévost*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny) et  
*Turgeon*.—31.

Ainsi, l'amendement est rejeté ;—

Et, la motion principale étant, de nouveau, soumise,—

M. St-Pierre propose, comme amendement, appuyé par M. Chicoyne :

“ Que ce bill ne soit pas lu maintenant la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau référé au comité général de cette Chambre avec instruction d'en amender la clause 18, de telle façon que nulle personne ne puisse être contrainte de fournir au sujet du bois qu'elle possède d'autres renseignements que ceux qu'elle est personnellement en état de fournir.”

Cet amendement étant mis aux voix,— la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoume*.  
*Flynn*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—9.

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Caron* (L'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Clapperton*,  
*Cochrane*,  
*Cooke*,  
*Daignault*,  
*Duhamel*,  
*Girard*,  
*Godbout*,  
*Gouin*,  
*Hearn*,  
*Hutchinson*,  
*Kennedy*,  
*Lacombe*,

*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay*,  
*Mackenzie*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (Charlevoix),  
*Neault*, (Champlain),  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Prévost*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny) et  
*Turgeon*.—34.

Cet amendement est, aussi, rejeté.

La motion principale étant, de nouveau, soumise,—

M. Lafontaine (Maskinongé) propose, comme amendement, appuyé par M. Bissonnette (Soulanges) :

“ Que ce bill ne soit pas lu maintenant la troisième fois, mais qu'il soit référé de nouveau au comité général de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant la clause introduite en comité et qui permet, de concéder sans aucune mesure, précision ni définition, parce que cette clause permettrait de dépouiller des colons et des propriétaires de limites au bénéfice des spéculateurs.”

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,

*Lafontaine* (Maskinongé),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*St-Pierre* et  
*Tellier*.—8.

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Caron* (L'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Clapperton*,  
*Cochrane*,  
*Cooke*,  
*Daignault*,  
*Duhamel*,  
*Girard*,  
*Godbout*,  
*Gouin*,  
*Hearn*,  
*Hutchinson*,  
*Kennedy*,  
*Lacombe*,

*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay*,  
*Mackenzie*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (Charlevoix),  
*Neault* (Champlain),  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke)  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Prévost*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny), et  
*Turgeon*.—34.

Ainsi, cet amendement est, aussi, rejeté.

La motion principale étant, de nouveau, soumise,—

M. Chicoyne propose, comme amendement, appuyé par M. St-Pierre :—

“ Que le bill ne soit pas lu la troisième fois, maintenant, mais qu'il soit résolu que cette Chambre regrette de constater que le gouvernement n'ait pas, avec l'assentiment du Lieutenant-Gouverneur, inséré dans cette mesure une clause à l'effet de pouvoir concéder gratuitement aux colons les terres sur lesquelles il n'y a plus de bois marchand en quantité appréciable.”

Et, cet amendement étant soumis,—

M. Giard propose, comme sous-amendement, appuyé par M. Bissonnette (Soulanges) :

Que les mots suivants soient ajoutés après le mot “appréciable”, à la fin de l'amendement, savoir :

“ Et aussi de faire une remise complète au colon de tout ce qu'il doit

sur le prix d'achat de son lot, s'il a fait dans le temps prescrit le double des travaux de défrichement auxquels il est tenu, en vertu de son billet de location "

Ce sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—9.

CONTRE :

Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Clapperton*,  
*Cochrane*,  
*Cooke*,  
*Daignault*,  
*Delège*,  
*Duhamel*,  
*Girard*,  
*Godbout*,  
*Gouin*,  
*Hutchinson*,  
*Kennedy*,  
*Lacombe*,

*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (Charlevoix),  
*Neault* (Champlain),  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Prévost*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny),  
*Tanguay* et  
*Turgeon*.—34

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

Alors, l'amendement étant proposé, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—9.

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Clapperton*,  
*Cochrane*,  
*Cooke*,  
*Daignault*,  
*Delâge*,  
*Duhamel*,  
*Girard*,  
*Godbout*,  
*Gouin*,  
*Hutchinson*,  
*Kennedy*,  
*Lacombe*,

*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (Charlevoix),  
*Neault* (Champlain),  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Prévost*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Kamouraska),  
*Roy* (Montmagny),  
*Tanguay* et  
*Turgeon*.—34.

L'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est, alors, de nouveau, soumise.

M. Giard propose, comme amendement, appuyé par M. Bissonnette (Soulanges) :

“ Que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit de nouveau référé au comité général de cette Chambre avec instruction d'en amender la clause 12, de manière à déterminer avec plus de précision les divers cas dans lesquels le ministre pourra, de sa propre autorité, révoquer les ventes, concessions, locations, baux et permis relatifs aux terres publiques, et de manière aussi à mettre les intéressés à l'abri de toute mesure arbitraire. ”

Un débat s'élève.

L'honorable M. Pelletier propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, et il est—

*Ordonné*,—Que ce débat soit ajourné.

A six heures p. m., la Chambre s'ajourne à huit heures, ce soir.

*Huit heures, p. m.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (8) amendant la loi concernant la pension des officiers publics.

Bill (146) amendant l'article 599 du code de procédure civile.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (19) régularisant la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'asile de Beauport.

M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Mackenzie, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ;—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu.*—Que cette Chambre se constitue, immédiatement, en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général, et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné.*—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

L'amendement est lu, la première fois.

Et la question étant faite : Cet amendement sera-t-il lu la deuxième fois, maintenant ? La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'amendement est, en conséquence, lu la deuxième fois.

*Résolu.*—Que cette Chambre adopte cet amendement.

Et la question étant faite : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu.*—Que le bill passe.

*Ordonné.*—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son agrément.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement à la motion proposée, aujourd'hui :

Que le bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, soit lu, la troisième fois, maintenant,—

Le dit amendement se lisant comme suit :

“ Que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit de nouveau référé au comité général de cette Chambre avec instruction d'en amender la clause 12, de manière à déterminer avec plus de précision les divers cas dans lesquels le ministre pourra, de sa propre autorité, révoquer les ventes, concessions, locations, baux et permis relatifs aux terres publiques, et de manière aussi à mettre les intéressés à l'abri de toute mesure arbitraire ” ;—

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—8.

CONTRE :

Messieurs

*Allard*,  
*Chauret*,  
*Cherrier*,  
*Clapperton*,  
*Cochrane*,  
*Cooke*,  
*Daignault*,  
*Delège*,  
*Duhamel*,  
*Girard*,  
*Godbout*,  
*Gouin*,  
*Hutchinson*,  
*Kennedy*,  
*Lacombe*,  
*Laferté*,

*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay*,  
*Major*,  
*Mathieu*,  
*Morin* (Charlevoix),  
*Neault* (Champlain),  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Prévost*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Montmagny),  
*Tanguay* et  
*Weir*.—31.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant, de nouveau, soumise,

L'honorable M. LeBlanc propose, comme amendement, appuyé par M Tellier :

“ Que ce bill ne soit pas maintenant lu, une troisième fois. mais qu'il soit référé de nouveau au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender de manière à assurer, tout en sauvegardant les intérêts de la colonisation, la conservation de tout le domaine forestier nécessaire,—

(a) Au développement et à la prospérité des différentes industries qui en dépendent ; et notamment la fabrication de la pulpe et du papier, en cette province ;

(b) Pour protéger les sources de nos rivières et de leurs tributaires, et en assurer l'alimentation régulière et permanente ;

(c) Pour garantir l'existence même de nos immenses pouvoirs d'eau dont la puissance, comme générateurs de force motrice, est encore considérable ;

(d) Pour assurer à jamais à nos colons et à nos agriculteurs les multiples services que la forêt leur rend.”

L'amendement étant mis au voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—9.

CONTRE :

Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Chaurel*,  
*Cherrier*,  
*Clapperton*,  
*Cooke*,  
*Daignault*,  
*Delage*,  
*Duhamel*,  
*Fiset*,

*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay*,  
*Major*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (Charlevoix),  
*Neault* (Champlain),  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Prévost*,



*Girard,  
Godbout,  
Gouin,  
Hutchinson,  
Kennedy,  
Lacombe,  
Laferté,*

*Robitaille,  
Roy (Kamouraska),  
Roy (Montmagny),  
Tanguay,  
Turgeon et  
Weir.—37.*

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale étant proposée, de nouveau,

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné sur l'amendement fait à la motion proposée, vendredi, le 27 mai courant, à l'effet que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se constitue en comité des subsides.)

Et le débat se continuant,—

M. Tellier propose, appuyé par l'hon. M. Flynn et il est—

*Ordonné*,—Que ce débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

L'hon. M. Gouin propose, appuyé par l'hon. M. Robitaille,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Cette motion est acceptée.

L'honorable M. Gouin informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les a recommandées à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

La Chambre siège jusqu'après minuit, mardi matin.

---

---

Mardi, 31 mai 1904.

M. Roy (Montmagny) propose, appuyé par M. Mackenzie, et il est—

*Ordonné*,—Que l'ordre de la Chambre de vendredi, le 27 mai courant, ordonnant une conférence avec le Conseil législatif au sujet des amendements faits par le Conseil au Bill (114) pour régulariser la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'asile de Beaufort, soit rescindé,

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (R) abrogeant l'acte intitulé : Loi amendant les articles 1338, 2972*d*, 2972*e* et 5551 des statuts refondus, pour lequel il demande son agrément.

M. Delâge propose, appuyé par M. Bergevin, et il est—

*Ordonné*,—Que le bill (R du Conseil législatif) abrogeant l'acte intitulé : Loi amendant les articles 1338, 2972*d*, 2972*e* et 5551 des statuts refondus, soit maintenant lu, la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour sa seconde lecture.

Et, la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et demi, s'ajourne à onze heures, aujourd'hui.

---

## Mardi, 31 mai 1904

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement fait à la motion proposée, lundi, le 27 mai courant :

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se constitue en comité des subsides) Lequel amendement se lisait comme suit :

“ Que tous les mots après “ que ”, dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

Cette Chambre regrette de constater :

1. Que sans la vente des limites à bois, les comptes publics pour 1902-03, eussent révélé un déficit de \$191,202.03, si l'on prend le produit de la vente au chiffre de \$352,204.58, tel qu'il appert à la page 21b, du rapport du ministre des terres, pour 1903, et un déficit de \$201,101.56, si l'on prend le chiffre de \$361,904.09 que nous donne le ministre lui-même ;

2. Que pour l'exercice en cours (1903-04), les chiffres que nous avons devant nous, savoir : le vote de la législature, les mandats spéciaux et les estimés supplémentaires, avec les recettes prévues par l'ex-trésorier, soit :

Dépenses totales.....	\$ 4,639,402 06
Recettes .....	4,463,765 34
Donnant un déficit de.....	175,636 72

et quant à l'exercice de 1904-05, pour lequel le trésorier réclame, d'après ses prévisions, un surplus de \$13,541.95, il n'y a rien dans les calculs faits par lui qui soit de nature à rassurer la Chambre ; qu'au contraire, il augmente les dépenses ordinaires de \$151,212.71, sur 1902-03, soit :

Dépenses ordinaires prévues pour 1904-1905.....	\$ 4,681,829 59
Dépenses ordinaires 1902-1903.....	4,530,616 88
Augmentation.....	151,212 71

et pour arriver même au chiffre de recettes qu'il prévoit, il grossit démesurément le revenu, spécialement celui provenant des taxes sur les corporations commerciales et sur les successions :

3. Que les comparaisons que le Trésorier fait des sommes dépensées pour l'instruction publique, l'agriculture et la colonisation, sous le régime conservateur et le régime libéral, respectivement, tendant à démontrer que ce dernier a dépensé plus, ne sert guère la cause du gouvernement et n'établit pas en somme qu'il a mieux fait que ses prédécesseurs immédiats ; les dépenses pour l'instruction publique, en ce qui regarde les écoles

publiques étant restées au chiffre autorisé sous le gouvernement conservateur, et l'emploi fait par le gouvernement libéral de l'octroi spécial du 60 Vict., n'ayant pas été employé, pour une bonne partie du moins, à des fins prévues par le statut; quant à ce qui regarde l'agriculture et la colonisation, nous avons en comparant les années 1896-97 et 1902-03, pratiquement le même budget pour l'agriculture et pour la colonisation, une augmentation de \$59,400.00, soit :

Colonisation, 1893-97.....	\$ 169,900 00
“ 1902-03.....	110,500 00
Augmentation.....	59,400 00

pour l'année conservatrice ;

4. Sur les deux articles suivants, entre autres, des dépenses, savoir : administration de la justice et le gouvernement civil, au sujet desquels le Trésorier n'a pas jugé à propos de faire de comparaison, les chiffres officiels nous donnent les résultats suivants :

(a) Administration de la justice, régime libéral :

Pour cinq années de 1897-93 à 1901-02.....	\$ 3,161,979 46
Et pour six années, en y incluant 1902-03.....	3,827,837 91
Tandis que sous le régime conservateur, de 1892-93 à 1896-97, cette dépense ne s'élève qu'à .....	2,970,984 95

ce qui donne pour la moyenne libérale, pour cinq années, une somme de \$632,395.89, tandis que pour les cinq années de l'administration conservatrice, la moyenne n'est que de \$594,196.99, faisant une augmentation de \$38,198.90 sous le régime actuel; et si l'on prend la moyenne des six années de l'administration libérale, elle est de \$637,972.95, faisant une augmentation de \$43,775.96.

(b) Gouvernement civil, comprenant les traitements et les dépenses contingentes :

Pour le régime conservateur de 1892 à 1897,	
total.....	\$ 1,290,539 58
soit une moyenne de.....	258,127 91
Régime libéral, total .....	\$ 1,888,306 74
soit une moyenne de.....	277,661 31
faisant une augmentation, sous le régime libéral de	19,533 43

Et si l'on prend la moyenne des six années de l'administration libérale, elle est de \$276,790.72, faisant une augmentation de \$18,662.81.

5. Les dépenses ordinaires du gouvernement pour la période s'étendant de 1897-98 à 1901-02, qui ont toujours suivi une progression ascendante, année par année, s'élèvent à la somme de \$21,944,138.09, tandis que pour les cinq années antérieures du parti conservateur, elles ne s'élèvent qu'à \$20,590,794.87 soit :

Régime libéral.....	\$21,944,138 09
Régime conservateur.....	20,590,794 87
Augmentation sous le régime libéral....	\$ 1,353,343 22
Moyenne libérale.....	4,388,827 61
Moyenne conservatrice.....	4,118,158 97
Différence en faveur du parti conser- vateur.....	\$ 270,668 64
Mais il faut ajouter l'année 1903, ce qui donne un total pour six années du régime libéral de.....	\$26,474,754 97
donnant une moyenne de.....	4,412,459 16
pour six années, ce qui fait une aug- mentation, sous le présent régime de .....	\$ 294,300 19
sur la moyenne conservatrice.	

6. Qu'après avoir condamné, lorsqu'il était dans l'opposition, l'imposition de taxes, le parti au pouvoir, loin de les abolir ou même de les diminuer, ce qu'il eut dû faire s'il eut été conséquent, a perçu pour taxes sur les corporations commerciales et sur les successions, l'énorme somme de \$2,508,140,79, pour six ans, et pour cinq années de son administration de 1897-98 à 1902, une moyenne de \$354,663.62, faisant une augmentation de la somme de \$60,450.85, sur la moyenne de \$294,212.71, de l'administration conservatrice, pour le même nombre d'années.

7. Sans la vente des limites à bois, qui a produit pendant l'administration libérale \$1,455,567.57, il y aurait eu des déficits annuels s'élevant en tout à 1,324,639 83.

8. Que le parti actuellement au pouvoir, après avoir condamné, quand il était dans l'opposition, la pratique des mandats spéciaux, en a émis pour un montant de \$1,054,507 67 depuis 1897.

9. Qu'il n'a tenu aucun de ses engagements de réduire les dépenses ordinaires du gouvernement, de rétablir l'équilibre véritable dans les finances, de faire des retranchements ou des économies ; qu'au contraire, les chiffres officiels démontrent qu'il y a eu violation de ses promesses solennelles faites au peuple de cette province.

10. Que, même en ce qui regarde le rajustement du subside fédéral, le gouvernement, après sept ans d'expectative et d'expressions réitérées d'espérances, n'est pas plus avancé qu'il était dès le début de son administration, et que les reproches que le parti libéral adressait à ce sujet au parti conservateur, lorsqu'il était au pouvoir à Québec, s'applique avec beaucoup plus de raison à ceux qui gouvernent aujourd'hui.

11. Que, contrairement au devoir strict d'un ministre des finances sous le régime constitutionnel que nous avons, le trésorier ne nous indique pas les voies et moyens nécessaires pour faire face à toutes les dépenses du service public, et ne nous donne que la perspective de voir le gouvernement continuer à se servir de l'expédient dont il abuse, de mettre en vente d'autres étendues du domaine public pour la coupe du bois, avec l'inten-

tion de combler ainsi les déficits, qui sans cela s'accuseront nécessairement et même à un plus haut degré que dans le passé, vu l'augmentation graduelle des dépenses que le budget du Trésorier nous indique ;

12. Qu'en somme, le gouvernement a failli à la tâche qu'il avait assumée, n'a pas tenu les promesses faites à l'électorat de cette province, tant par lui-même que par le parti qu'il représente, quoiqu'il ait eu tout le temps nécessaire à cette fin, et n'offre aucune solution satisfaisante au problème financier que son administration révèle.

Que, dans ces circonstances, cette Chambre est d'opinion que l'"utilité du présent gouvernement a cessé" et que l'intérêt public exige qu'il soit remplacé par une autre administration plus en état de faire face à la situation et de répondre aux besoins et aux aspirations du peuple de cette province. "

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Chicoyne,*  
*Flynn,*  
*Giard,*  
*Lafontaine (Maskinongé),*

*LeBlanc,*  
*Naud (Portneuf),*  
*Saint-Pierre et*  
*Tellier. — 8*

CONTRE :

Messieurs

*Allard,*  
*Bergevin,*  
*Bissonnette (Montcalm),*  
*Cardin,*  
*Caron (l'Islet),*  
*Champagne,*  
*Chauret,*  
*Cherrier,*  
*Cochrane,*  
*Cooke,*  
*Daignault,*  
*Décarie,*  
*Dupuis,*  
*Gillies,*  
*Girard,*  
*Godbout,*  
*Gouin,*

*Hutchinson.*  
*Kennedy,*  
*Lacombe,*  
*Laferté,*  
*Lafontaine (Berthier),*  
*Lemay,*  
*Major,*  
*Mathieu,*  
*McCorkill,*  
*Parent,*  
*Pelletier (Sherbrooke),*  
*Pilon,*  
*Roy (Montmagny),*  
*Tanguay,*  
*Walker et*  
*Weir. — 33.*

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est, alors, soumise et il est —

*Ordonné*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-huit mille cinq cent vingt-deux piastres et quatre-vingt-onze centins, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

*P*—————

— —

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a passé deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*,—Qu'au cours de la prochaine séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu, à la prochaine séance.

—————

Un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur est transmis par Arthur St-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier de la Verge Noire, dans ces termes :

M. l'Orateur,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec requiert la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants :

Bill 8 —Loi concernant la pension des officiers publics ;

Bill 32.—Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke ;

Bill 38.—Loi amendant de nouveau la loi constituant en corporation la ville de Buckingham, 53 Victoria, chapitre 74, et les lois qui l'amendent ;

Bill 46.—Loi divisant la municipalité du village de Sainte-Geneviève dans le comté de Jacques-Cartier, en deux municipalités distinctes et

séparées, et érigeant la municipalité du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds ;

Bill 55.—Loi amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal ;

Bill 58.—Loi ratifiant et confirmant le titre de la seigneurie de La Grande-Vallée des Monts ;

Bill 82.—Loi modifiant la loi relative à la ville de Salaberry de Valleyfield ;

Bill 92.—Loi amendant la charte de la cité de Montréal ;

Bill 124.—Loi concernant les automobiles.

Et, les députés étant de retour,—

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se constitue en comité des subsides.

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent vingt-deux piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la balance d'impression d'un catalogue de la bibliothèque, y compris \$200 pour la reliure, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les services divers du Conseil d'hygiène provincial. 1 Edouard VII, chapitre 19, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu maintenant.

*Ordonné*,—Que cette Chambre se constituera, de nouveau, en comité, à sa prochaine séance.

M. Champagne rapporte alors les résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904



2. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas huit cent vingt-deux piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la balance d'impression d'un catalogue de la bibliothèque, y compris \$200 pour la reliure, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

3. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

4. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les services divers du Conseil d'hygiène provincial. 1 Edouard VII, chapitre 19, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

*Ordonné*, — Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, les résolutions concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer, et, ce comité ayant siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, — Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Flynn—1. Quel est le nombre des limites à bois, dans la province, sous licence ?

2. Quel est le nombre et la superficie des limites à bois sous licence qui ne sont pas exploitées ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. 66,119 milles carrés. 2. Les rapports contenant ces renseignements ne sont pas complétés.

Par l'honorable M. Flynn.—1. Quelles sont les personnes ou compagnies qui ont demandé la mise en vente à l'enchère des limites à bois annoncées dans la *Gazette Officielle* du 28 courant ?

2. Quelle est la superficie en milles carrés annoncée en vente ?

3. Quel est le montant que le gouvernement compte retirer de cette vente ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. John C. Kaine, W. H. Miller, George St-Pierre & Cie, de Fraserville, Charles Brien, R. H. Scougall, H. M. Price, F. R. Morneault, G. C. Lequesne, Calhoun Lumber Co., Charles Crosman, Alexis Bélanger, Alphonse Pinault, G. R. Smith, J. D. Sowerby, Manicouagan & English Bay Export Co., Arthur Fafard, Wm. Hendrie, Agence de Hull, Paradis & Frère, François Roy, O. F. Stacy & Co, Wm.

Ritchie, Compagnie de Pulpe de Chicoutimi, Elisée Pagé, North Shore Power Railway & Navigation Company, Charles Angers, N. C. Smillie, J. E. Thibaudeau, Edmond Guérin, Félix Landry, A. D. Malhon, N. D. Smith, Madame Veuve Raoul Blais, Angus McLean. 2. 10,735 milles carrés. 3. Cela dépend des enchères qui seront offertes.

Par l'honorable M. Flynn.—1. M. P. Davis, contracteur du pont de Québec, a-t-il acheté à la vente de limites, l'année dernière, une superficie quelconque dans la région du Saint-Maurice ou ailleurs dans la Province ?

2. Quelle était la superficie ainsi achetée et le prix de l'adjudication ?

3. A-t-il revendu cette limite, ou ces limites, au colonel Burgess ou à une autre personne ou compagnie, et le transfert a-t-il été accepté par le département ?

4. Pour quel prix a-t-il ainsi revendu ces limites ?

Réponses par l'honorable M. Parent.—1, 2, 3, 4 Non.

Par l'honorable M. Flynn.—1. Est-ce à la connaissance du gouvernement, ou du Ministre des Travaux publics et de la Colonisation, ou d'aucun autre des ministres, que la Compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental ait fait faire par Henry O'Sullivan, Ecr., arpenteur géomètre et ingénieur civil, une exploration de la péninsule de Gaspé, depuis Causapscah jusqu'au Bassin de Gaspé, en vue de la localisation d'un chemin de fer ?

2. Le gouvernement ou aucun des ministres a-t-il reçu le rapport de cette exploration ou en a-t-il pris connaissance ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. Non. 2. Non.

A une heure P. M., M. l'Orateur, suivant l'ordre, ajourne la Chambre trois heures p.<sup>m</sup>.

*Trois heures p. m.*

M. Lacombe propose, appuyé par M. Cooke, et il est—

*Ordonné*,—Que l'honoraire additionnel payé pour le bill (103) amendant la charte de la cité de St-Henri soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que le retard apporté dans la production de ce bill est dû à des circonstances incontrôlables.

M. Cochrane propose, appuyé par M. Bissonnette (Montcalm), et il est—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (62), de la dernière session, —Loi constituant en corporation le "Montreal Hunt Club," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill se rapporte à une association dont un des objets est l'amélioration de la race chevaline.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général des résolutions concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer ; et, ce comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport. Qu'après qu'il eût déclaré la première résolution adoptée et après avoir signé chacun des paragraphes de la dite résolution, une discussion s'est élevée, provoquée par les demandes de divers députés, adressées au gouvernement, d'ajouter des subventions nouvelles à celles énumérées dans le projet de résolutions soumises à la considération du comité général ; qu'il a été décidé que cette discussion était hors d'ordre, parce qu'il n'y avait rien devant le fauteuil, la seconde résolution n'ayant pas encore été proposée et le comité ne pouvant pas ajouter de nouvelles subventions aux résolutions, sans la recommandation préalable de la Couronne. Appel est fait de la décision à M. l'Orateur.

Que, de plus, le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger, de nouveau, aujourd'hui. "

M. l'Orateur décide que l'appel de la décision du président d'un comité général se fait à la Chambre et non à l'Orateur, qui ne peut pas renverser la décision du président. Il cite la règle 76 et la décision rendue le 21 février 1899, par l'honorable M. Jules Tessier, alors Orateur de la Chambre, dans laquelle il a cité l'autorité de May, page 375, deuxième édition.

L'appel de la décision du président du comité est retiré

La Chambre se constitue, de nouveau, en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné.*—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre : Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 mai 1904, pour la production de tous documents se rapportant à l'ordre en conseil, passé le 28 avril 1904, au sujet d'un nommé Elzéar Feuiltault, de St-François de Beauce.  
(*Document de la session No. 124.*)

A six heures, suivant l'ordre, la Chambre s'ajourne à huit heures, ce soir.

---

---

*Huit heures p. m.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant, sans amendement :

Bill (19) régularisant la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'Asile de Beauport.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande son agrément.

Bill (127) amendant la loi concernant les compagnies de cimetières.

Bill (148) amendant la loi des élections contestées.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement fait aux amendements du Conseil législatif relativement au bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company," avec un amendement, pour lequel il demande l'agrément de l'Assemblée législative.

M. Bergevin propose, appuyé par M. Delâge, et la motion est soumise à la Chambre :—

Que l'amendement du Conseil législatif aux amendements faits par l'Assemblée législative aux premiers amendements du Conseil législatif faits au Bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company", soit maintenant lu la première fois,—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'amendement est, en conséquence, lu la première fois.

Et la motion étant faite : Que cet amendement soit maintenant lu, la deuxième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'amendement est, en conséquence, lu la deuxième fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de cet amendement soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (127) amendant la loi concernant les compagnies de cimetières, et ces amendement sont lus, la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (148) amendant la loi des élections contestées, et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se constitue de nouveau en comité général pour considérer les résolutions concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

(EN COMITÉ)

*Résolu*,—1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes pour aider à la construction des chemins de fer ci-après énumérés :

(a) A la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, pour l'aider à construire 50 milles de son chemin, à partir d'un point à ou près du Bassin de Gaspé, allant dans la direction de Causaps-cal, sur le chemin de fer Intercolonial, en passant à travers l'intérieur de la péninsule de Gaspé, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;

A la même compagnie, pour l'aider à construire 100 milles de chemin, allant de Paspébiac à Gaspé, en suivant d'aussi près que possible le littoral, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, à condition que 10 milles soient construits dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la loi à être basée sur les présentes résolutions ;

(b) A la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 30 milles de son chemin, depuis un point à ou près de St-Octave de Métiis, sur le chemin de fer Intercolonial, jusqu'à Matane ;

(c) A la compagnie de chemin de fer Québec et Lac St-Jean, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 38 milles de chemin de fer, à partir d'un point sur le chemin de fer Québec et Lac St-Jean, près de la rivière Jeannotte, jusqu'à La-Tuque, sur la rivière St-Maurice ;

(d) A la compagnie du chemin de fer de la Rivière des Sauvages, pour une voie ferrée de 19 milles, allant d'un point situé à ou près de l'extrémité nord du lac Mégantic et vers le sud, le long du dit lac, jusqu'à un point sur la frontière internationale, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;

(e) A la compagnie du chemin de fer Québec Central, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, sur un parcours de 9 milles, pour l'extension de son chemin depuis St-François jusqu'à St-Georges de Beauce ;

(f) A la compagnie dite : "The Joliette and Lake Manuan Colonization Railway Company," pour l'aider à construire 60 milles de son chemin depuis Joliette, allant dans la direction du Lac Manan ou Manuan, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;

(g) A la compagnie du chemin de fer Interprovincial et de la Baie James, pour une ligne de chemin de fer de 50 milles, allant du lac Témiscamingue au terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, dans la direction du nord, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;

(h) A une compagnie de chemin de fer qui construira une voie ferrée de 20 milles de chemin, de la station de Waltham jusqu'à Ferguson's Point, dans le comté de Pontiac, une subvention de 4,000 acres de terres par mille, non convertibles en argent ;

(i) A la compagnie de chemin de fer Québec et Lac St-Jean, pour l'aider à construire un mille de voie ferrée allant de Roberval jusqu'au quai du gouvernement, au Lac St-Jean, une subvention de 4,000 acres de terre, non convertibles en argent ;

(j) A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 10 milles de chemin de fer, à partir d'un point dans le village de Hébertville, comté du Lac St-Jean, dans la direction de St-Joseph d'Alma, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;

(j 1) A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer de Roberval allant à l'Ouest dans la direction de la baie James, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;

(j 2) A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 20 milles de chemin de fer allant de Jonquières, dans la direction de la Baie des Ha! Ha! une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;

(k) A la compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford, pour l'aider à construire et compléter 12 milles de son chemin de fer, depuis Eastman jusqu'à la ligne de séparation entre le canton de Bolton, partie est, et le canton de Potton, une subvention de 1,500 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;

(l) A la compagnie du chemin de fer du Grand-Nord du Canada, une somme de \$6,000 en argent, pour être remboursée à la municipalité de la paroisse de Sainte-Sophie et à la municipalité du village de New-Glasgow, étant le montant des obligations souscrites par ces deux municipalités pour aider à la construction du dit chemin de fer depuis Saint-Jérôme jusqu'à New-Glasgow.

*Résolu, 2* — Que les mines et minerais, tels que définis dans la Loi des Mines de Québec, et comprenant le charbon et le pétrole, qui pourront se trouver dans les terres octroyées en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions, seront réservés en faveur de la Couronne ;

*Résolu, 3*. — Que les subventions en terres visées par les résolutions précédentes seront exigibles comme suit :

(a) Lors de l'achèvement de la partie du chemin pour laquelle la subvention a été accordée, si telle partie a une longueur de moins de 10 milles ;

(b) Lors de l'achèvement de chaque section de dix milles, proportionnellement à la valeur de la section ainsi achevée comparée à celle de l'ensemble de la partie subventionnée du chemin.

*Résolu, 4.*—Que le choix des terres à être ainsi données comme subventions sera laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil; que les terres choisies ne devront pas être comprises dans des limites à bois sous licences, lors de l'octroi, et que, autant que possible, elles devront être localisées le long ou dans le voisinage de chaque chemin de fer pour lequel elles sont accordées.

*Résolu, 5.*—Que la concession des subventions en terres en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions et l'acceptation d'icelles par chaque compagnie, seront subordonnées aux conditions suivantes :

(a) Les frais d'inspection et d'arpentage des terres octroyées devront être payés par la compagnie à laquelle elles seront accordées;

(b) La compagnie sera tenue de vendre, dans le délai qui sera de temps à autre fixé par le ministre de la colonisation et des travaux publics, aux colons de bonne foi qui en feront la demande, des lots à même les terres accordées comme subventions, à un prix n'excédant pas \$2.50 l'acre;

(c) Le ministre de la colonisation et des travaux publics pourra, pour l'avancement de la colonisation et la commodité des colons, désigner les endroits où la compagnie sera tenue d'ériger des gares sur sa ligne, et ces gares devront être érigées en conséquence;

(d) Le lieutenant-gouverneur en conseil aura en tout temps le contrôle absolu des tarifs de péages à prélever et imposer par la compagnie sur son chemin;

(e) La compagnie devra construire sa voie avec des rails fabriqués et achetés au Canada et devra équiper sa ligne avec des matériaux qui y auront été également fabriqués et achetés, à moins que ces rails et matériaux ne puissent être achetés au Canada à un prix aussi bas et à des conditions aussi faciles qu'à l'étranger, et que telle compagnie ne soit, dans ce cas, préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à se procurer ses rails et matériaux hors du Canada;

(f) Le chemin sera construit suivant les tracés, plans, profils, livres de renvois, devis, estimés et conditions qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

*Résolu, 6.*—Que les travaux de construction des chemins de fer pour lesquels des subventions en terres seront accordées en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions devront être commencés—à moins qu'il ne le soient déjà—dans les deux ans qui suivront le 1er juillet 1904, et parachevés dans un délai raisonnable à être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ne devant pas dépasser quatre ans à compter de la dite date, sauf quant aux 10 milles mentionnés dans le dernier alinéa du paragraphe (a) de la résolution 1, et que, à défaut du commencement et du parachèvement des travaux dans les délais prescrits, la subvention deviendra caduque pour la partie du chemin qui restera alors inachevée.

*Résolu, 7.*—Qu'avant le commencement ou la reprise de ses travaux, la compagnie à laquelle des subventions seront accordées devra passer avec le département de la colonisation et des travaux publics un contrat écrit, déterminant les conditions et la nature des travaux à être exécutés sur le chemin et la partie de subventions qui sera attribuée à chaque section de dix mille d'un chemin continu et non interrompu, en proportion des frais de construction, tels qu'évalués par l'ingénieur des chemins de fer du département; et que toute telle compagnie avant de réclamer aucune partie des subventions visées par les résolutions précédentes, devra établir, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle a des moyens satisfaisants pour compléter son chemin et pour le maintenir en bon état d'exploitation.

*Résolu, 8.*—Que la compagnie à laquelle une subvention sera accordée en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions devra donner avis au ministre de la colonisation et des travaux publics chaque fois qu'une section de son chemin sera en état d'être inspectée par l'ingénieur des chemins de fer du département et qu'elle requiert, en conséquence, cette inspection et le rapport de l'ingénieur.

*Résolu, 9.*—Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de la Montagne d'Orford sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1906, sujet aux conditions contenues dans la loi 62 Victoria, chapitre 4, section 4.

#### Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

*Ordonné.*—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Dupuis rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

*Résolu, 1.*—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes pour aider à la construction des chemins de fer ci-après énumérés ;

(a) A la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, pour l'aider à construire 50 milles de son chemin, à partir d'un point à ou près du Bassin de Gaspé, allant dans la direction de Causapscal, sur le chemin de fer Intercolonial, en passant à travers l'intérieur de la péninsule de Gaspé, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;

A la même compagnie, pour l'aider à construire 100 milles de chemin allant de Paspébiac à Gaspé, en suivant d'aussi près que possible le littoral, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, à condition que 10 milles soient construits dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la loi à être basée sur les présentes résolutions ;

(b) A la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 30 milles de son chemin, depuis un point à ou près de St-Octave de Métis, sur le chemin de fer Intercolonial, jusqu'à Matane ;



(c) A la compagnie de chemin de fer Québec et Lac St-Jean, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 38 milles de chemin de fer, à partir d'un point sur le chemin de fer Québec et Lac St-Jean, près de la rivière Jeannotte, jusqu'à La-Tuque, sur la rivière St-Maurice;

(d) A la compagnie du chemin de fer de la Rivière des Sauvages, pour une voie ferrée de 19 milles, allant d'un point situé à ou près de l'extrémité nord du lac Mégantic et vers le sud, le long du dit lac, jusqu'à un point sur la frontière internationale, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent;

(e) A la compagnie du chemin de fer Québec Central, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, sur un parcours de 9 milles, pour l'extension de son chemin depuis St-François jusqu'à St-Georges de Beauce;

(f) A la compagnie dite: "The Joliette and Lake Manuan Colonization Railway Company," pour l'aider à construire 60 milles de son chemin depuis Joliette allant dans la direction du lac Manan ou Manuan, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent;

(g) A la compagnie du chemin de fer Interprovincial et de la Baie James, pour une ligne de chemin de fer de 50 milles, allant du lac Témiscamingue au terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, dans la direction du nord, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent;

(h) A une compagnie de chemin de fer qui construira une voie ferrée de 20 milles de chemin, de la station de Waltham jusqu'à Ferguson's Point, dans le comté de Pontiac, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent;

(i) A la compagnie de chemin de fer Québec et Lac St-Jean, pour l'aider à construire un mille de voie ferrée, allant de Roberval jusqu'au quai du gouvernement, au Lac St-Jean, une subvention de 4,000 acres de terre, non convertibles en argent;

(j) A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 10 milles de chemin de fer, à partir d'un point dans le village de Hébertville, comté du Lac St-Jean, dans la direction de St-Joseph d'Alma, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent;

(j 1) A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer, de Roberval, allant à l'Ouest dans la direction de la Baie James, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent;

(j 2) A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 20 milles de chemin de fer allant de Jonquières, dans la direction de la Baie des Ha! Ha! une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent;

(k) A la compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford, pour l'aider à construire et compléter 12 milles de son chemin de fer depuis Eastman jusqu'à la ligne de séparation entre le canton de Bolton, partie est, et le canton de Potton, une subvention de 1,500 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;

(l) A la compagnie du chemin de fer du Grand Nord du Canada, une somme de \$6,000 en argent, pour être remboursée à la municipalité de la paroisse de Sainte-Sophie et à la municipalité du village de New-Glasgow, étant le montant des obligations souscrites par ces deux municipalités pour aider à la construction du dit chemin de fer depuis Saint-Jérôme jusqu'à New-Glasgow.

*Résolu, 2.*—Que les mines et minerais, tels que définis dans la Loi des Mines de Québec, et comprenant le charbon et le pétrole qui pourront se trouver dans les terres octroyées en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions, seront réservés en faveur de la Couronne ;

*Résolu, 3.*—Que les subventions en terres visées par les résolutions précédentes seront exigibles comme suit :

(a) Lors de l'achèvement de la partie du chemin pour laquelle la subvention a été accordée, si telle partie a une longueur de moins de 10 milles ;

(b) Lors de l'achèvement de chaque section de dix milles, proportionnellement à la valeur de la section ainsi achevée comparée à celle de l'ensemble de la partie subventionnée du chemin.

*Résolu, 4.*—Que le choix des terres à être ainsi données comme subventions sera laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil ; que les terres choisies ne devront pas être comprises dans des limites à bois sous licences lors de l'octroi, et que, autant que possible, elles devront être localisées le long ou dans le voisinage de chaque chemin de fer pour lequel elles sont accordées.

*Résolu, 5.*—Que la concession des subventions en terre en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions et l'acceptation d'icelles par chaque compagnie, seront subordonnées aux conditions suivantes :

(a) Les frais d'inspection et d'arpentage des terres octroyées devront être payés par la compagnie à laquelle elles seront accordées ;

(b) La compagnie sera tenue de vendre, dans le délai qui sera de temps à autre fixé par le ministre de la colonisation et des travaux publics, aux colons de bonne foi qui en feront la demande, des lots à même les terres accordées comme subventions, à un prix n'excédant pas \$2.50 l'acre ;

(c) Le ministre de la colonisation et des travaux publics pourra, pour l'avancement de la colonisation et la commodité des colons, désigner les endroits où la compagnie sera tenue d'ériger des gares sur sa ligne, et ces gares devront être érigées en conséquence ;

(d) Le lieutenant-gouverneur en conseil aura en tout temps le contrôle absolu des tarifs de péages à prélever et imposer par la compagnie sur son chemin ;

(e) La compagnie devra construire sa voie avec des rails fabriqués et achetés au Canada et devra équiper sa ligne avec des matériaux qui y auront été également fabriqués et achetés, à moins que ces rails et matériaux ne puissent être achetés au Canada à un prix aussi bas et à des conditions aussi faciles qu'à l'étranger, et que telle compagnie ne soit, dans ce cas, préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à se procurer ses rails et matériaux hors du Canada ;

(f) Le chemin sera construit suivant les tracés, plans, profils, livres de renvois, devis, estimés et conditions qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

*Résolu, 6.*—Que les travaux de construction des chemins de fer pour lesquels des subventions en terres seront accordées en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions, devront être commencés—à moins qu'il ne le soient déjà—dans les deux ans qui suivront le 1er juillet 1904, et parachévés dans un délai raisonnable à être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ne devant pas dépasser quatre ans à compter de la dite date, sauf quant aux 10 milles mentionnés dans le dernier alinéa du paragraphe (a) de la résolution 1, et que, à défaut du commencement et du parachèvement des travaux dans les délais prescrits, la subvention deviendra caduque pour la partie du chemin qui restera alors inachevée.

*Résolu, 7.*—Qu'avant le commencement ou la reprise de ses travaux la compagnie à laquelle des subventions seront accordées devra passer, avec le département de la colonisation et des travaux publics, un contrat écrit, déterminant les conditions et la nature des travaux à être exécutés sur le chemin et la partie de subventions qui sera attribuée à chaque section de dix milles d'un chemin continu et non interrompu, en proportion des frais de construction, tels qu'évalués par l'ingénieur des chemins de fer du département ; et que toute telle compagnie avant de réclamer aucune partie des subventions visées par les résolutions précédentes, devra établir, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle a des moyens satisfaisants pour compléter son chemin et pour le maintenir en bon état d'exploitation.

*Résolu, 8.*—Que la compagnie à laquelle une subvention sera accordée en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions, devra donner avis au ministre de la colonisation et des travaux publics chaque fois qu'une

section de son chemin sera en état d'être inspectée par l'ingénieur des chemins de fer du département et qu'elle requiert, en conséquence, cette inspection et le rapport de l'ingénieur.

*Résolu*, 9.—Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de la Montagne d'Orford sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1906, sujet aux conditions contenues dans la loi 62 Victoria, chapitre 4, section 4.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Robitaille, —et la motion est soumise à la Chambre,—Que ces résolutions soient maintenant lues, la deuxième fois ;—

L'honorable M. Flynn propose, comme amendement, appuyé par l'honorable M. Pelletier, que tous les mots après “que” dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre, tout en consentant à la deuxième lecture de ces résolutions, constate, qu'en dépit des déclarations ministérielles antérieures et des engagements solennels pris par le parti maintenant au pouvoir de ne pas lancer la province dans de nouvelles entreprises, ou de nouveaux engagements, jusqu'à ce que sa position financière soit établie sur une base solide, le gouvernement, par les résolutions qu'il soumet à cette Chambre, à la fin d'une longue session, consacre une politique nouvelle, qu'il n'applique, il est vrai, qu'à certaines entreprises de voies ferrées, et cela pour un chiffre de 1,756,000 acres de terre, mais qui, par parité de raison, ne manquera pas de servir de précédent.

2. Cette Chambre regrette que le gouvernement, puisqu'il jugeait bonne cette politique de subventionner les chemins de fer par des octrois en terres, n'ait pas étudié avec plus de soin, et mûri ce projet de manière : 1<sup>o</sup>, à rendre justice aux sections de la province qui sont encore privées de l'avantage de voies ferrées et qui cependant payent leur part de la dette contractée par cette province pour la construction de chemins de fer ; 2<sup>o</sup>, à reconnaître d'autres projets de cette nature, dont l'importance, au point de vue de l'avenir de cette province, est pour le moins égale à celle des chemins mentionnés en ces résolutions, et ; 3<sup>o</sup>, à prévenir le danger sérieux d'un monopole qui serait nuisible à la colonisation et à l'intérêt général du pays ; ”—

L'amendement est, alors, soumis à la Chambre qui se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,

*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester), et  
*Saint-Pierre*.—7.

CONTRE :

Messieurs

*Allard,*  
*Bissonnette (Montcalm),*  
*Cardin,*  
*Caron (Matane),*  
*Champagne,*  
*Chauret,*  
*Cherrier,*  
*Clapperton,*  
*Cochrane,*  
*Cooke,*  
*Daignault,*  
*Décarie,*  
*Dion,*  
*Duhamel,*  
*Dupuis,*  
*Fiset,*  
*Gillies,*  
*Girard,*  
*Gosselin (Iberville),*  
*Gosselin (Missisquoi),*  
*Gouin,*  
*Lacombe,*

*Laferté,*  
*Lafontaine (Maskinongé),*  
*Lemay,*  
*Mathieu,*  
*McCorkill,*  
*Naud (Portneuf),*  
*Parent,*  
*Pelletier (Sherbrooke)*  
*Petit,*  
*Pilon,*  
*Prévost,*  
*Robitaille,*  
*Roy (St-Jean),*  
*Tanguay,*  
*Tuschereau,*  
*Tellier,*  
*Tessier,*  
*Tourigny,*  
*Turgeon,*  
*Walker et*  
*Weir.—43.*

L'amendement est rejeté.

La motion principale est, de nouveau, proposée ;—

M. Chicoyne propose, comme amendement, appuyé par M. St-Pierre :  
 Que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre tout en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, regrette de constater que le gouvernement n'ait pas, avec l'assentiment du Lieutenant-Gouverneur, inséré dans ces résolutions une clause à l'effet d'étendre le traitement de faveur accordé aux municipalités de Ste-Sophie et de New-Glasgow à toutes les municipalités qui ont contribué à la construction du Québec Central et du Grand Nord et aux autres municipalités placées dans des conditions similaires.”

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—10.

CONTRE :

Messieurs

*Allard*,  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Cardin*,  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Chauret*,  
*Cherrier*,  
*Clapperton*,  
*Cochrane*,  
*Cooke*,  
*Daignault*,  
*Décarie*,  
*Dion*,  
*Duhamel*,  
*Dupuis*,  
*Fiset*,  
*Gillies*,  
*Girard*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gosselin* (Missisquoi),

*Gouin*,  
*Lacombe*,  
*Laferté*,  
*Lemay*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Prévost*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (St-Jean),  
*Tanguay*,  
*Taschereau*,  
*Tessier*,  
*Tourigny*,  
*Turgeon*,  
*Walker* et  
*Weir*.—40.

Cet amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est alors soumise, de nouveau, et il est—

*Ordonné*,—Que les dites résolutions soient maintenant lues, la seconde fois.

Ces résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soient remises à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède à considérer les résolutions rapportées aujourd'hui du comité des subsides, et elles sont lues, la deuxième fois, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent vingt-deux piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la balance d'impression d'un catalogue de la bibliothèque, y compris \$200 pour la reliure, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année finissant le 30 juin 1904.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les services divers du Conseil d'hygiène provincial, l'Ed VII, ch. 19, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

*Résolu*,—Que la Chambre adopte ces résolutions.

L'ordre du jour appelle la réception du rapport des résolutions rapportées aujourd'hui du comité des subsides,

*Ordonné*,—Que ce rapport soit reçu, maintenant.

M. Champagne rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-huit mille cinq cent vingt-deux piastres et quatre-vingt-onze centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de l'administration de la justice pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Les résolutions ayant été lues, la deuxième fois, sont adoptées.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les impressions et la reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q. art. 158, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Cercles agricoles et comme encouragement à l'agriculture en général, à l'amélioration des chemins ruraux, et aussi, à l'amélioration de la race chevaline, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme encouragement à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, aux concours de produits laitiers, à l'inspection des beurreries et fromageries de la province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

*Résolu*,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides

M. Champagne rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les impressions et la reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q. art. 158, pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Cercles agricoles et comme encouragement à l'agriculture en général, à l'amélioration des chemins ruraux et, aussi, à l'amélioration de la race chevaline pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme encouragement à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, aux concours de produits laitiers, à l'inspection des beurreries et fromageries de la province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1904.

Les dites résolutions ayant été lues, la seconde fois, sont adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.



La Chambre procède à considérer les amendements faits au bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (149) détachant les cantons Mousseau et Lynch du comté d'Ottawa et les annexant au comté de Montcalm, pour toutes les fins.

M. Bissonnette (Montcalm) propose, appuyé par M. Cochrane,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ;—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative du consentement de

MM. CHICOYNE, représentant la division électorale de Wolfe.

GILLIES,	"	"	"	Pontiac.
GOSSELIN,	"	"	"	Iberville.
PELLETIER,	"	"	"	Sherbrooke.
ST-PIERRE,	"	"	"	Stanstead.
WALKER,	"	"	"	Huntingdon.
WEIR,	"	"	"	Argenteuil.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Bissonnette (Montcalm) propose, appuyé par M. Cochrane, et il est—

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, informant Son Honneur que le bill intitulé : " Loi détachant les cantons Mousseau et Lynch du comté d'Ottawa et les annexant au comté de Montcalm pour toutes les fins," a été passé par l'Assemblée législative, du consentement de la majorité des représentants des comtés indiqués dans la seconde cédule de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867.

Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Proposé par l'hon. M. Flynn, appuyé par l'hon. M. Pelletier, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : 1. Copie de toute requête et de toute correspondance au sujet de la mise à l'enchère des

limites à bois annoncées en vente dans la *Gazette Officielle* du 28 mai courant.

2. Un état indiquant le nombre des limites à bois sous licence, et le nombre et la superficie en milles carrés des limites à bois sous licence et qui ne sont pas exploitées.

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : 1. Copie du rapport de l'exploration faite par Henry O'Sullivan, écr., arpenteur géomètre et ingénieur civil, de la péninsule de Gaspé, depuis Causapscal, sur l'Intercolonial, jusqu'au Bassin de Gaspé, à la demande de la compagnie de chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

2. Copie du rapport de l'exploration ou de la localisation d'un chemin de fer par le même ingénieur, pour cette partie des comtés de Bonaventure et de Gaspé s'étendant depuis Paspébiac jusqu'au Bassin de Gaspé, exploration ou localisation qui aurait été faite à la demande de la même compagnie.

Proposé par l'hon. M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, et—

*Résolu*,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de tous ordres en Conseil, correspondance et documents se rapportant aux lots ou terrains de plus de 500 acres octroyés par lettres-patentes avec la date, le prix et le nom de l'acquéreur de chacun de ces lots ou terrains, et les fins pour lesquelles ils ont été octroyés dans chaque cas, depuis le 20 mai 1897.

*Ordonné*,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement fait à la motion proposée, jeudi, le 28 avril dernier :

Qu'il soit *résolu* : " Que dans l'opinion de cette Chambre, la présente organisation du Conseil législatif devrait être modifiée.

" Qu'il conviendrait de maintenir les membres actuels du Conseil dans les prérogatives dont ils ont été régulièrement investis, mais que les vacances survenant à l'avenir devraient être remplies d'après un régime électif à être déterminé par une loi organique.

" Que telle loi devrait pourvoir à ce que les futurs conseillers tiennent leurs mandats, non de certaines divisions territoriales, mais des collèges électoraux, spécialement constitués à cette fin, de manière que les élus soient appelés à représenter les grands éléments économiques et sociaux, tels que l'éducation, l'agriculture, la finance, l'industrie, le travail et les principaux intérêts professionnels.

" Que notre Chambre Haute, constituée sur ces bases, se tiendrait plus en contact avec l'opinion publique, serait plus indépendante des luttes de parti, et exercerait un contrôle plus puissant et plus respecté sur le fonctionnement de nos institutions parlementaires ; "

Et lequel amendement se lisait comme suit :

“ Que tous les mots après “que” dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants : La Chambre satisfaite des explications du gouvernement passe à l'ordre du jour ; ”—

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Allard,*  
*Bissonnette (Montcalm),*  
*Cardin,*  
*Chauret,*  
*Cooke,*  
*Daignault,*  
*Décarie,*  
*Dupuis,*  
*Fiset,*  
*Gillies,*  
*Girard,*  
*Gosselin (Iberville),*  
*Gosselin, (Missisquoi),*  
*Gouin,*

*Laferté,*  
*Mathieu,*  
*McCorkill,*  
*Parent,*  
*Pelletier (Sherbrooke),*  
*Petit,*  
*Pilon,*  
*Prévost,*  
*Robitaille,*  
*Taschereau,*  
*Tessier,*  
*Turgeon et*  
*Walker.—27.*

CONTRE :

Messieurs

*Bissonnette, (Soulanges),*  
*Champagne,*  
*Chicoyne,*  
*Duhamel,*  
*Flynn,*  
*Giard,*  
*Lacombe,*  
*Lafontaine, (Maskinongé),*

*LeBlanc,*  
*Lemay,*  
*Naud (Portneuf),*  
*Pelletier (Dorchester),*  
*Roy, (St-Jean),*  
*Saint-Pierre et*  
*Tellier.—15.*

Ainsi, l'amendement est accepté.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

## Mercredi, 1er juin 1904

*Onze heures, a. m.*

L'ordre du jour appelle la Chambre à adopter les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (108) constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company".

M. Bergevin propose, appuyé par M. Champagne, et la motion étant soumise à la Chambre: Que cette Chambre adopte maintenant ces amendements,—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

*Résolu*,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à adopter les résolutions concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer rapportées du comité général, mardi, le 31 mai dernier.

*Résolu*,—Que ces résolutions soient adoptées.

*Ordonné*,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (16) concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (127) amendant la loi concernant les compagnies de cimetières, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements du Conseil législatif faits au Bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, —et la motion est soumise à la Chambre:—Que ces amendements soient maintenant lus la deuxième fois;—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative. Ces amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois;—

Et la proposition étant faite: Que ces amendements soient adoptés, maintenant, avec l'amendement suivant:

" 1. Tous les mots depuis les mots " la clause 20 ", jusqu'aux mots " l'un ou l'autre cas "; ces derniers terminant la dix-huitième ligne, sont retranchés, ainsi que tous les mots à partir des mots " dans le cas d'annulation " dans la vingt-cinquième ligne jusqu'à la fin de l'amendement qui se termine par le mot " exclus ". La partie du dit amendement, agréée par cette Chambre, est ajoutée comme dernier alinéa de l'article 1343 des statuts refondus.

2. Les mots suivants : " dans le défrichement ", sont ajoutés après le mot " coupé ", dans la cinquième ligne de l'article 1343*d*, des dits amendements ; " —

Un débat s'élève.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier, et il est—  
*Ordonné*,—Que ce débat soit ajourné.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Le gouvernement a-t-il l'intention d'intervenir dans une certaine cause portant le No 367 des registres de la cour supérieure, pour le district de Terrebonne, entre Rodrigue Charbonneau, maître-charretier, du village de Ste-Agathe-des-Monts, dans le comté de Terrebonne, et Louis-Etienne Parent, industriel, du même lieu ?

2. Dans l'affirmative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Non.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—M. Trefflé Vadeboncœur, employé au palais de justice de Montréal, a-t-il été payé de son salaire pour les mois de décembre 1903, janvier et février 1904 ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Oui.

Par M. Bissonnette (Soulanges) —Est-il à la connaissance de l'honorable ministre de la Colonisation et des Travaux publics que M. Trefflé Vadeboncœur s'est absenté souvent de son devoir, comme employé au palais de justice de Montréal, pour travailler à l'organisation d'une élection partielle fédérale, dans le district électoral de St-Jacques, dans la cité de Montréal, pendant les mois de décembre, janvier et février derniers ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Non.

Par M. Bissonnette (Soulanges).—Est-il à la connaissance du gouvernement que M. Trefflé Vadeboncœur, employé au palais de justice de Montréal, s'absente bien souvent de son devoir ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Non.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état donnant :

1. Le nombre de colons maintenant résidant le long du chemin Gouin.
2. Le nom de chacun de ces colons.

*Résolu*—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tous ordres en conseil et correspondance se rapportant à la nomination de Louis-Etienne Parent, industriel, comme maire de Ste-Agathe-des-Monts, dans le comté de Terrebonne, par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, le ou vers le 28 avril 1904.

*Ordonné*,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Bissonnette (Soulanges), appuyé par M. Giard, et—

*Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance se rapportant à une requête de M. Trefflé Gareau et autres, de St-Télesphore, demandant de l'aide pour le prolongement du chemin de la Côte-des-Anges jusqu'à la station du chemin de fer du Grand-Tronc, à la rivière Beaudette, dans le comté de Soulanges.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, de nouveau, en comité des subsides.

L'honorable M. McCorkill, appuyé par l'honorable M. Parent, propose,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Bissonnette (Soulanges) propose, en amendement, appuyé par M. Giard :

Que tous les mots après " que " dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre regrette de constater que la commission de colonisation qui a coûté si cher n'ait pas donné satisfaction ; "—

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bissonnette (Soulanges),  
Chicoyne,  
Flynn,  
Giard,  
Girard,  
Godbout,

LeBlanc,  
Naud (Portneuf),  
Pelletier (Dorchester),  
Saint-Pierre et  
Tellier.—11.

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard,*  
*Bissonnette (Montcalm),*  
*Cardin,*  
*Caron (l'Islet),*  
*Caron (Matane),*  
*Champagne,*  
*Chauret,*  
*Cherrier,*  
*Clapperton,*  
*Cochrane,*  
*Cooke,*  
*Daignault,*  
*Décarie,*  
*Delâge,*  
*Dion,*  
*Duhamel,*  
*Dupuis,*  
*Fiset,*  
*Gillies,*  
*Gosselin (Iberville),*  
*Gosselin (Missisquoi),*  
*Gouin,*  
*Guerin,*  
*Hutchinson,*  
*Kennedy,*

*Lacombe,*  
*Lafontaine (Berthier),*  
*Laferté,*  
*Lemay,*  
*Mackenzie,*  
*Mathieu,*  
*McCorkill,*  
*Morin (St-Hyacinthe),*  
*Neault (Champlain),*  
*Parent,*  
*Pelletier (Sherbrooke),*  
*Perrault,*  
*Petit,*  
*Pilon,*  
*Robitaille,*  
*Roy (Kamouraska),*  
*Roy (Montmagny),*  
*Roy (St-Jean),*  
*Tanguay,*  
*Tessier,*  
*Tourigny,*  
*Turgeon,*  
*Walker et*  
*Weir.—49.*

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et il est —

*Ordonné*,—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil.

La Chambre se constitue, alors, en comité des subsides.

## (EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-deux mille deux cent soixante et quatre piastres et vingt-centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions et la reliure des deux Chambres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc, de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'élection, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Perrault fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*.—Que le rapport soit reçu, maintenant.

*Ordonné*.—Que cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides, à la prochaine séance.

M. Perrault rapporte alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-deux mille deux cent soixante et quatre piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc, de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions et la reliure des deux Chambres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour la Bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.



5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'élection, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

*Ordonné*,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre :—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 mai 1904, pour la production de copie de la correspondance et des documents se rapportant à toutes les plaintes faites contre M. G. B. A. Lépine, shérif du district de Montmagny, depuis sa nomination jusqu'à ce jour.

*(Document de la session No 125.)*

A une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre à trois heures, cet après-midi.

*Trois heures, p. m.*

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (16) concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée aujourd'hui : Que la Chambre adopte maintenant les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (9) amendement la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, avec l'amendement suivant :

1. "Tous les mots depuis les mots "la clause 20" jusqu'aux mots "l'un ou l'autre cas," ces derniers terminant la dix-huitième ligne, sont retrans-

chés. ainsi que tous les mots à partir des mots " dans le cas d'annulation ", dans la vingt-cinquième ligne, jusqu'à la fin de l'amendement qui se termine par le mot " exclus." La partie du dit amendement agréée par cette Chambre est ajoutée comme dernier alinéa de l'article 1343 des statuts refondus.

2. Les mots suivants : " dans le défrichement," sont ajoutés après le mot " coupé," dans la cinquième ligne de l'article 1343*d* des dits amendements ; — "

Et le débat se continuant ; —

M. Tellier propose, comme amendement, appuyé par M. Chicoyne :

" Que cette Chambre n'adopte pas maintenant les amendements faits par le Conseil législatif au bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts — mais dans six mois." Puis, après quelque temps, avec l'assentiment de M. Tellier, et du consentement unanime de la Chambre, il est —

*Ordonné*, — Que le dit amendement soit retiré.

La motion principale étant, de nouveau, soumise, —

M. Tellier propose, comme amendement, appuyé par M. Chicoyne :

" Que cette Chambre n'adopte pas les amendements faits par le Conseil législatif au bill (9) amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, et qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant leurs Honneurs de la dissidence de cette Chambre, pour les raisons suivantes : " Parce que ces amendements seraient de nature à multiplier les difficultés et les causes de conflit entre les porteurs de licence et les colons et, aussi, parce que l'intérêt public ne parait pas en justifier les dispositions."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

#### POUR :

##### Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Godbout*,  
*Lafontaine* (Maskinougé),

*Naud* (Portneuf),  
*Saint-Pierre*, et  
*Tellier*. — 7.

#### CONTRE

##### Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Blanchard*,  
*Cardin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane),

*Hutchinson*,  
*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*LeBlanc*,  
*Lemay*,  
*Mackenzie*,  
*Mathieu*,

*Champagne,*  
*Chauvet,*  
*Cherrier,*  
*Clapperton,*  
*Cochrane,*  
*Cooke,*  
*Daignault,*  
*Delège,*  
*Duhamel,*  
*Dupuis,*  
*Fiset,*  
*Flynn,*  
*Giard,*  
*Gillies,*  
*Girard,*  
*Gosselin (Iberville),*  
*Gosselin (Missisquoi),*  
*Gouin,*  
*Guerin,*

*McCorkill,*  
*Morin (St-Hyacinthe)*  
*Neault (Champlain),*  
*Parent,*  
*Pelletier (Dorchester),*  
*Pelletier (Sherbrooke),*  
*Petit,*  
*Pilon,*  
*Robitaille,*  
*Roy (Kamouraska),*  
*Roy (Montmagny),*  
*Roy (S-Jean),*  
*Tanguay,*  
*Tessier,*  
*Tourigny,*  
*Turgeon,*  
*Walker et*  
*Weir.—51*

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale est proposée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les dits amendements sont, en conséquence, adoptés avec le dit amendement.

*Résolu,*— Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements faits au dit bill, avec un amendement.

*Ordonné,*— Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, procède à considérer, de nouveau, les résolutions rapportées aujourd'hui du comité des subsides et les dites résolutions sont lues, une deuxième fois, comme suit :

1. *Résolu,*— Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu,*— Qu'une somme n'excédant pas soixante-deux mille deux cent soixante et quatre piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les impressions et la reliure des deux Chambres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes etc, de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'élection pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

*Résolu*,—Que ces résolutions soient adoptées.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, de nouveau, en comité des subsides.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Parent : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion étant soumise à la Chambre.—

L'honorable M. Pelletier (Dorchester) propose, comme amendement, appuyé par l'honorable M. Flynn, que tous les mots après " Que ", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre regrette de constater que le gouvernement ait gardé à son service comme garde-chasse et garde-pêche le nommé Noé Landry qui, d'après le rapport de la Commission de Colonisation aurait joué un si triste rôle dans l'affaire du Canton de Montigny, et que le gouvernement n'ait pas pris action à l'égard du dit Landry."

Avec l'assentiment de l'honorable M. Pelletier, et du consentement unanime de la Chambre, il est, ensuite,—

*Ordonné*,—Que cet amendement soit retiré ;—

Et la motion principale étant, de nouveau, soumise,—

L'honorable M. Pelletier (Dorchester) propose, comme amendement, appuyé par l'honorable M. Flynn, que tous les mots après " Que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Par le document officiel No 80, déposé devant cette Chambre, le 3 mai courant, il appert que M. J. C. Langelier, surintendant des gardes-forestiers, a constaté dans le mois de juin 1902 qu'il s'exportait aux Etats-Unis une grande quantité de bois de pulpe sans que le gouvernement en ait connaissance et sans que les droits fussent payés ;

Que dans un rapport fait par lui à cette date, au ministre des Terres, Mines et Pêcheries, le dit J. C. Langelier concluait comme suit : " Les chiffres que je donne plus haut démontrent ce que cette pratique frauduleuse fait perdre au gouvernement."

Que les dits chiffres étaient comme suit :

Pour l'année 1900.....	87,370 cordes.
" " 1901.....	39,838 "
" " 1902 (six mois).....	23,295 "
Total.....	150,503 "

formant pour cette période-là seulement un total de 150,503 cordes.

Que ce rapport ne parle que de la région du Saint-Maurice ;

Il est de notoriété publique que la même chose existe dans d'autres parties de la Province ;

Qu'il appert par le rapport de la Commission de Colonisation, (annexe de l'enquête à Québec), que les officiers du département des Terres ont souvent attiré l'attention des autorités sur ce fait, et, ce, depuis longtemps.

Qu'en conséquence de ces représentations, des circulaires furent envoyées aux agents des terres en 1898, c'est-à-dire quatre ans avant le rapport du dit Langelier. Que cette circulaire n'a eu aucun effet et que le ministre a permis que la chose se continuât, malgré que des représentations lui aient été souvent faites à ce sujet par le dit Langelier en 1902, et depuis, par d'autres employés du département.

Qu'il résulte de tout ce que si haut mentionné que la Province perd chaque année des sommes énormes par suite de la mauvaise administration du département des Terres, Mines et Pêcheries et que la Chambre regrette d'avoir à constater un tel état de chose."

Et un débat s'élève ;—

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et il est—

*Ordonné*,—Que ce débat soit ajourné.

Il est six heures p. m., la Chambre est ajournée à huit heures, ce soir.

*Huit heures p. m.*

Il est proposé par M. Champagne, appuyé par M. Tanguay, et—

*Ordonné*,—Que l'honoraire payé pour le bill (59) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Montréal et Grenville soit remis moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

## INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. St-Pierre.—1. M. Trefflé Vadeboncœur, ancien charretier de Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement, au palais de justice de Montréal ?

2. Si oui, quelle position occupait-il, et depuis quand est-il nommé ?

3. A quel salaire a-t-il été nommé ?

4. Son salaire a-t-il été augmenté depuis sa nomination ?

5. Si oui, quand et de combien ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. Oui. 2 Gardien de la nouvelle cour de circuit depuis le 16 février 1898 à \$547.50. 4. Oui. 5 Le 1er novembre 1902; de \$12.50 par mois.

M. Bergevin propose, appuyé par M. Major, et il est—

*Ordonné*,—Que la réduction de \$5.00 par jour, mentionnée à l'article 149 des statuts refondus de la province de Québec, ne soit pas faite pour douze jours, dans le cas des députés de l'Assemblée législative qui n'auront pas assisté aux séances de la Chambre, ou de ses comités, pendant ce nombre de jours, et cet ordre ne vaudra que pour la présente session.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement fait à la motion proposée aujourd'hui :

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se constitue en comité des subsides),—lequel amendement se lisait comme suit : Que tous les mots après "Que" dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants :

"Par le document officiel No 80, déposé devant cette Chambre le 3 mai courant, il appert que M. J. C. Langelier, surintendant des gardes-forestiers, a constaté dans le mois de juin 1902, qu'il s'exportait aux Etats-Unis une grande quantité de bois de pulpe sans que le gouvernement en ait connaissance et sans que les droits fussent payés ;

Que dans un rapport fait par lui, à cette date, au Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, le dit J. C. Langelier concluait comme suit : "Les chiffres que je donne plus haut démontrent ce que cette pratique frauduleuse fait perdre au gouvernement."

Que les dits chiffres étaient comme suit :

Pour l'année 1900 .....	87,370 cordes.
" " 1901 .....	39,838 "
" " 1902. (six mois) .....	23,295 "
Total .....	150,503 "

formant pour cette période-là seulement un total de 150,503 cordes.

Que ce rapport ne parle que de la région du Saint-Maurice ;

Il est de notoriété publique que la même chose existe dans d'autres parties de la Province ;

Qu'il appert par le rapport de la Commission de Colonisation (annexe de l'enquête à Québec), que les officiers du département des Terres ont souvent attiré l'attention des autorités sur ce fait, et ce, depuis longtemps.

Qu'en conséquence de ces représentations, des circulaires furent envoyées aux agents des terres en 1898, c'est-à-dire quatre ans avant le rapport du dit Langelier. Que cette circulaire n'a eu aucun effet et que le ministre a permis que la chose se continuât malgré que des représentations lui aient été souvent faites, à ce sujet, par le dit Langelier, en 1902, et depuis, par d'autres employés du département.

Qu'il résulte de tout ce que ci-haut mentionné que la Province perd, chaque année, des sommes énormes, par suite de la mauvaise administration du département des Terres, Mines et Pêcheries, et que la Chambre regrette d'avoir à constater un tel état de chose."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Naud* (Portneuf) et  
*Pelletier* (Dorchester) —7.

CONTRE :

Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Blanchard*,  
*Blouin*,  
*Cardin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Champagne*,  
*Chauret*,  
*Clapperton*,  
*Cochrane*,

*Guerin*,  
*Kennedy*,  
*Lacombe*,  
*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier)  
*Lemay*,  
*MacKenzie*,  
*Major*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (St-Hyacinthe),

*Cooke,*  
*Daignault,*  
*Décarie,*  
*Dion,*  
*Duhamel,*  
*Fiset,*  
*Girard,*  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gosselin* (Missisquoi),  
*Gouin,*

*Neault* (Champlain),  
*Parent,*  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Pilon,*  
*Robitaille,*  
*Roy* (Montmagny),  
*Roy* (St-Jean),  
*Tourigny* et  
*Turgeon.*—41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et il est—

*Ordonné.*—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas soixante quatre mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-huit mille cinq cent vingt-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille sept cent quatre-vingt-onze piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du juge des sessions de la paix, Québec; ditto, Montréal; leurs traitements comme juges et commissaires des licences et ceux de leurs employés, les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province;



et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent, et \$13,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique de Montréal, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17, telle qu'amendée par l'art. 4 de 3 Edouard VII, Chap. 17.

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université-Laval, Québec, comme compensation pour avoir mis fin au loyer de l'école Normale, et la somme de \$2,000 sera payée à l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique, dans la proportion d'une moitié aux écoles dans les municipalités pauvres, et d'une moitié aux écoles modèles et académiques.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs, et \$700 00 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 31 juin 1905.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

*Résolu*,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Champagne rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-quatre mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-huit mille cinq cent vingt-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille sept cent quatre-vingt-onze piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du juge des sessions de la paix, Québec ; ditto Montréal, leurs traitements comme juges et commissaires

des licences et ceux de leurs employés et dépenses contingentes, y compris les traitements du grand constable et de son député, etc., Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu*.— Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*.— Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent, et \$13,000, seront payées à même cette part du dit fonds, à l'école polytechnique de Montréal, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17 telle qu'amendée par l'art. 4 de 3 Ed. VII, chap. 17

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université Laval, Québec, comme compensation pour avoir mis fin au loyer de l'école Normale, et la somme de \$2,000 sera payée à l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique, dans la proportion d'une moitié aux écoles dans les municipalités pauvres, et d'une moitié aux écoles modèles et académiques.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Les dites résolutions ayant été lues, une deuxième fois, sont adoptées.

La motion suivante est proposée: Que M l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se constitue en comité des subsides).

L'honorable M. Flynn propose, comme amendement, appuyé par l'honorable M. Pelletier:

"Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre regrette que le gouvernement persiste à vendre comme limites à bois, sans que les besoins du commerce et de l'industrie le requèrent, mais dans le but de solder ses déficits annuels, des étendues considérables du domaine public, dont la valeur augmente d'année en année, et qu'il nous importe au plus haut degré de conserver comme un héritage précieux et l'actif principal de la province;"—

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

## POUR :

## Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—10.

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard*,  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Blanchard*,  
*Blouin*,  
*Cardin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane)  
*Champagne*,  
*Chauret*,  
*Clapperton*,  
*Cochrane*,  
*Cooke*,  
*Daignault*,  
*Décarie*,  
*Dion*,  
*Duhamel*,  
*Fiset*,  
*Gillies*,  
*Girard*,  
*Gosselin* (Iberville),  
*Gosselin* (Missisquoi),  
*Gouin*,  
*Guerin*,  
*Hutchinson*,  
*Kennedy*,

*Lacombe*,  
*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Lane*,  
*Lemay*,  
*Mackenzie*,  
*Major*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Neault* (Champlain),  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (Montmagny),  
*Roy* (St-Jean),  
*Smith*,  
*Tanguay*,  
*Tessier*,  
*Tourigny*,  
*Turgeon*,  
*Walker* et  
*Weir*.—50.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et il est—

*Ordonné*.—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil, maintenant.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité des subsides.

## (EN COMITÉ)

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordé à Sa Majesté, pour les "High Schools" de Québec et de Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastre soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools" dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, de Montréal, et \$2,000 pour l'école de médecine et chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les livres à être donnés en prix et pour fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

10. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école des sourds-muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer des gratifications aux instituteurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions, et qu'il demande la permission de siéger, de nouveau.

*Ordonné*.—Que le rapport soit reçu, maintenant.

*Ordonné*.—Que cette Chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides, au cours de la présente séance.

En conséquence, M. Champagne rapporte les résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les "High Schools" de Québec et de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools" dont \$2,000 pour la Faculté de droit de l'Université Laval de Montréal, et \$2,000 pour l'école de médecine et chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles publiques ; cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les livres à être donnés en prix et pour fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école des sourds-muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordé à Sa Majesté, pour payer le coût d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer des gratifications aux instituteurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Les dites résolutions ayant été lues, une deuxième fois, sont adoptées.

Et la motion étant, de nouveau, proposée : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se constitue en comité des subsides),—

L'honorable M. LeBlanc propose, en amendement, appuyé M. Tellier :

“ Que tous les mots après “ Que ” soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre regrette que le gouvernement ait administré nos bois et forêts de manière à favoriser les industries américaines au détriment de nos industries nationales, en ne prenant pas les mesures nécessaires pour arrêter l'exportation de notre bois de pulpe aux Etats-Unis, et protéger et encourager la fabrication de la pulpe et du papier en cette province ; — ”

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Giard*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*LeBlanc*,  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—9.

CONTRE :

Messieurs

*Allard*,  
*Bissonnette* (Montcalm),  
*Blanchard*,  
*Cordin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Chauret*,

*Lacombe*,  
*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay*,  
*Major*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (St-Hyacinthe),

Cooke,  
Daignault,  
Décarie,  
Delâge,  
Dion,  
Duhamel,  
Dupuis,  
Fiset,  
Girard,  
Godbout,  
Gosselin (Iberville),  
Gosselin (Missisquoi),  
Gouin,  
Guerin,  
Kennedy,

Neault (Champlain),  
Parent,  
Pelletier (Sherbrooke),  
Perrault,  
Petit,  
Pilon,  
Robitaille,  
Roy (Kamouraska),  
Roy (Montmagny),  
Roy (St-Jean)  
Smith,  
Tessier,  
Tourigny,  
Turgeon, et  
Weir.—46.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte, maintenant, le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Monument National, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, paiement sujet à un ordre en Conseil en vertu de 2 Edouard VII, chapitre 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la reliure et le renouvellement des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Résolutions à rapporter.



M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

*Résolu*,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Champagne rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Monument National, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, paiement sujet à un ordre en Conseil en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la reliure et le renouvellement des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Les dites résolutions ayant été lues, deux fois, sont agréées.

La Chambre siège jusqu'après minuit.

*Jeudi, 2 juin 1904.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (10) amendant la loi concernant les chemins de fer.

Bill (149) détachant du comté d'Ottawa les cantons Mousseau et Lynch, et les annexant, pour toutes fins, au comté de Montcalm.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (151) sous le titre suivant: "Loi amendant le code municipal," avec plusieurs amendements pour lesquels il demande son agrément.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (S) amendant le code civil, relativement aux privilèges des architectes, constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux, pour lequel il demande son agrément.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (151) amendant le code municipal, et ces amendements sont lus, la première fois.

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

M. Lacombe propose, appuyé par M. Prévost, et il est—

*Ordonné*,—Que le Bill (S du Conseil législatif) amendant le code civil, relativement aux privilèges des architectes, constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux, soit maintenant lu la première fois.

En conséquence, ce bill est lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre : Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 mai 1904, pour copie d'un état des recettes et des dépenses de l'année courante, jusqu'au 30 mai courant.  
(*Document de la session No 126*).

Et, la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et quarante minutes, s'ajourne à onze heures, ce matin.

Jeudi, 2 juin 1904.

Onze heures A. M.

L'honorable M. Robitaille remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que M. l'Orateur lit comme suit :

*(Tous les députés se tenant debout, la tête découverte.)*

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

J'ai l'honneur d'accuser réception de l'adresse de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, m'informant qu'en vertu des dispositions de l'article 80 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, la deuxième et troisième lecture du bill intitulé : " Loi détachant les cantons Mousseau et Lynch du comté d'Ottawa et les annexant au comté de Montcalm, pour toutes les fins ", ont été adoptées par l'Assemblée Législative avec le concours de la majorité des membres représentant les divisions électorales mentionnées dans la deuxième cédule du dit acte.

(Signé)

L.-A. JETTÉ,  
Lieutenant-Gouverneur.

2 juin 1904.

M. Roy (Montmagny) propose, appuyé par M. Mackenzie, et il est—  
*Ordonné.*—Que l'honoraire payé pour le Bill (114) régularisant la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'Asile de Beauport soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une communauté religieuse.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (S du Conseil législatif) amendant le code civil relativement aux privilèges des architectes, constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

M. Lacombe, appuyé par M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

*Résolu*,—Que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

*Ordonné*,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*,—Que le bill passe.

*Ordonné*,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les sociétés de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'immigration, bureaux de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à " The Women's National Immigration Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à " The Women's Protective Immigration Society," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille cinq cent soixante-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances, réparations des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes sur les édifices publics, en général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les inspections et les explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour loyers des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille neuf cent neuf piastres et quatre-vingt-treize centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer le terrassement, le nivellement et l'ameublement du palais de justice et de la prison de Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'un édifice à Montréal pour les bureaux des registrateurs et autres bureaux publics de la cité, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille vingt-trois piastres et dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du palais de justice du district de Pontiac, Bryson, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction de ponts en fer dans les municipalités de la Métapédia, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu maintenant.

*Résolu*,—Que cette Chambre se constituera, de nouveau, en comité, à sa prochaine séance.

M. Champagne rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les sociétés de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'immigration, bureaux de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's National Immigration Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's Protective Immigration Society," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille cinq cent soixante-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances, réparations des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes sur les édifices publics, en général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les inspections et les explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour loyers des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille neuf cent neuf piastres quatre-vingt-treize centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer le terrassement, le nivellement et l'ameublement du palais de justice et de la prison de Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'un édifice à Montréal pour les bureaux des registrateurs et autres bureaux publics de la cité pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille vingt-trois piastres et dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du palais de justice du district de Pontiac, Bryson, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût de ponts en fer dans les municipalités : pour construction de ponts en fer dans Matapédia, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Les dites résolutions ayant été lues, une deuxième fois, sont agréées.

L'honorable M. Robitaille dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 mai 1904, pour la production de copie de la correspondance concernant l'empierrement du chemin "La Barbue," dans la paroisse de Saint-Césaire, comté de Rouville.  
(*Document de la session No 127.*)

Et réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 1er juin 1904, pour la production de tous ordres en conseil et correspondance se rapportant à la nomination de Louis Etienne Parent, industriel, comme maire de Sainte-Agathe-des-Monts, dans le comté de Terrebonne, par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, le ou vers le 28 avril 1904.

(*Document de la session No 128.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (16) concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer, sans amendement.

A une heure, M. l'Orateur ajourne la Chambre à trois heures, cet après-midi.

---

*Trois heures p. m.*

L'honorable M. Robitaille, du comité des impressions, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a choisi l'honorable M. Robitaille comme son président et recommande que les documents suivants soient imprimés, savoir :

- No 19. Tarif des droits sur le bois de pulpe.
- No 21. Réduction des obligations de la Province pour la dette consolidée ou pour la dette flottante.
- No 25. Comptes payés par le gouvernement pour impressions, depuis 1897 jusqu'à date.
- No 26. Jos. E. Vincent et Vincent & Cie.
- No 37. Réduction des droits sur le bois.
- No 39. Amélioration des chemins ruraux, \$6,000.00.
- No 40. Terrains de l'Exposition, Montréal.
- No 43. Somme de \$40,057.57.
- No 45. Droits de pêche.
- No 49. Employés permanents et employés surnuméraires, au palais de justice de Québec.
- No 50. Employés permanents et employés surnuméraires, au palais de justice de Montréal.
- No 51. Familles de douze enfants.
- No 52. Terres à bois vendues ou sous licence dans la province de Québec depuis le 31 décembre 1902
- No 55. Cie d'Exposition de Montréal, \$18,004.29.
- No 58. Construction d'un pont sur la rivière Jésus.
- No 59. Chemin de fer entre Saint-Jérôme, Sainte-Sophie et New-Glasgow.
- No 62. Compagnie du Pont de Québec.
- No 64. Cercles agricoles, agriculture, en général, et amélioration des chemins ruraux, \$35,000 00.
- No 67. Palais de justice et prison de Montréal.
- No 69. Palais de justice de Québec.
- No 72. Pont Shaw.
- No 75. Chemins à barrières, Montréal.
- No 75a. do do do
- No 78. Diamètre minimum des arbres qui peuvent être coupés sur les terres de la Couronne.
- No 79. —\$48,173.00 dépensées en vertu de 60 Victoria, chap. 3.
- No 80. Rapport de M. Langelier.
- No 81. Lots 4 et 5 du 7e rang du canton de Warwick.
- No 82. Compagnie de fidéi-commis et de placements Howard.
- No 83. Epinette rouge, mélèze d'Amérique, etc.
- No 84. Ventes des limites à bois depuis 1867 jusqu'à ce jour.
- No 88. Chemins de colonisation.



No 94 Augmentation des subsides fédéraux.

No 94a. do do do

No 95. Gardes-chasse.

No 101. Nouveau palais de justice de Sherbrooke.

No 102. Pouvoirs hydrauliques.

No 104. Remboursement *re* réserve des sauvages, dans Doncaster, mais non les plans.

No 106. Nouveau tarif des arpenteurs.

No 107. Chevaux ardennais.

No 112. Instructions adressées aux agents de terres de la Couronne, Joliette.

No 114. Employés publics, service civil, etc.

No 115. Ponts et chemins de colonisation subventionnés.

No 116. J. P. Cooke.

No 117. Billets de location, émis pour Dalmas, Dolbeau et Racine, depuis le premier juillet 1900.

No 118. Accusations portées contre la commission de colonisation par M. C. B. Major.

*Résolu*,—Que ce rapport soit adopté.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé leurs amendements aux amendements faits par le Conseil législatif au bill No 9, intitulé : " Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts ", sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements du Conseil législatif au Bill (151), amendant le code municipal.

M. Cardin, appuyé par M. Tessier, propose que ces amendements soient maintenant lus, la deuxième fois ;—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—La Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Et la question étant posée :—La Chambre adoptera-t-elle ces amendements ?

M. Chicoyne propose, en amendement, appuyé par M. St-Pierre :

Que cette Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au bill (151) amendant le code municipal, avec l'amendement suivant qui est ajouté comme clause 10 du Bill.

10. " L'article 561 du code municipal, tel que remplacé par loi 2 Ed. VII, chap. 45, sect. 1, est amendé en remplaçant les mots : " ayant droit de voter à l'élection d'un conseiller municipal pour la municipalité dans les 11ème, 12ème et 13ème lignes par les mots : " votant sur tel règlement ;"—

Et, l'amendement étant soumis à la Chambre,—

M. Allard propose, comme sous-amendement, appuyé par M. Major :

Que cette Chambre n'adopte pas maintenant ces amendements mais dans six mois ;—

Et, ce sous-amendement est soumis à la Chambre qui se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative

*Ordonné*,—Que les dits amendements soient lus, dans six mois.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, de nouveau, en comité des subsides

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Parent, —et la motion est soumise,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Chicoyne propose, comme amendement, appuyé par M. St-Pierre :

Que tous les mots après " Que ", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Il appert par les documents déposés devant cette Chambre, et par les statuts et documents officiels de la dernière session du Parlement fédéral, ce qui suit, savoir :

Qu'un contrat a été passé le 17 octobre 1903, entre la Compagnie du Pont de Québec et le gouvernement fédéral, en vertu duquel la dite Compagnie du Pont de Québec a obtenu la garantie du pays pour le capital et l'intérêt sur des débentures au montant de \$6,678,200.00.

Que cette Province, qui contribue pour \$250,000.00 à la construction du Pont, s'en est rapportée à l'estimation faite par la dite Compagnie du Pont, qui a déclaré à cette Chambre et à la Province que les travaux de construction coûteraient la somme de \$3,619,450.00 comme suit :

Pour la soustructure.....	\$ 819,450
Pour la superstructure.....	2,800,000
Total .....	\$3,619,450

Qu'il appert maintenant par le document sessionnel No 148, que cet estimé et ces représentations faites par la dite Compagnie du Pont étaient absolument inexactes et que le pont va réellement coûter les sommes suivantes, savoir :

Soustructure.....	\$1,217,400
Superstructure .....	3,338,800
Ouvrage en bois.....	156,500
Voies sur le pont.....	4,800
Dépenses contingentes des ingénieurs ; 7 % sur \$4,767,500. ....	190,700
Droits de douanes de 35 % au moins.....	500,000
	<u>\$5,458,200</u>

Que sous prétexte de construire les approches du côté nord et du côté sud, on a encore ajouté à cette somme un autre montant de \$2,045,525, portant ainsi le coût total de l'entreprise à \$7,503,725, savoir à plus du double de ce que la Compagnie du Pont a représenté à cette Chambre.

Cette Chambre a droit d'être renseignée d'une manière exacte, ou au moins approximative, sur tout cela et elle invite le gouvernement à expliquer cette situation anormale ainsi que l'emploi de cette somme fabuleuse et exorbitante."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Chicoyne*,  
*Flynn*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),

*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—8.

CONTRE :

Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Cardin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Champagne*,  
*Chauret*,  
*Cochrane*,  
*Cooke*,  
*Daignault*,  
*Delège*,  
*Dupuis*,  
*Fiset*,  
*Gouin*,  
*Guerin*,  
*Hearn*,  
*Lacombe*,

*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay*,  
*Mackenzie*,  
*Major*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Pilon*,  
*Robitaille*,  
*Roy* (St-Jean),  
*Tessier*,  
*Tourigny* et  
*Turgeon*.—32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est, alors, adoptée et il est—

*Ordonné*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité des subsides.

## (EN COMITÉ.)

*Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les cercles agricoles, encouragement à l'agriculture, en général, et amélioration aux chemins ruraux, y compris les crédits en vertu de 60 Vic., chap. 4, et 63 Vic., chap. 2, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Résolution à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*.—Que le rapport soit reçu, maintenant.

*Résolu*.—Qu'à la présente séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Champagne rapporte alors la dite résolution qui est lue comme suit :

*Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les cercles agricoles, encouragement à l'agriculture, en général, et amélioration aux chemins ruraux, y compris les crédits en vertu de 60 Vic., chap. 4, et 63 Vic., chap. 2, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

La dite résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

Et la motion étant faite : " Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se constitue en comité des subsides). "

M. St. Pierre propose, comme amendement, appuyé par M. Chicoyne :

Que tous les mots après " Que " dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Par le contrat en date du 19 octobre 1903, entre le gouvernement du Canada et la Compagnie du Pont de Québec, il a été stipulé que la Compagnie du Pont en resterait propriétaire tant que le gouvernement Fédéral y consentirait; mais que d'un autre côté, le gouvernement deviendrait propriétaire aussitôt qu'il le désirerait.

Que la position faite à la province de Québec, en rapport avec le montant qu'elle a souscrit pour le Pont, est différente dans le dit contrat suivant que la Compagnie reste propriétaire du pont ou que le gouvernement fédéral en devient propriétaire,

Que, dans le premier cas, la Compagnie ne s'oblige aucunement de rembourser ni le capital ni l'intérêt du montant voté par la province de Québec et par la ville de Québec, et que la Compagnie doit retirer seule et au bénéfice exclusif de ses actionnaires tous les profits résultant de l'entreprise,

Que dans l'autre cas, savoir : dans le cas où le gouvernement fédéral devient propriétaire du pont, il est pourvu à un remboursement possible de ce que la province de Québec et la ville de Québec ont contribué ; et aussi à un paiement possible d'un intérêt de 3% sur les montants souscrits par la Province de Québec et par la ville de Québec.

Que par le dit contrat, il a été de plus convenu que le Gouvernement pourrait devenir propriétaire du pont, en payant aux actionnaires tout le montant de leur capital-actions avec intérêt à 5%, depuis la date du paiement, et en outre, un bonus de 10%.

Que, par le même contrat, il a été aussi convenu que si le gouvernement fédéral devenait propriétaire du dit pont, il pourrait éventuellement payer à la Province et à la ville de Québec un intérêt de 3 pour cent sur le montant respectif payé par chacune d'elles ; mais qu'il a été stipulé que le dit intérêt de 3 pour cent ne serait payé qu'après le remboursement à tous les actionnaires, et entr'autres au premier ministre de cette Province, de son capital, de son intérêt de 5 pour cent et de son bonus de 10 pour cent.

Cette Chambre ne voit aucune raison pour laquelle la Province de Québec et la ville de Québec ne retireraient pas des revenus pour le montant qu'elles ont souscrit, aussi bien dans le cas où la Compagnie resterait propriétaire du pont que dans le cas où le gouvernement fédéral en deviendrait propriétaire, et qu'elle ne voit pas non plus pourquoi le premier ministre et les autres actionnaires recevraient 5 pour cent d'intérêt et 10 pour cent de bonus avant que la Province ne reçoive son maigre 3 pour cent.

Que la signature d'un semblable contrat démontre une fois de plus que le cumul absorbant de beaucoup de positions incompatibles par le même homme est au détriment de l'intérêt public.

Qu'en signant ce contrat, comme président de la Compagnie du Pont, le premier ministre a sacrifié les intérêts de la Province."

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Flynn*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),  
*LeBlanc*,

*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—8.

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard,  
Bergevin,  
Cardin,  
Caron (l'Islet),  
Champagne,  
Chauret,  
Cherrier,  
Clapperton,  
Cochrane,  
Cooke,  
Daignault,  
Delâge,  
Duhamel,  
Dupuis,  
Fiset,  
Gillies,  
Girard,  
Godbout,  
Gouin,  
Guerin,  
Kennedy,  
Lacombe,*

*Laferté,  
Lafontaine (Berthier),  
Lemay,  
Mackenzie,  
Major,  
Mathieu,  
McCorkill,  
Morin (St-Hyacinthe),  
Parent,  
Pelletier (Sherbrooke),  
Petit,  
Pilon,  
Prévost,  
Robitaille,  
Roy (St-Jean),  
Smith,  
Tanguay,  
Tessier,  
Tourigny,  
Turgeon et  
Walker.—43.*

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est, alors, adoptée et il est—

*Ordonné*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité des subsides.

## (EN COMITÉ)

*Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à la Société d'Horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Résolution à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu maintenant.

*Résolu*,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Champagne rapporte, alors, la dite résolution qui est lue comme suit :

*Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à la Société d'Horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

La dite résolution ayant été lue la deuxième fois est agréée.

Et la motion étant, de nouveau, faite : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se constitue en comité des subsides).

L'honorable M. LeBlanc propose, comme amendement, appuyé par M. Tellier :

Que tous les mots après " Que ", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Après avoir révoqué injustement le billet de location donné à Alfred Lajoie, pour le lot No 23 du deuxième rang du canton Dolbeau, le Gouvernement a permis à la Compagnie de Pulpe de Péribonka de s'emparer de ce lot, comme elle l'avait déjà fait, du reste, dès avant la révocation du dit billet de location, et d'en rester en possession sans rien payer au Gouvernement, pendant près d'un an.

Que dans le mois de juin 1903, la Compagnie se décida enfin d'acheter le lot en question, et que trois jours après des lettres patentes pour le dit lot étaient accordées à la dite Compagnie sans qu'elle eut fait les défrichements, c'est-à-dire sans qu'elle eut elle-même rempli les conditions d'établissement, lorsqu'on avait fait perdre le lot à Lajoie en alléguant comme prétexte cette raison-là même.

Qu'il est prouvé par le rapport de la Commission de Colonisation, enquête du Lac St-Jean, que les lots en cet endroit valent une somme considérable.

Que P. A. Potvin, secrétaire de la dite Compagnie de Pulpe de Péribonka, admet lui-même, page 169 de la dite annexe, que la Compagnie elle-même paye les terrains à cet endroit \$100 de l'arpent ; et que le même P. A. Potvin admet, à la page 170, que les lots entiers se vendent \$800.00.

Que nonobstant tout cela, le Gouvernement, après avoir dépouillé le dit Lajoie, a vendu son lot à la dite Compagnie de Pulpe de Péribonka, pour la bagatelle de \$100.00, c'est-à-dire ce qui était beaucoup au dessous de sa valeur

Cette Chambre regrette que la dite Compagnie de Pulpe de Péribonka, dont le président et avocat est un des membres du Gouvernement, ait ainsi réussi :

1. A dépouiller le dit Lajoie de son lot.
2. A obtenir, pour un prix qui est bien loin d'en représenter la valeur, le lot en question."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Flynn*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),  
*LeBlanc*,

*Naud* (Portneuf),  
*Pelletier* (Dorchester),  
*Saint-Pierre* et  
*Tellier*.—8.

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Cardin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Champagne*,  
*Chauret*,  
*Cherrier*,  
*Clapperton*,  
*Cochrane*,  
*Cooke*,  
*Daignault*,  
*Delâge*,  
*Duhamel*,  
*Dupuis*,  
*Fiset*,  
*Gillies*,  
*Girard*,  
*Godbout*,  
*Gouin*,  
*Guerin*,  
*Kennedy*,  
*Lacombe*,

*Laferté*,  
*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay*,  
*Mackenzie*,  
*Major*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Petit*,  
*Pilon*,  
*Prévost*,  
*Robitaille*,  
*Roy*, (St-Jean),  
*Smith*,  
*Tanguay*,  
*Tessier*,  
*Tourigny*,  
*Turgeon* et  
*Walker*.—43.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors adoptée et il est—

*Ordonné*,—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil maintenant.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité des subsides.



## (EN COMITÉ.)

*Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu maintenant.

*Résolu*,—Qu'à la présente séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Champagne rapporte, alors, la dite résolution qui est lue comme suit :

*Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

La dite résolution ayant été lue la deuxième fois est adoptée.

Et la motion étant, de nouveau, proposée: Que M l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, appuyé par l'honorable M. Flynn :

Que tous les mots après " que ", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Dans le contrat entre le Gouvernement Fédéral et la Compagnie du Pont de Québec, on a procédé sur la base suivante : on abandonnait à la Compagnie du Pont ce qu'elle aurait touché, on déclarait périmés les subsides qu'elle n'avait pas gagnés et on donnait une autre aide sous forme de garantie de débetures.

Que le Parlement Fédéral avait voté une subvention de un million de piastres, la Province de \$250,000.00 et la cité de Québec de \$300,000.00.

Que la cité avait payé intégralement le montant de sa souscription, mais que le gouvernement fédéral n'en avait payé que le tiers.

Que, d'après la réponse du Trésorier Provincial, consignée à la page 213 des procès-verbaux, la Province n'avait payé que \$120,000 00 à compte sur ces \$250,000.00

Que les deux tiers non payés de la subvention fédérale ont été déclarés périmés, mais que le montant souscrit par la Province et non payé est resté dû et qu'au lieu d'essayer de le faire déclarer périmé au bénéfice du trésor public, le premier ministre a déclaré dans un contrat solennel portant sa signature qu'il avait été entièrement payé.

Que cette Chambre croit que, puisque cette œuvre est devenue exclusivement une entreprise fédérale, on aurait dû pourvoir à ce que la Province et la cité de Québec soient remboursées de ce qu'elles avaient payé avant que le gouvernement fédéral s'en empare.

Qu'au lieu de cela, le contrat permet au gouvernement fédéral, en retour des avantages qu'il confère aux actionnaires de la Compagnie, de prendre le pont, d'en absorber pratiquement tous les revenus et de ne rembourser leur argent à la Province et à la ville de Québec, que s'il le veut bien.

Que si cette Province avait eu à cette époque l'avantage d'avoir un gouvernement soucieux de ses intérêts, les membres de ce gouvernement n'auraient pas acquiescé à l'action de leur premier ministre qui signait, comme président du pont, un semblable contrat où les droits de la Province étaient sacrifiés à l'intérêt des actionnaires de la Compagnie et dans lequel le premier ministre déclarait le contraire de ce que son trésorier affirme devant cette Chambre."

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bissonnette* (Soulanges),  
*Flynn*,  
*Lafontaine* (Maskinongé),  
*LeBlanc*,

*Naud* (Portneuf),  
*Pellelier* (Dorchester),  
*St-Pierre* et  
*Tellier*—8.

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard*,  
*Bergevin*,  
*Cardin*,  
*Caron* (l'Islet),  
*Caron* (Matane),  
*Champagne*,  
*Chauret*,  
*Cherrier*,  
*Cochrane*,  
*Daignault*,  
*Delâge*,

*Lafontaine* (Berthier),  
*Lemay*,  
*Mackenzie*,  
*Major*,  
*Mathieu*,  
*McCorkill*,  
*Morin* (St-Hyacinthe),  
*Parent*,  
*Pelletier* (Sherbrooke),  
*Petit*,  
*Pilon*,

Duhamel,  
Dupuis,  
Fiset,  
Gillies,  
Girard,  
Gouin,  
Guerin,  
Kennefy,  
Lacombe,  
Laferté,

Frévoſt,  
Robitaille,  
Roy (Kamouraska),  
Roy (Montmagny),  
Roy (St-Jean),  
Smith,  
Tanguay,  
Tourigny,  
Turgeon et  
Walker—42.

L'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est alors adoptée et il est—

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil, maintenant.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'association laitière de la province de Québec et la mise en opération de l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, S. R. Q. Article 1749 et O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurreries et fromageries. S. R. Q. Art. 1753a et 1753c (54 Vict., Chap. 20, et 63 Vict. Chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subvention à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurreries et de fromageries de la Province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Poultry Association," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Mérite Agricole de la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme contribution de la province de Québec au coût de l'entretien de l'Institut impérial de Londres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Exposition de Liège (Belgique), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'Association agricole des cantons de l'Est, (Exposition de Sherbrooke), 60 Vict., Chap. 9, et O. C. No 584 du 18 octobre 1902, troisième paiement sur quatre paiements égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction d'une nouvelle école d'industrie laitière à St-Hyacinthe; ameublement, machines et parachèvement de la bâtisse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trois mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses générales du département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses du service de la chasse et de la pêche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens, département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Parc National des Laurentides, 58 Vict., chap. 22, section 23, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le service d'enregistrement (cadastre), département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles, et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme subvention à la Retraite Belmont, Institut MacKay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles de réforme et d'industrie y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Montreal Maternity," pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Magdalen Asylum," (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Montreal Ladies Benevolent Society ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Protestant Infants Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Church Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Ladies Hebrew Benevolent Society ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde, pour l'entretien d'enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, rue Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

58. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montreal", autrefois appelé "Young men's Hebrew Benevolent Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

59. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

60. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

61. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

62. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

63. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

64. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

65. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Women's Hospital," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

66. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

67. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

68. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

69. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

70. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.



71. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

72. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

73. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

74. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

75. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

76. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

77. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

78. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

79. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

80. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

81. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

82. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

83. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

84. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

85. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Christian Association," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

86. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

87. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

88. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

89. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

90. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

91. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

92. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

93. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

94. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

95. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

96. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

97. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home", Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

98. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

99. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

100. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

101. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne, de la Baie Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie Saint-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

102. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

103. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

104. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

105. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

106. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

107. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

108. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

109. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

110. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant

à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporation commerciales, etc., en vertu de l'acte 63 Vict., chap. 12, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905

111. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

112. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

113. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la *Gazette officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

114. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des sociétés de secours mutuel, frais de voyage, etc., S. R. Q., Art. 3104e, (62 Vict., chap. 32) pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

115. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses diverses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

116. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial, (1 Ed. VII, c. 19), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

117. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le vaccin (y compris \$500 pour l'inspection), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

118. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses exigées par l' "Acte des établissements industriels de Québec" (57 Vict., chap. 30), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

119. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'agent en France et l'allocation pour loyer de bureau, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

120. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payé l'annuité à Mlle Marie-Regina Drolet, résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

121. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

122. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte Nord du Saint-Laurent (O. C. No 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

123. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le salaire du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, en vertu de la loi 1 Ed. VII, chap. 31—"Loi de Québec, relative aux différends ouvriers," pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

124. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

125. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer un an d'intérêt au 30 juin 1905, à 3%, par année, sur \$25,000, prix d'achat de la cour à bois, achetée à Québec, pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

126. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf piastres et soixante et un centins soit accordée à Sa Majesté, pour régler définitivement une nouvelle réclamation de la succession Sauriol, re droit de passage substitué, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

127. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-onze piastres et quatre-vingts centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer aux représentants de la succession Chs Legg, Trois-Rivières, en règlement définitif de réclamation pour travaux faits, partie du montant devenu caduc, voté de nouveau, (60 Vict., chap. 1, cédule B, No 179), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

*Résolu*,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se constituera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Champagne rapporte alors, du comité des subsides, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'association laitière de la province de Québec et la mise en opération de l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, S. R. Q. Article 1749, etc., et O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dit-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q. Art. 1753a et 1753c (54 Vict, Chap. 20, et 63 Vict. Chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subventions à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurreries et de fromageries de la Province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Poultry Association," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

10. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Mérite Agricole de la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme contribution de la province de Québec au coût de l'entretien de l'Institut impérial de Londres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Exposition de Liège (Belgique), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'Association agricole des cantons de l'est, (Exposition de Sherbrooke), 60 Vict, Chap 9, et O. C. No 584 du

18 octobre 1902, troisième paiement sur quatre paiements égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction d'une nouvelle école d'industrie laitière à St-Hyacinthe; ameublement, machines et parachèvement de la bâtisse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trois mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses générales du département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses du service de la chasse et de la pêche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens, département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Parc National des Laurentides, 58 Vict., chap. 22, section 23, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le service d'enregistrement (cadastre), département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles, et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subvention à la Retraite Belmont, Institut MacKay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles de réforme et d'industrie y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Montreal Maternity," pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Magdalen Asylum," (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

38. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

39. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

40. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

41. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.



42. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

43. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

44. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

45. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des Aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

46. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

47. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

48. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Montreal Ladies Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

49. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

50. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Infants Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

51. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Chprch Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

52. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

53. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

54. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

55. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Ladies Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

56. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde, pour l'entretien d'enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

57. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, rue Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

58. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montreal", autrefois appelé "Young Men's Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

59. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

60. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

61. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

62. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

63. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

64. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

65. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Women's Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

66. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

82. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

83. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

84. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

85. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Women's Christian Association," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

86. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

87. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

88. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

89. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, orphelins, etc., Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

90. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

91. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

92. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

93. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

94. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

95. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

96. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

97. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home", Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

98. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

99. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

100. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

101. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne, de la Baie Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie Saint-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

102. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

103. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

104. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

105. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

106. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

107. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

108. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

109. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

110. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droit sur les successions et taxes sur les corporation commerciales, etc., en vertu du 63 Vict. chap. 12, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

111. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

112. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

113. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

114. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'inspection des sociétés de secours mutuel, frais de voyage, etc., S. R. Q. art. 3104e, (62 Vict., chap. 32) pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

115. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses diverses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

116. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial, (1 Ed. VII, c. 19), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

117. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le vaccin (y compris \$500 pour l'inspection), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

118. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses exigées par l' "Acte des établissements industriels de Québec", (57 Vict., chap. 30), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

119. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'agent en France et l'allocation pour loyer de bureau, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

120. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

121. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

122. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte Nord du St-Laurent (O. C. No 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

123. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le salaire du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, en vertu de la loi 1 Ed. VII, chap. 31—"Loi de Québec relative aux différends ouvriers," pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

124. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

125. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer un an d'intérêt au 30 juin 1905, à 3%, par année, sur \$25,000, prix d'achat de la cour à bois achetée, à Québec, pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

126. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf piastres et soixante et un centins soit accordée à Sa Majesté, pour régler définitivement une nouvelle réclamation de la succession Sauriol, re droit de passage substitué, pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

127. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-onze piastres et quatre vingts centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer aux représentants de la succession Chs Legg, Trois-Rivières, en règlement définitif de réclamation pour travaux faits, partie du montant devenu caduc, voté de nouveau, (60 Vict., chap. 1, cédule B, No 179), pour l'année financière finissant le 30 juin 1905.

Ces résolutions ayant été lues la deuxième fois, sont agréées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité-général dans le but de considérer certaines résolutions relatives aux voies et moyens à prendre pour payer les subsides accordés à Sa Majesté.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*.—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$137,844.91 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin mil neuf cent quatre, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

2 *Résolu*.—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,462,555.62 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin mil neuf cent cinq soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a passé deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*.—Que le rapport soit reçu, maintenant.

*Résolu*.—Que cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides, à la prochaine séance.

M. Champagne rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*.—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$187,844.91 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent quatre, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

2. *Résolu*.—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,462,555.62 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent cinq, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois, sont adoptées.

*Ordonné*.—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1904 et le 30 juin 1905 et pour d'autres fins du service public.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

*Ordonné*.—Que ce bill soit, maintenant, lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

*Ordonné*.—Que ce bill soit, maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*.—Que le bill passe.

*Ordonné*.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son agrément.



L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (148) amendant la loi des élections contestées.

*Ordonné*,—Que cet ordre soit rescindé.

*Ordonné*,—Que ce bill soit retiré

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (R du Conseil législatif) : Loi abrogeant l'acte intitulé : Loi amendant les articles 1388, 2972*d*, 2972*e* et 5551 des statuts refondus.

*Ordonné*,—Que cet ordre soit rescindé.

*Ordonné*,—Que ce bill soit retiré.

L'honorable M. Parent dépose sur la table de la Chambre :—Un état des travaux de la présente session, comme suit :

L'ouverture de cette session a eu lieu le 22 mars, 1904, étant la quatrième session du dixième parlement de la Législature de Québec.

Proposeur de l'Adresse en réponse au discours du Trône : M. Mathieu, secondé de l'Adresse en réponse au discours du Trône : M. Hutchinson.

La prorogation a eu lieu le 2 juin, 1904.

Nombre de jours de la session à cette date.....	74
Nombre de séances.....	59
La Chambre a voté .....	53 fois
Pétitions présentées .....	100
Adresses et ordres de la Chambre ordonnés. ....	105
Documents mis devant la Chambre ; réponses aux adresses et aux ordres de la Chambre.....	117
Ordonnés à la dernière session.....	30
Bills présentés à l'Assemblée législative.....	185
Présentés par le gouvernement.....	14
Bills publics.....	90
Bills recus du Conseil législatif.....	14

Avis de motions ayant rapport aux interpellations.....	98
“ “ se rapportant aux bills.....	83
“ “ se rapportant aux adresses et aux ordres .....	105
“ “ se rapportant aux résolutions.....	5
La Chambre en comité général sur résolutions.....	6 fois
La Chambre en comité général sur les subsides.....	9 fois
La Chambre en comité général pour divers projets de loi.....	185 fois

## RAPPORTS FAITS PAR DES COMITÉS PERMANENTS

Comité spécial chargé de préparer la liste des comités permanents	1
Bill privés.....	17
Chemins de fer.....	7
Ordres permanents.....	11
Législation et lois expirantes.....	12
Comptes publics.....	1
Impressions.....	1
Privilèges et élections.....	2
Agriculture, immigration et colonisation.....	2
Industries.....	1

## \*COMITÉS SPÉCIAUX

Comité pour considérer le code municipal.....	6
---	---

E. R. ALLEYN,  
Greffier des archives.

Québec, 2 juin 1904.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

*Résolu*,—Que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle le soit jusqu'à neuf heures, ce soir.

*Neuf heures, p. m.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (4) Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, durant les années fiscales expirant le 30 juin 1904 et le 30 juin 1905, et pour d'autres fins du service public.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par l'entremise de Arthur St-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier de la Verge Noire, qui s'exprime comme suit :

M. L'ORATEUR,

"Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement dans la salle des séances du Conseil législatif."

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

- B Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du comté de Québec.
- C Loi concernant les licences de mariage.
- D Loi amendant l'article 2160 du Code civil.
- E Loi amendant le Code civil concernant les registres de l'état civil.
- F Loi abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 33, relative aux recorders.
- G Loi concernant les cours de recorder.
- H Loi amendant la loi concernant les compagnies à fonds social.
- I Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure.
- J Loi amendant la loi 1 Edouard VII, chapitre 8.
- K Loi amendant la loi du barreau.
- N Loi amendant la loi électorale de Québec, 1903.
- O Loi abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 40.
- P Loi relative aux termes et séances de la Cour supérieure dans le district de Chicoutimi.
- S Loi amendant le Code civil, relativement aux privilèges des architectes, constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.
- 2 Loi amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social.
- 3 Loi concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères.
- 5 Loi amendant la loi de l'Instruction publique.
- 6 Loi autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec.
- 7 Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.
- 9 Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.
- 10 Loi amendant la loi concernant les chemins de fer.
- 12 Loi amendant la loi des mines.
- 18 Loi amendant l'article 1675 des Statuts refondus relativement aux sociétés d'agriculture.
- 14 Loi amendant la loi concernant les prêteurs sur gages.
- 15 Loi concernant la descente et le triage des billots sur les lacs, rivières et cours d'eau de cette province.
- 16 Loi concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.
- 19 Loi régularisant la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'Asile de Beauport.

- 
- 27 Loi détachant certains lots du comté de Montmagny et les annexant au comté de Bellechasse, pour toutes les fins.
  - 29 Loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuel et les sociétés charitables.
  - 31 Loi amendant la loi 59 Victoria, chapitre 69.
  - 35 Loi constituant en corporation l'Hôpital homéopathique de Montréal.
  - 36 Loi concernant *The Toronto General Trusts Corporation*.
  - 37 Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Saguenay et Baie James.
  - 38 Loi constituant en corporation *The Talmud Torah* (Enseignement des Ecritures) de Montréal.
  - 39 Loi constituant en corporation la ville de Beauceville.
  - 40 Loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Thomas Arthur Cimon à l'exercice de la profession de notaire, après examen.
  - 41 Loi constituant en corporation l'Association des Maitres-Imprimeurs de Québec.
  - 42 Loi constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique, Québec.
  - 43 Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie Hydraulique Saint-François.
  - 45 Loi revisant et refondant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski.
  - 48 Loi concernant la construction de l'église et de la sacristie de la paroisse du Très-Saint Nom de Jésus de Maisonneuve.
  - 49 Loi constituant en corporation la Compagnie électrique de Portneuf et de Québec.
  - 50 Loi concernant la succession de feu le révérend Louis-Elie Dauth.
  - 51 Loi concernant la paroisse de Sainte-Praxède de Erompton.
  - 52 Loi constituant en corporation les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier.
  - 53 Loi amendant la loi constituant la corporation de la ville de Fraser-ville.
  - 54 Loi concernant la *Royal Paper Mills Company* et autorisant la dite compagnie à substituer une nouvelle émission de bons à ses bons actuels.
  - 56 Loi constituant en corporation *The Louis Labelle Quarry Company, Limited*.
  - 57 Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean, et les lois qui l'amendent.
  - 60 Loi concernant la reconstruction de l'église de la paroisse de Sainte-Cunégonde de Montréal, et le paiement de la dite reconstruction.
  - 61 Loi constituant en corporation les Pères Eudistes de la province de Québec.
  - 62 Loi constituant en corporation les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique.
  - 63 Loi constituant en corporation les Missionnaires du Sacré-Cœur.
  - 65 Loi amendant la loi constituant en corporation la *Shawinigan Water and Power Company*.
  - 66 Loi concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal.

- 
- 67 Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Terrebonne.
  - 69 Loi concernant l'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal.
  - 70 Loi constituant en corporation les Sœurs de l'Espérance.
  - 71 Loi constituant en corporation la *Laval Electric Company*.
  - 72 Loi constituant en corporation la Compagnie électrique Shawinigan.
  - 74 Loi constituant en corporation *The Saint Maurice River Driving and Improvement Association*.
  - 75 Loi autorisant la vente d'un immeuble dépendant de la substitution créée par le testament de feu Michael Kavanagh.
  - 76 Loi constituant en corporation *The Home Savings, Loan and Land Company*.
  - 77 Loi constituant en corporation *The Parks and Playgrounds Association of Montreal*.
  - 78 Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis.
  - 79 Loi constituant en corporation *The Suburban Tramway and Power Company*.
  - 80 Loi concernant le testament de feu Archibald McCormick, senior.
  - 81 Loi constituant en corporation le Cercle Emard.
  - 83 Loi amendant la charte de la ville d'Outremont.
  - 85 Loi constituant en corporation l'Association des courtiers d'immeubles de la province de Québec.
  - 86 Loi amendant la charte de la cité de Hull.
  - 87 Loi constituant en corporation la *Young Men's Christian Association of McGill University*.
  - 88 Loi ratifiant, confirmant et autorisant le règlement No 92 de la ville de Saint-Jean, concernant un octroi de terrains et de certains privilèges, ainsi qu'une exemption de taxes et une concession de droits à la *The Singer Manufacturing Company*.
  - 89 Loi constituant en corporation *The Canada Club*.
  - 90 Loi concernant la Compagnie de pulpe de Chicoutimi.
  - 91 Loi amendant la charte de la compagnie de chemin de fer Québec Central.
  - 93 Loi constituant en corporation la Compagnie Générale du Port de Chicoutimi.
  - 94 Loi abrogeant la loi 3 Edouard VII, chapitre 135, concernant une vente par la succession de L.-T. Macpherson à N.-G. Kirouac et W.-C. Kirouac.
  - 95 Loi amendant la charte de la ville de Louiseville.
  - 96 Loi confirmant et ratifiant un acte d'Antoine Masson et autres résiliant un acte de donation, et ratifiant aussi une donation de Louis-Dydime Masson à Joseph Masson, son fils.
  - 99 Loi amendant la charte de la ville de Shawinigan Falls.
  - 100 Loi amendant la charte du Crédit municipal Canadien.
  - 101 Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Oscar-Jules Morin à la profession d'avocat, après examen.
  - 103 Loi amendant la charte de la cité de Saint-Henri.
  - 105 Loi constituant en corporation les Sœurs Trappistines, de Saint-Romuald, sous le nom de : Les Cisterciennes Réformées.

- 
- 106 Loi ratifiant la vente faite par les représentants de George Hastings à James F. Wilder.
  - 108 Loi constituant en corporation *The Canadian Light and Power Company*.
  - 109 Loi constituant, en corporation la Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis.
  - 110 Loi concernant le club Mont-Royal.
  - 112 Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke.
  - 113 Loi modifiant les limites de la municipalité du village de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest et ratifiant un contrat passé entre la corporation du dit village et la Compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada.
  - 115 Loi concernant la succession de feu Susan McVey et accordant aux exécuteurs testamentaires des pouvoirs plus étendus.
  - 116 Loi refondant et remplaçant la charte de la ville de Chicoutimi.
  - 117 Loi amendant la charte de la cité de Sorel.
  - 119 Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville, et ses amendements.
  - 122 Loi amendant les articles 1338, 2972*d*, 2972*e* et 5551 des Statuts refondus.
  - 125 Loi amendant la loi concernant les élections contestés.
  - 126 Loi amendant l'article 316 du Code de procédure civile.
  - 127 Loi amendant la loi concernant les compagnies de cimetière.
  - 133 Loi amendant le Code civil.
  - 139 Loi amendant le Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la cour des commissaires.
  - 143 Loi amendant la loi passée à la présente session de la Législature de Québec, intitulée: "Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et les lois qui l'amendent."
  - 149 Loi détachant du comté d'Ottawa les cantons Mousseau et Lynch, et les annexant, pour toutes fins, au comté de Montcalm.
  - 153 Loi pourvoyant à la formation de compagnies d'assurance mutuelle, contre le feu, des beurreries et fromageries.
  - 154 Loi amendant la loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure.
  - 156 Loi annexant la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton au comté de Bagot pour toutes les fins.
  - 159 Loi amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens de la province de Québec
  - 161 Loi amendant la loi concernant les associations coopératives.
  - 162 Loi concernant la corporation du Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec.
  - 166 Loi autorisant les maires des municipalités à faire prêter serment.
  - 167 Loi amendant l'article 8 du Code de procédure civile, relativement à la transaction des affaires légales, le samedi.

- 169 Loi détachant certains lots de la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant, pour toutes fins, à la paroisse de Saint-Samuel, dans le comté de Nicolet.
- 176 Loi amendant l'article 1301 du Code civil relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats.
- 182 Loi amendant l'article 4691 des Statuts refondus.

Alors, le greffier du Conseil législatif, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dit :

Son Honneur le Lieutenant Gouverneur réserve le bill suivant pour la signification du plaisir de Son Excellence le Gouverneur-Général :

146. Loi amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative, a adressé la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et a présenté à Son Honneur pour qu'il veuille y donner sa sanction, un bill intitulé :

Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, durant les années fiscales expirant le 30 juin 1904 et le 30 juin 1905, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de clore la quatrième session du dixième parlement de la Législature de Québec, par le discours suivant :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Je vous félicite, au nom de Sa Majesté, sur le zèle que vous avez déployé dans l'accomplissement de vos devoirs, et je suis heureux de vous offrir mes félicitations pour le travail que vous avez accompli.

Vous retournerez dans vos foyers avec le sentiment d'avoir rempli avec justice et patriotisme vos devoirs si importants de législateurs.

J'ai la conviction que la législation que vous avez adoptée sur les différentes matières d'intérêt public et privé qui ont été soumises à vos délibérations produira des résultats satisfaisants pour la province et les diverses classes de la société.

---

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Je vous remercie des subsides que vous avez accordés au gouvernement de la province pour l'administration des affaires publiques, et je n'oublierai pas que vous désirez les voir employés avec la plus sage économie.

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Je forme des vœux pour que la Providence vous récompense, vous et vos familles, du dévouement que vous avez apporté dans l'exécution de vos devoirs, et du travail que vous avez consacré à votre Province et à votre Souverain.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'au mercredi, le sixième jour de juillet prochain, pour être ici tenue ; cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée au mercredi, le 6 de juillet prochain.

---



# INDEX

DU

## TRENTE-HUITIEME VOLUME

---

4 E.D. VII, 1904

---

**A**CCIDENTS DE TRAVAIL :—Loi concernant la réparation des dommages résultant des—. Voir *Bills*, L.

### Adresses :

1. Au Lieutenant-Gouverneur :—En réponse au discours du Trône, à l'ouverture de la session, débat, débat ajourné, 14; reprise du débat, adoptée, 24. Réponse, 49.
2. Priant Son Honneur d'émettre son mandat pour \$92,522.91.—28.
3. Informant Son Honneur que le bill intitulé : " Loi détachant les cantons Mousseau et Lynch du comté d'Ottawa et les annexant au comté de Moncalm pour toutes les fins, " a été passé par l'Assemblée législative du consentement de la majorité des représentants des comtés indiqués dans la seconde cédule de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, 392. Réponse de Son Honneur, 418.

**AGRICULTURE** :—Rapport du Commissaire de l'Agriculture de la province de Québec pour 1903, 38.

**AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION** :—Comité de l'—, nommé, 30, premier rapport, 39, second, 122.  
Voir *Bills*, 13.  
Voir *Documents, items*, 19, 47.

**ALIÉNÉS** :—Loi amendant la loi concernant les asiles d'—, Voir *Bill* 7.—Résolutions, 170, 173, 208, 268, 287, 289.

---

ARCHITECTES ET CONSTRUCTEURS :—Loi relative à la responsabilité des—.  
Voir *Bills*, 135. Voir, aussi, *Bills*, S.

ARPENTAGES :—Voir *Documents*, item 2.

ARPENTEURS-GÉOMÈTRES :—Voir *Documents*, item 3.

## Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1 ; pour la sanction de certains bills, 374 ; à la clôture de la session, 458.
2. La Chambre ajourne comme marque de respect à la mémoire de l'honorable M. H. T. Duffy, 11.
3. La Chambre siège après minuit, 222, 233, 320.
4. Motion d'ajournement, débat, 223.
5. Devant siéger le samedi, 215, 287.
6. Devant avoir deux séances par jour, 287 ; trois, 287.
7. Ajourne pour différentes causes, 291, 310.

ASSURANCES, COMPAGNIE D'— :—Voir *Documents*, item, 4.

—Aussi, items 47, 73, 102, 153.

—Motion concernant les taxes sur les compagnies d'assurances, 184, 216.

ATLANTIQUE, QUÉBEC ET OCCIDENTAL :—Voir *Documents*, item 5.

AUTOMOBILES :—Voir *Bills*, 28 et 124.

BAIE-SAINT-PAUL :—Voir *Documents*, item 6.

BARREAU :—Loi amendant la loi du.—Voir *Bills*, K.

BASINET, DAMASE— :—Voir *Documents*, item 7.

BEAUCEVILLE :—Loi constituant en corporation la ville de.—Voir *Bills*, 39.

BEAUPORT :—Loi régularisant la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'Asile de—Voir *Bills*, 19, 114.

BEDFORD, CORONER DU DISTRICT DE— :—. Voir *Documents*, item, 8.

BELLECHASSE :—Voir *Bills*, 27.

BESSETTE FÉLIX :—Voir *Documents*, item 9.

BEURRERIES ET FROMAGERIES :—Loi pourvoyant à la formation de compagnies d'assurance mutuelle contre le feu des—Voir *Bills*, 153.

BIBLIOTHÈQUE :—Comité conjoint de la—de la Législature. Membres nommés par le Conseil législatif, 103. Membres nommés par l'Assemblée législative, 104.

BIBLIOTHÉCAIRES CONJOINTS :—Rapport des—pour 1903-4. 13.

BILLOTS :—Loi concernant la descente et le triage des billots sur les lacs, rivières et cours d'eau de cette province.—Voir *Bills*, 15.

## Bills :

B. Bill (du Conseil législatif) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du comté de Québec, (M. Delâge). Pétition 27, 45 ; 1ère lecture, 126 ; référé au comité, 131 ; rapporté, 172 ; considéré et passé, 182 ; amendements agréés par le Conseil, 194 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 75.)

C. Bill (du Conseil législatif) concernant les licences de mariage, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 119 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 123 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 12.)

D. Bill (du Conseil législatif) amendant l'article 2160 du code civil, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 280 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, amendé et rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 305 ; amendement agréé par le Conseil législatif, 315 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 44.)

E. Bill (du Conseil législatif) amendant le code civil concernant les registres de l'état civil, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 126 ; 2ème lecture, sur division, considéré en comité général, amendé et rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 141 ; amendements agréés par le Conseil législatif, 160 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, chap. 40.)

F. Bill (du Conseil législatif), abrogeant la loi 30 Victoria, chapitre 33, relative aux recorders, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 126 ; 2ème lecture sur division, 159 ; considéré en comité général, 169 ; rapporté, 169 ; 3ème lecture et passé, 169 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 22.)

G. Bill (du Conseil législatif) concernant les cours de recorder (l'hon. M. Gouin) 1ère lecture, 126 ; 2ème lecture sur division, 135 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendement lu 2 fois et adopté, 3ème lecture et passé, 140 ; amendement agréé par le Conseil législatif, 148 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 21.)

---

**BILLS :—*Suite.***

H. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant les compagnies à fonds social, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 126 ; 2ème lecture sur division, 159 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 169 ; sanctionné, 457. (4 Ed. VII, ch. 31.)

I. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 126 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapporté, 172 ; 3ème lecture sur division et passé, 199 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 19)

J. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi 1 Edouard VII, chapitre 8, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 127 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 169 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 15.)

K. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi du Barreau, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 127 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 159 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 25.)

N. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi électorale de Québec, 1903, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 127 ; 2ème lecture sur division, 136 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 141 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 8.)

O. Bill (du Conseil législatif) abrogeant la loi 60 Victoria, ch. 40, (M. Cardin), 1ère lecture, 237 ; 2ème lecture sur division, 255 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 275 ; considéré de nouveau en comité général, rapport de progrès, 279 ; considéré de nouveau en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 286 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 26.)

P. Bill (du Conseil législatif) relatif aux termes et séances de la Cour supérieure dans le district de Chicoutimi, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 300 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture sur division et passé, 305 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 20.)

R. Bill (du Conseil législatif), abrogeant l'acte intitulé : Loi amendant les articles 1338, 2972*d*, 2972*e* et 5551 des Statuts refondus, (M. Delâge), 1ère lecture, 369 ; bill retiré, 456.

S. Bill (du Conseil législatif) amendant le code civil, relativement aux privilèges des architectes, constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux, (M. Lacombe), 1ère lecture, 417 ; 2ème lecture sur division, 418 ; considéré et passé, 419 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 43)

---

**BILLS, —*Suite.***

1. Bill concernant la prestation des serments d'office (l'hon. M. Parent) 1ère lecture, 5.
2. Bill amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social (l'hon. M. Robitaille) 1ère lecture, 63 ; 2ème lecture, sur division, 84 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 88 ; considéré de nouveau en comité général, amendé et rapporté, amendements lus la 1ère fois, 93 ; amendements lus la 2ème fois et adoptés, 3ème lecture, sur division et passé 98 ; passé par Conseil législatif, sans amendement, 155. Sanctionné 453 (4 Ed. VII, ch. 33).
3. Bill concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères (l'hon. M. Robitaille) 1ère lecture, 63 ; 2ème lecture, sur division, 84 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 87 ; considéré de nouveau, rapporté, 3ème lecture et passé, 88 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 247 ; amendements lus la 2ème fois et adoptés, 267 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 34).
4. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1904 et le 30 juin 1905 et pour d'autres fins du service public, (l'hon. M. McCorkill), lu les 1ère, 2ème et 3ème fois, passé, 455, Conseil, 457 ; sanctionné, 462. (4 Ed. VII, ch. 1).
5. Bill amendant la loi de l'Instruction publique, (l'hon. M. Robitaille). 1ère lecture, 158 ; 2ème lecture, sur division, 200 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 208, passé par le Conseil législatif, 299 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 18)
6. Bill autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 105 ; 2ème lecture, sur division, 135 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 139 ; considéré de nouveau en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 140 ; passé par le Conseil législatif, 194 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 3)
7. Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés, (l'hon. M. Robitaille), 1ère lecture, 289 ; 2e lecture sur division, 295 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus 2e fois sur division et adoptés, motion Robitaille pour 3ème lecture, adoptée après vote, 295 ; 3e lecture et passé, 303 ; passé par le Conseil législatif, 327 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 24).
8. Bill amendant la loi concernant la pension des officiers publics, (l'hon. M. Robitaille), 1ère lecture, 306 ; 2ème lecture, 3ème lecture et passé, 320 ; passé par le Conseil législatif, 365 ; sanctionné, 374. (4 Ed. VII, ch. 10).

---

BILLS :—*Suite.*

9. Bill amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, (l'hon. M. Parent), 1ère lecture, 212; motion pour 2ème lecture, débat, 219; débat continué, 222; débat ajourné, 223; reprise du débat, 240; reprise du débat, amendements proposés, débat ajourné, 243; reprise du débat interrompu par l'appel des bills privés, 261; débat de nouveau, ajourné, 266; reprise, ajourné, 291; reprise du débat, ajourné, 291; reprise du débat, ajourné, 306, 307; amendements rejetés, 2ème lecture, 307; considéré, progrès, 321; de nouveau considéré, progrès, 322; considéré, progrès, 326; considéré, amendé, rapporté, amendements lus 1ère fois, 337; 2ème lecture sur division, neuf amendements proposés à la motion pour concours dans les amendements, rejetés, 346; amendements agréés, 355; cinq amendements à l'effet de reconsidérer, rejetés, 359; amendement pour reconsidérer, débat ajourné, 364; débat, amendements rejetés, 366; autre amendement rejeté, 3ème lecture, sur division, passé, 368; passé par le Conseil avec amendements, 291; amendements lus 1ère fois, 392; 2ème lecture, sur division, 395; amendements à la motion pour le concours, débat, ajourné, 396; reprise du débat, 400; renvoi à 6 mois proposé, amendements retirés, autre amendement proposé, amendement rejeté, 401; amendements du Conseil adoptés avec amendements, message, 402; Conseil adopte les amendements de l'Assemblée, 424; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch 13).

10. Bill amendant la loi concernant les chemins de fer, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 145; 2ème lecture, sur division 200; considéré en comité général, rapport de progrès, 208; considéré de nouveau en comité général, progrès, 216; considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3ème lecture et passé, 266; Conseil, 416; sanctionné, 458. (4 Ed VII, ch. 35).

12. Bill amendant la loi des mines, (l'hon. M. Parent), lu 1ère fois, 236; 2ème lecture considéré, rapporté, 3ème lecture, passé, 260. Conseil, 299; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 16).

13. Bill amendant l'article 1675 des Statuts refondus relativement aux sociétés d'agriculture, (l'hon. M. Turgeon), 1ère lecture, 164; 2ème lecture sur division, 200; considéré en comité général, amendé, rapporté; 3ème lecture et passé, 208; Conseil législatif, 234; sanctionné, 458. (4 Ed. VII ch. 17).

14. Bill amendant la loi concernant les prêteurs sur gages, (l'hon. M. McCorkill), 1ère lecture, 178; 2ème lecture sur division, 209; considéré en comité général, rapporté; 3ème lecture et passé, 216; Conseil législatif, 257; Sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 11).

15. Bill concernant la descente des billots dans les rivières et cours d'eau de cette province, (l'hon. M. Parent), 1ère lecture, 236; 2ème lecture, considéré en comité général, progrès, 261; considéré de nouveau, progrès, 261; considéré de nouveau, amendé; amendements adoptés; 3ème lec-

---

BILLS :—*Suite*.

ture et passé, 276 ; Conseil législatif, 327 ; sanctionné, 453. (4 Ed. VII, ch. 39).

16. Bill concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 395 ; 2ème et 3ème lectures, passé, 400 ; Conseil, 422 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 2).

19. Bill régularisant la position des sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'Asile de Beauport, (M. Roy, Montmagny), 1ère lecture, 357 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements lus 2 fois sur division et adoptés ; 3ème lecture sur division et passé, 365 ; Conseil législatif, 379 ; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 103).

20. Bill concernant le libelle et pourvoyant à une mise en demeure, (l'hon. M. Pelletier), 1ère lecture, 342 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 357.

21. Bill amendant l'article 173 du Code civil, (l'hon. M. Leblanc), 1ère lecture, 321 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 359.

22. Bill amendant la loi concernant les établissements industriels, (M. Lafontaine, Mask.), 1ère lecture, 302 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 341.

23. Bill abrogeant la loi reconnaissant le diplôme de bachelier ès arts comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, médicale et notariale, (M. Lacombe), 1ère lecture, 270 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 294.

24. Bill amendant le code de procédure civile, (M. Lacombe), 1ère lecture, 270 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, 314 ; rapport de progrès, 320.

25. Bill concernant l'organisation du Conseil Législatif, (M. Chicoyne), 1ère lecture, 247 ; motion pour 2ème lecture, question d'ordre soulevée, maintenue par M. l'Orateur, 303.

27. Bill détachant certains lots du comté de Montmagny et les annexant au comté de Bellechasse pour toutes les fins. (M. Roy, Kamouraska), 1ère lecture, 247 ; 2e lecture, considéré, rapporté ; 3e lecture et passé, 294 ; Conseil législatif, 322. Sanctionné, 449. (4 Ed. VII, ch. 5)

28. Bill amendant le Code municipal relativement aux automobiles. (M. Roy, Kamouraska), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 178.

---

BILLS :—*Suite.*

29. Bill amendant la loi concernant les société de secours mutuel et les sociétés charitables, (M. Cherrier,) 1ère lecture, 190 ; 2ème lecture, sur division et renvoyé au comité de législation, 229 ; rapporté, 236 ; considéré, progrès, 254 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendements adoptés ; 3ème lecture et passé, 274 ; Conseil législatif, 322. Sanctionné, 459. (4 Ed VII, ch. 23.)

30. Bill abolissant la mort civile résultant de la profession religieuse, (Prévost), 1ère lecture, 247.

31. Bill amendant la loi 59 Victoria, chapitre 69, et constituant en corporation "A. Ramsay & Son," (M. Champagne). Pétition, 26, 45 ; 1ère lecture, 48 ; renvoyé au comité B. P. 64 ; rapporté, 144 ; considéré et passé, 154 ; Conseil, amendé, amendements adoptés, 230. Sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 92).

32. Bill amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke, (M. Pelletier, Sherbrooke), pétition, 27, 45 ; 1ère lecture, 56 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64 ; rapporté, 86 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 91 ; Conseil, 142 ; Honoraire remis, 256. Sanctionné, 374. (4 d. VII, ch. 54).

33. Bill amendant la charte de la ville de Buckingham, 53 Victoria, chapitre 74, et les lois qui l'amendent, (M. Major), pétition 33, 54 ; 1ère lecture, 55 ; comité, 6 ; rapporté, 137 ; passé 146 ; Conseil, 194 ; sanctionné, 374, (4 Ed. VII, ch. 66.)

35. Bill constituant en corporation "l'Hôpital homéopathique de Montréal", (M. Champagne), pétition, 26, 45 ; 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture, référé, 61 ; rapporté avec amendement, 63 ; considéré en comité général ; 3ème lecture et passé, 80 ; Conseil, 142 ; honoraire remis, 279. Sanctionné, 459. (4 Ed VII, ch. 96).

36. Bill concernant "The Toronto General Trusts Corporation", (M. Gillies), pétition, 32, 45 ; 1ère lecture, 55 ; 2e lecture et renvoyé au C. B. P., 73 ; rapporté avec amendement, 95 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 109 ; 1ère lecture des amendements, 187 ; amendements lus 2ème fois et adoptés, 198. Sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 93).

37. Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Hébertville, Saint-Bruno, Alma, (M. Tanguay), pétition, 27, 45 ; 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et renvoyé au com. ch. fer, 89 ; rapporté avec amendements, 144 ; considéré, amendé, amendements lus 1ère fois, 154 ; amendements adoptés, 3ème lecture et passé avec le titre suivant : "Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Saguenay et Baie James," 161 ; Conseil, amendements, 247 ; 1ère lecture des amendements, 248 ; amendements adoptés, 264. Sanctionné 459 (4 Ed. VII, ch. 74).



---

BILLS :—*Suite.*

38. Bill constituant en corporation " The Talmud Torah " (Ecole gratuite des Hébreux) de Montréal, (M. Hutchinson), pétition, 32, 45; 1ère lecture, 69; 2ème lecture et renvoyé au C. B. P., 81; rapporté, 96; considéré en 3ème lecture et passé, 110; passé par le Conseil Législatif avec amendements sous le titre suivant : " Loi constituant en corporation " The Talmud Torah, " (Enseignement des Ecritures) de Montréal, " 260; amendements adoptés, 273; honoraire remis, 274. Sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 114)

39. Bill constituant en corporation la ville de Beauceville, (M. Godbout), pétition, 27, 45; 1ère lecture, 56; 2ème lecture et renvoyé au C. B. P., 85; rapporté, 96; considéré, 3ème lecture et passé, 110; passé par le Conseil avec amendements, 1ère lecture des amendements, 170; amendements adoptés, 174. Sanctionné 459. (4 Ed. VII, ch. 67).

40. Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Thomas Arthur Cimon à l'exercice de la profession de notaire après examen (M. Delâge), pétition, 33, 45; 1ère lecture, 48; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64; rapporté, 86; considéré; 3e lecture et passé, 91; Conseil législatif, avec amendements; 1ère lecture des amendements, 142; amendements adoptés, 147; honoraire remis, 298; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 124.)

41. Bill constituant en corporation l'Association des Maitres-Imprimeurs de Québec, (M. Delâge), pétition, 27, 45; 1ère lecture, 48; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64; rapporté avec amendements, 86; considéré rapporté, 3e lecture et passé, 91; Conseil, amendé; 1ère lecture des amendements, 142; amendements adoptés, 147; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 94).

42. Bill constituant en corporation la Compagnie Electrique, Québec, (M. Girard), pétition, 27, 122; 1ère lecture, 122; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés; rapporté avec amendement, 177; considéré en comité général, amendé, 196; amendements adoptés, 3ème lecture et passé avec le titre suivant : " Loi constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Québec, " 197; Conseil, avec amendements, 270; amendements adoptés, 285; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 79).

43. Bill amendant la loi constituant en corporation la Compagnie Hydraulique Saint-François, (M. Girard), pétition, 27, 115; 1ère lecture 144; 2ème lecture et référé, 155; rapporté avec amendement, 206; considéré amendé, amendement adopté; 3ème lecture et passé, 221; par le Conseil législatif, avec amendements, 327; amendements adoptés, 339; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 84).

44. Bill constituant en corporation la ville de Marieville, (M. Girard), pétition, 27, 150; 1ère lecture, 151; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 163; rapporté avec amendement, 177; considéré en

---

**BILLS :—*Suite.***

comité général; 3ème lecture et passé 197; par le Conseil avec titre suivant: "Loi constituant en corporation la ville de Monnoir" avec amendements, 1ère lecture des amendements, 245; bill rejeté, 264; honoraire remis, 279.

45. Bill revisant et refondant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski, (M. Tessier), pétition, 27, 45; 1ère lecture, 47; 2ème lecture et renvoyé au C. B. P. 81; rapporté avec amendement, 95; considéré, 3ème lecture et passé, 109; par conseil, avec amendements, 170; 1ère lecture des amendements, 171; amendements adoptés, 174; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 64).

46. Bill divisant la municipalité du village de Sainte-Genève, dans le comté de Jacques-Cartier, en deux municipalités distinctes et séparées, et érigeant la municipalité du village de Pierrefonds, (M. Chaurét), pétition, 32, 45; 1ère lecture, 68; 2ème lecture et renvoyé au C. B. P., 81; rapporté avec amendements, 115; considéré, 3ème lecture et passé, 123; Conseil, avec amendements, amendements adoptés, 155, sanctionné, 374. (4 Ed. VII, ch. 69).

47. Bill concernant la Compagnie d'Assurance "La Provinciale" et lui accordant certains pouvoirs, (M. Lacombe), pétition, 28, 45; 1ère lecture, 47; 2ème lecture et renvoyé au C. B. P. 64; rapporté avec amendements, 189; retiré, 231; honoraire remis, 251.

48. Bill concernant la construction de l'église et de la sacristie de la paroisse du Très-Saint Nom de Jésus de Maisonneuve, (M. Décarie), pétition, 33, 54; 1ère lecture, 55; 2ème lecture et renvoyé au C. B. P., 102; rapporté, 138; considéré, 3ème lecture et passé, 147; Conseil législatif, 194; honoraire remis, 252; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 112).

49. Bill constituant en corporation la compagnie électrique de Portneuf et de Québec, (M. Delage), pétition, 33, 74; 1ère lecture, 75; 2ème lecture et renvoyé au C. B. P., 120; rapporté avec amendements, 157; considéré, 3ème lecture et passé, 167; Conseil législatif, avec amendements, 233; amendements adoptés, 243; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 80).

50. Bill concernant la succession de feu le révérend Louis-Elie Dauth, (hon. M. Flynn), pétition, 28, 45; 1ère lecture, 47; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 61; rapporté 68; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 80; Conseil législatif, 142; honoraire remis, 293; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 115).

51. Bill concernant la paroisse de Sainte-Praxède de Brompton, (M. Mackenzie), pétition, 54, 67; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124; rapporté avec amendements, 172; considéré, rapporté, 2ème lecture et passé, 182; Conseil législatif, 234; honoraire remis, 252; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 113).

---

BILLS :—*Suite.*

52. Bill constituant en corporation les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier (M. Caron, L'Islet), pétition, 32, 45 ; 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64 ; rapporté avec amendements, 95 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 108 ; Conseil législatif, 148 ; honoraire remis, 228 ; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 104).

53. Bill amendant la loi constituant en corporation la ville de Fraserville, (M. Dion), pétition, 28, 45 ; 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 61 ; rapporté avec amendements, 95 ; considéré, progrès, 109 ; ordre pour comité général rescindé et bill renvoyé, de nouveau, au comité des bills privés, 148 ; rapporté avec amendements, considéré de nouveau, rapporté ; 3ème lecture et passé, 220 ; Conseil législatif, 257 ; sanctionné, 459. (4 Ed VII, ch. 65).

54. Bill concernant la "Royal Paper Mills Company" et autorisant la dite compagnie à substituer une nouvelle émission de bons à ses bons actuels, (M. Pelletier, Sherbrooke), pétition, 27, 45 ; 1ère lecture, 56 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64 ; rapporté, 86 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 92 ; Conseil législatif, 142 ; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 88).

55. Bill amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, (M. Décarie), pétition, 27, 45 ; 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 84 ; rapporté, 115 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 124 ; Conseil législatif, avec amendements, amendements adoptés, 161 ; sanctionné, 375. (4 Ed. VII, ch. 51)

56. Bill constituant en corporation "The Louis Labelle Quarry Company, Limited," (M. Lévost), pétition, 27, 74 ; 1ère lecture, 74 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 85 ; rapporté avec amendements, 96 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 110 ; Conseil législatif, 155 ; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 90.)

57. Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du Lac St-Jean, et les lois qui l'amendent, (M. Tanguay), pétition, 27, 45 ; 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 81 ; rapporté avec amendements, 96 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 110 ; Conseil législatif, avec amendements, 230 ; amendements adoptés, 231 ; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 71.)

58. Bill ratifiant et confirmant le titre de la Seigneurie de la Grande Vallée des Monts, (M. Pelletier, Sherbrooke), pétition, 27, 45 ; 1ère lecture, 56 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 81 ; rapporté, 95 ; considéré en comité général, rapporté, 109 ; 2ème lecture et passé, 131 ; Conseil législatif, avec amendements, 1ère lecture des amendements, 187 ; amendements adoptés, 198 ; sanctionné, 375. (4 Ed. VII, ch. 122.)

---

BILLS :—*Suite*.

59. Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Montréal et Grenville, (M. Champagne), pétition, 43, 74; 1ère lecture, 75; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 125; rapporté, avec amendements, 172; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 196; honoraire remis, 404.

60. Bill concernant la reconstruction de l'église de la paroisse de Sainte-Cunégonde de Montréal, et le paiement de la dite reconstruction, (M. Décarie), pétition, 27, 45; 1ère lecture, 47; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 85; rapporté, 95; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 108; Conseil législatif, 148; honoraire remis, 252; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 111).

61. Bill constituant en corporation les Pères Eudistes de la province de Québec, (M. Roy, Montmagny), pétition, 32, 45; 1ère lecture, 46; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 61; rapporté avec amendement, 68; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 79; Conseil législatif, 128; honoraire remis, 299; sanctionné, 458. (4 Ed. VII, ch. 110).

62. Bill constituant en corporation les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, (M. Roy, Montmagny) pétition, 32, 45; 1ère lecture, 46; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 84; rapporté, avec amendements, 104; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 120; Conseil législatif, 148; honoraire remis, 299; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 105).

62. (De la session de 1903) Bill constituant en corporation "The Montreal Hunt Club". Honoraire remis, 377.

63. Bill constituant en corporation Les Missionnaires du Sacré-Cœur, (M. Roy, Montmagny), pétition 32, 45; 1ère lecture, 46; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 61; rapporté avec amendements, 68; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 80; Conseil législatif, 128; honoraire remis, 299; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 106).

64. Bill constituant en corporation "The Westmount Transit and Power Company", (M. Hutchinson), pétition, 42, 45; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 131; rapporté, rejeté, 224; honoraire remis, 293.     ^

65. Bill amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company," (M. Dupuis), pétition, 32, 45; 1ère lecture, 68; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 81; rapporté avec amendements, 177; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 197; Conseil législatif, 245, sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 81).

66. Bill concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal, (M. Hutchinson), pétition, 26, 45; 1ère lecture, 70; 2ème lecture et renvoyé

---

BILLS :—*Suite.*

au comité des bills privés, 81 ; rapporté avec amendements, 137 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 146 ; Conseil législatif, 234 ; honoraire remis, 274, sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 50).

67. Bill constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de Terrebonne, (M. Prévost), pétition, 32, 95 ; 1ère lecture, 96 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 125 ; rapporté avec amendements, 218 ; considéré, progrès, 243 ; considéré de nouveau, 3ème lecture et passé, 258 ; Conseil, avec amendements, 300 ; amendements aux amendements du Conseil, 300 ; le Conseil agrée les amendements à ses amendements, 315 ; sanctionné, 459. (4 Ed. VII, ch. 76).

68. Bill amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, qui amende la charte de la cité de Montréal, (M. Hutchinson), pétition 43, 54 ; 1ère lecture, 55 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 73 ; rapporté avec amendements, 157 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 166 ; honoraire remis, 298.

69. Bill concernant l'Association de bienfaisance de la Compagnie du chemin de fer urbain de Montreal, (M. Lacombe), pétition, 33, 54 ; 1ère lecture, 57 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 111 ; rapporté, 150 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 161 ; Conseil législatif, avec amendements, amendements lus 1ère fois, 211 ; amendements adoptés, 212 ; honoraire remis, 279 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 102.)

70. Bill constituant en corporation les Sœurs de l'Espérance, (M. Champagne), pétition, 31, 45 ; 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64 ; rapporté avec amendements, 95 ; considéré, 3ème lecture et passé, 108 ; par Conseil législatif, 148 ; honoraire remis, 228 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 107).

71. Bill constituant en corporation la "Laval Electric Company", (M. Dupuis), pétition, 33, 137 ; 1ère lecture, 138 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 148 ; rapporté, avec amendements, 189 ; considéré, 3ème lecture et passé, 209 ; par le Conseil législatif, avec amendements, 270 ; amendements adoptés, 293, sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 83).

72. Bill constituant en corporation la compagnie électrique Shawinigan, (M. Dupuis), pétition, 43, 95 ; 1ère lecture, 97 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 111 ; rapporté avec amendements, 177 ; considéré, 3ème lecture et passé, 197 ; par le Conseil législatif, avec amendements, 270 ; amendements adoptés, 285, 294 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 82).

73. Bill concernant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, La Foncière, (M. Prévost), pétition, 44, 54 ; 1ère lecture, 55 ; 2ème lecture

BILLS :—*Suite.*

et renvoyé au comité des bills privés, 81; rapporté avec amendements, 189; retiré, 231; honoraire remis, 251.

74. Bill constituant en corporation "The Saint Maurice River Driving and Improvement Company", (M. Cooke), pétition 44, 54; 1ère lecture, 55; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 64; rapporté avec amendements, 86; considéré en comité général et passé, 91; par le Conseil législatif avec amendements, 194; 1ère lecture des amendements, 195; amendements adoptés, 210; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 89).

75. Bill autorisant la vente d'un immeuble dépendant de la substitution créée par le testament de feu Michael Kavanagh, (M. Chauret), pétition 32, 115; 1ère lecture, 116; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124; rapporté avec amendements, 189; considéré en comité général, 3ème lecture et passé, 210; Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 257, 265. Sanctionné, 460 (4 Ed. VII, ch. 116).

76. Bill constituant en corporation "The Home Savings, Loan and Land Company," (M. Hutchinson), pétition, 44, 122; 1ère lecture, 122; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 131; rapporté avec amendements, 157; considéré en comité général et passé, 167; par le Conseil législatif, amendé avec titre suivant: "The Ideal Savings Loan and Land Company," amendements lus 2 fois et adoptés, 234, 243. Sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 91)

77. Bill constituant en corporation "The Parks and Playgrounds Association of Montreal," (M. Hutchinson), pétition, 32, 115; 1ère lecture, 116; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124; rapporté, 150; considéré en comité général et passé, 163; par le Conseil législatif, 211; honoraire remis, 251. Sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 99).

78. Bill amendant la charte de la ville de Saint-Louis, (M. Décarie), pétition, 43, 54; 1ère lecture, 57; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 89; rapporté avec amendements, 115; considéré en comité général, et passé, 124; passé par le Conseil Législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 170; message au Conseil Législatif, amendements faits aux amendements du Conseil Législatif agréés par le Conseil Législatif, 215. Sanctionné, 460. (4 Ed. VII. ch. 57).

79. Bill constituant en corporation "The Suburban Tramway and Power Company", (M. Prévost), pétition, 44, 95; 1ère lecture, 96; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 125; rapporté avec amendements, 207; considéré en comité général, progrès, 221; considéré de nouveau, amendé et rapporté, 231; motion pour renvoi de la 1ère lecture des amendements à la prochaine séance. Décision de l'Orateur permettant la 1ère lecture des amendements. Amendements lus la première fois, 232; motion pour renvoi à 6 mois rejetée après vote, 242; 2ème lec-

---

BILLS :—*Suite.*

ture des amendements, 243 ; amendement pour renvoi à 6 mois, rejetée après vote, amendements adoptés, 248 ; amendement pour renvoi à 6 mois rejeté après vote, 262 ; amendement Champagne, rejeté après vote, 263 ; 2ème lecture et passé, 263 : par le Conseil législatif avec amendements, amendements adoptés, 315 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 77).

80. Bill concernant le testament de feu Archibald McCormick, senior (M. Bergevin), pétition, 62, 67 ; 1ère lecture, 63 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 120 ; rapporté, 150 ; considération en comité général et passé, 162 ; par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus la 1ère fois, 257 ; amendements adoptés, 265 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 119).

81. Bill constituant en corporation le cercle Emard (M. Bergevin), pétition, 44, 54 ; 1ère lecture, 55 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 73 ; rapporté, 95 ; considéré en comité général, et passé, 108 ; par le Conseil législatif, 149 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 100.).

82. Bill modifiant la loi relative à la ville de Salaberry de Valleyfield (M. Bergevin), pétition 44, 54 ; 1ère lecture, 55 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 120 ; rapporté avec amendements, 177 ; considéré en comité général et passé, 198 ; par le Conseil législatif avec amendements, 270 ; amendements lus 1ère fois, 271 ; motion pour 2ème lecture des amendements, débat, motion Pelletier (Dorch.) pour ajournement du débat, rejetée après vote, motion Dupuis pour 2ème lecture, amendement LeBlanc, retiré, motion Dupuis adoptée sur division, amendements lus 2ème fois, 296 ; motion pour adoption des amendements du Conseil, motions en amendements, rejetées après vote, amendements agréés sur division, 323 ; sanctionné, 375. (4 Ed. VII, ch. 60).

83. Bill amendant la charte de la ville d'Outremont, (M. Décarie) pétition 43, 67 ; 1ère lecture, 68 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 81 ; rapporté avec amendements, 104 ; considéré en comité général et passé, 119 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 187 ; amendements adoptés, 198 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 58).

84. Bill constituant en corporation la municipalité de la paroisse de la Côte Saint-Paul, (M. Champagne), pétition, 54, 67 ; 1ère lecture, 69 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 81 ; rapporté avec amendements, 172 ; considéré en comité général et passé, 181 ; honoraire remis, 358.

85. Bill constituant en corporation l'Association des courtiers d'immeubles de la province de Québec, (M. Champagne), pétition, 54, 67 ; 1ère lecture, 69 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 81 ; rapporté avec amendements, 177 ; considéré et passé, 196 ; Conseil législatif, 245 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 95).

---

BILLS :—*Suite.*

86. Bill amendant la charte de la cité de Hull, (M. Major), pétition, 83, 54; 1ère lecture, 57; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 92; rapporté avec amendements, 144; considéré en comité général et passé 154; Conseil législatif, avec amendements, 273; amendements adoptés, 285; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 56).

87. Bill constituant en corporation la " Young Men's Christian Association of McGill University ", (M. Hutchinson), pétition, 67, 82, 95; 1ère lecture, 104; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 120; rapporté avec amendements, 157; considéré en comité général et passé, 166; Conseil législatif, 234; honoraire remis, 274; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 101).

88. Bill ratifiant, confirmant et autorisant le règlement No 92 de la ville de Saint-Jean, concernant un octroi de terrains et de certains privilèges, ainsi qu'une exemption de taxes et une concession de droits à " The Singer Manufacturing Company ", (M. Roy, Saint-Jean), pétition, 44, 54; 1ère lecture, 116; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 147; rapporté, 189; considéré en comité général et passé, 209; Conseil législatif, avec amendements, 257; amendements lus 2 fois et adoptés, 258, 265; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 59).

89. Bill constituant en corporation " The Canada Club, " (M. Hutchinson), pétition, 26, 45; 1ère lecture, 70; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 111; rapporté, 157; considéré en comité général et passé, 167; par le Conseil législatif avec amendements, 247; amendements lus 2 fois et adoptés, 248, 272; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 98.)

90. Bill concernant la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, (M. Taschereau), pétition, 44, 74; 1ère lecture, 74; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 120; rapporté avec amendements, 172; considéré en comité général et passé, 182; par le Conseil législatif avec amendements, 247; amendements lus 2 fois et adoptés, 248, 265; honoraire remis, 252; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 85)

91. Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central, (M. Roy, Kamouraska), pétition, 27, 45; 1ère lecture, 48; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 64; rapporté avec amendements, 86; considéré en comité général et passé, 92; par Conseil législatif, 175; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 70.)

92. Bill amendant la charte de la cité de Montréal, (M. Lacombe), pétition, 33, 54; 1ère lecture, 56; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 111; rapporté avec amendements, 157; considéré en comité général, rapporté, motion pour 3ème lecture, amendement pour renvoi, de nouveau, au comité général pour en retrancher les clauses 5, 6 et 7, adoptée; 3ème lecture et passé, 181; par le Conseil législatif avec amendements, 292; amendements lus 1ère fois, 292; motion pour 2ème lecture



---

BILLS :—*Suite.*

des amendements, débat ajourné, 297 ; reprise du débat, amendements lus 2ème fois sur division ; motion pour amender les amendements adoptée, 316 ; le Conseil législatif agrée l'amendement, 327 ; sanctionné, 375. (4 Ed. VII, ch. 49).

93. Bill constituant en corporation la compagnie générale du port de Chicoutimi, (M. Taschereau), pétition, 33, 95 ; 1ère lecture, 96 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124 ; rapporté avec amendements, 177 ; considéré en comité général et passé, 196 ; par le Conseil législatif avec amendements, 270 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 271, 285, 294 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 86 )

94 Loi abrogeant la loi 3 Edouard VII, chapitre 135, concernant une vente par la succession de L. T. Macpherson à N. G. Kirouac et W. C. Kirouac, (M. Taschereau), pétition, 32, 67 ; 1ère lecture, 75 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 85 ; rapporté, 95 ; considéré en comité général, rapporté et passé, 119 ; par le Conseil législatif, 175 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 117).

95 Bill amendant la charte de la ville de Louiseville, (M. Taschereau), pétition, 33, 67 ; 1ère lecture, 75 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124 ; préambule non prouvé, 189 ; motion pour que le bill soit, de nouveau, inscrit sur l'ordre du jour, adoptée, après vote, 226 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, 3ème lecture et passé, 272 ; par le Conseil législatif avec amendements, 327 ; amendements adoptés, 339 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 61).

96. Bill confirmant et ratifiant un acte d'Antoine Masson et autres résiliant un acte de donation, et ratifiant aussi une donation de Louis-Dydime Masson à Joseph Masson, son fils, (M. Prévost), pétition, 26, 74 ; 1ère lecture, 74 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124 ; rapporté, 177 ; considéré en comité général, progrès, 199 ; considéré de nouveau, progrès, 29 ; considéré de nouveau, rapporté, 212 ; 3ème lecture sur division et passé, 219 ; par le Conseil législatif, 327 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 118.)

97. Bill concernant le village de Saint-Georges de Cacouna, (M. Taschereau), pétition, 44, 137 ; 1ère lecture, 144 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 155 ; rapporté et retiré, 178.

98. Bill ratifiant et confirmant la location de certaine propriété par William Fraser, écuyer, à la Compagnie de Fraserville, Limitée, (M. Lacombe), pétition, 33, 122 ; 1ère lecture, 122 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 131 ; préambule non prouvé, 178 ; motion pour inscrire le bill de nouveau sur l'ordre du jour, question d'ordre soulevée, question renvoyée par M. l'Orateur, motion principale rejetée par le vote de la Chambre, 23 ; honoraire remis, 393.

---

BILLS :—*Suite.*

99. Bill amendant la charte de la ville de Shawinigan Falls (M. Allard), 1ère lecture, 116 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124 ; rapporté avec amendements, 157 ; considéré, amendé et rapporté, amendements adoptés, 3ème lecture et passé, 166 ; par le Conseil législatif avec amendements, 284 ; amendements adoptés, 250 ; honoraire additionnel remis, 278 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 63).

100. Bill amendant la charte du Crédit Municipal Canadien (M. Roy, Kamouraska), 1ère lecture, 69 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 92 ; rapporté avec amendements, 157 ; considéré, rapporté 165 ; 3ème lecture et passé, 174 ; par le Conseil avec amendements, 247 ; amendements adoptés, 265 ; honoraire additionnel remis, 278 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 87).

101. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Oscar-Jules Morin à la profession d'avocat, après examen. (M. Roy, Montmagny), 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 61 ; rapporté, 68 ; considéré, rapporté, passé, 80 ; par le Conseil, 128 ; honoraire remis, sur division, 199 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 123).

102. Bill accordant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, de Montmagny (M. Prévost), pétition, 44, 95 ; 1ère lecture, 96 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 111 ; rapporté avec amendements, 218 ; retiré, 231 ; honoraire remis, 251.

103. Bill amendant la charte de la cité de Saint-Henri, (M. Décarie). Pétition, 32, 95 ; 1ère lecture, 116 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 117 ; rapporté avec amendements, 218 ; considéré, passé, 232 ; par le Conseil, 270 ; honoraire additionnel remis, 377. Sanctionné, 460, (4 Ed. VII, ch. 52.)

104. Bill concernant la Compagnie du Pont Saint-Pie (M. Morin, St-Hyacinthe). Pétition, 62, 67 ; 1ère lecture, 69 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 120 ; rapporté et retiré, 138.

105. Bill constituant en corporation les Sœurs Trappistines, de Saint-Romuald, sous le nom de Les Cisterciennes Réformées, (M. Blouin), pétition, 28, 45 ; 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 89 ; rapporté avec amendements, 104 ; considéré, 3ème lecture et passé, 120 ; par le Conseil avec amendements, 170 ; 1ère lecture des amendements, 171 ; amendements adoptés, 174 ; honoraire remis, 251 ; sanctionné, 460. (4 Ed. VII, ch. 108).

106. Bill ratifiant la vente faite par les représentants de George Hastings à James E. Wilder, (M. Décarie), pétition, 27, 54 ; 1ère lecture, 57 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 120 ; rapporté,

---

BILLS :—*Suite.*

150 ; considéré, rapporté, et passé, 162 ; par le Conseil législatif, avec amendements, 234 ; amendements adoptés, 243 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 121)

107. Bill exemptant les propriétaires d'immeubles de la rue Lemoine, de Montréal, d'une partie des cotisations imposées par la cité de Montréal, le sixième jour d'octobre 1913, pour le prolongement de la rue Lemoine, et changeant la dite cotisation, (M. Hutchinson), pétition, 26, 67 ; 1ère lecture, 69 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 81 ; rapporté avec amendements, 157 ; considéré, 3ème lecture et passé, 166 ; honoraire remis, 298.

108. Bill constituant en corporation "The Canadian Light and Power Company," (M. Bergevin), pétition, 32, 122 ; 1ère lecture, 122 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 131 ; rapporté, 206 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus 1ère fois, 212 ; motion pour 2ème lecture des amendements, amendement à cette motion rejeté ; 2ème lecture des amendements, 219 ; amendements adoptés, 231 ; motion pour 3ème lecture, amendement rejeté après vote ; 3ème lecture et passé, 240 ; par le Conseil législatif, avec amendements, 321 ; amendements lus 2 fois et adoptés, sur division, 326 ; débat, 337 ; motion pour concours, amendements, débat, 345, 379 ; amendements par Conseil législatif adoptés, sur division, 395 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 78).

109. Bill constituant en corporation la Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis, (M. Roy, Kamouraska), pétition, 43, 95 ; 1ère lecture, 97 ; 2ème lecture, et renvoyé au comité des bills privés, 111 ; rapporté avec amendements, 150 ; considéré, rapporté, passé, 161 ; par le Conseil avec amendements, 257 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 258, 266 ; honoraire remis, 292 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 109).

110. Bill concernant le club Mont-Royal, (M. Hutchinson), pétition, 32, 137 ; 1ère lecture, 138 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 148 ; rapporté, 177 ; considéré, rapporté et passé, 198 ; par le Conseil avec amendements, 257 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 258, 266 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 97).

111. Bill accordant à la corporation de la cité de Sherbrooke le pouvoir de faire un emprunt spécial pour acquérir ou construire un système d'éclairage et de pouvoir électriques, (M. Pelletier, Sherbrooke), pétition, 43 ; 1ère lecture, 56 ; 2ème lecture, 102 ; rapporté et incorporé au bill 112, 189 ; honoraire remis, 256. Voyez Bills 112.

112. Bill amendant la charte de la cité de Sherbrooke, (M. Pelletier, Sherbrooke), pétition, 43, 54, 150 ; 1ère lecture, 151 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 163 ; rapporté avec amendements, 189 ; considéré en comité général, rapporté et passé, 210 ; par le Conseil avec amendements, 257 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 258, 266 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 53).

BILLS :—*Suite.*

113. Bill modifiant les limites de la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce Ouest et ratifiant un contrat passé entre la corporation du dit village et la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada, (M. Décarie), pétition, 43, 137 ; 1<sup>ère</sup> lecture, 138 ; 2<sup>ème</sup> lecture et renvoyé au comité des bills privés, 148 ; rapporté avec amendements, 172 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 182 ; par le Conseil avec amendements, 247 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 248, 273 ; motion pour remise d'honoraire, rejetée, après vote, 256 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 68).

114. Bill pour régulariser la position des Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'achat de l'Asile de Beauport, (M. Roy, Montmagny), pétition, 43, 95 ; 1<sup>ère</sup> lecture, 116 ; renvoyé au comité des bills privés, 124 ; rapporté, 150 ; considéré en comité général, progrès, 162 ; considéré de nouveau, rapporté, 3<sup>ème</sup> lecture sur division, et passé, 209 ; par le Conseil avec amendements, 257 ; amendements lus la 1<sup>ère</sup> fois, 258 ; la 2<sup>ème</sup> fois, sur division, amendement à motion pour concours, adopté, et message au Conseil législatif, 297 ; le Conseil législatif persiste dans son amendement, motion pour conférence avec le Conseil adoptée, 329 ; ordre de la Chambre pour conférence avec le Conseil rescindé, 369 ; honoraire remis, 418.

115. Bill concernant la succession de feu Susan McVey, et accordant aux exécuteurs testamentaires des pouvoirs plus étendus, (M. Lacombe), pétition, 44, 95 ; 1<sup>ère</sup> lecture, 96 ; 2<sup>ème</sup> lecture et renvoyé au comité des bills privés, 124 ; rapporté, 150 ; considéré, rapporté, 3<sup>ème</sup> lecture, et passé, 162 ; par le Conseil avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 237, 250 ; honoraire additionnel remis, 278 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 120).

116. Bill refondant et remplaçant la charte de la ville de Chicoutimi, (M. Petit), pétition, 137 ; 1<sup>ère</sup> lecture, 138 ; 2<sup>ème</sup> lecture et renvoyé au comité des bills privés, 155 ; rapporté avec amendements, 218 ; considéré, rapporté, et passé, 232 ; par le Conseil, 273 ; honoraire additionnel remis, 293 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 62).

117. Bill amendant la charte de la cité de Sorel, (M. Allard), pétition, 62, 150 ; 1<sup>ère</sup> lecture 151 ; 2<sup>ème</sup> lecture et renvoyé au comité des bills privés, 174 ; rapporté avec amendements, 218 ; considéré, rapporté, 3<sup>ème</sup> lecture et passé, 232 ; par le Conseil, 291 ; honoraire additionnel remis, 293 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 55).

218. Bill constituant en corporation la "Charlemagne Traction and Power Company," (M. Duhamel), pétition, 67, 157 ; 1<sup>ère</sup> lecture, 159 ; renvoyé au comité des chemins de fer, 184 ; rapporté et retiré, 219.

119. Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville, et ses amendements, (M. Dorris), pétition, 150, 157 ; 1<sup>ère</sup> lecture, 158 ; 2<sup>ème</sup> lecture et renvoyé au comité des chemins fer, 184 ; rapporté, avec amendements, 218 ; considéré

---

BILLS :—*Suite.*

en comité général, progrès, 264; considéré de nouveau, rapporté, 272; question d'ordre, amendements, 3ème lecture et passé, 281; Conseil législatif, 327; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 73).

121. Bill amendant l'article 289 du Code de procédure civile, (M. Lacombe), 1ère lecture, 145; 2ème lecture, sur division et renvoyé au comité de législation, 159; rapporté, avec amendement, 177; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 192.

122. Bill amendant les articles 1338, 2972*d*, 2972*e* et 5551 des Statuts refondus, (M. Fiset), 1ère lecture, 138; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 169; rapporté, 177; considéré, rapporté, passé, 191; Conseil Législatif, 273. Sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 14).

123. Bill amendant les articles 1753 et 1484 du Code civil, (M. Champagne), 1ère lecture, 164; 2ème lecture sur division et renvoyé au Comité de législation, 186; rapporté et rejeté, 260.

124. Bill concernant les automobiles, (M. Walker), 1ère lecture, 165; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 194; rapporté avec amendements, 218; considéré en comité général, progrès, 249; considéré de nouveau, amendé, amendements adoptés, 3ème lecture et passé, 252; Conseil législatif, avec amendements, 340; amendements adoptés, 355; sanctionné, 375. (4 Ed. VII, ch. 30).

125. Bill amendant la loi concernant les élections contestées, (M. Champagne), 1ère lecture, 164; renvoyé au comité de législation, 185; rapporté, avec amendements, 206; considéré, amendé, 3ème lecture et passé, 214; Conseil législatif, 273; sanctionné, 461, (4 Ed. VII, ch. 9.)

126. Bill amendant les articles 316 et 549 du Code de procédure civile, (M. Champagne), 1ère lecture, 164; renvoyé au comité de législation, 185; rapporté avec amendements, 236; considéré, rapporté et passé, 253; par le Conseil avec amendements et sous le titre suivant : "Loi amendant l'article 316 du Code de procédure civile", 321; amendements adoptés, 328; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 48).

127. Bill amendant la loi concernant les compagnies de cimetière, (M. Walker), 1ère lecture, 164; renvoyé au comité de législation, 186; rapporté, 218; considéré, rapporté et passé, 238; par le Conseil avec amendements, amendements lus et adoptés, 379, 395, sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 37).

128. Bill amendant les articles 291 et 875 du Code municipal, (M. Chauret), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 145; rapporté avec amendements, 224; retiré, 255.

---

**BILLS :—*Suite.***

129. Bill amendant l'article 366 du Code municipal, (M. Walker), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 165 ; rapporté, 202 ; 2ème lecture sur division, considéré, rapporté, 275 ; 3ème lecture et passé, 279.

130. Bill amendant le Code civil relativement à la paternité, (M. Dupuis), 1ère lecture, 165 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 186 ; rapporté avec amendements, 218 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 239.

131. Bill abrogeant l'article 551 du Code de procédure civile, (M. Roy, Kamouraska), 1ère lecture, 178 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 214 ; rapporté et rejeté, 224.

132. Bill amendant l'article 278 et 689 du Code de procédure civile, (M. Prévost), 1ère lecture, 165 ; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 194 ; rapporté, avec amendements, 224 ; considéré, progrès, 240 ; considéré de nouveau, le comité se lève, 253.

133. Bill amendant le Code civil, (M. Prévost), 1ère lecture, 165 ; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de Législation, 186 ; rapporté, 206 ; considéré, progrès, 214 ; considéré de nouveau, amendé et rapporté, amendements adoptés, 3ème lecture et passé, 253 ; par le Conseil législatif, 299 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 41).

134. Bill amendant la loi de l'instruction publique relativement à la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, (M. Dupuis), 1ère lecture, 158 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 185 ; rapporté, rejeté, 218.

135. Bill amendant l'article 1688 du Code civil, relativement à la responsabilité des architectes et constructeurs, (M. Taschereau), 1ère lecture, 158 ; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 185 ; rapporté avec amendements, 206 ; considéré, progrès, 214 ; retiré, 252.

136. Bill amendant les articles 544, 546, 773, 802, 892 et 893 du Code municipal, (M. Morin, Saint-Hyacinthe), 1ère lecture et renvoyé au comité du code municipal, 158 ; rapporté, avec amendement, 269 ; 2ème lecture, sur division, considéré, amendé, amendements adoptés, 3ème lecture et passé, 286.

137. Bill amendant l'article 835 du Code municipal, (M. Blouin), 1ère lecture et renvoyé au comité du code municipal, 165 ; rapporté, avec amendements, 269 ; 2ème lecture sur division, 286 ; considéré, 3ème lecture et passé, 302.

---

BILLS :—*Suite.*

138. Bill amendant l'article 1301 du Code municipal, (M. Tasche-reau), 1ère lecture, 165 ; 2ème lecture, sur division, et renvoyé au comité de législation, 175 ; rapporté, 206 ; considéré en comité général, avec le bill 176, rapporté, amendé, amendements adoptés, lu 3ème fois et passé, 233, 239 ; Conseil, 340, 355 ; sanctionné, 462. (4 Ed. VII, ch 42).

139. Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la cour des commissaires, (M. Blanchard), 1ère lecture, 164 ; 2ème lecture, sur division, 193 ; considéré, rapporté, 228 ; 3ème lecture, sur division et passé, 228 ; Conseil, 273 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 47).

140. Bill amendant la loi de l'instruction publique relativement au recensement dans les municipalités scolaires, pour certaines fins, (M. Neault), 1ère lecture, 189 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 228 ; rapporté avec amendements, 260 ; bill retiré, 280.

141. Bill amendant le Code civil relativement aux personnes se servant du nom d'un autre comme raison sociale, (M. Dupuis), 1ère lecture, 207 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 229 ; rapporté avec amendements, 236 ; considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés, 3ème lecture et passé, 254.

142. Bill amendant la loi électorale de Québec, 1903, relativement au comté de Gaspé, (M. Kennedy), 1ère lecture, 207 ; 2ème lecture, sur division et renvoyé au comité de législation, 229 ; rapporté, rejeté, 260

143. Bill amendant la loi passée à la présente session de la Législature de Québec, intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et les lois qui l'amendent ", (M. Tanguay), 1ère lecture, 2ème lecture, considéré en comité général, 3ème lecture et passé, 269 ; par le Conseil, 291 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 72).

144. Bill amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens, (M. Pelletier, Sherbrooke) 1ère lecture, 207 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 229 ; rapporté, 236 ; considéré en comité général, le comité se lève, 253.

145. Bill abrogeant la loi 22 Victoria, chapitre 109, intitulé : " Acte pour ériger en municipalité de village, sous le nom de Fermont, le village maintenant connu sous le nom de Forges Radnor, (M. Neault, Champlain), 1ère lecture, 207 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 229 ; rapporté, rejeté, 260.

146. Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile, (M. Dorris), 1ère lecture, 207 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 230 ; rapporté avec amendements, 236 ; considéré, progrès,

---

BILLS :—*Suite.*

253 ; considéré de nouveau, rapporté, 3ème lecture et passé, 279 ; par le Conseil, 365. Sanction réservée en attendant le bon plaisir de Son Excellence le Gouverneur-Général, 462.

147. Bill amendant l'article 5253 des statuts refondus de Québec, (M. Mathieu), 1ère lecture, 189.

148. Bill amendant la loi des élections contestées, (M. Champagne), 1ère lecture, 236 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 255 ; rapporté avec amendements, 260 ; considéré en comité général, amendé, 280 ; amendements lus 2ème fois sur division, 303 ; motion, amendement pour que le bill soit renvoyé de nouveau au comité général pour y être amendé, débat ajourné, 314 ; reprise du débat, amendements votés, 317 ; amendements adoptés, 3ème lecture et passé, 318 ; Conseil avec amendements, amendements lus 1ère fois, 379 ; ordre rescindé pour 2ème lecture des amendements, 456 ; retiré, 456.

149. Bill détachant du comté d'Ottawa les cantons Mousseau et Lynch, et les annexant, pour toutes fins, au comté de Montcalm, (M. Bissonnette, Montcalm), 1ère lecture, 236 ; motion pour que l'ordre du jour pour 2ème lecture soit rescindé et que le Bill soit renvoyé au comité spécial, adopté, 256 ; rapporté, 217 ; 2ème lecture, sur division, 319 ; considéré en comité général, rapporté, 358 ; 3ème lecture, avec l'assentiment des députés intéressés, message, 392 ; Conseil, 416 ; réponse du Lt.-Gouverneur, 418 ; sanctionné, 461. (4 Ed VII, ch. 4).

151. Bill amendant l'article 283 du Code municipal, (M. Petit), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 97 ; rapporté, 202 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 254 ; par le Conseil, avec le titre : "Loi amendant le Code municipal," amendé, 417 ; 2ème lecture des amendements, 424 ; renvoi à 6 mois proposé, adopté, 425.

152. Bill amendant l'article 296 du Code municipal, (M. Prévost), 1ère lecture, 34 ; ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité du Code municipal, 42.

153. Bill pourvoyant à la formation de compagnies d'assurance mutuelle, contre le feu, des beurreries et fromageries, (M. Blanchard), 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité d'agriculture, 84 ; rapporté, avec amendements, 122 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 142 ; par le Conseil législatif, 187 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 38.)

154. Bill amendant la loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure, (M. Dupuis), 1ère lecture, 40 ; 2ème lecture, 79 ; considéré en comité général, amendé, 3ème lecture et passé, 83 ; par le Conseil, 119 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 29.)



---

BILLS :—*Suite.*

155. Bill amendant les articles 283, 481 et 582 du Code municipal, (M. Perrault), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 57 ; rapporté avec amendements, 82 ; 2ème lecture, 89 ; considéré en comité général, progrès, ordre rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 99 ; rapporté avec amendements, 206 : considéré en comité général, 3ème lecture sur division et passé, 239.

156. Bill annexant la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton au comté de Bagot pour toutes les fins, (M. Daignault), 1ère lecture, 70 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 100 ; rapporté, 116 ; considéré, rapporté, passé, 123 ; par le Conseil avec amendements, adoptés, 155. Sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch 6)

157. Bill amendant les articles 108, 109, 112, 196, 202 et autres du Code de procédure civile, (M. Prévost), 1ère lecture, 70 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de Législation, 100 ; rapporté, rejeté, 157.

158. Bill amendant le Code de procédure civile relativement à l'assignation des témoins, (M. Taschereau), 1ère lecture, 49 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de Législation, 99 ; rapporté, rejeté, 157.

159. Bill amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens de la province de Québec, (M. Taschereau), 1ère lecture, 49 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 99 ; rapporté, 177 ; considéré, amendé, 3ème lecture et passé, 228, 238 ; par le Conseil, 315. Sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 27).

160. Bill amendant la loi concernant les élections contestées, (L'hon. M. Pelletier), 1ère lecture, 57 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 79 ; rapporté, rejeté, 116 ; motion pour réinscrire bill sur ordres du jour rejetée, après vote, 179.

161. Bill amendant la loi concernant les associations coopératives (M. Blouin), 1ère lecture, 70 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 100 ; rapporté avec amendements, 137 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 191 ; par le Conseil, 327 ; sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 36).

162. Bill concernant la corporation du Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec, (M. Allard), 1ère lecture, 70 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 101 ; rapporté avec amendements, réimpression recommandée par le comité et ordonnée par la Chambre, 224 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 253 ; par le Conseil, 291. Sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 28).

163. Bill amendant les articles 371, 373 et 999 du Code municipal, M. Caron, (L'Islet), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 63 ; rapporté avec amendements, 144 ; motion pour renvoi de nouveau au comité du Code municipal adoptée, après vote, 192.

---

**BILLS :—*Suite.***

164. Bill amendant le Code municipal, relativement à la vente d'immeubles pour arrérages de taxes municipales, (M. Duhamel), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 63.

165. Bill amendant l'article 5171 des Statuts refondus, (M. Duhamel), 1ère lecture, 63; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 99; rapporté, rejeté, 218.

166. Bill autorisant les maires des municipalités à faire prêter serment, (M. Taschereau), 1ère lecture, 63; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 100; rapporté, 115; considéré, rapporté, passé, 134; par le Conseil, 194; sanctionné, 461 (4 Ed. VII, ch. 46).

167. Bill amendant l'article 8 du Code de procédure civile, relativement à la transaction des affaires légales, le samedi, (M. Taschereau), 1ère lecture, 63; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 100; rapporté avec amendements, 172; considéré, rapporté, passé, 186; par le Conseil, amendé, 323, 339. Sanctionné, 461. (4 Ed. VII, ch. 45).

168. Bill amendant la Code municipal, (M. Roy, Montmagny), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 75; rapporté avec amendements, 269; 2ème lecture sur division, considéré, comité se lève, 302.

169. Bill détachant certains lots de la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant, pour toutes fins, à la paroisse de Saint-Samuel, dans le comté de Nicolet, (Hon. M. Flynn), 1ère lecture, 82; 2ème lecture, considéré en com. général, rapporté, 3e lecture et passé, 93; par le Conseil, 128. Sanctionné, 462. (4 Ed. VII, ch. 7).

170. Bill amendant l'article 1623 du Code civil, (M. Dupuis), 1ère lecture, 82; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 101; rapporté, rejeté, 150; motion pour réinscrire sur l'ordre du jour rejetée, après vote, 184.

171. Bill amendant l'article 535 du Code municipal, (M. Caron, L'Islet), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 86; rapporté, rejeté, 144.

172. Bill amendant les articles 121, 153 et 1137 du Code de procédure civile, (M. Prévost), 1ère lecture, 86; 2ème lecture sur division, 101; rapporté, rejeté, 224.

173. Bill conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le code municipal en conséquence, (M. Blanchard), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 86; ordre pour renvoi au comité du Code municipal rescindé, 89; considéré en comité général, comité se lève, 255.

---

BILLS :—*Suite*.

174. Bill amendant l'article 771 du Code municipal, (M. Dorris), 1ère lecture et renvoyé au comité du code municipal, 104; rapporté, rejeté, 224.

175. Bill amendant l'article 561 du Code municipal, (M. Walker), 1ère lecture et renvoyé au comité du code municipal, 97; rapporté, 144; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 192.

176. Bill amendant l'article 1301 du Code civil relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats, (M. Taschereau), 1ère lecture, 97; 2ème lecture, sur division, et renvoyé au comité de législation, 120; rapporté, 177; considéré, progrès, 194; considéré de nouveau amendé et rapporté, 233; 3ème lecture et passé, 239; Conseil, 340, 355; sanctionné, 462. (4 Ed. VII, ch. 42).

177. Bill amendant l'article 905 du Code civil, (M. Dorris), 1ère lecture, 104; motion pour 2ème lecture, rejetée sur division, 217.

178. Bill amendant l'article 677 du Code de procédure civile, (M. Hutchinson), 1ère lecture, 104; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 135; rapporté, rejeté, 177.

179. Bill amendant l'article 1622 du Code civil, (M. Hutchinson), 1ère lecture, 104; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 135; rapporté, rejeté, 177.

180. Bill amendant les articles 806, 851 et 858 du Code municipal, (M. Champagne), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 105; rapporté avec amendements, 224; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendements lus 1ère fois, 255.

181. Bill amendant l'article 1147a du Code de procédure civile, (M. Prévost), 1ère lecture, 105; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 135.

182. Bill amendant l'article 4691 des Statuts refondus, (M. Chicoyne), 1ère lecture, 117; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 135; rapporté, 172; considéré, rapporté et passé, 186; passé par le Conseil avec amendements, 270; amendements lus 2 fois et adoptés, 271; sanctionné, 462. (4 Ed. VII, ch. 32).

183. Bill amendant l'article 1041 du Code de procédure civile, (M. Allard), 1ère lecture, 128; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité législation, 148; rapporté, rejeté, 218.

184. Bill concernant les unions ouvrières, (M. Hutchinson), 1ère lecture, 123; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 168; rapporté avec amendements, 218; considéré en comité général, progrès, 239.

---

**BILLS :—*Suite.***

185. Bill concernant les élections générales et les élections partielles, (Hon. M. Pelletier), 1ère lecture, 145 : 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 159 ; motion pour que le Bill soit remis sur l'ordre du jour rejetée, après vote, 312.

**Bills :—DIVERSES PROCÉDURES :**

1. Bill présenté et lu *pro forma* avant la considération du discours du Trône, 5.
2. Considération d'un bill interrompue par M. l'Orateur qui reprend le fauteuil, 262.
3. Bill renvoyé à un comité spécial en vertu de la cédula 2 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 256. 2ème lecture, avec le consentement des députés faisant partie du dit comité, 319.
4. Ordre pour 2ème lecture rescindé, 42.
5. Ordre de référer, rescindé, 89.
6. Règle 51 suspendue en ce qui concerne un bill, 115.
7. Deux bills considérés ensemble et rapportés comme un seul bill, 233.
8. 3ème lecture ajournée, 109.
9. Bill passé sans être renvoyé à un comité, 320, 422.
10. Sanction réservée en attendant le plaisir de Son Excellence le Gouverneur-Général, 462.
11. Comité se lève sans faire rapport, 253.
12. Bill subit ses 3 lectures et est adopté à la même séance, 269, 320.
13. Bills retirés, 137, 219.

**Bills privés :—**

1. Comité des bills privés. Premier rapport, 45. Autres rapports sur divers bills : 68, 86, 95, 104, 115, 137, 144, 150, 157, 172, 177, 189, 206, 218, 224. Député ajouté aux membres de ce comité, 34.
2. Demandant qu'un bill soit rejeté, le promoteur ne s'étant pas conformé à la section 3 de la règle 57, 224.

3. Honoraires remis, 251, 278, 293.
4. Que le délai pour la présentation soit prolongé, 131, 132. Pour la réception des rapports, 67, 68, 206.
5. Que le préambule d'un bill n'a pas été prouvé, 178.
6. Bill remplacé sur les ordres du jour, 226.

BLAINVILLE :—Voir *Documents*, item 11.

BOIS DE LA COURONNE :—Voir *Documents*, items 12, 13, 14, 60, 92, 93, 94, 149.

“ BREWERY CREEK ” :—Voir *Documents*, item 16.

BUCKINGHAM :—Loi amendant la charte de la ville de Buckingham, 53 Vict., ch. 74, et les lois qui l'amendent. Voir *Bills*, 33.

BUDGETS :—Budget supplémentaire des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1904 et budget des dépenses pour l'année financière 1905. Voir *Documents*, item 17.

CANADA CLUB :—Loi constituant en corporation le—. Voir *Bills*, 89.

“ CANADIAN LIGHT AND POWER CO. ” :—Loi constituant en corporation le—. Voir *Bills*, 108.

CERCLE EMARD :—Loi constituant en corporation le—. Voir *Bills*, 81.

CERCLES AGRICOLES :—Voir *Documents*, item 19.

“ CHARLEMAGNE TRACTION AND POWER CO. ” :—Loi constituant en corporation le—. Voir *Bills*, 118.

CHASSE :—Voir *Documents*, items 20, 21, 22, 23, 24, 36.

CHEMINS A BARRIÈRES DE MONTRÉAL :—Voir *Documents*, item 28.

CHEMINS DE FER :—Loi amendant la loi concernant les—Voir *Bills*, 10. Aussi, *Bills* B, 16, 37, 57, 59, 79, 91, 113, 118, 119, 143.—Voir *Documents*, items 30, 31, 32.

CHEMIN DE FER URBAIN DE MONTRÉAL :—Loi concernant l'Association mutuelle de bienfaisance de la Compagnie de.—Voir *Bills*, 69.

CHEMINS RURAUX :—Voir *Documents*, item 33.

CHICOUTIMI :—Loi relative aux termes et séances de la Cour supérieure dans le district de Chicoutimi.—Voir *Bills*, P.

---

CHICOUTIMI :—Loi refondant et remplaçant la charte de la ville de—. Voir *Bills*, 116.

CHICOUTIMI. CIE DE PULPE DE—: Loi concernant la—. Voir *Bills*, 90.

CHICOUTIMI. CIE DU PORT DE—: Loi constituant en corporation la—. Voir *Bills*, 93.

CIMETIÈRES :—Loi amendant la loi concernant les compagnies de—. Voir *Bills*, 127.

CIMON. THOMAS A—:—Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre —à l'exercice de la profession de notaire, après examen.—Voir *Bills*, 40.

CISTERCIENNES RÉFORMÉES :—Loi constituant en corporation les Sœurs Trappistines de Saint-Romuald, sous le nom de les—. Voir *Bills* 105.

CLUB CASCAPÉDIA :—Voir *Documents*, *item*, 34.

CLUB MONT ROYAL :—Loi concernant le—. Voir *Bills*, 110.

CLUB NONANTUM :—Voir *Documents*, *item*, 35.

CLUBS DE CHASSE ET DE PÊCHE :—Voir *Documents*, *item*, 36.

CODE CIVIL :—

Loi amendant les articles 1053, 1484 du—. Voir *Bills*, 123.

Loi amendant l'article 343. Voir *Bills*, 133.

Loi amendant l'article 1688. Voir *Bills*, 135.

Loi amendant l'article 1301. Voir *Bills*, 138.

Loi amendant l'article 1622. Voir *Bills*, 170.

Loi amendant l'article 1301. Voir *Bills*, 176.

Loi amendant l'article 905. Voir *Bills*, 177.

Loi amendant l'article 1622. Voir *Bills*, 179.

Loi amendant l'article 2160. Voir *Bills*, D.

Loi amendant le—. Voir *Bills*, E, S, 21.

---

**CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—**

- Loi amendant l'article 289. Voir *Bills*, 121.
- Amendant les articles 316 et 349. Voir *Bills*, 126.
- Abrogeant l'article 551. Voir *Bills*, 131.
- Amendant les articles 689 et 278. Voir *Bills*, 132.
- Amendant l'article 599. Voir *Bills*, 146.
- Amendant les articles 108, 109, 112, etc. Voir *Bills*, 157.
- Amendant les articles 121, 153, 1137. Voir *Bills*, 172.
- Amendant l'article 677. Voir *Bills*, 178.
- Amendant l'article 1147a. Voir *Bills*, 181.
- Amendant l'article 1041. Voir *Bills*, 183.  
Voir, aussi, *Bills* 24, 167.

**CODE MUNICIPAL, (Comité du) :—Voir *Comités*.****CODE MUNICIPAL :—**

- Loi amendant les articles 291 et 875. Voir *Bills*, 128.
- Amendant l'article 366. Voir *Bills*, 129.
- Amendant les articles 544, 546, 773, 802, 892 et 893. Voir *Bills*, 136.
- Amendant l'article 835. Voir *Bills*, 137.
- Amendant l'article 151. Voir *Bills*, 151.
- Amendant l'article 296. Voir *Bills*, 152.
- Amendant les articles 283, 481 et 582. Voir *Bills*, 155.
- Amendant les articles 371, 373, 999. Voir *Bills*, 163.
- Amendant l'article 535. Voir *Bills*, 171.
- Amendant l'article 561. Voir *Bills*, 175.
- Amendant les articles 806, 851, 858. Voir *Bills*, 180.  
Voir aussi, *Bills*, 164, 168, 173.

**COLONISATION :—Voir *Documents*, items 28, 29, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43.****COLONS :—Voir *Documents*, items 38, 39, 97.**

## Comités :

1. Résolutions pour la nomination des divers comités permanents pour la présente session, 24. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 24. Rapport, 29. Voir *Agriculture, Bills privés, Chemins de fer, Comptes publics, Industries, Législation, Ordres permanents, Privilèges et Elections*.
2. Comités conjoints. Voir *Bibliothèques. Impressions*.
3. Comités spéciaux. Voir *Code municipal*.
4. Comité spécial nommé, 256. Premier rapport, 277.
5. Liste des membres devant composer les divers comités spéciaux. Rapport, 29.

### RAPPORTS DES DIFFÉRENTS COMITÉS PERMANENTS :

1. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 39, Second, 122.
2. *Bills privés* :—Premier rapport, 45 ; deuxième, 68 ; troisième, 86 ; quatrième, 95 ; cinquième, 104 ; sixième, 115 ; septième, 137 ; huitième, 144 ; neuvième, 150 ; dixième, 157 ; onzième, 172 ; douzième, 197 ; treizième, 189 ; quatorzième, 206 ; autres rapports, 218, 224.
3. *Chemins de fer et Canaux* :—Premier rapport, 44 ; autres rapports, 86, 96, 144, 172, 207, 218, 236, 258, 263.
4. *Comptes publics* :—Premier rapport, 39 ; second, 378 ; troisième, 441.
5. *Industrie* :—Premier rapport, 40.
6. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 39 ; autres rapports : 115, 137, 150, 157, 172, 177, 206, 218, 224, 230, 260, etc.
7. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 39 ; autres rapports : 45, 54, 67, 74, 95, 115, 122, 137, 150, 157, 206, 308.
8. *Privilèges et élections* :—Premier rapport, 40. Deuxième, rapportant les délibérations dans l'affaire Vallières, 202.

### COMITÉS CONJOINTS :

9. *Bibliothèque* :—Membres nommés par le Conseil, 25 ; par l'Assemblée, 33.
10. *Impressions* :—Membres nommés par le Conseil, 75 ; par l'Assemblée, 34. Premier rapport, 423.



---

COMITÉS SPÉCIAUX :

11. *Code municipal* :—Premier rapport, 45 ; autres rapports : 82, 144, 202, 224, 269.

COMMISSION DE COLONISATION :—Voir *Documents*, items 40, 41, 42, 43.

COMMISSION D'ECONOMIE INTÉRIEURE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—  
Voir *Documents*, item 44.

COMPAGNIE DE PRODUITS CHIMIQUES :—Voir *Documents*, item 123.

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :—Loi amendant la loi concernant les—.  
Voir *Bills*, H.

—Loi amendant la loi constituant en corporation les—<sup>e</sup>. Voir *Bills*, 2.

—Loi concernant les corporations commerciales et les compagnies à  
fonds social étrangères. Voir *Bills*, 3.

COMPTES PUBLICS :—Voir *Documents*, item 46.

COMTÉ DE QUÉBEC :—Loi constituant en corporation la Compagnie de  
chemin de fer du—Voir *Bills*, B.

CONSEIL D'ARBITRAGE :—Voir *Documents*, item 48.

## Conseil législatif :

### *Messages au Conseil :—*

1. Nommant les membres de l'Assemblée devant faire partie des comités conjoints de la bibliothèque, 33 ; des impressions, 34.
2. L'Assemblée déclinant d'adopter certains amendements faits par le Conseil, 183, 197.
3. N'insiste pas sur certains amendements, 469.
4. Consentant aux amendements du Conseil avec amendements, 345.
5. Demandant une conférence, 329 ; ordre rescindé, 369.

### *Messages du Conseil :—*

4. Nommant les membres du Conseil devant faire partie des comités conjoints de la bibliothèque, 25 ; des impressions, 75.
5. Adoptant des bills de l'Assemblée avec ou sans amendement, 119, 123, 142, 148, 155, 170, 175, 187, 211, 230, 235, etc., etc.

---

*Message du Conseil.*—Suite.

6. Communiquant ses bills et demandant le concours de l'Assemblée, 119, 125, 237, etc.
7. Accepte les amendements faits par l'Assemblée à ses bills, 148, 160, etc.
8. Insiste sur ses amendements, 323.

CONSEIL LÉGISLATIF:—Loi concernant l'organisation du—. Voir *Bills*, 25.

CONSTRUCTEURS:—Voir *Bills*, 135.

COOKE, J. P.:—Voir *Documents*, item 49.

COOPÉRATIVES, ASSOCIATIONS:—Loi amendant la loi concernant les—. Voir *Bills*, 161.

CORPORATIONS MUNICIPALES:—Voir *Documents*, item 50.

CÔTE DES ANGES, CHEMIN DE LA:— Voir *Documents*, item 51.

CÔTÉ, PAUL:—Voir *Documents*, item 52.

CÔTE ST-PAUL:—Loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de la—Voir *Bills*, 84.

COUR DES COMMISSAIRES:—Loi amendant le code de procédure civile, relativement à la juridiction de la—.Voir *Bills*, 139.

COUR SUPÉRIEURE:—Loi amendant la loi concernant la constitution de la—Voir *Bills*, I. Aussi, *Bills*, P.

COURTIERS D'IMMEUBLES:—Loi constituant en corporation l'Association des—de la province de Québec.—Voir *Bills*, 85.

CRÉDIT DU CANADA. CIE DU:—Voir *Documents*, item; 53.

CRÉDIT MUNICIPAL CANADIEN:—Loi amendant la charte du.—Voir *Bills*, 100.

DALMAS, CANTON DE:—Voir *Documents*, item 54.

DAUTH, RÉV. L. E.:—Loi concernant la succession de feu le Voir *Bills*, 50.

DEMERS, MARIE J.:—Voir *Documents*, item 55.

DENTISTES :—Loi concernant le Collège des chirurgiens.—Voir *Bills*, 162.

DÉPUTÉS :

1. Prennent leur siège, 5
2. Députés prennent leur siège en présentant un *duplicata* du certificat d'indenture, 5.
3. Député fait motion pour que certaines paroles prononcées en Chambre soient entrées dans les procès-verbaux, 219.
4. Le député de Terrebonne soulève une question de privilège et demande que M. Vallières soit appelé à la barre de la Chambre, 128 Débat, 138. Incident clos, 202.

DETTE PUBLIQUE. CONVERSION DE LA :—Voir *Documents*, items 56, 57.

DIVERS EN GÉNÉRAL :—Voir *Documents*, item 58.

Documents par ordre alphabétique :	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—		
REMARQUE—Le chiffre à gauche du document n'est pas le numéro de ce document, mais est mis comme numéro de référence.		
1. <i>Agriculture</i> :—Rapport du Commissaire de l'—, pour 1903.....( <i>Document No 3</i> )	Par ordre du Lieut.-Gouv.	38
2. <i>Arpentages</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : arpentages \$50.000, depuis le 1er juillet 1902 au 28 février 1903.....( <i>Document No 22</i> )	Par ordre de la dernière session	41
3. <i>Arpenteurs</i> :—Arrêtés en Conseil approuvant le nouveau tarif des arpenteurs géomètres ; copie du dit tarif et tous documents relatifs à ce sujet. <i>Imprimé</i> .....( <i>Document No 106</i> )	Par adresse 277	301
4. <i>Assurances. Compagnies d'</i> :—Etat donnant la liste des compagnies d'assurance sur la vie, faisant affaires dans la province de Québec et le montant payé par chacune d'elles au gouvernement. ( <i>Documents Nos 29 et 76</i> )	Par ordre 152	58, 163

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
5. <i>Atlantique, Québec et Occidental</i> :—Rapport de l'exploration faite par Henry O'Sullivan, écr., de la péninsule de Gaspé, depuis Causapscal, jusqu'au Bassin de Gaspé, à la demande de la compagnie de chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, et rapport de l'exploration d'un chemin de fer pour cette partie des comtés de Bonaventure et de Gaspé s'étendant depuis Paspébiac jusqu'au Bassin de Gaspé.	Par ordre 393	
6. <i>Baie St-Paul</i> :—Correspondance échangée entre la corporation scolaire de la Baie St-Paul et le Surintendant de l'Instruction publique, du 1er juillet 1903 jusqu'à cette date. ( <i>Document No 57</i> )	Par ordre 61	93
7. <i>Basinet, Damase</i> :—Rapport du coroner et correspondance se rapportant au décès de M. Damase Basinet. ( <i>Document No 109</i> ).	Par ordre 274	301
8. <i>Bedford. Coroner du district de</i> :—Documents et correspondance, existant depuis six mois, en rapport avec la pétition du coroner pour le district de Bedford.....( <i>Document No 87</i> ).	Par adresse 37	211
9. <i>Bessette, fils, Félix</i> :—Correspondance de Félix Bessette, fils, touchant le soin à donner au lait porté aux beurreries. ( <i>Document No 108</i> ).	Par ordre 273	301
10. <i>Bibliothèque</i> :—Rapport des bibliothécaires de la Législature pour 1903-4.	111ème règle	13
11. <i>Blainville. Seigneurie de</i> :—Documents se rapportant à la seigneurie de Blainville.	Par ordre 251	

DOCUMENTS :— *Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
12. <i>Bois</i> :—Etat détaillé indiquant la quantité et le pays d'exportation de chacune des espèces de bois suivantes, exportés durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1903 : (a) épinette rouge, tamarac, (b) épinette blanche et épinette noire, (c) pin, (d) cèdre, etc. <i>Imprimé</i> ..... (Document No 83).	Par ordre 78	180
13. <i>Bois</i> :—Etat démontrant quels sont les porteurs de licence de coupe de bois qui ont payé ce qu'ils doivent à la province, quels sont ceux qui n'ont pas payé, et à quelle somme s'élève respectivement ce que ces derniers n'ont pas payé.	Par ordre 107	
14. <i>Bois de pulpe</i> :—Requêtes, résolution et correspondance depuis le 5 mars dernier jusqu'à ce jour, au sujet du tarif sur le pois de pulpe, de la conversion du bois en pulpe ou en papier et l'exploitation de ce bois. <i>Imprimé.</i> (Document No 19).	Par ordre de la dernière session.	36
15. <i>Boxe. Exhibitions de</i> :—Instructions données par le gouvernement au sujet des exhibitions de boxe et, aussi, instructions données au sujet des poursuites à prendre contre tous ceux qui sont responsables en loi de la mort d'un nommé Drolet, qui a été tué récemment, à Québec. (Document No 105).	Par ordre 191	301
16. " <i>Brewery Creek</i> " :—Documents et jugements des cours de justice se rapportant à la propriété, la possession et la vente par le gouvernement du pouvoir d'eau communément appelé " <i>Brewery Creek</i> ".	Par adresse 314	

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
17. <i>Budget</i> :—Budget supplémentaire des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1904 et budget des dépenses pour l'année financière 1905. ( <i>Document No 1</i> ).	Par message	98
18. <i>Cartier, Canton</i> :—Instructions adressées aux agents des terres de la Couronne, en rapport avec la vente des terres de la Couronne pour fins de colonisation dans le canton Cartier <i>Imprimé.</i> ( <i>Document No 112.</i> )	Par ordre 153	315
19. <i>Cercles agricoles</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Cercles agricoles et améliorations des chemins, \$85,000, à la page 5 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec. <i>Imprimé.</i> ( <i>Document No 64.</i> )	Par ordre de la dernière session.	111
20. <i>Chasse</i> :—Etat détaillé indiquant le nombre des poursuites intentées, le nombre de convictions exécutées et le nombre de jugements suspendus pour infractions aux lois de la chasse en cette province, depuis le 30 juin 1902, etc.	Par ordre 77	
21. <i>Chasse, Permis de</i> :—Documents se rapportant à tous les permis généraux de chasser en cette province, accordés à des personnes qui n'y avaient pas leur domicile, depuis le 30 juin 1902	Par adresse 101	
22. <i>Chasse, Permis de</i> :—Etat comportant tous documents en rapport avec tous les permis de chasser en saison prohibée, dans cette province, depuis le 30 juin 1902, etc.	Par ordre 102	

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
23. <i>Chasse, Permis de</i> :—Etat comportant le nombre de permis accordés pour chasser dans le Parc National des Laurentides, etc.	Par ordre 102	
24. <i>Chasse, Permis de</i> :—Etat comportant tous documents en rapport avec tous les permis de chasser autorisant le porteur d'icelui à tuer plus de deux caribous en cette province, depuis le 30 juin 1902. etc.	Par ordre 101	
25. <i>Chemins à barrière de l'île Jésus</i> :—Etat des affaires de la Compagnie des—, pour 1903.....( <i>Document No 32</i> ).	Statut	53
26. <i>Chemins à barrières de Terrebonne</i> :—Etat des affaires de la commission des —, pour 1903. ( <i>Document No 33</i> ).	Statut	53
27. <i>Chemins à barrières de Montréal</i> :—Documents et correspondance échangés entre le gouvernement et toutes personnes, se rapportant à la commission des chemins à barrières de Montréal, depuis le 30 juin 1886. <i>Imprimé.</i> ( <i>Documents Nos 75 et 75a</i> )	Par ordre 106	163, 175
28. <i>Chemins de Colonisation</i> :—Etat indiquant quels sont les ponts et chemins de colonisation qui ont été subventionnés par le gouvernement, depuis le 30 juin dernier, dans chacun des comtés de Joliette, Berthier, Montcalm. <i>Imprimé</i> .....( <i>Document No 115</i> ).	Par ordre 83	340
29. <i>Chemins de Colonisation</i> :—Etat détaillé de la somme de \$130,000, mentionnée dans l'état des recettes et des paiements, pour l'année courante, comme ayant été dépensée pour chemins de colonisation, depuis le 1er juillet 1903 au 31 mars 1904. <i>Imprimé.</i> ( <i>Document No 88</i> ).	Par adresse 134	230

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>30. <i>Chemins de fer, Statistiques</i> :—Rapport et statistiques de certaines compagnies de chemins de fer au 30 juin 1903, conformément à l'article 5176 des S. R. P. Q. et suivants. (<i>Document No 24</i>).</p>	Statut	58
<p>31. <i>Chemins de fer subventionnés</i> :—Rapports pour l'année expirant le 30 juin 1902, indiquant les recettes et frais d'exploitation des chemins de fer qui ont été subventionnés par la Législature de Québec, conformément aux dispositions de l'acte de la Législature de Québec, 1 Edouard VII, chapitre 2. (<i>Document No 44</i>).</p>	Par ordre du Lieut-Gouv.	72
<p>32. <i>Chemins de fer, Subventions aux</i> :—Requêtes et correspondance depuis le 25 avril 1903, jusqu'à ce jour, au sujet de l'octroi de subventions en terres ou en argent, comme aide à la construction de chemins de fer. (<i>Document No 89</i>).</p>	Par ordre 168	230
<p>33. <i>Chemins ruraux</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Amélioration des chemins ruraux \$6,000, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec. <i>Imprimé</i>.....(<i>Document No 71</i>)</p>	Ordre de la dernière session	71
<p>34. <i>Club Cascapédia</i> :—Documents relativement aux difficultés survenus entre les pêcheurs de New-Richmond et le Club Cascapédia.</p>	Par ordre 38	
<p>35. <i>Club Nonantum</i> : Documents relatifs aux difficultés survenues entre les colons du lac des Commissaires et le club Nonantum .....(<i>Document No 20</i>)</p>	Par ordre de la dernière session	36



DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
36. <i>Clubs de chasse et de pêche</i> :—Liste de tous les clubs de chasse et de pêche existant dans la Province, indiquant la date de leur organisation, le nom et la situation de chaque club et le nom de tous les membres des dits clubs avec leurs adresses.	Par ordre 107	
37. <i>Colonisation et travaux publics</i> :—Rapport du Commissaire de la,—de la province de Québec, pour 1903. ( <i>Document No 7.</i> )	Par ordre du Lieut-Gouv.	11
38. <i>Colons</i> :—Copies des instructions données aux agents des terres de la Couronne, leur enjoignant de refuser de vendre certaines terres aux colons ou à certains colons.....( <i>Document No 71.</i> )	Par ordre de la dernière session	186
39. <i>Colons</i> :—Documents et correspondance échangés avec le gouvernement fédéral et autres, en rapport avec le remboursement d'impenses aux colons de bonne foi établis sur la réserve des sauvages dans le canton Doncaster, comté de Terrebonne. ( <i>Imprimé.</i> ) ( <i>Document No 104.</i> )	Par adresse 152	301
40. <i>Commission de Colonisation</i> :—Rapports de la—( <i>Documents Nos. 23, 23a, 23b, 23c, 23d, 23e, 23f, 23g, 23h, 23i, 23j, 23k, 23l, 23m.</i> )	Statut	52, 66, 78, 83, 103, 127, 164, 211
41. <i>Commission de Colonisation</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et la Commission de Colonisation, au sujet des reproches et des accusations portées devant cette Chambre par C. B. Major, député. ( <i>Imprimé.</i> ) ( <i>Document No 118.</i> )	Par ordre 318	341

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
42. <i>Commissions de Colonisation</i> :—Documents en rapport avec la première et la seconde commissions de colonisation et copie d'un état des dépenses encourues par ces commissions jusqu'à date. (Document No 17.)	Adresse de la dernière session	35
43. <i>Commissions de Colonisation</i> :—Etat détaillé de tout ce qu'à coûté la première et seconde commissions de colonisation, ainsi que les comptes reçus et non encore payés.	Par ordre 175	
44. <i>Commission d'Economie Intérieure de l'Assemblée Législative</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant cette Commission.....(Document No 14.)	Par message	35
45. <i>Compagnie d'Exposition de Montréal</i> :—Copie du jugement du 15 février 1902, et de tous documents en rapport avec le paiement de \$18,004.29, fait à la "Montreal Exposition Company." — Imprimé.....(Document No 55)	Par ordre de la dernière session.	98
46. <i>Comptes publics</i> :—Etat des,—de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1903..(Document No 2.)	Par ordre du Lieut-Gouv.	13
47. <i>Conseil d'Agriculture</i> :—Copie des minutes de la dernière assemblée du Conseil d'Agriculture de la province de Québec.....(Document No 41.)	Par ordre de la dernière session.	71
48. <i>Conseil d'Arbitrage</i> :— Documents au sujet de la nomination du membre du Conseil d'Arbitrage, qui doit être nommé sur la recommandation des employés, en vertu de la loi sanctionnée, à cet effet, le 28 mars 1901. (Document No 120.)	Par adresse 311	341

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
49. <i>Cooke, J. P.</i> :— Documents quelconques concernant monsieur J. P. Cooke, substitut du Procureur-général à Montréal. <i>Imprimé (Document No 116.)</i>	Par ordre 251	340
50. <i>Corporations municipales</i> :— Etat tabulaire (art. 4619 S. R.) des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des—, au Secrétaire de la Province. <i>(Document No 16.)</i>	Statut	35
51. <i>Côte des Anges, Chemin de la</i> :—Correspondance se rapportant à une requête de M. Trefflé Gareau et autres, de St-Télesphore, demandant de l'aide pour le prolongement du chemin de la Côte-des-Anges, jusqu'à la station du chemin de fer du Grand-Tronc, à la rivière Beaudette.	Par ordre 397	
52. <i>Côté, Paul</i> :— Documents concernant Paul Côté, garde-pêche au sujet de difficultés survenues entre lui et les pêcheurs de son district.	Par ordre 118	
53. <i>Crédit du Canada, Compagnie du</i> :—Documents transmis au gouvernement concernant la..... <i>(Document No 91)</i>	Par ordre 113	245
54. <i>Dalmas, Dolbeau et Racine, cantons</i> :— Etat détaillé indiquant tous les billets de location émanés pour les cantons de Dalmas, de Dolbeau et de Racine, depuis le 1er juillet 1900, avec le nom du concessionnaire et la date de la concession et le numéro, le rang et le canton de chacun des dits lots dont la concession a été cancellée avec la date de telle cancellation. <i>Imprimé. (Document No 117.)</i>	Par ordre 298	340
55. <i>Demers Marie.-J.</i> :— Document en rapport avec l'internement de Marie-Joséphine Demers... <i>(Document No 73)</i>	Par ordre 134	149

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
56. <i>Dette, Conversion de la</i> :—Arrêtés en Conseil, correspondance, etc, depuis le 11 mai 1897, relatifs à la réduction des obligations de la province, soit pour la dette consolidée, soit pour la dette flottante, etc., etc. <i>Imprimé.</i> ( <i>Document No 21</i> ).	Par adresse de la dernière session	40
57. <i>Dette, conversion de la</i> :—Documents et correspondance échangés, depuis le 25 avril 1903, au sujet de la conversion de la dette.....( <i>Document No 94</i> ).	Par adresse 146	246
58. <i>Divers en général</i> :—Etat détaillé de la somme de \$18,786.70 mentionnée dans l'état des recettes et des paiements, pour l'année courante, comme ayant été dépensée pour "Divers en général".....( <i>Document No 74</i> ).	Par adresse 134	156
59. <i>Doucet, J. S.</i> :—Documents se rapportant à J.-S Doucet, qui a été agent des terres d'Arthabaska.	Par adresse 331	
60. <i>Droits de coupe de bois</i> :—Documents en rapports avec la diminution de droits de coupe de bois qui peut avoir été faite par le gouvernement, en faveur de toutes personnes ou compagnies possédant des limites à bois dans cette province, depuis trois ans. <i>Imprimé.</i> ( <i>Document No 37</i> ).	Par adresse de la dernière session	66
61. <i>Duquesne, Canton</i> :—Lettre de P. E. Danjou à l'honorable Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, relativement au canton Duquesne et rapports de Georges Garon, arpenteur, donnant des renseignements sur le sol et les essences forestières du canton Duquesne.....( <i>Document No 30</i> ).	Par ordre 37	58

DOCUMENTS:— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
62. <i>Employés civils</i> :—Etat indiquant quels sont ceux des employés publics dont les salaires ont été augmentés depuis le 1er janvier 1903, le chiffre de l'augmentation, etc, etc. <i>Imprimé,</i> ( <i>Document No 114</i> ).	Par ordre 78	322
63. <i>Employés publics à Montréal</i> :—Etat indiquant les noms de tous les employés du palais de justice et de la prison de Montréal, avec le montant de leurs salaires respectifs, etc. <i>Imprimé.</i> ( <i>Document No 67</i> ).	Par ordre 83	121
64. <i>Étalons ardennais</i> :—Documents et correspondance se rapportant à l'installation et à la pension des étalons ardennais importés à St-Jérôme, par M. le baron de l'Epine. <i>Imprimé.</i> ( <i>Document No 107</i> ).	Par ordre 228	301
65. <i>Exposition de St-Louis</i> :—Copie du rapport et de l'arrêté du Conseil touchant l'émission du mandat spécial, en date du 9 décembre 1903, pour la somme de \$10.000, pour participation de la Province à l'exposition de St-Louis. ( <i>Document No 77</i> ).	Par adresse 51	175
66. <i>Expositions</i> :— Documents en rapport avec les expositions de Boston et de New-York, en 1898 et 1899.	Par ordre 51	
67. <i>Exposition. Terrain de l'—</i> : Etat démontrant s'il y a une partie du terrain de l'exposition de Montréal qui a été vendue depuis le 30 juin 1897, etc. <i>Imprimé.....</i> .....( <i>Document No 40</i> ).	Par ordre de la dernière session	71
68. <i>Familles de douze enfants</i> :— Copie de l'index alphabétique de toutes les familles de douze enfants qui ont bénéficié de la loi 53 Victoria, chap. 16. <i>Imprimé.....</i> .....( <i>Document No 51</i> ).	Par ordre de la dernière session	85

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
69. <i>Feuilaull, Elzéar</i> :—Documents se rapportant à l'ordre en Conseil passé le 28 avril 1904, au sujet d'un nommé Elzéar Feuilaull. ( <i>Document No 124</i> ).	Par ordre 313	378
70. <i>Gardes-chasse</i> :—Etat comportant le nombre de rapports trimestriels des gardes-chasse du gouvernement, faits au département des Terres, Mines et Pêcheries, indiquant le nom et la résidence de chaque garde-chasse et la date de tous les rapports. <i>Imprimé.</i> ( <i>Document No 95</i> ).	Par ordre 102	246
71. <i>Gazette Officielle</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant la distribution de la — ..... ( <i>Document No 11</i> ).	Par message	85
72. <i>Glass</i> :—Rapport du médecin qui a fait l'examen médical dans le cas de Glass, détenu dans la prison commune d'Iberville.... ( <i>Document No 68</i> ).	Par ordre 107	136
73. <i>Glass</i> :—Procédures dans la cause de McCaskill contre Glass, à St-Jean, sur dénonciation pour incendiat. ( <i>Document No 111</i> ).	Par ordre 107	301
74. <i>Goulet, Ildaige</i> :—Rapport du coroner et correspondance se rapportant au décès de M. Ildaige Goulet, de Joliette. ( <i>Document No 110</i> ).	Par ordre 274	301
75. <i>Guigues, Canton</i> :—Instructions, en rapport avec la vente des terres, adressées aux agents des terres de la Couronne généralement et spécialement à l'agent des terres du canton Guigues..... ( <i>Document No 92</i> ).	Par ordre 153	245
76. <i>Hébert vs. Crépeau</i> :—Rapport de publication dans la cause de Nérée Avila Hébert, demandeur, contre Dame Marcelline Crépeau, défenderesse. ( <i>Document No 113</i> ).	Par ordre 293	815

DOCUMENTS :— Suite.	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
77. <i>Hurons, Rivière des</i> :—Documents en rapport avec le creusage de la rivière des Hurons.	Par ordre 274	
78. <i>Iberville</i> :—Requête du Barreau du district d'Iberville demandant la nomination d'un magistrat de district résidant au chef-lieu du district (Document No 70.)	Par ordre 107	136
79. <i>Impressions</i> :—Etat de tous les comptes d'impressions payés par le gouvernement depuis 1897, jusqu'à ce jour, aux diverses personnes ou compagnies propriétaires de journaux et de tous comptes payés aux mêmes personnes ou compagnies pour reliure. (Document No 25.)	Par ordre de la dernière session	57
80. <i>Impressions</i> :—Soumissions, lettres et documents reçus par le gouvernement en rapport avec les impressions du <i>Journal d'Agriculture</i> et des autres documents officiels (Document No 60.)	Par ordre de la dernière session	94
81. <i>Impressions</i> :—Documents et correspondance échangés, depuis la dernière session de la Législature, au sujet de l'impression du <i>Journal de l'Agriculture</i> et de toutes les impressions officielles du gouvernement. (Documents Nos 93, 93a.)	Par adresse 60	245, 261
82. <i>Imprimeur du Roi</i> :—Rapport de l'—. (Document No 12.)	Message.	34
83. <i>Institutions littéraires, de bienfaisance, hôpitaux, etc., etc.</i> :—Rapports annuels, etc, des institutions mis devant la Chambre .....(Document No 31.)	..... ..	53, 82

DOCUMENTS:—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
84. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du Surintendant de l'— pour l'année 1902 1903..... (Documents Nos 8 et 9)	Par ordre du Lt-Gouv.	11
85. <i>Instruction publique</i> :—Etat des dépenses contingentes du comité protestant du conseil de l'instruction publique et des dépenses faites depuis les cinq dernières années sur le fonds du règlement des biens des Jésuites. (Document No 56.)	Par ordre de la dernière session.	98
86. <i>Kildare</i> :—Documents se rapportant à la vente, à la révocation, puis à la revente de l'arrière rue du village de Kildare	Par ordre 313	
87. <i>La Barbue, Chemin</i> :—Correspondance concernant l'empierrement du chemin "La Barbue," dans la paroisse de Saint-Césaire, comté de Rouville. (Document No 127)	Par ordre 313	422
88. <i>Langelier, J. C.</i> :—Rapport de M J-C Langelier, surintendant des gardes-forestiers, de l'année 1902 <i>Imprimé.</i> (Document No 80.)	Par ordre 160	176
89. <i>Lareau, Adélard</i> :—Correspondance de Adélard Lareau au sujet des précautions à prendre contre l'importation des mauvaises graines de semence. (Document No 108).	Par ordre 273	301
90. <i>Lépine, M. G. B. A.</i> :—Documents se rapportant à toutes les plaintes faites contre M. G. B. A. Lépine, shérif du district de Montmagny. (Document No 125.)	Par ordre 358	400
91. <i>Licences, Loi des</i> :—Correspondance touchant des amendements à la loi des licences pour la vente des boissons alcooliques et à la questions des meilleurs moyens à prendre pour promouvoir la cause de la tempérance.	Par ordre 106	



DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
92. <i>Limites à bois</i> :—Etat des limites à bois vendues ou sous licence, dans la province de Québec, depuis le 31 décembre 1902, ainsi que le nom des acheteurs primitifs, des propriétaires actuels, ainsi que les dates et prix d'achat..... ( <i>Document No 52</i> ).	Par ordre 65	85
93. <i>Limites à bois</i> :—Etat détaillé montrant quelles sont les différentes ventes de limites à bois que les divers gouvernements de cette province ont faites depuis le 1er juillet 1867 jusqu'à ce jour et quels ont été, dans chaque cas, la superficie totale vendue, le prix total réalisé et la moyenne du prix par mille carré. <i>Imprimé.</i> ( <i>Document No 84</i> )	Par ordre 107	180
94. <i>Limites à bois</i> :—Requêtes et correspondance au sujet de la mise à l'enchère des limites à bois annoncées en vente dans la <i>Gazette Officielle</i> du 28 mai courant, et état indiquant le nombre des limites à bois sous licence, et le nombre et la superficie en milles carrés des limites à bois sous licence et qui ne sont pas exploitées.	Par ordre 392 <sup>A</sup>	
95. <i>Mandats spéciaux</i> :—Etats des mandats spéciaux (Art. 785 S. R. Q) préparés par l'auditeur	Statut	19
96. <i>Marier vs de L. Kérouack</i> :—Mémoire de frais sur l'exécution de terris dans une cause de Marier contre Dame de Lebrice Kérouack, etc. ( <i>Document No 122</i> ).	Par ordre 313	358
97. <i>Marlow, Canton de</i> :—Lettre du docteur Georges Cloutier, de St-Georges de Beauce, au sujet des griefs de certains colons du canton de Marlow. ( <i>Document No 121.</i> )	Par ordre 293	358

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
98. <i>Matane Gold Copper Mining Company</i> :— Rapports et correspondance touchant l'incorporation et l'existence légale des deux compagnies dites : The Matane Gold Copper Mining Compa- ny" et la "Matane Mining and Smelting Company", etc. (Document No 20).	Par ordre 153	201
99. <i>Matane, Rivière</i> :—Documents relatifs aux difficultés qui ont existé entre le Dr Bouillon et le colonel Irwin, con- cernant le droit de pêche dans la ri- vière Matane. ....(Document No 43).	Par ordre de la dernière session	79
100. <i>Mercier, J. A.</i> : —Rapports transmis au gouvernement, depuis la dernière session, par M. J. A. Mercier, inspec- teur des sociétés de secours mutuel à Montréal.	Par ordre 51	
101. <i>Mérite agricole</i> : — Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Mérite Agricole Provincial, \$3,500, à la page 7 de l'état des recettes et dépenses de la province de Québec. (Document No 38.)	Par ordre de la dernière session	71
102. <i>Métapédia, Pont sur la</i> :—Documents et correspondance relativement à la construction d'un pont sur la rivière Métapédia.	Par ordre 92	
103. <i>Metgermette Nord</i> :—Documents relati- vement au lot 16 du 9e rang de Metgermette Nord. (Document No 98.)	Par ordre 160	280
104. <i>Missisquoi, Pêcheries dans la baie de</i> :— Correspondance, requête et docu- ments relativement aux pêcheries dans la baie de Missisquoi. (Document No 61).	Par ordre de la dernière session	94

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
105. <i>Notre Dame des Anges</i> :—Documents au sujet de la vente 'de pouvoirs d'eau dans ou près de la paroisse Notre-Dame-des-Anges, dans le comté de Portneuf, à des Américains, et faisant voir si ces pouvoirs d'eau ont été exploités, et tout ce qui a eu lieu à ce sujet.....( <i>Document No 28</i> ).	Par adresse de la dernière session	58
106. <i>Officiers publics</i> :—Etat des cautionnements donnés par les—, depuis le 10 mars 1903 jusqu'au 31 mars 1904, inclusivement. (Art. 633. S. R. Q.) ( <i>Document No 15</i> ).	Statut	36
107. <i>Ottawa. Division du comté d' —</i> : —Documents concernant la division du comté d'Ottawa....( <i>Document No 119</i> ).	Par ordre 311	341
108. <i>Palais de Justice de Montréal</i> : —Etat donnant : 1. Les noms de tous les employés permanents et surnuméraires du palais de justice de Montréal, avec le montant de leur salaire respectif; 2. Le montant des recettes provenant de chaque département, durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1902; 3. Les noms des employés qui ont eu une augmentation de salaire depuis cinq ans, avec la date et le montant de cette augmentation. <i>Imprimé</i> .....( <i>Document No 50</i> )	Par ordre de la dernière session	85
109. <i>Palais de Justice de Québec</i> : —Etat donnant : 1. Les noms de tous les employés permanents et surnuméraires du palais de justice de Québec; 2. Le montant des recettes provenant de chaque département du palais de justice, Québec, durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1902. ( <i>Document No 49</i> ).	Par ordre de la dernière session	85

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
110. <i>Palais de Justice de Québec</i> :—Etat détaillé donnant le montant d'argent payé comme salaire à chacun des employés du palais de justice de Québec, mentionnés au document No 49 de cette session. <i>Imprimé.</i> ( <i>Document No 69.</i> )	Par ordre 118	136
111. <i>Parent, Louis Etienne</i> :—Document se rapportant à la nomination de Louis Etienne Parent, comme maire de Ste-Agathe-des-Monts ( <i>Document No 128.</i> )	Par adresse 397	422
112. <i>Pêche</i> :—Etat détaillé comportant le nombre des poursuites intentées, le nombre de convictions exécutées et le nombre de jugements suspendus pour infractions aux lois de la pêche en cette Province, depuis le 30 juin 1902, etc., etc.	Par ordre 102	
113. <i>Pêcheries</i> :—Arrêtés du conseil, rapports et correspondance, depuis le 10 février 1902, entre le gouvernement de cette Province et celui du Canada, au sujet des droits de pêche, dans les eaux maritimes et fluviales et au sujet de toutes réclamations par le gouvernement de cette Province contre le gouvernement du Canada et ayant trait aux pêcheries. <i>Imprimé</i> ( <i>Document No 45</i> )	Par adresse de la dernière session.	78
114. <i>Perrault, Maurice</i> :—Documents échangés entre M. Maurice Perrault et le gouvernement.....( <i>Document No 96</i> )	Par ordre 160	246
115. <i>Pont à St-Jérôme</i> :—Documents en rapport avec un pont en construction dans la ville de St-Jérôme. ( <i>Document No 54</i> )	Par ordre 72	90

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>116. <i>Pont de Québec</i> :— Documents concernant la compagnie du Pont de Québec, liste des actionnaires actuels de la dite compagnie, avec le montant de leurs actions; la dite liste faisant voir : 1. Le montant payé par chaque actionnaire sur chacune de ces actions. 2. Si quelques-uns des actionnaires sont porteurs d'actions libérées ou acquittées. 3 Comment ces actions ou parts ont été payées. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 62</i>)</p>	<p>Par adresse 37</p>	<p>108</p>
<p>117. <i>Pont Fournier</i> :—Document se rapportant au pont Fournier. (<i>Document No 99.</i>)</p>	<p>Par ordre 256</p>	<p>230</p>
<p>118. <i>Pont sur la rivière Jésus</i> :—Documents en rapport avec la construction d'un pont reliant la ville de Terrebonne à la paroisse de Saint-François de Salles, sur la rivière Jésus..(<i>Document No 58.</i>)</p>	<p>Par ordre 83</p>	<p>94</p>
<p>119. <i>Pont Yule</i> :— Documents, correspondance, relativement au pont Yule reliant les comtés de Chambly et Rouville.</p>	<p>Par ordre 320</p>	
<p>120. <i>Portage-du-Fort</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'item : Subsidés au pont du Portage-du-Fort, \$5,000. (<i>Document No 27.</i>)</p>	<p>Par ordre de la dernière session</p>	<p>58</p>
<p>121. <i>Pouvoirs d'eau</i> :— Etat indiquant les noms et l'endroit où sont situés tous les pouvoirs d'eau vendus ou loués par la Province jusqu'à cette date. Le nombre approximatif de chevaux-vapeur utilisables dans chaque pouvoir. A qui ils ont été vendus et à quelles dates. Le prix et conditions des ventes ou affermages. Le nombre</p>		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
de chevaux-vapeur développé et utilisé dans chacune de ces propriétés. Le montant payé, etc. Une liste de tous les pouvoirs d'eau appartenant à la Province, qui ont été explorés, sur lesquels on a fait rapport et qui sont prêts à être mis en vente.— <i>Imprimé</i> ..... (Document No 102.)	Par ordre 41	300
122. <i>Prisons et Asiles</i> :— Trente-deuxième rapport des inspecteurs des—de la province de Québec pour 1902. (Document No 4)	Statut	11
123. <i>Produits chimiques</i> :—Documents et correspondance échangés entre le gouvernement et la "Compagnie de produits chimiques du Lac Labelle," au sujet de l'établissement d'une fabrique de produits chimique sur les bords du Lac Labelle.	Par ordre 312	
124. <i>Prudhomme, J. N.</i> :— Document se rapportant à la révocation de M. J. N. Prudhomme, comme avocat du percepteur du revenu provincial, ou à la nomination de son successeur, M. Hébert. (Document No 97.)	Par ordre 212	261
125. <i>Recettes et dépenses</i> :—Etat détaillé des recettes et des dépenses de la Province provenant de toutes sources, depuis le premier juillet 1903 jusqu'au premier avril 1904. (Document No 63)	Par ordre 37	103
126. <i>Recettes et dépenses</i> :—Etat des recettes et des dépenses de l'année courante, jusqu'au 30 mai 1904. (Document No 126.)	Par ordre 358	417
127. <i>Roy, Cyrias</i> :—Documents au sujet de la démission de M. Cyrias Roy, comme l'un des protonotaires du district de Montmagny. (Document No 53.)	Par adresse 37	90

DOCUMENTS:— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
128. <i>Ste-Agathe des Monts</i> :—Documents en rapport avec le cadastre officiel du village de Ste-Agathe des Monts. ( <i>Document No 66.</i> )	Par ordre 83	111
129. <i>Ste-Anne des Plaines</i> :—Documents depuis l'année 1888 inclusivement, au sujet du remboursement à la corporation de Sainte-Anne des Plaines, des débentures votées par cette corporation aux fins de construire une voie ferrée entre Sainte-Thérèse de Blainville et Sainte-Anne des Plaines	Par adresse 51	
130. <i>St-François, Pont à</i> :—Documents se rapportant à la demande d'un octroi pour aider à la construction d'un pont en fer, dans la paroisse de St-François, comté de Montmagny. ( <i>Document No 90.</i> )	Par ordre 191	230
131. <i>St-Louis de Pintendre</i> :—Documents au sujet de la formation d'arrondissements scolaires dans la paroisse de Saint-Louis de Pintendre, et de l'annexion subséquente du même territoire, pour les fins d'école, à celui de la paroisse de Notre-Dame-des-Victoires.....( <i>Document No 18.</i> )	Par adresse de la dernière ses- sion	36
132. <i>Ste-Sophie</i> :—Documents en rapport avec le paiement des débentures émises et votées par les corporations de Ste-Sophie et New-Glasgow pour la construction d'une voie ferrée entre St-Jérôme et ces deux villages et paroisses. <i>Imprimé</i> .....( <i>Document No 59.</i> )	Par ordre 83	94
133. <i>Ste-Thérèse de Blainville</i> :—Documents en rapport avec le service irrégulier et inefficace entre Ste-Thérèse de Blainville et Ste-Anne des Plaines. ( <i>Document No 46.</i> )	Par ordre 51	79

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
134. <i>Secours Mutuel. Sociétés de</i> :—Etat contenant la liste nominative de toutes les sociétés de secours mutuel faisant des opérations en cette province, la principale place d'affaires de telles sociétés, le nombre de membres qu'elles possèdent, etc, etc. ( <i>Document No 65</i> ).	Par ordre 72	111
135. <i>Secrétaire et Régistrare de la Province</i> :—Rapport du,—pour l'exercice finissant le 30 juin 1903..... ( <i>Document No 6</i> ).	Statut	11
136. <i>Secrétaires-trésoriers</i> :—Listes des greffiers ou secrétaires-trésoriers qui n'ont pas fait rapport annuel depuis 1888, suivant l'article 1152 des statuts refondus de la province de Québec, et liste des amendes recouvrées de ce chef par le département du revenu. ( <i>Document No 35</i> )	Par ordre de la dernière session	65
137. <i>Secrétaires-trésoriers</i> :—Documents, depuis 1888, relativement à toutes remise d'amendes faites aux greffiers ou secrétaires-trésoriers, pour n'avoir pas fait de rapport annuel ( <i>Document No 26</i> ).	Par ordre de la dernière session	66
138. <i>Service civil</i> :—Copie des rapports du Conseil Exécutif concernant des nominations dans le—.( <i>Document No 13</i> ).	Message	35
139. " <i>Shaw Bridge</i> ":—Arrêtés du Conseil contrats, correspondance, rapport avec les droits de péage imposés sur le " <i>Shaw-Bridge</i> "....( <i>Document No 72</i> ).	Par adresse 106	149
140. <i>Sherbrooke. Palais de justice de</i> :—Documents se rapportant à la construction d'un nouveau palais de justice à Sherbrooke, depuis le 30 juin 1900. <i>Imprimé</i> .....( <i>Document No 101</i> )	Par adresse 213	290



DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS	PRÉ- SENTÉS.
141. <i>Statistiques municipales</i> :— Statistiques et rapports municipaux pour 1902. ( <i>Document No 10</i> ).	Statut	11
142. <i>Statut 60 Victoria, ch. 3</i> :—Etat détaillé de la somme de \$40,057.57, comme ayant été dépensée en vertu de l'acte 60 Victoria, ch. 3. ( <i>Comptes publics, 1903</i> ). <i>Imprimé. ....</i> ( <i>Document No 43</i> ).	Par ordre 60	71
143. <i>Statut 60 Victoria, ch. 3</i> :—Etat détaillé de la somme de \$48,172, dépensée en vertu de l'acte 60 Victoria, ch. 3, etc. ( <i>Document No 79</i> ).	Par adresse 152	176
144. <i>Stephens, Geo. W.</i> :—Correspondance et documents échangés entre le gouvernement et l'honorable G. W. Stephens et copie de la démission de l'honorable G. W. Stephens comme membre de la Commission de Colonisation.....( <i>Document No 85</i> ).	Par ordre 118	180
145. <i>Subsides fédéraux</i> :—Documents et correspondance échangés depuis le 26 mars 1902, entre le gouvernement de la Puissance et celui de cette province, au sujet de l'augmentation des subsides fédéraux, etc. <i>Imprimé.</i> ( <i>Documents Nos 94, 91a</i> ).	Par adresse 146	246, 280
146. <i>Témiscouata</i> :—Documents relativement au braconnage dans le comté de Témiscouata, depuis 1892.	Par ordre 160	
147. <i>Terrebonne</i> :— Documents en rapport avec le changement du chef-lieu du district de Terrebonne. ( <i>Document No 42</i> ).	Par ordre 37	71

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS!
148. <i>Terres de la Couronne</i> :—Règlements ou arrêtés en Conseil, passés depuis 1867, jusqu'à ce jour, fixant et déterminant le diamètre minimum des arbres que les licenciés peuvent couper sur les terres de la Couronne. 2. Règlements ou arrêtés en Conseil, passés depuis 1867, jusqu'à ce jour, au sujet du cèdre coupé sur les terres de la Couronne. ( <i>Document No 78</i> )	Par adresse 134	176
149. <i>Terres forestières</i> :—Etat détaillé donnant l'étendue des terres forestières explorées et maintenant disponibles et prêtes à être livrées au commerce de bois, etc., etc.	Par ordre 78	
150. <i>Terres, Mines et Pêcheries</i> :—Rapport du Ministre des — de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1903.....( <i>Document No 5</i> ).	Statut	11
151. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du ministre des — de la province de Québec pour 1903.....( <i>Document No 7</i> ).	Statut	11
152. <i>Vallée, Alexandre</i> :— Documents et correspondance échangés entre le gouvernement et ses employés se rapportant à la destitution de M. Alexandre Vallée.....( <i>Document No 123</i> ).	Par ordre 355	358
153. <i>Vétérans de 1865-66, 1870</i> :—Documents et correspondance échangés entre le gouvernement et les vétérans de 1865, 1866 et 1870..( <i>Documents Nos 100, 103</i> ).	Par ordre 153	280, 301
154. <i>Vincent &amp; Cie</i> :—Documents au sujet des sommes d'argent payées soit à Joseph E. Vincent, ou soit à Vincent & Cie, en rapport avec les impressions du gouvernement. <i>Imprimé.</i> ( <i>Document No 26</i> ).	Par ordre de la dernière session	58

DOCUMENTS :-- <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
155. <i>Warwick, Canton de</i> —:—Documents et correspondance au sujet des lots Nos 4 et 5 du 7ième rang du canton de Warwick. <i>Imprimé...</i> ( <i>Document No 81</i> )	Par ordre 51	180
156. <i>Work, Chs Lawton</i> —:—Documents et correspondance échangés entre le gouvernement et "The Montreal and Northern Railway Co.," ou M. Charles Lawton Work, pour obtenir des subsides en faveur du chemin de fer de la dite compagnie. ( <i>Document No 47</i> ).	Par ordre 61	79
157. <i>Work, Chs Lawton</i> —:—Documents et correspondance échangés entre le gouvernement et Charles Lawton Work, ou la "Howard Trust and Investment Company", pour obtenir des concessions de terre, etc, dans le domaine de la Couronne. <i>Imprimé.</i> ( <i>Document No 82</i> ).	Par adresse 60	180

DOLBEAU, CANTON DE—:—Voir *Documents, item 54.*

DOUCET, J. S.—:—, Voir *Documents, item 59.*

DROLET :—Voir *Documents, item 15.*

DUQUESNE, CANTON—:—Voir *Documents, item 61*

**E**LECTIONS :—Loi concernant les élections générales et les élections partielles, Voir *Bills, 185.*

ELECTIONS CONTESTÉES :—Loi amendant la loi des—Voir *Bills, 125, 148 et 160.*

ELECTORALE, LOI—:—Voir *Bills, N, 125, 142, 148, 160, 185.*

EMPLOYÉS CIVILS :—Voir *Documents, items 62, 63, 108, 109.*

---

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS :—Loi amendant la loi concernant les—,  
Voir *Bills*, 22.

ETALONS ARDENNAIS :—Voir *Documents*, item 64.

EUDISTES :—Loi constituant en corporation les Pères Eudiste de la province de Québec. Voir *Bills*, 61.

EXPOSITIONS :—Voir *Documents*, items 4, 45, 65, 66, 67.

EXPOSITION DE MONTRÉAL. CIE D'— ; —Voir *Documents*, item 45.

FAMILLE DE DOUZE ENFANTS :—Voir *Documents*, item 68.

FEMME MARIÉE :—Loi amendant l'article 1301 du code civil relativement à la capacité de la femme mariée de faire certains contrats.  
Voir *Bills*, 176

FERMETURE DES MAGASINS :—Loi amendant la loi concernant la —à bonne heure.—Voir *Bills*, 154.

FEUILTAULT, ELZÉAR :—Voir *Documents*, item 69.

FONCIÈRE. LA —:—Loi concernant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu—Voir *Bills*, 73.

FORGES RADNOR :—Loi pour ériger en municipalité de village sous le nom de Fermon, le village maintenant connu sous le nom de.—  
Voir *Bills*, 145.

FRASERVILLE :—Loi amendant la loi constituant la corporation de la ville de—Voir *Bills*, 53.

FRASER, WILLIAM—:—Loi ratifiant et confirmant la location de certaine propriété par William Fraser, à la Compagnie Fraserville, limitée.—Voir *Bills*, 98.

FROMAGERIES :—Voir *Bills*, 153.

GARDES-CHASSE :—Voir *Documents*, item 70.

GASPÉ :—Loi amendant la loi électorale relativement au comté de—Voir *Bills*, 142.

GASPÉ, PÉNINSULE DE —:—Voir *Documents*, item 5.

GLASS :—Voir *Documents*, items 72, 73.

---

GOULET, ILDAIGE—:—Voir *Documents*, item 74.

GRANDE VALLÉE DES MONTS :—Loi ratifiant et confirmant le titre de la seigneurie de la—, Voir *Bills*, 58.

GRAND TRONC. CIE DU— : —Voir *Bills*, 113.

GUIGUES. CANTON— : —Voir *Documents*, item 75.

“HOME SAVINGS, LOAN AND LAND CO” :—Loi constituant en corporation “The—”. Voir *Bills*, 76.

HOPITAL HOMÉOPATHIQUE :—Loi constituant en corporation l’—, de Montréal—. Voir *Bills*, 35.

HULL :—Loi amendant la charte de la cité de Hull.—Voir *Bills*, 86.

LIBERVILLE. DISTRICT D’— : —. Voir *Documents*, item 78.

IMMEUBLES :—Voir *Bills*, 85.

IMPRESSIONS :—Voir *Documents*, items 79, 80, 81.

IMPRESSIONS, COMITÉ CONJOINT DES—:—Voir *Comités*.

—Documents devant être imprimés : Nos 19, 21, 25, 26, 37, 39, 40, 43, 45, 49, 50, 51, 52, 55, 58, 59, 62, 64, 67, 69, 72, 75, 75a, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 88, 94, 94a, 95, 101, 102, 104, 106, 107, 112, 114, 115, 116, 117, 118.

IMPRIMEURS :—Loi constituant en corporation l’Association des Maîtres-Imprimeurs de Québec.—Voir *Bills*, 41.

IMPRIMEUR DU ROI :—Rapport de l’—. Voir *Documents*, item 82.

INDUSTRIES :—Voir *Comités*.

INSTITUTIONS DE BIENFAISANCE, etc :—Rapports annuels déposés devant la Chambre. Voir *Documents*, item 83.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Rapport du Surintendant pour 1902-1903. Voir *Documents*, item 11.

INSTRUCTION PUBLIQUE : —Voir *Bills*, 5.

---

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Loi amendant la loi de l'Instruction publique relativement à la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire. Voir *Bills*, 134.

—Aussi, *Bills*, 140.

—*Documents*, items 6, 84, 85.

## Interpellations au ministère :

*Atlantique, Québec et Occidental* :—Est-il à la connaissance du gouvernement que la compagnie—a fait faire une exploration de la péninsule de Gaspé ? 377.

*Banville, Adam* :—A-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence ? 133.

*Beauce* :—Au sujet du transport des dépôts judiciaires du district de—. 64.

*Bétail canadien, Enregistrement du* :—Comment se fait l'enregistrement des chevaux et du— ? 357.

*Boucher, Pierre* :—A-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence. etc. ? 131.

*Bouffard, François* :—A-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence, etc. ? 132.

*Campeau, M. Michel* :—A-t-il été employé comme directeur des travaux de chemins de colonisation, etc. ? 237.

*Caron, Ambroise* :—A-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence, etc. ? 133.

*Caron, M.* :—A-t-il écrit la lettre produite à la Chambre à M. Abel Marquis ? 225.

*Cartier* :—Les terres de la Couronne du canton—sont-elles en vente ? 118.

*Charbonneau, Rodrigue* :—Le gouvernement doit-il intervenir dans une cause de—vs L. E. Parent ? 396.

*Chasse* :—Au sujet de l'émission de permis de—, 76.

*Chasse* :—Au sujet des infractions aux lois de—, 76.

---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

*Chavigny* :—Le gouvernement a-t-il fait des concessions dans le canton—? 152.

*Chemins à barrières* :—Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir la commission des—de Montréal ? 77.

*Chemins de fer* :—Le gouvernement doit-il donner des subventions aux—? 168.

*Colbert* :—Le gouvernement a-t-il reçu beaucoup de demandes pour concessions de lots dans le canton—? 152.

*Commission de Colonisation* :—Doit-elle être abolie ? 49.

*Commission de Colonisation* :—Quel montant a-t-elle coûté à la province ? 49.

*Cooke, J. P.* :—Doit-il continuer à remplir les fonctions de substitut du Procureur Général à Montréal ? 145.

*Coopérative, La* :—Quel genre d'affaires fait cette société ? 117.

*Crédit du Canada* :—Quel genre d'affaires fait cette société ? 117.

*Crédit hebdomadaire* :—Quelle genre d'affaires fait cette société ? 117.

*Crédit universel* :—Quel genre d'affaires fait cette société ? 117.

*Davis, M. P.* :—A-t-il acheté des limites à bois, etc ? 377.

*Dorset* :—En quelle année le canton—a-t-il été concédé et pour quelles considérations ? 146.

*Dubé, Madame Pierre* :—A-t-elle été poursuivie pour vente de boisson sans licence ? 133.

*Dufour, Edouard* :—A-t-il été poursuivie pour vente de boisson sans licence, etc ? 132.

*Dussault, Rosaire* :—Le ministre d'agriculture a-t-il promis une position à M.—? 160.

*Employés publics* :—Quels sont ceux dont le salaire a été augmenté depuis 1903 et quels sont ceux qui ont été rendus permanents ?—65.

*Etablissements industriels* :—Doit-on présenter un projet de loi pour limiter les heures de travail à 10 heures dans les—? 190.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

*Etalons ardennais* :—Au sujet de la pension des—à St-Jérôme? 89.

*Ferme provinciale* :—Quel genre d'affaire fait cette compagnie? 117.

*Feuillault Elzéar* :—A-t-il été condamné à la prison pour vente de boisson sans licence, etc.? 298.

*Fitzpatrick, Parent, Roy et Cannon* :—Il y a-t-il des propriétaires américains de limites à bois qui font affaires avec le bureau—? 190.

*Fraser, Solomon* :—A-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence, etc.? 133.

*Fruits* :—Le gouvernement doit-il publier et distribuer le rapport des stations expérimentales fruitières? 118.

*Gardes-chasse* :—Quels sont ceux qui ont fait des rapports? 77

*Glass-David* :—Sous quelle autorité a été fait l'examen médical de—? 105.

*Glass, David* :—Le procureur-général a-t-il été notifié qu'il existait des doutes sur l'état mental de—? 105, 106.

*Granit d'Argenteuil, Compagnie du* :—Quel genre d'affaires fait-elle? 117.

*Guigues* :—Les terres de la Couronne dans le canton—sont-elles en vente pour fins de colonisation? 117.

*Hull vs Scott* :—A combien s'élèvent les frais dans les causes de la cité de—? 327.

*Iberville* :—Au sujet du terme criminel du district d'—, 105.

*Joliette* :—La société d'agriculture No 2 de— a-t-elle reçu des octrois du gouvernement? 117.

*Journal de l'Agriculture* :—Combien le gouvernement payait-il pour l'impression du— sous le régime conservateur Combien maintenant? 59, 72.

*Labelle* :—Le gouvernement a-t-il accorder de l'aide aux victimes de l'incendie à—? 292.

*Landry, Noël* :—A-t-il été à l'emploi du gouvernement? 250.



---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :— *Suite.*

*Lavoie, Rosaire* :—A-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence, etc. ? 132.

*Lebrun, Antime* :—A-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence, etc., 132.

*Limites à bois* :—Quelle est la superficie des— vendues par le gouvernement en milles carrés, etc. ? 65, 106, 190.

*Limites à bois* :—Quel est le nombre des— sous licence, et le nombre des— non exploitées ? 376.

*Limites à bois* :—Quelles sont les personnes qui ont demandé la mise en vente des—annoncée pour le 28 courant ? 376.

*Limites à bois* :—Le gouvernement doit-il vendre des limites forestières ? 339.

*Maraudeurs* :—Le gouvernement est-il disposé à aider les municipalités à protéger les citoyens contre les maraudeurs nocturnes ? 326.

*Marquis, Abel* :—Est-il un des percepteurs du revenu ? 178.

*McKinnon, Thomas* :—A-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence, etc. ? 151.

*Mérite agricole* :—Le Ministre de l'Agriculture a-t-il remis aux concurrents du—les médailles auxquelles ils ont droit, etc. ? 36.

*Metgermette Nord* :—Quel est le nom du garde forestier qui a déclaré le lot 14 du 9ème rang de—impropre à la culture ? 168.

*Montmagny. Percepteur du revenu de* :—A-t-il reçu instruction de refuser certaines licences d'auberge ? 271.

*New-Glasgow* :—Le gouvernement va-t-il rembourser le montant des débentures émises pour la construction d'une voie ferrée à la municipalité de— ? 226.

*Ouvriers* :—Doit-on passer une loi pour limiter les heures de travail des ouvriers ? 292.

*Parc National des Laurentides* :—Combien emploie-t-on de gardes-chasse, au—, etc. ? 76, 77.

*Parc National des Laurentides* :—Quelles ont été les dépenses en rapport avec le—pour 1902 et 1903 ? 77.

---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

*Parent, L'hon. S. N.* :—Relativement aux actions que possède—dans la Compagnie du Pont de Québec. 190.

*Fères de douze enfants* :—Ordre a-t-il été donné de ne concéder aucun lot aux—? 145.

*Perrault, Maurice* :—Le gouvernement a-t-il reçu quelques communications de M.—? 145.

*Plourde, Auguste* :—A-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence? 133.

*Pont de Québec* :—Quel est le montant payé jusqu'à ce jour pour aider à la construction du—? 178.

*Pont, rivière du nord* :—Le gouvernement va-t-il empêcher la construction d'un—? 226.

*Ponts en fer* :—Les municipalités qui ont construit des ponts en fer ont-elles reçu, depuis, de l'aide du gouvernement? 226.

*Progrès du Canada, Société du* :—Quel genre d'affaires fait-elle? 117.

*Ste-Agathe des Monts* :—A-t-on demandé au gouvernement d'en faire le cadastre?—50.

*Ste-Sophie* :—Le gouvernement va-t-il rembourser le montant des débentures émises pour la construction d'une voie ferrée à la municipalité de—? 226.

*Taxes* :—Quel est le montant total des taxes perçues du 1er août 1897 au 1er mai 1904? 237. .

*Terrains de l'Exposition* :—Quel emploi le gouvernement a-t-il fait du produit de la vente des—? 250.

*Union Saint-Pierre, de Montréal* :—Renseignements demandés au sujet de l'— 272.

*Vadeboncœur, Treffé* :—Est-t-il à la connaissance du gouvernement qu'il s'absente souvent de son devoir, etc.? 396, 405.

*Vétérans* :—Le gouvernement doit-il accorder des terres publiques aux—de 1886 et 1870? 36.

*Veilleux, J. B.* :—Pourquoi les lots 14 et 16 du 9ème rang de Mergermette nord ne lui ont-il pas été concédés? 151, 168.

*Work, C. L.* :—A-t-il obtenu des droits de coupe sur les terres de la Couronne?—59.

**J**ONCTION DE NAPIERVILLE. CHEMIN DE FER DE—:—Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du.— Voir *Bills*, 119.

**K**AVANAGH, MICHAEL—:—Loi autorisant la vente d'un immeuble dépendant de la substitution créée par le testament de feu.— Voir *Bills*, 75.

KILDARE:—. Voir *Documents*, *item*, 86.

KIROUAC, N. G. ET W. C.—:—Loi concernant une vente par la succession de L. T. Macpherson à—. Voir *Bills*, 94.

**L**A BARBUE. CHEMIN—:—. Voir *Documents*, *item*, 87.

“LABELLE QUARRY Co”:—Loi constituant en corporation “The Louis”— Voir *Bills*, 56.

LANGELIER- J. C.—:—. Voir *Documents*, *item*, 88.

LAREAU. ADÉLARD—:—. Voir *Documents*, *item*, 89.

“LAVAL ELECTRIC Co.”:—Loi constituant en corporation la—Voir *Bills*, 71.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES:—Comité permanent de—. Voir *Comités*.

LEMOINE, RUE—:—Loi exemptant les propriétaires d'immeubles de la rue Lemoine, d'une partie des cotisations imposées par la cité de Montréal, pour le prolongement de la rue.— Voir *Bills*, 107.

LÉPINE, G. B. A.—:—. Voir *Documents*, *item* 90.

LIBELLE:—Loi concernant le libelle et pourvoyant à une mise en demeure.—Voir *Bills*, 20.

LICENCES:—Voir *Documents*, *item* 91.

## Lieutenant-Gouverneur:

1. Son discours à l'ouverture de la session, 5; motion pour une adresse à Son Honneur, débat ajourné, 14; reprise du débat, 24. —Voir *Adresse*.
2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 87, 139, 173, 305, 329, 368.
3. Son discours à la clôture de la session, 510.

---

*Messages de Son Honneur :*

4. Invitant la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 1 ; pour la sanction de certains bills, 374 ; à la clôture de la session, 458.

5. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 49.

6. Transmettant des documents à la Chambre.—Voir *Documents*.

LOUISEVILLE :—Loi amendant la charte de la ville de—. Voir *Bills*, 95.

**M**AIRES DES MUNICIPALITÉS :—Loi autorisant les — à faire prêter serment.—Voir *Bills*, 166.

MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Documents*, *item*, 95.

MARIAGES :—Loi concernant les licences de—. Voir *Bills*, C.

MARIER *vs* KEROUACK :—. Voir *Documents*, *item*, 96.

MARIEVILLE :—Loi constituant en corporation la ville de— Voir *Bills*, 44.

MARLOW, CANTON — : —. Voir *Documents*, *item*, 97.

MASSON :—Loi confirmant et ratifiant un acte d'Antoine Masson et autres résiliant un acte de donation, et ratifiant aussi une donation de Louis-Dydime Masson à Joseph Masson, son fils. Voir *Bills*, 96.

"MATANE GOLD, COPPER MINING COMPANY" :—. Voir *Documents*, *item* 98.

MCCORMICK, ARCHIBALD :—Loi concernant le testament de feu—. Voir *Bills*, 80.

MCVEY, SUSAN :—Loi concernant la succession de feu— et accordant aux exécuteurs testamentaires des pouvoirs plus étendus. Voir *Bills*, 115.

MÉDECINS ET CHIRURGIENS :—Loi amendant la loi concernant les—. Voir *Bills*, 144 et 159.

MERCIER, J. A. :—. Voir *Documents*, *item* 100.

MÉRITE AGRICOLE :—. Voir *Documents*, *item* 101.

METGERMETTE NORD :—. Voir *Documents*, *item* 103.

MINES :—Loi amendant la loi des—. Voir *Bills*, 12.

---

MISSIONNAIRES DE NOTRE-DAME D'AFRIQUE :—Loi constituant en corporation les Religieuses—Voir *Bills*, 62.

MISSIONNAIRES DU SACRÉ-CŒUR :—Loi constituant en corporation les—  
Voir *Bills*, 63.

MISSISQUOI. PÊCHERIES DANS LA BAIE DE—:—Voir *Documents*, *item* 104.

MONTMAGNY :—Loi détachant certains lots du comté de—et les annexant au comté de Bellechasse pour toutes les fins—Voir *Bills*, 27.

MONTMAGNY. ASSURANCES MUTUELLE DE—:—Loi accordant certains pouvoirs additionnels à la compagnie d'—Voir *Bills*, 102.

MONTREAL :—Loi concernant les taxes scolaires dans la cité de—. Voir *Bills*, 66.

MONTREAL :—Loi amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, qui amende la charte de la cité de—. Voir *Bills*, 68.

MONTREAL :—Loi amendant la charte de la Cité de—. Voir *Bills*, 92.  
—Voir, aussi, *Bills* 77, 87, 107.  
—*Documents*, *Items*, 63, 108.

MONTREAL ET GRENVILLE :—Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer—. Voir *Bills*, 59.

MORIN, OSCAR J. :—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre à la profession d'avocat, après examen—. Voir *Bills*, 101.

MORT CIVILE :—Loi abolissant la mort civile résultant de la profession religieuse. Voir *Bills*, 30.

MOUSSEAU ET LYNCH, CANTONS :—Loi détachant les cantons de Mousseau et Lynch du comté d'Ottawa et les annexant au comté de Montcalm pour toutes les fins.—Voir *Bills*, 149.

NOTRE-DAME DE GRACE OUEST :—Loi modifiant les limites de la municipalité du village de—et ratifiant un contrat intervenu entre la corporation du dit village et la Compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada —Voir *Bills*, 113.

NOTRE-DAME DES ANGES :—Voir *Documents*, *item*, 105.

---

**O**FFICIERS PUBLICS :—Loi concernant la pension des—. Voir *Bills*, 8, Voir *Documents*, *item* 106.

**ORATEUR :**

1. Il se rend, avec la Chambre, auprès du Lieutenant-Gouverneur dans la salle du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 1 ; pour la sanction de certains bills, 374 ; à la clôture de la session, 458.
2. Il fait rapport du discours du Trône, 5
3. Communique à la Chambre divers rapports, 25, 34, 35, 97.
4. Informe la Chambre qu'il a reçu avis que des vacances sont survenues dans les comtés de Berthier, Brome, Maskinongé, Shefford et Portneuf, 4, 15, 16, 17. Qu'il a émis des mandats pour de nouvelles élections, 2.
5. Décide que certaines pétitions ne peuvent être reçues, 54.
6. Présente le bill des subsides, 462.

**ORDRES DU JOUR :**

1. Ordres rescindés, 89, 99, 148, 307.

**ORDRES PERMANENTS :**—Comité spécial permanent des—Voir *Comités*.

**ORDRES SESSIONNELS :**—1. Que les ordres du gouvernement aient préséance, 314.

2. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre. Voir *Documents*.

3. Que certaines règles soient suspendues, 33, 67, 115.

**OTTAWA, COMTÉ D'—:**— Voir *Documents*, *item* 107.

**OUTREMONT :**—Loi amendant la charte de la ville de—Voir *Bills*, 83.

**P**ARENT, LOUIS ETIENNE—:—. Voir *Documents*, *item* 111.

**"PARKS & PLAYGROUNDS ASSOCIATION " :**—Loi constituant en corporation "The—of Montréal " Voir *Bills*, 77.

**PERRAULT, MAURICE—:**—. Voir *Documents*, *item* 114.

**PATERNITÉ :**—Loi amendant le code civil relativement à la—Voir *Bills*, 130.

PIERREFONDS :—Loi divisant la municipalité du village de Sainte-Geneviève dans le comté de Jacques-Cartier, en deux municipalités distinctes et séparées, et érigeant la municipalité du village de— Voir *Bills*, 46.

PÊCHE :—Voir *Documents*, items 112, 113.

PONT A ST-FRANÇOIS :—Voir *Documents*, item 130.

PONT A ST-JÉROME :—Voir *Documents*, item 115.

PONT DE QUÉBEC :—Voir *Documents*, item 116.

PONT DU PORTAGE DU FORT :—Voir *Documents*, item 120.

PONT FOURNIER :—Voir *Documents*, item 117.

PONT ST-PIE :—Loi concernant la Compagnie du—. Voir *Bills*, 104.

PONT SUR LA MÉTAPÉDIA :—Voir *Documents*, item 102.

PONT SUR LA RIVIÈRE JÉSUS :—Voir *Documents*, item 118.

PONT YULE :—Voir *Documents*, item 119.

PORTNEUF ET QUÉBEC CIE ELECTRIQUE-- : --Loi constituant en corporation la—Voir *Bills*, 49.

POUVOIR ÉLECTRIQUE. COMPAGNIE DE—. Loi constituant en corporation la—de Québec. Voir *Bills*, 42.

POUVOIRS D'EAU ;—Voir *Documents*, item 121.

PRÊTEURS SUR GAGES :—Loi amendant la loi concernant les—. Voir *Bills*, 14.

PRISONS ET ASILES :—33ème rapport de l'Inspecteur des—. Voir *Documents*, item 122.

PRIVILÈGES :—Le député de Compton soulève une question de—et se plaint de certaines paroles prononcées par le député de Terrebonne. La Chambre se déclare satisfaite de l'affirmation du député de Compton, 307.

PRIVILÈGES :—Loi amendant le Code civil, relativement aux privilèges des architectes, constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.—Voir *Bills*, 8.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS : Comité des—. Voir *Comités*.

PROCLAMATIONS :—V à XIII.

PROFESSIONS :—Loi abrogeant la loi reconnaissant le diplôme de bachelier ès-arts, comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, médicale et notoriale. Voir *Bills*, 23.

PROVINCIALE. LA—:—Loi concernant la compagnie d'assurance—, Voir *Bills*, 47.

PRUDHOMME, J. N.—:—. Voir *Documents*, item 124.

QUÉBEC :—Voir *Documents*, items 109, 110.

QUÉBEC CENTRAL :—Loi amendant la charte de la compagnie de chemin de fer—Voir *Bills*, 91.

QUÉBEC ET LAC ST-JEAN :—Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer—Voir *Bills*, 57.

QUÉBEC ET LAC ST-JEAN :—Loi amendant la loi passée à la présente session de la Législature de Québec, intitulée "Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de Québec et Lac Saint-Jean et les lois qui l'amendent"—Voir *Bills*, 143.

QUESTIONS D'ORDRE :

A la motion demandant la permission de déposer sur la table de la Chambre un "rapport" de l'hon. G. W. Stephens, ex-commissaire de la Colonisation, objection est faite que ce document ne peut être mis devant la Chambre. M. l'Orateur réserve sa décision, 97. M. l'Orateur décide que l'objection est bien fondée, 111.

A la motion pour remettre un bill sur l'ordre du jour, objection est faite que copie de la convention mentionnée dans ce bill n'est pas annexé au bill, tel que requis par la règle 57. M. l'Orateur décide qu'une question d'ordre peut être soulevée à toute phase de la procédure d'un bill mais, dans le cas présent, il faut que la Chambre, en premier lieu, décide que ce bill soit inscrit, de nouveau, sur l'ordre du jour. Le point d'ordre soulevé est prématuré et ne peut être maintenu, 113.

A la motion de repartir les impôts sur les assurances de manière à donner une préférence aux compagnies canadiennes, objection est faite que l'imposition des taxes est d'initiative ministérielle et doit être recommandée par le lieutenant-gouverneur. M. l'Orateur réserve sa décision, 134. M. l'Orateur décide que la résolution devant la Chambre est d'une nature abstraite et paraît régulière, 217.



---

QUESTIONS D'ORDRE :—*Suite.*

Un député propose que certaines paroles prononcées par un collègue soient inscrites au procès-verbal, 219. M. l'Orateur décide que les paroles prononcées sont parlementaires et, en conséquence, la demande ne peut être admise, 221.

A une interpellation faite par un député à un autre député, objection est faite que cette interpellation est contraire à la règle 29 et conséquemment hors d'ordre. M. l'Orateur maintient l'objection, 225.

A la motion pour première lecture des amendements faits en comité général, un député insiste pour que cette lecture soit remise à la prochaine séance. M. l'Orateur décide que, d'après l'usage constant, suivi dans cette Chambre, le rapport des amendements faits à un bill en comité général est reçu immédiatement et la première lecture a lieu "maintenant", 232.

A la motion pour 8<sup>ème</sup> lecture d'un bill, objection est faite que la pétition est hors d'ordre, parceque la charte de la compagnie qui demande ce bill est périmée et que n'ayant pas d'existence légale, cette corporation ne pouvait pas s'adresser à la Législature par pétition, etc., et que de plus, les plans exigés par la règle 57 n'ont pas été produits. M. l'Orateur décide que la pétition ayant été lue et reçue par la Chambre, il ne peut maintenant se prononcer sur ce point et que, de plus, le comité ayant fait rapport qu'il avait adopté ce bill, il ne peut s'enquérir si le comité a procédé irrégulièrement, 281.

A la motion proposé par un député, pour deuxième lecture d'un bill, objection est faite que ce bill est hors d'ordre parcequ'il entraînerait une dépense de deniers publics. M. l'Orateur maintient la question d'ordre, 303.

Le président d'un comité général déclare qu'une discussion soulevée devant ce comité est hors d'ordre. Appel est fait de sa décision à M. l'Orateur. M. l'Orateur décide qu'un appel de ce genre doit être fait à la Chambre et non à lui, 378.

**R**RACINE. CANTON DE— :— . Voir *Documents*, *item*, 54.

RAISON SOCIALE :—Loi amendant le code civil relativement aux personnes se servant du nom d'un autre comme—. Voir *Bills*, 141.

"RAMSAY & SON" :—Loi amendant la loi 59 Victoria, chapitre 69, et constituant en corporation A. Ramsay & Son.—Voir *Bills*, 31.

---

RAPPORTS ANNUELS DES INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE BIENFAISANCE, ETC :— Voir *Documents*, item, 83

RECETTES ET DÉPENSES :—Voir *Documents*, items 125, 126.

RECORDERS :— Loi abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 33, relative aux—Voir *Bills* F.

RECORDERS. COURS DE—Voir *Bills*, G.

REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL :—Loi amendant le Code civil concernant les—Voir *Bills*, E.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. Règle 51, suspendue, 115, 137
2. Règles suspendues pour ce qui concerne une pétition et un bill, 357.
3. Règle 49 et paragraphe 3 de l'article 58 des règles de la Chambre suspendus en ce qui concerne une pétition, 67, 74.
4. Règle 58, paragraphe 3, suspendue en ce qui concerne la présentation de pétitions pour bills privés, 33.

RIVIÈRE DES HURONS :— Voir *Documents*, item 77.

RIVIÈRE MATANE :— Voir *Documents*, item 99.

“ ROYAL PAPER MILLS ” :—Loi concernant la— et autorisant la dite compagnie à substituer une nouvelle émission de bons à ses bons actuels— Voir *Bills*, 54.

ROY, CYRIAS :— Voir *Documents*, item 127.

SAGUENAY ET BAIE JAMES :—Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer.—Voir *Bills* 37.

STE-AGATHE-DES-MONTS :—Voir *Documents*, item 128.

STE-ANNE DES PLAINES :—Voir *Documents*, item 129.

STE-CUNÉGONDE :—Loi amendant la charte ds la cité de.—Voir *Bills*, 55.

STE-CUNÉGONDE. EGLISE :—Loi concernant la reconstruction de l'— et le paiement de la dite reconstruction.—Voir *Bills*, 60.

- 
- STE-EULALIE :—Loi détachant certains lots de la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant pour toutes fins à la paroisse de Saint-Samuel, dans le comté de Nicolet— Voir *Bills*, 169.
- ST-FRANÇOIS, COMPAGNIE HYDRAULIQUE—:—Loi amendant la loi constituant en corporation la— Voir *Bills*, 43.
- STE-GENEVIÈVE :— Voir *Bills*, 46.
- ST-GEORGES DE CACOUNA :—Loi concernant le village de— *Bills*, 97.
- ST-GERMAIN DE RIMOUSKI :—Loi revisant et refondant la charte de la ville de— Voir *Bills*, 45.
- ST-HENRI :—Loi amendant la charte de la cité de— Voir *Bills*, 103.
- ST-JEAN :—Loi ratifiant, confirmant et autorisant le règlement No 92 de la ville de Saint-Jean, concernant un octroi de terrains et de certains privilèges, ainsi qu'une exemption de taxes et une concession de droits à "The Singer Manufacturing Company."— Voir *Bills*, 88.
- SAINT-JOSEPH DE SAINT-VALIER :—Loi constituant en corporation les Sœurs de—. Voir *Bills*, 52.
- SAINT-LOUIS :—Loi amendant la charte de la ville de—. Voir *Bills*, 78.
- SAINT-LOUIS DE PINTENDRE :—. Voir *Documents*, *item* 131.
- "SAINT MAURICE RIVER CO" :—Loi constituant en corporation "The Saint Maurice River Driving and Improvement Company."— Voir *Bills*, 74.
- SAINT-NAZAIRE D'ACTON :—Loi annexant la paroisse de—au comté de Bagot pour toutes les fins. Voir *Bills*, 156.
- SAINT-PRAXÈDE DE BROMPTON :—Loi concernant la paroisse de—. Voir *Bills*, 51.
- SAINT-SOPHIE :— Voir *Documents*, *item* 132.
- SAINT-THÉRÈSE DE BLAINVILLE :— Voir *Documents*, *item* 133.
- SALABERRY DE VALLEYFIELD :—Loi amendant la loi relative à la ville de—. Voir *Bills*, 82.
- SAMEDI :—Loi amendant le code de procédure civile relativement à la transaction des affaires légales le—. Voir *Bills*, 167.

---

SECOURS MUTUEL :—Loi amendant la loi concernant les sociétés de—et les sociétés charitables—Voir *Bills*, 29.

SECOURS MUTUEL. SOCIÉTÉS DE :—Voir *Documents*, item 134.

SECRÉTAIRE ET RÉGISTRAIRE :—Rapport du—pour l'exercice finissant le 30 juin 1903—Voir *Documents*, item 135.

SECRÉTAIRES-TRÉSORIER :—Voir *Documents*, items 136, 137.

SERVICE CIVIL :—Voir *Documents*, item 138.

“ SHAW BRIDGE ” :—Voir *Documents*, item 139.

SHAWINIGAN. CIE ELECTRIQUE DE :—Loi constituant en corporation la—Voir *Bills*, 72.

SHAWINIGAN FALLS :—Loi amendant la charte de la ville de—. Voir *Bills*, 99.

“ SHAWINIGAN WATER AND POWER COY ” :—Loi amendant la loi constituant en corporation la—. Voir *Bills*, 65.

SHERBROOKE :—Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de—. Voir *Bills*, 32.

SHERBROOKE :—Loi accordant à la cité de—le pouvoir de faire un emprunt spécial pour construire un système d'éclairage et de pouvoir électrique. Voir *Bills*, 111.

SHERBROOKE :—Loi amendant la charte de la cité de—. Voir *Bills*, 112.

SHERBROOKE, PALAIS DE JUSTICE DE :—. Voir *Documents*, item 140.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :—Loi amendant l'article 1675 des Statuts refondus relativement aux—. *Bills*, 13.

SŒURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC :—Voir *Bills*, 19, 114.

SŒURS DE LA CHARITÉ DE ST-LOUIS :—Loi constituant en corporation la corporation des.—Voir *Bills*, 109

SŒURS DE L'ESPÉRANCE :—Loi constituant en corporation les—Voir *Bills*, 70.

SOREL :—Loi amendant la charte de la cité de—. Voir *Bills*, 117.

STATISTIQUES MUNICIPALES :—Voir *Documents*, item 141

STATUTS :—Loi amendant la loi 1 Edouard VII, chapitre 8.—Voir *Bills*, J.

STATUTS :—Loi abrogeant la loi 60 Victoria, chapitre 40.—Voir *Bills*, O.

STATUT 60 VICTORIA, CH. 3 :—Voir *Documents*, items 142, 143.

STATUTS GÉNÉRAUX :—Loi autorisant la refonte des—de la province de Québec.—Voir *Bills*, 6.

STATUTS REFONDUS :

Loi amendant les articles 1338, 2972*d*, 2972*e*, et 5551 des—Voir *Bills*, 122.

Loi amendant l'article 5253. Voir *Bills*, 147.

Loi amendant l'article 5171. Voir *Bills*, 165.

Loi amendant l'article 4691. Voir *Bills*, 182.

Loi abrogeant la loi amendant les.—Voir *Bills*, R.

STEPHENS, GEO. W. Voir *Documents*, item 144.

## Subsides :

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1904, renvoyés au comité des subsides, 98.
2. Estimés pour l'année finissant le 30 juin 1905, renvoyés au comité des subsides, 98.
3. La Chambre devant se former en comité des subsides, 24.
4. La Chambre en comité, 98, 200, 373, 375, 390, 398, 407, 411, 415, 419, 426, 429, 431, 434, etc.
5. Résolutions rapportées, 98, 201, 375, 391, 399, 408, 412, 416, 420, 427, 430, 432, 444.
6. Considération de certaines résolutions remise à plus tard, 99, 201, 375, 400, 402.
7. Amendements proposés à la motion pour que la Chambre se constitue en comité des subsides, 342, 370, 397, 403, 405, 409, 414, 425, 430, 427, 432.
8. Voies et moyens, 24. La Chambre en comité, 454, résolutions rapportées, 455 ; adoptées, 455.

---

SUBSIDES :—*Suite.*

9. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1904 et le 30 juin 1905, et pour d'autres fins du service public. Voir *Bills*, 4. (4 Ed. VII, ch. 1).

SUBSIDES FÉDÉRAUX :—. Voir *Documents*, item 145.

"SUBURBAN TRAMWAY AND POWER CO." :—Loi constituant en corporation la—. Voir *Bills*, 79.

SUBVENTIONS :—Loi concernant des— à certaines compagnies de chemins de fer. Voir *Bills*, 16.

"TALMUD TORAH" :— Loi constituant en corporation "The Talmud Torah" (Enseignement des Ecritures) de Montréal. Voir *Bills*, 38.

TAXES MUNICIPALES :—Loi amendant le code municipal, relativement à la vente d'immeubles pour arrérages de—. Voir *Bills*, 164.

TÉMISCOUATA :—. Voir *Documents*, item 146.

TÉMOINS :—Loi amendant le code de procédure civile relativement à l'assignation des—. Voir *Bills*, 158.

TERREBONNE :—Voir *Documents*, item 147

TERREBONNE. CHEMIN DE FER ÉLECTRIQUE DE— :—Loi constituant en corporation la compagnie de— Voir *Bills*, 67.

TERRES, MINES ET PÊCHERIES :—Rapport du Ministre des—, pour l'année finissant le 30 juin 1903. (*Document No 5*), 11.

TERRES PUBLIQUES :—Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des—et des bois et forêts. Voir *Bills*, 9.

Voir, aussi, *Documents*, items 18, 61, 148, 149, 156, 157.

"TORONTO GENERAL TRUSTS CORPORATION" :—Loi concernant "The—". Voir *Bills*, 36

TRAVAUX PUBLICS :—Rapport général du ministre des—de la province pour 1903 —Voir *Documents*, items 37, 151.

TRÈS SAINT NOM DE JÉSUS :—Loi concernant la construction de l'église et de la sacristie de la paroisse du— Voir *Bills*, 43.

---

UNIONS OUVRIÈRES :—Loi concernant les—Voir *Bills*, 184.

VALLÉE, ALEXANDRE—:—Voir *Documents*, item 152.

VALLIÈRES, S. D.— : — Motion pour qu'il soit amené à la barre de la Chambre, débat, ajourné, 180. Reprise du débat ; l'affaire est renvoyée au comité des Privilèges et Elections, 188. Rapport du comité, incident clos, 202.

VÉTÉRANS DE 1865-66-71 :—Voir *Documents*, item 153.

VINCENT & CIE :—Voir *Documents*, item 154.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*.

“WESTMOUNT TRANSIT & POWER CO.” :—Loi constituant en corporation la— Voir *Bills*, 64.

WILDER, JAMES E.— : —Loi ratifiant la vente faite par les représentants de George Hasting à—. Voir *Bills*, 106.

WARWICK. CANTON DE—: —Voir *Documents*, item, 155.

WORK. CHS. LAWTON— : —. Voir *Documents*, items, 156, 157.

“YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MCGILL UNIVERSITY” :—Loi constituant en corporation la—. Voir *Bills*, 87